

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 05560

Numéro SIREN : 784 608 416

Nom ou dénomination : CREDIT AGRICOLE SA

Ce dépôt a été enregistré le 01/06/2018 sous le numéro de dépôt 14042



ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Comptes annuels	470	Notes annexes aux états financiers	473
Bilan au 31 décembre 2017	470		
Hors-bilan au 31 décembre 2017	471	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	
Compte de résultat au 31 décembre 2017	472		520

États financiers individuels

»» Chiffres clés

Résultat net

1 564 m€

- Produit net bancaire

1 457 m€

Total bilan

555 619 m€

- Opérations internes
au Crédit Agricole (actif)
- Immobilisations financières
- Capitaux propres hors FRBG

301 090 m€

63 423 m€

49 094 m€

COMPTES ANNUELS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		137 626	142 726
Caisse, Banques centrales		1 659	2 857
Effets publics et valeurs assimilées	5	15 834	21 160
Créances sur les établissements de crédit	3	120 133	118 709
Opérations internes au Crédit Agricole	3	301 090	285 622
Opérations avec la clientèle	4	4 070	3 816
Opérations sur titres		31 346	40 514
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	31 325	40 507
Actions et autres titres à revenu variable	5	21	7
Valeurs immobilisées		63 560	62 421
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	885	1 182
Parts dans les entreprises liées	6-7	62 538	61 102
Immobilisations incorporelles	7	24	23
Immobilisations corporelles	7	113	114
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres	8	27	31
Comptes de régularisation et actifs divers		17 900	20 196
Autres actifs	9	5 087	5 341
Comptes de régularisation	9	12 813	14 855
TOTAL ACTIF		555 619	555 326

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		91 821	85 577
Banques centrales		3	3
Dettes envers les établissements de crédit	11	91 818	85 574
Opérations internes au Crédit Agricole	11	36 667	32 734
Comptes créditeurs de la clientèle	12	237 100	237 271
Dettes représentées par un titre	13	89 031	89 104
Comptes de régularisation et passifs divers		20 925	25 840
Autres passifs	14	7 382	9 115
Comptes de régularisation	14	13 543	16 725
Provisions et dettes subordonnées		29 869	34 475
Provisions	15-16-17	1 334	1 661
Dettes subordonnées	19	28 535	32 814
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18	1 112	1 076
Capitaux propres hors FRBG	20	49 094	49 249
Capital souscrit		8 538	8 538
Primes d'émission		12 206	12 206
Réserves		12 686	12 624
Écart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		15	17
Report à nouveau		14 085	2 045
Résultat de l'exercice		1 564	13 819
TOTAL PASSIF		555 619	555 326

7

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNÉS		20 751	22 438
Engagements de financement	27	4 652	6 181
Engagements de garantie	27	16 088	16 257
Engagements sur titres	27	11	-
ENGAGEMENTS REÇUS		72 324	61 465
Engagements de financement	27	61 214	51 179
Engagements de garantie	27	11 110	10 286
Engagements sur titres		-	-

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	28	11 164	10 446
Intérêts et charges assimilées	28	(12 118)	(12 849)
Revenus des titres à revenu variable	29	1 593	3 513
Commissions (produits)	30	942	941
Commissions (charges)	30	(680)	(869)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	443	81
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32	139	46
Autres produits d'exploitation bancaire	33	16	85
Autres charges d'exploitation bancaire	33	(42)	(59)
Produit net bancaire		1 457	1 335
Charges générales d'exploitation	34	(753)	(746)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		(9)	(14)
Résultat brut d'exploitation		695	575
<u>Coût du risque</u>	35	14	(16)
Résultat d'exploitation		709	559
Résultat net sur actifs immobilisés	36	634	13 074
Résultat courant avant impôt		1 343	13 633
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	37	255	213
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		(34)	(27)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		1 564	13 819

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

Sommaire détaillé des notes

NOTE 1	Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice	475	NOTE 6	Titres de participation et de filiales	492
1.1	Cadre juridique et financier	475	6.1	Valeur estimative des titres de participation	495
1.2	Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole	475	NOTE 7	Variation de l'actif immobilisé	496
1.3	Événements significatifs relatifs à l'exercice 2017	477	7.1	Immobilisations financières	496
1.4	Événements postérieurs à l'exercice 2017	479	7.2	Immobilisations corporelles et incorporelles	497
NOTE 2	Principes et méthodes comptables	479	NOTE 8	Actions propres	497
2.1	Créances et engagements par signature	479	NOTE 9	Comptes de régularisation et actifs divers	498
2.2	Portefeuille Titres	481	NOTE 10	Dépréciations inscrites en déduction de l'actif	498
2.3	Immobilisations	483	NOTE 11	Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle	499
2.4	Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	484	NOTE 12	Comptes créditeurs de la clientèle	499
2.5	Dettes représentées par un titre	484	12.1	Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par durée résiduelle	499
2.6	Provisions	484	12.2	Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par zone géographique	500
2.7	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	484	12.3	Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par agent économique	500
2.8	Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels	484	NOTE 13	Dettes représentées par un titre	501
2.9	Opérations en devises	485	13.1	Dettes représentées par un titre - Analyse par durée résiduelle	501
2.10	Intégration des succursales à l'étranger	485	13.2	Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)	501
2.11	Engagements hors-bilan	485	NOTE 14	Comptes de régularisation et passifs divers	502
2.12	Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement	486	NOTE 15	Provisions	502
2.13	Avantages au personnel postérieurs à l'emploi	486	NOTE 16	Épargne-logement	504
2.14	Stock options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise	486	NOTE 17	Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies	505
2.15	Charges et produits exceptionnels	486	NOTE 18	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	506
2.16	Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)	486	NOTE 19	Dettes subordonnées - Analyse par durée résiduelle	506
NOTE 3	Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle	487	NOTE 20	Variation des capitaux propres (avant répartition)	507
NOTE 4	Opérations avec la clientèle	487	NOTE 21	Composition des fonds propres	508
4.1	Opérations avec la clientèle - Analyse par durée résiduelle	487	NOTE 22	Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations	508
4.2	Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique	488	NOTE 23	Opérations effectuées en devises	509
4.3	Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique	488			
4.4	Opérations avec la clientèle - Analyse par agent économique	489			
NOTE 5	Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille	489			
5.1	Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) - Ventilation par grandes catégories de contrepartie	490			
5.2	Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable	490			
5.3	Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle	491			
5.4	Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par zone géographique	491			

Sommaire détaillé des notes

NOTE 24 Opérations de change, prêts et emprunts en devises	509	NOTE 31 Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation	515
NOTE 25 Opérations sur instruments financiers à terme	510	NOTE 32 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	516
25.1 Opérations sur instruments financiers à terme – Encours notionnels par durée résiduelle	511	NOTE 33 Autres produits et charges d'exploitation bancaire	516
25.2 Instruments financiers à terme – Juste valeur	512	NOTE 34 Charges générales d'exploitation	517
NOTE 26 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés	512	NOTE 35 <u>Coût du risque</u>	518
NOTE 27 Engagements de financement et de garantie et autres garanties	513	NOTE 36 Résultat net sur actifs immobilisés	519
NOTE 28 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	514	NOTE 37 Impôt sur les bénéfices	519
NOTE 29 Revenus des titres	514	NOTE 38 Implantation dans des États ou territoires non coopératifs	519
NOTE 30 Produit net des commissions	515		

NOTE 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Cadre juridique et financier

Crédit Agricole S.A. est une Société Anonyme au capital de 8 538 314 milliers d'euros (soit 2 846 104 526 actions de 3 euros de valeur nominale).

Les actions représentatives du capital de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2017 se répartissent de la façon suivante :

- SAS Rue La Boétie à hauteur de 56,64 % ;
- le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,28 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 2 146 133 actions propres au 31 décembre 2017, soit 0,08 % de son capital, contre 2 765 736 actions propres au 31 décembre 2016.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2 Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

L'appartenance au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

COMPTES ORDINAIRES DES CAISSES RÉGIONALES

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires".

COMPTES D'ÉPARGNE À RÉGIME SPÉCIAL

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

COMPTES ET AVANCES À TERME

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires et certains comptes à terme, bons et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites "avances miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et enfin, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont désormais la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroir) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

TRANSFERT DE L'EXCÉDENT DES RESSOURCES MONÉTAIRES DES CAISSES RÉGIONALES

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

PLACEMENT DES EXCÉDENTS DE FONDS PROPRES DES CAISSES RÉGIONALES AUPRÈS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

OPÉRATIONS EN DEVISES

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

TITRES À MOYEN ET LONG TERME ÉMIS PAR CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Provisions et dettes subordonnées".

COUVERTURE DES RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE SOLVABILITÉ

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A. en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

Par ailleurs, le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD et règlement sur le mécanisme de résolution unique transposés en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, le Conseil de résolution unique, autorité de résolution européenne, a été doté de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est, par ailleurs, de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est

rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Dans la conduite de son action en tant qu'autorité de résolution, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution doit respecter le principe fondamental selon lequel aucun créancier ne doit, en résolution, subir de pertes plus importantes que celles qu'il aurait subies si l'entité concernée avait été liquidée selon une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du *No Creditor Worse Off than on Liquidation* - NCWOL - prévu à l'article L. 613-57-1 du Code monétaire et financier et à l'article 73 de la directive BRRD). La nécessité de respecter ce principe conduit Crédit Agricole S.A. à considérer que la garantie accordée en 1988 par les Caisses régionales au bénéfice des créanciers de Crédit Agricole S.A. devra être prise en compte par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sans toutefois préjuger des modalités de cette prise en compte.

GARANTIES SPÉCIFIQUES APPORTÉES PAR LES CAISSES RÉGIONALES À CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SWITCH)

Suite à l'opération de simplification de la structure du Groupe qui s'est traduite par la cession des participations CCI/CCA détenues par Crédit Agricole S.A. à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, Sacam Mutualisation, Crédit Agricole S.A. n'est plus au capital des Caisses régionales à l'issue de l'opération (à l'exception de 4 Caisses régionales pour lesquelles Crédit Agricole S.A. a conservé une partie marginale des CCA pour des raisons juridiques) ; celle-ci s'est donc accompagnée de la signature de deux avenants à la Convention Cadre de la garantie Switch respectivement signés le 17 février 2016 (avenant n° 2) et le 21 juillet 2016 (avenant n° 3) et mettant notamment fin à la garantie sur les CCI/CCA.

Ce dispositif ainsi modifié a pris effet le 1^{er} juillet 2016 et permet désormais de transférer aux Caisses régionales uniquement les exigences prudentielles des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA) dans la limite d'un plafond contractuel : on parle donc désormais des Switch Assurance.

La bonne fin du dispositif reste sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Équivalence des participations CAA. Lors des arrêts trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêts semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2017

CESSION PAR CRÉDIT AGRICOLE S.A. DE SA PARTICIPATION DANS EURAZEO

En date du 16 juin 2017, Crédit Agricole S.A. a cédé l'intégralité de sa participation dans Eurazeo (15,42 % du capital) à la société d'investissement de la famille Decaux, JCDecaux Holding, pour un montant total de 790,5 millions d'euros.

Parallèlement à cette cession, Crédit Agricole S.A. a mis en place un dispositif lui permettant d'être immunisé contre les variations de cours des actions Eurazeo auxquelles sont adossées les obligations Crédit Agricole S.A., échangeables en actions Eurazeo, émises en septembre 2016.

La cession des actions a généré une plus-value de 427 millions d'euros.

FINANCEMENT DE L'ACQUISITION DE PIONEER INVESTMENTS

Le 3 juillet 2017, Amundi a acquis les sociétés du groupe Pioneer Investments auprès de Pioneer Global Asset Management S.p.A., filiale d'UniCredit, pour un prix d'achat en numéraire de 3 539 millions d'euros, scellant ainsi l'accord conclu en décembre 2016.

Créé en 1928, Pioneer Investments est un groupe de gestion d'actifs international, avec une présence dans 27 pays. Pioneer Investments opère principalement à Milan, Boston, Dublin et Londres et dispose d'une présence significative entre autres en Allemagne, en Autriche et en République tchèque. Il comptait environ 1 800 collaborateurs à la date d'acquisition.

Cette opération a donné naissance au 8^e acteur mondial du secteur de la gestion d'actif en termes d'encours sous gestion. L'entité combinée permet de servir tous les segments de clientèle avec une offre diversifiée de produits et de solutions associée à une qualité de service et un engagement de premier plan.

Dans le cadre du financement de cette acquisition, Crédit Agricole S.A. a cédé partiellement ses droits préférentiels de souscription pour un montant de 65 millions d'euros puis a souscrit à l'augmentation de capital d'Amundi réalisée en mars 2017 pour 577 millions d'euros et a souscrit à hauteur de 645 millions d'euros à des émissions de dettes seniors et subordonnées. À l'issue de cette augmentation de capital, Crédit Agricole S.A. détient 68,3 % dans le capital d'Amundi contre 73,86 % avant l'opération.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE CARIPARMA DANS LE CADRE DE L'ACQUISITION DE 3 CAISSES D'ÉPARGNE ITALIENNES

Suite à l'accord conclu avec le Fonds interbancaire de garantie des dépôts italien, Crédit Agricole Cariparma a acquis, le 21 décembre 2017, 95 % du capital des Caisses d'épargne de Cesena, de Rimini et de San Miniato pour un montant de 130 millions d'euros.

Dans le cadre du financement de cette opération, Crédit Agricole Cariparma a procédé, le 21 décembre 2017, à une augmentation de capital de 320 millions d'euros, souscrite à hauteur de 256 millions d'euros par Crédit Agricole S.A.

ACQUISITION DE LA PARTICIPATION DE 15 % DE NATIXIS DANS CACEIS

Crédit Agricole S.A. a finalisé le 22 décembre 2017 l'acquisition, pour un montant de 380 millions d'euros, de la participation de 15 % de Natixis dans sa filiale de services financiers aux institutionnels CACEIS dont il détient désormais 100 % du capital.

REMBOURSEMENT DE LA RETENUE À LA SOURCE BANCA INTESA

Au cours du second semestre 2017, Crédit Agricole S.A. a obtenu de l'administration fiscale italienne le remboursement d'une retenue à la source de 57 millions d'euros, intégrant 4,7 millions d'euros d'intérêts de retard, prélevée sur les dividendes versés par Banca Intesa à Crédit Agricole S.A. au titre des années 2004-2005 et 2007-2008.

OPÉRATION D'OPTIMISATION DE LA DETTE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Crédit Agricole S.A. a lancé, le 15 mai 2017, des offres de rachats simultanées en numéraire portant sur six souches de titres super subordonnés à durée indéterminée en circulation afin d'optimiser sa propre base de capital ainsi que celle du groupe Crédit Agricole. L'opération a été réalisée en mai et juin 2017 pour un montant total de rachats s'élevant à 1,24 milliard d'euros équivalents.

L'impact de ces rachats, net du débouclage des couvertures, est un produit de 39 millions d'euros avant impôt dans les comptes du 31 décembre 2017.

ÉVOLUTION DES ENCOURS DE LA S.A. DE TITRISATION EURO SECURED NOTES ISSUER (ESNI)

La société de titrisation ESNI, détenue par plusieurs groupes bancaires français, permet la mobilisation de créances privées sous forme de titres afin de faciliter les échanges sur le marché interbancaire.

Au 1^{er} janvier 2017, Crédit Agricole S.A. détient un compartiment qui lui est propre dans ESNI, le compartiment 006.

Le 10 octobre 2017, la ligne de titres et l'emprunt d'un montant nominal de 2 milliards d'euros émis par le compartiment 006 d'ESNI ont été remboursés.

REMBOURSEMENT DU FCT EVERGREEN

Le 12 octobre 2017, le fonds commun de titrisation FCT Evergreen qui avait pour objectif de permettre la création d'obligations notées AAA/Aaa dans le bilan de Crédit Agricole S.A. à partir de prêts sécurisés par la remise en garantie de créances issues de prêts immobiliers, a été remboursé en totalité pour un encours de 9 milliards d'euros.

PROVISION ÉPARGNE-LOGEMENT

La provision épargne-logement au 31 décembre 2017 a été impactée notamment par le changement de certains modèles. Ainsi, l'allongement à 18 ans du modèle d'écoulement des PEL s'est traduit par une reprise de 85 millions d'euros et le changement de méthodologie d'estimation du taux de référence épargne s'est traduit par une reprise de 15 millions d'euros.

AMENDE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LES PRODUITS DÉRIVÉS DE TAUX EURO

Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB au paiement d'une amende d'un montant de 115 millions d'euros pour violation des règles du droit de la concurrence contenues dans le traité de l'Union européenne dans la procédure relative aux produits dérivés de taux d'intérêt en euro (dite "Euribor").

La répartition entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB n'étant pas fixée dans la condamnation et le Groupe ayant décidé de déposer une requête en annulation devant le Tribunal de l'Union européenne, Crédit Agricole S.A. s'est acquitté le 3 mars 2017 de l'intégralité du montant de la pénalité, en sa qualité d'organe central, garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB. Cette charge entièrement couverte par une provision n'a pas eu d'impact sur le résultat net de Crédit Agricole S.A.

LITIGE "ÉCHANGES IMAGES CHÈQUES"

La Cour d'appel de Paris, dans son arrêt du 21 décembre 2017, a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence (ADLC) qui avait sanctionné en 2010 les principales banques françaises pour entente dans la détermination des tarifs et conditions liées aux chèques remis à l'encaissement. Suite à cet arrêt, la sanction de Crédit Agricole S.A. s'élève à 76 millions d'euros.

Après allocation de cette amende aux Caisses régionales, l'impact pour Crédit Agricole S.A. est une charge de 38,3 millions d'euros enregistrée en Produit net bancaire.

CONTRÔLE FISCAL CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur l'exercice 2013.

L'administration fiscale a notifié un redressement visant à refuser la déduction fiscale opérée, consécutive à la moins-value correspondant à la cession des titres Emporiki Bank issus d'une augmentation de capital réalisée le 28 janvier 2013, soit quatre jours avant la cession d'Emporiki Bank à Alpha Bank.

L'administration fiscale conteste le fait que les titres de cette filiale aient été traités en titres de placement.

Ce redressement est contesté. L'avis de mise en recouvrement du 15 mars 2017 d'un montant de 312 millions d'euros a fait l'objet d'un paiement et, parallèlement, une créance du même montant est comptabilisée au 31 décembre 2017. Dans le cadre de ce litige, la Commission Nationale des Impôts a rendu un avis favorable le 13 janvier 2017, par lequel elle considère que le redressement fiscal devrait être abandonné.

Crédit Agricole S.A. fait de nouveau l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2014 et 2015. Une provision a été comptabilisée à hauteur des risques estimés.

ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION FISCALE EN FRANCE

Suppression de la taxe de 3 % sur les dividendes pour les sociétés françaises à la suite de la décision du Conseil constitutionnel

Après avoir été reconnue contraire à la directive européenne 2011/96/UE relative au régime fiscal des sociétés mères et filiales par la Cour de justice de l'Union européenne le 17 mai 2017, la taxe de 3 % sur les dividendes a été jugée inconstitutionnelle par une décision du Conseil constitutionnel du 6 octobre 2017, que ces dividendes correspondent à des bénéfices d'exploitation ou à des dividendes de filiales françaises et étrangères.

La taxe de 3 % sur les dividendes a ainsi été supprimée du Code général des impôts par la loi de finances pour 2018. Cette disposition s'applique aux montants distribués dont la mise en paiement intervient à compter du 1^{er} janvier 2018. En outre, le Groupe a procédé à des demandes de dégrèvement au titre des exercices 2014 à 2017.

L'impact sur le résultat de Crédit Agricole S.A. correspond aux remboursements perçus au titre des demandes de dégrèvement des exercices antérieurs précités de 38,9 millions d'euros (hors intérêts moratoires).

Évolutions de la loi de Finance en France

La première loi de finances rectificative pour 2017 d'une part, la loi de finances pour l'exercice 2018 et la seconde loi de finances rectificative pour l'exercice 2017 d'autre part, ont été adoptées respectivement les 1^{er} et 21 décembre 2017 par l'Assemblée nationale. Les évolutions relatives à l'impôt sur les sociétés ont eu des effets significatifs sur les comptes de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2017.

La loi de finances pour 2018 accélère la diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022, le taux normal maximum, incluant la contribution sociale de 3,3 %, sera ramené respectivement à 32,03 %, 28,92 %, 27,37 % et 25,83 %.

Cette modification n'a pas d'impact sur les comptes en normes françaises.

Contributions exceptionnelles sur l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises françaises

Suite à l'annulation pour inconstitutionnalité de la taxe de 3 % applicable aux distributions de dividendes, ont été instituées au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2017 et jusqu'au 30 décembre 2018 :

- une contribution exceptionnelle égale à 15 % de l'impôt sur les sociétés dû (avant imputation des réductions, crédits d'impôt et créances fiscales de toutes natures) par les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'euros. Cette contribution exceptionnelle porte le taux d'impôt effectif à 39,43 % ;
- une contribution additionnelle égale à 15 % de l'impôt sur les sociétés dû (avant imputation des réductions, crédits d'impôt et créances fiscales de toutes natures) par les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros. Cette contribution exceptionnelle porte le taux d'impôt effectif à 44,43 %.

L'impact sur le résultat de Crédit Agricole S.A. est une charge d'impôt complémentaire de 141 millions d'euros.

1.4 Événements postérieurs à l'exercice 2017

SUPPRESSION DU DIVIDENDE MAJORÉ

Crédit Agricole S.A. a mis en place depuis son Assemblée générale de 2011, un mécanisme de dividende majoré afin de récompenser la fidélité de ses actionnaires, conformément aux dispositions de l'article L. 232-14 du Code de commerce ⁽¹⁾ et à l'article 31 de ses statuts.

Le 20 décembre 2017, Crédit Agricole S.A. a annoncé qu'il proposerait à l'Assemblée générale des actionnaires prévue le 16 mai 2018, la suppression de la clause statutaire de majoration du dividende.

Le paiement d'un dividende majoré a en effet été considéré par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA - *European Banking Authority*) comme une "distribution préférentielle" non conforme au règlement *Capital Requirements Regulation* (CRR). Cette analyse a été confirmée par la Banque centrale européenne (BCE).

En guise de mesure compensatoire, Crédit Agricole S.A. versera aux ayants droit une indemnité égale à une action ordinaire nouvelle pour 26 actions nominatives ouvrant droit au versement d'un dividende majoré au titre de l'exercice 2017 (actions inscrites au nominatif sans discontinuité depuis le 31 décembre 2015 et jusqu'au jour de paiement du dividende afférent à l'exercice 2017).

Compte tenu du cours moyen pondéré de l'action Crédit Agricole S.A. observé sur une période de 60 jours de bourse achevée le 12 février 2018 au soir (14,55 €), la valeur de l'indemnité ressort à environ 56 cts par action.

Le montant de cette indemnité a été déterminée sur la base d'une expertise indépendante réalisée par le cabinet Ledouble. Ce cabinet a évalué l'indemnité destinée à compenser les ayants droit de la suppression du dividende majoré en fonction de trois facteurs principaux : la chronique des dividendes futurs, la durée de détention moyenne estimée des actions à dividende majoré et le taux d'actualisation des flux futurs. Le Conseil d'administration du 13 février a fixé le montant de l'indemnité à l'intérieur de la fourchette de prix estimée par le cabinet entre 0,45 € et 0,63 €, soit une valorisation équilibrée entre les intérêts des ayants droit et celle des autres actionnaires.

La suppression de la clause statutaire de majoration du dividende ainsi que les modalités de l'indemnisation à verser aux ayants droit seront soumises à l'approbation de l'Assemblée spéciale des ayants droit au dividende majoré qui se tiendra le 4 avril 2018 ainsi qu'au vote des actionnaires lors de l'AGE du 16 mai 2018.

NOTE 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de Crédit Agricole S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier

2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de publication par l'État français	Date de 1 ^{re} application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans Crédit Agricole S.A.
Règlement ANC N° 2015-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général.	23 novembre 2015	1 ^{er} janvier 2016	Oui
Règlement ANC N° 2016-07 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 relatif au plan comptable général.	4 novembre 2016	1 ^{er} janvier 2016	Oui

Les règlements de l'ANC n° 2015-06 et 2016-07 n'ont eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de Crédit Agricole S.A.

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (titre 2 "Traitement comptable du risque de crédit" du livre II "Opérations particulières") du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

(1) Seuls 6 % des actions ordinaires sont aujourd'hui éligibles au dividende majoré, qui a représenté un supplément de distribution de 10 millions d'euros l'an dernier.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Les avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. À ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les avances aux Caisses régionales.

L'application du titre 2 "Traitement comptable du risque de crédit" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit Crédit Agricole S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

CRÉANCES RESTRUCTURÉES

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt et ;
- la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont dépréciés individuellement au plus tard au bout de trente jours d'impayés.

Crédit Agricole S.A. ne détient pas de créances restructurées au 31 décembre 2017.

CRÉANCES DOUTEUSES

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son

encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet, de la part de l'établissement, d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

■ créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises ;

■ créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

DÉPRÉCIATION AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT AVÉRÉ

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

TRAITEMENT COMPTABLE DES DÉPRÉCIATIONS

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

PROVISIONS AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT NON AFFECTÉ INDIVIDUELLEMENT

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions risques pays ou les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois. Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe, statistiquement ou historiquement, une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

RISQUES PAYS

Les risques pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués "du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, ou dont la bonne fin dépend

de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays" (note de la Commission bancaire du 24 décembre 1998).

Lorsque ces créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles demeurent dans leur poste d'origine.

PASSAGE EN PERTE

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole S.A. le détermine avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (titre 3 "Comptabilisation des opérations sur titres" du livre II "Opérations particulières") ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (titre 2 "Traitement comptable du risque de crédit" du livre II "Opérations particulières") du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

2.2.1 TITRES DE TRANSACTION

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.

Hormis dans les cas prévus conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (titre 3 "Comptabilisation des opérations sur titres" du livre II "Opérations particulières") du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation".

2.2.2 TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Des obligations en euros et en devises, des titres de SICAV et de fonds communs de placement constituent l'essentiel du portefeuille de titres de placement de Crédit Agricole S.A.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des SICAV et des fonds communs de placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations, destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole S.A. dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf : note 2.1 "Créances et engagements par signature - Dépréciations au titre du risque de crédit avéré").

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

2.2.3 TITRES D'INVESTISSEMENT

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole S.A. dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du titre 2 "Traitement comptable du risque de crédit" du livre II "Opérations particulières", du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique "Coût du risque".

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.2.4 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (titre 3 "Comptabilisation des opérations sur titres" du livre II "Opérations particulières") du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des "investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle".

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole S.A. satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés", de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2.2.5 PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues, dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable ;
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique "Résultat net sur actifs immobilisés".

2.2.6 PRIX DE MARCHÉ

Le prix de marché, auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole S.A. détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole S.A. utilise des

techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

2.2.7 DATES D'ENREGISTREMENT

Crédit Agricole S.A. enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

2.2.8 PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

2.2.9 RECLASSEMENT DE TITRES

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (titre 3 "Comptabilisation des opérations sur titres" du livre II "Opérations particulières") du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole S.A. a opéré, au cours du mois d'avril 2017, des transferts du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, pour une valeur nette comptable de 1,5 milliard d'euros.

2.2.10 RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Les actions propres rachetées par Crédit Agricole S.A., y compris les actions et options sur actions détenues en couverture des plans de *stock options*, sont enregistrées à l'actif du bilan dans une rubrique spécifique.

Elles font l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat, à l'exception des opérations relatives aux plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés selon le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

2.3 Immobilisations

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Crédit Agricole S.A. applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste "Fonds commercial" ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en "Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole S.A. suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole S.A. sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont incluses dans ces différentes rubriques en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif "Dettes subordonnées".

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés ; la charge correspondante est inscrite dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1^{er} janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;
- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1^{er} janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

Crédit Agricole S.A. applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers, versées aux Caisses régionales, sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Commissions (charges)".

2.6 Provisions

Crédit Agricole S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole S.A. a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le titre 6 "Épargne réglementée" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des provisions pour risques juridiques résulte de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes. Des informations détaillées sont fournies en note "15 Provision".

2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Conformément aux dispositions prévues par la IV^e directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole S.A., à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.8 Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du titre 5 "Les instruments financiers à terme" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie "b" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie "c" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits *pro rata temporis* dans la rubrique "Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s - Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture". Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie "a" article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie "d" article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées *via* une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole S.A. intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories "a" et "d" de l'article 2522-1 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole S.A.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indicatifs ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9 Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les dotations aux succursales, les immobilisations des implantations à l'étranger, les titres d'investissement et de participation en devises achetés contre euros sont convertis en euros au cours du jour de la transaction. Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole S.A. à l'étranger.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés".

Dans le cadre de l'application du titre 7 "Comptabilisation des opérations en devises" du livre II "Opérations particulières" du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Crédit Agricole S.A. a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10 Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées.

Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan sont convertis au cours de clôture ;
- les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et produits courus sont convertis au cours de clôture.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan dans la rubrique "Comptes de régularisation".

2.11 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole S.A.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 24, 25 et 26.

2.12 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 21 juin 2011.

La participation et l'intéressement figurent dans les "Frais de personnel".

2.13 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

2.13.1 ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE, DE PRÉ-RETRAITE ET D'INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE - RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Crédit Agricole S.A. a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

En application de ce règlement, Crédit Agricole S.A. provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Crédit Agricole S.A. a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatées au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

2.13.2 PLANS DE RETRAITE - RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "Frais de personnel".

2.14 Stock options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise

PLANS DE STOCK OPTIONS

Les plans de *stock options* accordés à certaines catégories de salariés sont enregistrés lors de la levée de l'option. Cette levée donne lieu soit à une émission d'actions, enregistrée conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital, soit à la mise à disposition d'actions propres aux salariés préalablement acquises à la levée par Crédit Agricole S.A. et comptabilisées conformément aux dispositions détaillées dans le paragraphe "Rachat d'actions propres".

SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise, avec une décote maximum de 20 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

2.15 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole S.A.

2.16 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur le bénéfice" du compte de résultat.

Crédit Agricole S.A. a mis en place, depuis 1990, un dispositif d'intégration fiscale. Au 31 décembre 2017, 1 254 entités ont signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), Crédit Agricole S.A. a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 *quater* C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

NOTE 3

Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
● à vue	1 628	-	-	-	1 628	1	1 629	2 034
● à terme	8 480	15 679	64 810	17 009	105 978	194	106 172	103 744
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	1 000
Prêts subordonnés	140	165	58	11 954	12 317	18	12 335	11 935
Total	10 248	15 844	64 868	28 963	119 923	213	120 136	118 713
Dépréciations							(3)	(4)
VALEUR NETTE AU BILAN							120 133	118 709
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	1 779	-	-	-	1 779	3	1 782	1 211
Comptes et avances à terme	42 604	79 833	105 932	67 892	296 261	223	296 484	284 341
Titres reçus en pension livrée	1	2 063	399	-	2 463	4	2 467	13
Prêts subordonnés	-	-	-	356	356	1	357	57
Total	44 384	81 896	106 331	68 248	300 859	231	301 090	285 622
Dépréciations							-	-
VALEUR NETTE AU BILAN							301 090	285 622
TOTAL							421 223	404 331

NOTE 4

Opérations avec la clientèle

7

4.1 Opérations avec la clientèle - Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres concours à la clientèle	1 435	279	1 314	671	3 699	4	3 703	3 530
Valeurs reçues en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	367	-	-	-	367	1	368	287
Dépréciations							(1)	(1)
VALEUR NETTE AU BILAN							4 070	3 816

4.2 Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	2 250	2 339
Autres pays de l'Union européenne	1 809	1 465
Autres pays d'Europe	-	-
Amérique du Nord	7	7
Amérique centrale et du sud	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-
Japon	-	-
Non ventilés et organismes internationaux	-	-
Total en principal	4 066	3 811
Créances rattachées	5	6
Dépréciations	(1)	(1)
VALEUR NETTE AU BILAN	4 070	3 816

4.3 Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(en millions d'euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	2 255	1	1	(1)	(1)	2 345	1	1	(1)	(1)
Autres pays de l'Union européenne	1 809	-	-	-	-	1 465	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	7	-	-	-	-	7	-	-	-	-
Amérique centrale et du sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non ventilés et organismes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	4 071	1	1	(1)	(1)	3 817	1	1	(1)	(1)

4.4 Opérations avec la clientèle – Analyse par agent économique

	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
(en millions d'euros)										
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agriculteurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres professionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèles financières	2 505	-	-	-	-	2 100	-	-	-	-
Entreprises	1 563	1	1	(1)	(1)	1 713	1	1	(1)	(1)
Collectivités publiques	3	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Autres agents économiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	4 071	1	1	(1)	(1)	3 817	1	1	(1)	(1)

NOTE 5

Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille

	31/12/2017					31/12/2016
	Titres de Transaction	Titres de Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'Investissement	Total	Total
(en millions d'euros)						
Effets publics et valeurs assimilées :	-	8 776	-	6 927	15 703	21 000
<i>dont surcote restant à amortir</i>	-	294	-	646	940	706
<i>dont décote restant à amortir</i>	-	(58)	-	(3)	(61)	82
Créances rattachées	-	75	-	58	133	170
Dépréciations	-	(2)	-	-	(2)	(10)
Valeur nette au bilan	-	8 849	-	6 985	15 834	21 160
Obligations et autres titres à revenu fixe ⁽¹⁾ :						
Émis par organismes publics	-	2 784	-	-	2 784	2 578
Autres émetteurs	-	26 136	-	2 224	28 360	37 827
<i>dont surcote restant à amortir</i>	-	245	-	-	245	316
<i>dont décote restant à amortir</i>	-	(40)	-	-	(40)	36
Créances rattachées	-	188	-	-	188	267
Dépréciations	-	(7)	-	-	(7)	(165)
Valeur nette au bilan	-	29 101	-	2 224	31 325	40 507
Actions et autres titres à revenu variable (y compris actions propres)	14	10	-	-	24	10
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	(3)	-	-	(3)	(3)
Valeur nette au bilan	14	7	-	-	21	7
TOTAL	14	37 957	-	9 209	47 180	61 674
Valeurs estimatives	14	39 274	-	9 344	48 632	63 803

(1) Dont 5 908 millions d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2017 et 6 219 millions d'euros au 31 décembre 2016.

5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) – Ventilation par grandes catégories de contrepartie

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Administrations et Banques centrales (y compris États)	1 669	1 532
Établissements de crédit	17 652	17 260
Clientèles financières	2 884	13 721
Collectivités locales	1 115	1 046
Entreprises, assurances et autres clientèles	7 848	6 856
Divers et non ventilés	-	-
Total en principal	31 168	40 415
Créances rattachées	188	267
Dépréciations	(10)	(168)
VALEUR NETTE AU BILAN	31 346	40 514

5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(en millions d'euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	31 144	15 703	24	46 871	40 405	21 000	10	61 415
dont titres cotés	23 011	15 703	-	38 714	34 036	21 000	-	55 036
dont titres non cotés ⁽¹⁾	8 133	-	24	8 157	6 369	-	10	6 379
Créances rattachées	188	133	-	321	267	170	-	437
Dépréciations	(7)	(2)	(3)	(12)	(165)	(10)	(3)	(178)
VALEUR NETTE AU BILAN	31 325	15 834	21	47 180	40 507	21 160	7	61 674

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante : OPCVM étrangers 5 millions d'euros constitués d'OPCVM de capitalisation.

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DES OPCVM PAR NATURE AU 31 DÉCEMBRE 2017 :

(en millions d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	14	-
OPCVM obligataires	-	-
OPCVM actions	5	5
OPCVM autres	2	2
TOTAL	21	7

5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe – Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	682	3 034	14 623	12 805	31 144	188	31 332	40 672
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	(7)	(165)
VALEUR NETTE AU BILAN	682	3 034	14 623	12 805	31 144	188	31 325	40 507
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute	235	3 814	3 386	8 268	15 703	133	15 836	21 170
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	(2)	(10)
VALEUR NETTE AU BILAN	235	3 814	3 386	8 268	15 703	133	15 834	21 160

5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe – Analyse par zone géographique

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Encours bruts	Dont encours douteux	Encours bruts	Dont encours douteux
France (y compris DOM-TOM)	25 367	-	39 103	-
Autres pays de l'Union européenne	17 893	-	18 523	150
Autres pays d'Europe	1 774	-	1 824	-
Amérique du Nord	1 488	-	1 444	-
Amérique centrale et du sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	30	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	295	-	511	-
Japon	-	-	-	-
Total en principal	46 847	-	61 405	150
Créances rattachées	321	-	437	-
Dépréciations	(9)	-	(175)	(150)
VALEUR NETTE AU BILAN	47 159	-	61 667	-

NOTE 6

Titres de participation et de filiales

Société	Adresse	Devise	(en millions de devises d'origine)			(en millions de contre-valeurs euros)		(en millions de contre-valeurs euros)				
			Informations financières			Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou CA HT du dernier exercice écoulé ⁽²⁾	Résultat du dernier exercice clos 31/12/2017	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
			Capital 31/12/2017	Capitaux propres autres que le Capital 31/12/2017	Quote-part de Capital détenue (en %)	Valeur brute	Valeur nette					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Crédit Agricole S.A.												
1) Parts dans les entreprises liées des établissements de crédit (plus de 50 % du capital)												
Banco Bisel	Corrientes 832, 1° Piso Rosario, Provincia De Santa Fe, Argentine	ARS	N.A.	N.A.	99	237	-	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
Cariparma	Via Universita n°1 43121 Parma, Italie	EUR	934	3 866 ⁽¹⁾	77	5 342	4 735	834	-	1 366 ⁽¹⁾	205 ⁽¹⁾	89
Crédit Agricole Srbija	Brace Ribnikara 4-6, 21000 Novi Sad, Republic Of Serbia	RSD	8 420	133 ⁽¹⁾	100	249	72	159	127	46 ⁽¹⁾	2 ⁽¹⁾	-
Crédit du Maroc	48-58 boulevard Mohamed V, Casablanca, Maroc	MAD	1 088	2 872 ⁽¹⁾	79	377	377	-	69	242 ⁽¹⁾	18 ⁽¹⁾	7
EFL SA	Pl. Orlat Lwowskich 1, 53 605 Wroclaw, Pologne	PLN	674	206 ⁽¹⁾	100	352	240	1 009	977	170 ⁽¹⁾	18 ⁽¹⁾	14
PJSC Crédit Agricole Ukraine	42/4 Pushkinska Street, Kiev 01004, Ukraine	UAH	1 222	445 ⁽¹⁾	100	360	67	32	3	116 ⁽¹⁾	24 ⁽¹⁾	11
Crédit Agricole Polska SA	Pl. Orlat Lwowskich 1, 53 605 Wroclaw, Pologne	PLN	1	542 ⁽¹⁾	81	542	465	77	-	35 ⁽¹⁾	29 ⁽¹⁾	-
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	12 place des États-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex	EUR	7 852	2 966 ⁽¹⁾	97	19 053	19 053	24 083	110	3 363 ⁽¹⁾	682 ⁽¹⁾	235
Amundi Group	91-93 boulevard Pasteur, Immeuble Cotentin, 75015 Paris	EUR	504	2 901 ⁽¹⁾	68	4 231	4 231	878	2 406	333 ⁽¹⁾	299 ⁽¹⁾	303
Crédit Agricole Leasing & Factoring	12 place des États-Unis, CS 30002, 92548 Montrouge Cedex	EUR	195	257 ⁽¹⁾	100	839	839	17 314	313	140 ⁽¹⁾	43 ⁽¹⁾	81
Crédit Agricole Consumer Finance	Rue du Bois Sauvage, 91038 Evry Cedex	EUR	554	3 578 ⁽¹⁾	100	7 607	7 607	13 943	3 042	954 ⁽¹⁾	185 ⁽¹⁾	319
Crédit Lyonnais	18 rue de la République, 69002 Lyon	EUR	1 848	1 716 ⁽¹⁾	95	10 898	8 698	28 320	408	2 861 ⁽¹⁾	355 ⁽¹⁾	24
Crédit Agricole Home Loan SFH	12 place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex	EUR	550	3 ⁽¹⁾	100	550	550	333	-	4 ⁽¹⁾	-	-
Foncaris	12 place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex	EUR	225	358 ⁽¹⁾	100	320	320	-	414	26 ⁽¹⁾	12 ⁽¹⁾	10
Caisse régionale Corse	1 avenue Napoleon III, BP 308, 20193 Ajaccio	EUR	99	(9) ⁽¹⁾	100	99	99	-	7	70	8 ⁽¹⁾	-
2) Participations dans les établissements de crédit (10 à 50 % du capital)												
Banco Espirito Santo	Avenida de Libertade 195, 1250 Lisbonne, Portugal	EUR	N.A.	N.A.	12	684	-	-	-	N.A.	N.A.	-
Crédit Agricole Egypt SAE	P/O Box 364, 11835 New Cairo, Égypte	EGP	1 244	1 436 ⁽¹⁾	47	258	240	25	-	197	64 ⁽¹⁾	14
Crédit Logement	50 boulevard Sébastopol, 75003 Paris	EUR	1 260	489 ⁽¹⁾	16	215	215	-	-	218	108 ⁽¹⁾	17
Caisse de Refinancement de l'habitat	35 rue La Boétie, 75008 Paris	EUR	540	23 ⁽¹⁾	24	136	136	-	-	2	-	-

Société	Adresse	Devise	(en millions de devises d'origine)			(en millions de contre-valeurs euros)		(en millions de contre-valeurs euros)				
			Informations financières			Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou CA HT du dernier exercice écoulé ⁽²⁾	Résultat du dernier exercice clos 31/12/2017	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
			Capital 31/12/2017	Capitaux propres autres que le Capital 31/12/2017	Quote-part de Capital détenue (en %)	Valeur brute	Valeur nette					
3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50 % du capital)												
Crédit Agricole Assurances	50-56 rue de la Procession, 75015 Paris	EUR	1 490	7 337 ⁽¹⁾	100	10 516	10 516	796	-	37 ⁽¹⁾	1 019 ⁽¹⁾	261
Crédit Agricole Capital Investissement & Finance	100 boulevard du Montparnasse, 75014 Paris	EUR	688	385 ⁽¹⁾	100	1 146	1 146	-	-	23 ⁽¹⁾	20 ⁽¹⁾	18
Crédit Agricole Immobilier	12 place des États-Unis, 92545 Montrouge Cedex	EUR	125	65 ⁽¹⁾	50	91	91	111	-	36 ⁽¹⁾	37 ⁽¹⁾	6
Delfinances	12 place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex	EUR	151	72 ⁽¹⁾	100	171	171	-	-	-	(5) ⁽¹⁾	-
Evergreen Montrouge	12 place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex	EUR	475	(132) ⁽¹⁾	100	475	475	19	-	29 ⁽¹⁾	(46) ⁽¹⁾	-
IUB HOLDING	12 place des États-Unis, 92127 Montrouge Cedex	EUR	37	10 ⁽¹⁾	100	112	43	-	-	-	(4) ⁽¹⁾	-
CACEIS	1-3 place Valhubert, 75013 Paris	EUR	654	577 ⁽¹⁾	100	1 771	1 771	512	4 379	142 ⁽¹⁾	326 ⁽¹⁾	50
4) Autres participations (< 50 % du capital)												
Fonds de garantie de résolution des dépôts	65 rue de la victoire, 75009 Paris	EUR	-	1 ⁽¹⁾	-	190	190	-	-	-	-	-
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital de Crédit Agricole S.A.			EUR			672	555	-	-	-	-	131
TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS						67 493	62 902	88 445	12 254	-	-	1 590
Avances consolidables et créances rattachées		EUR				521	521	-	-	-	-	-
VALEURS AU BILAN						68 014	63 423	88 445	12 254	-	-	1 590

(1) Données de l'exercice 2016.

(2) Il s'agit du chiffre d'affaires pour les filiales autres que les Caisses régionales.

Détermination de la valeur d'utilité des filiales et participations

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention. L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

La détermination de la valeur d'utilité des titres de participation et de filiales a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de la filiale tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur 3 ans (2018-2020) pour les besoins de pilotage du Groupe, éventuellement extrapolées sur les 2 années suivantes.

Le scénario économique sur lequel se fondent les trajectoires financières projetées est celui d'un scénario de consolidation de la croissance sans risque inflationniste majeur ni tensions financières, qui suppose que les banques centrales s'orientent vers une politique monétaire moins accommodante à petits pas :

- une croissance économique plus soutenue qu'au cours des années passées s'installe en zone euro, y compris en France et en Italie, croissance par ailleurs non inflationniste. Cette croissance fléchit toutefois légèrement après 2018 ;
- une politique monétaire toujours très accommodante devrait être conduite par la Banque centrale européenne (BCE) même si un resserrement graduel est mis en œuvre : les taux courts ne sortent de leur territoire négatif actuel qu'en fin de période de projection. Les taux longs, de leur côté, poursuivent leur redressement très progressif ;

- la normalisation monétaire conduite par la Fed se poursuit et l'économie américaine continue de connaître une croissance régulière, sans tensions inflationnistes, de sorte que les taux montent lentement mais sans pentification de la courbe ;
- une croissance qui devrait s'améliorer modérément dans les pays émergents, avec des situations différenciées :

ralentissement très progressif de l'économie en Chine sur plusieurs années, maintien d'un haut niveau de croissance en Inde, amélioration du Brésil et de la Russie qui s'extraient de la récession mais restent sur des rythmes de croissance modérée.

Au 31 décembre 2017, les taux de croissance à l'infini, les taux d'actualisation et les taux d'allocation de fonds propres en proportion des emplois pondérés se répartissent par pôle métier selon le tableau ci-après :

EN 2017 (PÔLES MÉTIERS CRÉDIT AGRICOLE S.A.)

En 2017	Taux de croissance à l'infini	Taux d'actualisation	Fonds propres alloués
Banque de proximité en France - LCL	2,0 %	7,7 %	9,5 %
Banque de proximité à l'international - Italie	2,0 %	9,1 %	9,5 %
Banque de proximité à l'international - autres	3,0 % à 7,0 %	9,5 % à 19,0 %	9,5 %
Services Financiers spécialisés	2,0 %	7,7 % à 8,1 %	9,5 %
Gestion de l'épargne et Assurances	2,0 %	7,7 % à 8,6 %	9,5 % 80 % de la marge de solvabilité (Assurances)
Grandes clientèles	2,0 %	8,1 % à 9,5 %	9,5 %

Le relèvement des exigences prudentielles à partir de 2016 au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 par la BCE a conduit Crédit Agricole S.A. à relever progressivement le niveau de fonds propres alloués en pourcentage des emplois pondérés pour certaines entités. Les nouvelles exigences de fonds propres communiquées fin 2017 à l'issue du SREP n'ont pas modifié les exigences prudentielles au titre du Pilier 2 appliquées à Crédit Agricole S.A. Nous avons retenu pour l'ensemble des titres de participations et de filiales, y compris celles non soumises à une exigence Pilier 2, une exigence de fonds propres correspondant à 9,5 % des emplois pondérés, soit le niveau le plus élevé entre le ratio exigé au titre du Pilier 2 *Requirement* et le taux d'allocation retenu en 2016 pour les titres de participations et de filiales soumises à une exigence Pilier 2.

Ainsi, au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués à l'ensemble des titres de participations et de filiales bancaires ressortent à 9,5 % des emplois pondérés.

La détermination des taux d'actualisation au 31 décembre 2017 pour l'ensemble des pôles métiers reflète le maintien à un niveau faible des taux d'intérêt à long terme que l'on observe en Europe et plus particulièrement en France. Les primes de risque action restent, de leur côté, globalement stables ou en progression marginale. Ces évolutions se traduisent par une légère baisse des taux d'actualisation retenus par rapport à fin 2016.

Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2017 sont inchangés par rapport à ceux utilisés au 31 décembre 2016.

6.1 Valeur estimative des titres de participation

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	61 058	77 230	60 373	70 632
Titres cotés	4 867	9 997	4 328	8 809
Avances consolidables	513	513	511	511
Créances rattachées	-	-	1	1
Dépréciations	(3 900)	-	(4 111)	-
VALEUR NETTE AU BILAN	62 538	87 740	61 102	79 953
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 352	1 053	1 326	1 031
Titres cotés	-	-	364	597
Avances consolidables	8	8	8	8
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	(691)	-	(691)	-
Sous-total titres de participation	669	1 061	1 007	1 636
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	191	191	150	150
Titres cotés	25	35	25	27
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
Sous-total autres titres détenus à long terme	216	226	175	177
VALEUR NETTE AU BILAN	885	1 287	1 182	1 813
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	63 423	89 027	62 284	81 766

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	62 601	-	61 849	-
Titres cotés	4 892	-	4 717	-
TOTAL	67 493	-	66 566	-

Les valeurs estimatives incluent les avances consolidables et les créances rattachées. Elles sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

NOTE 7 Variation de l'actif immobilisé**7.1 Immobilisations financières**

(en millions d'euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2017
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	64 701	1 345	(121)	-	65 925
Avances consolidables	511	30	(28)	-	513
Créances rattachées	1	-	(1)	-	-
Dépréciations	(4 111)	(227)	438	-	(3 900)
VALEUR NETTE AU BILAN	61 102	1 148	288	-	62 538
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 690	31	(369)	-	1 352
Avances consolidables	8	-	-	-	8
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	(691)	-	-	-	(691)
Sous-total titres de participation	1 007	31	(369)	-	669
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	175	41	-	-	216
Avances consolidables	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Sous-total autres titres détenus à long terme	175	41	-	-	216
VALEUR NETTE AU BILAN	1 182	72	(369)	-	885
TOTAL	62 284	1 220	(81)	-	63 423

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

7.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions d'euros)	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements ⁽¹⁾	31/12/2017
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	147	-	-	-	147
Amortissements et dépréciations	(33)	(1)	-	-	(34)
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE AU BILAN	114	(1)	-	-	113
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	87	9	-	-	96
Amortissements et dépréciations	(64)	(8)	-	-	(72)
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
VALEUR NETTE AU BILAN	23	1	-	-	24
TOTAL	137	-	-	-	137

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

NOTE 8 Actions propres

	31/12/2017				31/12/2016
(en millions d'euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Valeurs immobilisées	Total	Total
Nombre	1 250 000	896 133	-	2 146 133	2 765 736
Valeurs comptables	17	10	-	27	31
Valeurs de marché	17	12	-	29	33

Valeur nominale de l'action : 3,00 euros

NOTE 9 Comptes de régularisation et actifs divers

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs ⁽¹⁾		
Instruments conditionnels achetés	5	8
Comptes de stock et emplois divers	-	-
Débiteurs divers ⁽²⁾	5 081	5 332
Gestion collective des titres Livret de développement durable	-	-
Comptes de règlement	1	1
VALEUR NETTE AU BILAN	5 087	5 341
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	4 414	4 224
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	3 489	5 785
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	-	2
Charges constatées d'avance	1 504	1 285
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	2 900	2 975
Autres produits à recevoir	96	144
Charges à répartir	409	437
Autres comptes de régularisation	1	3
VALEUR NETTE AU BILAN	12 813	14 855
TOTAL	17 900	20 196

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont 30,55 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

NOTE 10 Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(en millions d'euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Sur opérations interbancaires et assimilées	14	5	(14)	-	-	5
Sur créances clientèle	1	1	(1)	-	-	1
Sur opérations sur titres	168	33	(191)	-	-	10
Sur valeurs immobilisées	4 802	228	(438)	-	-	4 592
Sur autres actifs	66	1	-	-	(2)	65
TOTAL	5 051	268	(644)	-	(2)	4 673

NOTE 11

Dettes envers les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
● à vue	10 147	-	-	-	10 147	4	10 151	10 178
● à terme	14 166	8 758	30 020	27 490	80 434	376	80 810	74 027
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	807	50	-	-	857	-	857	1 369
VALEUR AU BILAN	25 120	8 808	30 020	27 490	91 438	380	91 818	85 574
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	10 185	-	-	-	10 185	1	10 186	5 846
Comptes et avances à terme	922	2 030	9 364	11 619	23 935	234	24 169	26 888
Titres donnés en pension livrée	-	1 913	399	-	2 312	-	2 312	-
VALEUR AU BILAN	11 107	3 943	9 763	11 619	36 432	235	36 667	32 734
TOTAL	36 227	12 751	39 783	39 109	127 870	615	128 485	118 308

NOTE 12

Comptes créditeurs de la clientèle

12.1 Comptes créditeurs de la clientèle – Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 108	-	-	-	1 108	-	1 108	1 041
Comptes d'épargne à régime spécial :	184 237	26 937	18 411	1 849	231 434	-	231 434	219 607
● à vue	133 468	-	-	-	133 468	-	133 468	125 816
● à terme	50 769	26 937	18 411	1 849	97 966	-	97 966	93 791
Autres dettes envers la clientèle :	707	404	2 214	438	3 763	502	4 265	16 126
● à vue	245	-	-	-	245	-	245	295
● à terme	462	404	2 214	438	3 518	502	4 020	15 831
Valeurs données en pension livrée	285	8	-	-	293	-	293	497
VALEUR AU BILAN	186 337	27 349	20 625	2 287	236 598	502	237 100	237 271

12.2 Comptes créditeurs de la clientèle – Analyse par zone géographique

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	234 186	234 365
Autres pays de l'Union européenne	2 412	2 373
Autres pays d'Europe	-	-
Amérique du Nord	-	-
Amérique centrale et du sud	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-
Japon	-	-
Non ventilés et organismes internationaux	-	-
Total en principal	236 598	236 738
Dettes rattachées	502	533
VALEUR AU BILAN	237 100	237 271

12.3 Comptes créditeurs de la clientèle – Analyse par agent économique

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Particuliers	199 527	190 368
Agriculteurs	14 634	14 070
Autres professionnels	12 810	11 931
Clientèles financières	986	12 628
Entreprises	2 918	2 268
Collectivités publiques	1 226	1 164
Autres agents économiques	4 497	4 309
Total en principal	236 598	236 738
Dettes rattachées	502	533
VALEUR AU BILAN	237 100	237 271

NOTE 13 Dettes représentées par un titre

13.1 Dettes représentées par un titre – Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	622	4 828	3 592	9 042	221	9 263	10 468
Titres de créances négociables ⁽¹⁾	1 431	3 343	46	30	4 850	4	4 854	6 288
Emprunts obligataires	2 809	1 896	35 179	33 978	73 862	1 052	74 914	72 348
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
VALEUR AU BILAN	4 240	5 861	40 053	37 600	87 754	1 277	89 031	89 104

(1) Dont 874 millions d'euros émis à l'étranger.

13.2 Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

(en millions d'euros)	31/12/2017				31/12/2016
	Durée résiduelle ≤ 1 an	Durée résiduelle > 1 an ≤ 5 ans	Durée résiduelle > 5 ans	Encours	Encours
Euro	2 909	25 152	27 831	55 892	53 227
Taux fixe	1 429	19 166	24 867	45 462	43 749
Taux variable	1 480	5 986	2 964	10 430	9 478
Autres devises de l'Union européenne	-	293	-	293	304
Taux fixe	-	282	-	282	292
Taux variable	-	11	-	11	12
Dollar	1 685	5 172	3 128	9 985	9 876
Taux fixe	834	3 754	3 128	7 716	6 442
Taux variable	851	1 418	-	2 269	3 434
Yen	111	3 618	1 569	5 298	4 950
Taux fixe	100	2 588	1 569	4 257	3 002
Taux variable	11	1 030	-	1 041	1 948
Autres devises	-	944	1 450	2 394	1 845
Taux fixe	-	944	1 450	2 394	1 822
Taux variable	-	-	-	-	23
Total en principal	4 705	35 179	33 978	73 862	70 202
Taux fixe	2 363	26 734	31 014	60 111	55 307
Taux variable	2 342	8 445	2 964	13 751	14 895
Dettes rattachées	-	-	-	1 052	2 146
VALEUR AU BILAN	4 705	35 179	33 978	74 914	72 348

NOTE 14 Comptes de régularisation et passifs divers

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs ⁽¹⁾		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Instruments conditionnels vendus	-	-
Comptes de règlement et de négociation	-	-
Créditeurs divers	7 366	9 114
Versements restant à effectuer sur titres	16	1
VALEUR AU BILAN	7 382	9 115
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	5 787	6 269
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	3 947	5 338
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	-	-
Produits constatés d'avance	1 242	1 590
Charges à payer sur engagement sur instruments financiers à terme	2 002	2 975
Autres charges à payer	549	540
Autres comptes de régularisation	16	13
VALEUR AU BILAN	13 543	16 725
TOTAL	20 925	25 840

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

NOTE 15 Provisions

(en millions d'euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	320	5	-	(1)	15	339
Provisions pour autres engagements sociaux	7	9	(2)	(1)	-	13
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	92	21	(26)	(9)	(9)	69
Provisions pour litiges fiscaux ⁽¹⁾	113	35	-	-	-	148
Provisions pour autres litiges	36	-	-	-	-	36
Provisions pour risques pays	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de crédit	-	-	-	-	-	-
Provisions pour restructurations	-	-	-	-	-	-
Provisions pour impôts ⁽²⁾	435	19	-	(49)	-	405
Provisions sur participations ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques opérationnels ⁽⁴⁾	115	-	(115)	-	-	-
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement	330	-	-	(156)	-	174
Autres provisions ⁽⁵⁾	213	102	(31)	(131)	(3)	150
VALEUR AU BILAN	1 661	191	(174)	(347)	3	1 334

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale.

(3) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations.

(4) Reprise de la provision de 115 millions d'euros couvrant une amende suite à la condamnation de la Commission européenne dans la procédure relative aux produits dérivés de taux d'intérêt en euro "Euribor".

(5) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

Contrôles fiscaux

CONTRÔLE FISCAL CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur l'exercice 2013. L'administration fiscale a notifié un redressement visant à refuser la déduction fiscale opérée, consécutive à la moins-value correspondant à la cession des titres Emporiki Bank issus d'une augmentation de capital réalisée le 28 janvier 2013, soit quatre jours avant la cession d'Emporiki Bank à Alpha Bank. L'administration fiscale conteste le fait que les titres de cette filiale aient été traités en titres de placement.

Ce redressement est contesté. L'avis de mise en recouvrement du 15 mars 2017 d'un montant de 312 millions d'euros a fait l'objet d'un paiement et, parallèlement, une créance du même montant est comptabilisée au 31 décembre 2017. Dans le cadre de ce litige, la Commission nationale des impôts a rendu un avis favorable le 13 janvier 2017, par lequel elle considère que le redressement fiscal devrait être abandonné.

Crédit Agricole S.A. fait de nouveau l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2014 et 2015. Une provision a été comptabilisée à hauteur des risques estimés.

EURIBOR/LIBOR ET AUTRES INDICES

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'*Attorney General* de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014, à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs,

l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte par la KFTC sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) se poursuit.

S'agissant des deux actions de groupe (*class actions*) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), l'action de groupe "Lieberman" est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Cette décision est susceptible d'appel.

Depuis le 1^{er} juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques, sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis ("Frontpoint") relative aux indices Sibor (*Singapore Interbank Offered Rate*) et SOR (*Singapore Swap Offer Rate*). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à obtenir le rejet de cette demande. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande (*motion to dismiss*) le 18 août dernier à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Comme la procédure fédérale les y autorise, les plaignants ont modifié les termes de leur action pour saisir à nouveau le juge. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont, en conséquence, déposé une nouvelle *motion to dismiss* qui doit être examinée prochainement par la Cour fédérale de New York.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, Sibor et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

BONDS SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre des enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché des obligations SSA (*Supranational, Sub-Sovereign and Agencies*). Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans plusieurs actions de groupe (*class actions*) consolidées devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont cités avec d'autres banques dans deux actions de groupe déposées au Canada, l'une devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario et l'autre devant la Cour fédérale. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

NOTE 16 Épargne-logement**ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT SUR LA PHASE D'ÉPARGNE**

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	9 547	38 466
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	33 055	24 478
Ancienneté de plus de 10 ans	46 074	22 912
Total Plans d'épargne-logement	88 676	85 856
Total Comptes d'épargne-logement	10 226	10 032
TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS D'ÉPARGNE-LOGEMENT	98 902	95 888

PROVISIONS AU TITRE DES COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	-	-
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	-	-
Ancienneté de plus de 10 ans	174	330
Total Plans d'épargne-logement	174	330
Total Comptes d'épargne-logement	-	-
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS D'ÉPARGNE-LOGEMENT	174	330

VARIATION DE LA PROVISION

(en millions d'euros)	01/01/2017	Dotations	Reprises	31/12/2017
Plans d'épargne-logement	330	-	156	174
Comptes d'épargne-logement	-	-	-	-
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS D'ÉPARGNE-LOGEMENT	330	-	156	174

NOTE 17

Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DE LA DETTE ACTUARIELLE

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes actuarielles au 31/12/N-1	319	320
Coût des services rendus sur l'exercice	16	14
Coût financier	3	4
Cotisations employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	(8)
Variation de périmètre	1	2
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations versées (obligatoire)	(23)	(16)
(Gains)/pertes actuariels	22	3
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	338	319

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Coût des services rendus	17	14
Coût financier	3	4
Rendement attendu des actifs	-	-
Coût des services passés	-	-
(Gains)/pertes actuariels net	21	3
(Gains)/pertes sur réductions et liquidations de régime	-	(8)
(Gains)/pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	(3)	(4)
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	38	9

VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Juste valeur des actifs/droits à remboursement au 31/12/N-1	293	262
Rendement attendu des actifs	-	-
Gains/(pertes) actuariels ⁽¹⁾	4	4
Cotisations payées par l'employeur	34	42
Cotisations payées par les employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-
Variation de périmètre	1	2
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations payées par le fonds	(22)	(16)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS/DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	309	294

(1) Il s'agit d'intérêts sur les droits à remboursements.

POSITION NETTE

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N	(338)	(319)
Impact de la limitation d'actifs	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	309	294
POSITION NETTE (PASSIF)/ACTIFS AU 31/12/N	(29)	(25)

NOTE 18

Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Fonds pour risques bancaires généraux	1 112	1 076
VALEUR AU BILAN	1 112	1 076

NOTE 19

Dettes subordonnées – Analyse par durée résiduelle

(en millions d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme	1 865	500	5 172	12 912	20 449	295	20 744	22 429
Euro	1 865	500	5 172	9 725	17 262	255	17 517	18 832
Autres devises de l'Union européenne	-	-	-	425	425	1	426	441
Franc Suisse	-	-	-	102	102	1	103	113
Dollar	-	-	-	2 085	2 085	36	2 121	2 412
Yen	-	-	-	575	575	2	577	631
Autres devises	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts subordonnés à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée ⁽¹⁾	-	-	-	7 702	7 702	89	7 791	10 385
Euro	-	-	-	2 294	2 294	51	2 345	2 554
Autres devises de l'Union européenne	-	-	-	1 080	1 080	18	1 098	1 330
Franc Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-
Dollar	-	-	-	4 328	4 328	20	4 348	6 336
Yen	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres devises	-	-	-	-	-	-	-	165
Placement des fonds propres des Caisses locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-	-	-
VALEUR AU BILAN	1 865	500	5 172	20 614	28 151	384	28 535	32 814

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

NOTE 20 Variation des capitaux propres (avant répartition)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Écarts conversion/réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2015	7 918	773	436	24 831	-	26	1 446	35 430
Dividendes versés au titre de 2015	-	-	-	(1 590)	-	-	-	(1 590)
Variation de capital	620	-	-	-	-	-	-	620
Variation des primes et réserves	-	19	-	960	-	-	-	979
Affectation du résultat social 2015	-	-	-	1 446	-	-	(1 446)	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2016	-	-	-	-	-	-	13 819	13 819
Autres variations	-	-	-	-	-	(9)	-	(9)
Solde au 31/12/2016	8 538	792	436	25 647	-	17	13 819	49 249
Dividendes versés au titre de 2016	-	-	-	(1 717)	-	-	-	(1 717)
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des primes et réserves	-	62	-	(62)	-	-	-	-
Affectation du résultat social 2016	-	-	-	13 819	-	-	(13 819)	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2017	-	-	-	-	-	-	1 564	1 564
Autres variations	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
SOLDE AU 31/12/2017	8 538	854	436	37 687	-	15	1 564	49 094

Le montant des dividendes distribués en 2017 par Crédit Agricole S.A. s'élève à - 1 716,28 millions d'euros après neutralisation des dividendes sur actions propres pour 1 million d'euros.

NOTE 21 Composition des fonds propres

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres	49 094	49 249
Fonds pour risques bancaires généraux	1 112	1 076
Dettes subordonnées et titres participatifs	28 535	32 814
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	78 741	83 139

NOTE 22 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en millions d'euros)	Solde 31/12/2017	Solde 31/12/2016
Créances	399 531	393 529
Sur les établissements de crédit et institutions financières	391 681	374 020
Sur la clientèle	1 735	2 070
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 115	17 440
Dettes	141 450	142 741
Sur les établissements de crédit et institutions financières	140 794	131 136
Sur la clientèle	656	11 605
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	-	-
Engagements donnés	12 154	18 202
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	552	4 590
Engagements de financement en faveur de la clientèle	-	-
Garanties données à des établissements de crédit	3 805	3 288
Garanties données à la clientèle	7 797	10 323
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	-	-
Autres engagements donnés	-	-

NOTE 23 Opérations effectuées en devises**CONTRIBUTIONS PAR DEVISE AU BILAN**

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	520 385	506 501	514 255	496 590
Autres devises de l'Union européenne	2 879	2 586	2 511	2 976
Franc Suisse	7 393	4 278	8 361	4 876
Dollar	14 497	18 983	17 800	23 488
Yen	532	5 907	577	5 613
Autres devises	1 018	954	1 047	1 032
Valeur brute	546 704	539 209	544 551	534 575
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	13 587	16 410	15 827	20 751
Dépréciations	(4 672)	-	(5 052)	-
TOTAL	555 619	555 619	555 326	555 326

NOTE 24 Opérations de change, prêts et emprunts en devises

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant	64	64	103	103
Devises	35	33	76	27
Euros	29	31	27	76
Opérations de change à terme	16 329	16 430	19 596	19 004
Devises	11 076	6 389	12 983	7 166
Euros	5 253	10 041	6 613	11 838
Prêts et emprunts en devises	25	37	25	61
TOTAL	16 418	16 531	19 724	19 168

NOTE 25 Opérations sur instruments financiers à terme

	31/12/2017			31/12/2016
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Opérations fermes	570 301	273 528	843 829	881 439
Opérations sur marchés organisés ⁽¹⁾	-	-	-	-
Contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	-	-	-	-
Autres contrats à terme	-	-	-	-
Opérations de gré à gré ⁽¹⁾	570 301	273 528	843 829	881 439
Swaps de taux d'intérêt	569 370	273 373	842 743	880 204
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	155	155	153
<i>FRA</i>	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	931	-	931	1 082
Autres contrats à terme	-	-	-	-
Opérations conditionnelles	815	-	815	1 255
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêt à terme	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Instruments sur action et indices boursiers à terme	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	815	-	815	1 255
Options de swaps de taux	-	-	-	-
● Achetées	-	-	-	-
● Vendues	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêts à terme	-	-	-	-
● Achetés	815	-	815	1 255
● Vendus	-	-	-	-
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices boursiers à terme	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Autres instruments à terme conditionnels	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-
Contrats de dérivés de crédit	-	-	-	-
● Achetés	-	-	-	-
● Vendus	-	-	-	-
TOTAL	571 116	273 528	844 644	882 694

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swaps de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

25.1 Opérations sur instruments financiers à terme – Encours notionnels par durée résiduelle

(en millions d'euros)	Total 31/12/2017			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
<i>Futures</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	155	-	-	155	-	-	-	-	-
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Swaps</i> de taux d'intérêt	412 813	211 727	218 203	412 813	211 727	218 203	-	-	-
<i>Caps, Floors, Collars</i>	215	600	-	215	600	-	-	-	-
<i>Forward</i> taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	76	434	421	76	434	421	-	-	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	413 259	212 761	218 624	413 259	212 761	218 624	-	-	-
<i>Swaps</i> de devises	2 299	13 085	10 297	2 299	13 085	10 297	-	-	-
Opérations de change à terme	7 053	25	-	7 053	25	-	-	-	-
Sous-total	9 352	13 110	10 297	9 352	13 110	10 297	-	-	-
TOTAL	422 611	225 871	228 921	422 611	225 871	228 921	-	-	-

(en millions d'euros)	Total 31/12/2016			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
<i>Futures</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	153	-	-	153	-	-	-	-	-
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Swaps</i> de taux d'intérêt	419 418	218 139	242 647	419 418	218 139	242 647	-	-	-
<i>Caps, Floors, Collars</i>	440	415	400	440	415	400	-	-	-
<i>Forward</i> taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	1 082	-	-	1 082	-	-	-	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	420 011	219 636	243 047	420 011	219 636	243 047	-	-	-
<i>Swaps</i> de devises	6 924	14 169	8 790	6 924	14 169	8 790	-	-	-
Opérations de change à terme	8 405	276	36	8 405	276	36	-	-	-
Sous-total	15 329	14 445	8 826	15 329	14 445	8 826	-	-	-
TOTAL	435 340	234 081	251 873	435 340	234 081	251 873	-	-	-

25.2 Instruments financiers à terme – Juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Juste valeur		Encours notionnel	Juste valeur		Encours notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
<i>Futures</i>	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	-	-	155	-	-	153
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	15 550	12 989	842 743	20 942	17 740	880 204
<i>Caps, Floors, Collars</i>	29	28	815	59	56	1 255
<i>Forward taux</i>	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	457	119	931	393	72	1 082
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Sous-total	16 036	13 136	844 644	21 394	17 868	882 694
Swaps de devises	197	131	25 681	283	80	29 883
Opérations de change à terme	12	16	7 078	63	51	8 717
Sous-total	209	147	32 759	346	131	38 600
TOTAL	16 245	13 283	877 403	21 740	17 999	921 294

NOTE 26 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel ⁽¹⁾	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et Banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	16 246	2 701	18 947	21 571	6 094	27 665
Risques sur les autres contreparties	-	-	-	169	270	439
Total avant effet des accords de compensation	16 246	2 701	18 947	21 740	6 364	28 104
Dont risques sur contrats de :						
Taux d'intérêt, change et matières premières	15 789	2 661	18 450	21 347	6 277	27 624
Dérivés actions et sur indices	457	40	496	393	87	480
Total avant effet des accords de compensation	16 246	2 701	18 947	21 740	6 364	28 104
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	-	-	-	-	-	-
TOTAL APRÈS EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATÉRIALISATION	16 246	2 701	18 947	21 740	6 364	28 104

(1) Calculé selon les normes prudentielles CRR/CRD 4.

NOTE 27 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	4 652	6 181
Engagements en faveur d'établissements de crédit	4 588	5 836
Engagements en faveur de la clientèle	64	345
● Ouverture de crédits confirmés	-	-
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	-	-
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	-	-
● Autres engagements en faveur de la clientèle	64	345
Engagements de garantie	16 088	16 257
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	5 245	3 763
● Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	-	-
● Autres garanties	5 245	3 763
Engagements d'ordre de la clientèle	10 843	12 494
● Cautions immobilières	-	-
● Autres garanties d'ordre de la clientèle	10 843	12 494
Engagements sur titres	11	-
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements à donner	11	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	61 214	51 179
Engagements reçus d'établissements de crédit	61 214	51 179
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	11 110	10 286
Engagements reçus d'établissements de crédit	11 108	10 284
Engagements reçus de la clientèle	2	2
● Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	-	-
● Autres garanties reçues	2	2
Engagements sur titres	-	-
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	-	-

NOTE 28 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 909	1 939
Sur opérations internes au Crédit Agricole	3 620	3 676
Sur opérations avec la clientèle	369	217
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	2 083	1 632
Produit net sur opérations de macro-couverture	506	722
Sur dettes représentées par un titre	2 547	2 253
Autres intérêts et produits assimilés	130	7
Intérêts et produits assimilés	11 164	10 446
Sur opérations avec les établissements de crédit	(1 779)	(2 496)
Sur opérations internes au Crédit Agricole	(1 099)	(1 283)
Sur opérations avec la clientèle	(4 109)	(4 343)
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-	-
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(1 771)	(1 208)
Sur dettes représentées par un titre	(3 351)	(3 295)
Autres intérêts et charges assimilées	(9)	(224)
Intérêts et charges assimilées	(12 118)	(12 849)
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS	(954)	(2 403)

NOTE 29 Revenus des titres

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	1 592	3 513
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1	-
Opérations diverses sur titres	-	-
TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENUS VARIABLES	1 593	3 513

NOTE 30 Produit net des commissions

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	89	(18)	71	105	(31)	74
Sur opérations internes au Crédit Agricole	814	(546)	268	801	(767)	34
Sur opérations avec la clientèle	-	(1)	(1)	-	-	-
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	-	-	-	-	-	-
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	-	-	-	-	-	-
Sur prestations de services financiers	39	(115)	(76)	35	(71)	(36)
Provisions pour risques sur commissions	-	-	-	-	-	-
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	942	(680)	262	941	(869)	72

NOTE 31 Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Solde des opérations sur titres de transaction	5	3
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	413	53
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	25	25
GAINS OU PERTES DES OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	443	81

NOTE 32

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	(39)	(26)
Reprises de dépréciations	55	25
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	16	(1)
Plus-values de cession réalisées	124	49
Moins-values de cession réalisées	(1)	(2)
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	123	47
Solde des opérations sur titres de placement	139	46
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Dotations aux dépréciations	-	-
Reprises de dépréciations	-	-
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-	-
Plus-values de cession réalisées	-	-
Moins-values de cession réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	-	-
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-	-
GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	139	46

NOTE 33

Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits divers	4	7
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Refacturation et transfert de charges	12	78
Reprises de provisions	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	16	85
Charges diverses	(32)	(54)
Quote-part des opérations faites en commun	(7)	(5)
Refacturation et transfert de charges	(3)	-
Dotations de provisions	-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	(42)	(59)
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(26)	26

NOTE 34 Charges générales d'exploitation

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel ⁽¹⁾		
Salaires et traitements	(213)	(162)
Charges sociales	(132)	(147)
<i>Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies</i>	(35)	(35)
Intéressement et participation	(22)	(21)
Impôts et taxes sur rémunérations	(38)	(36)
Total des charges de personnel	(405)	(366)
Refacturation et transferts de charges de personnel	37	40
Frais de personnel nets	(368)	(326)
Frais administratifs nets ⁽²⁾		
Impôts et taxes	(29)	(98)
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (3)	(441)	(428)
Total des charges administratives	(470)	(526)
Refacturation et transferts de charges administratives	85	106
Frais administratifs nets	(385)	(420)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(753)	(746)

(1) Au 31 décembre 2017, la rémunération des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif payés par Crédit Agricole S.A. s'élève à 29 millions d'euros dont 4,5 millions d'euros d'avantages postérieurs à l'emploi.

(2) L'information sur les honoraires des Commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

(3) Dont 60,67 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique.

EFFECTIF PAR CATÉGORIE

(effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	1 940	2 001
Non-cadres	227	254
TOTAL	2 167	2 255
<i>Dont : France</i>	2 148	2 238
<i>Étranger</i>	19	17
<i>Dont : Personnel mis à disposition</i>	152	179

NOTE 35 Coût du risque

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions et dépréciations	(34)	(167)
Dépréciations sur <u>créances douteuses</u>	(1)	-
Autres dotations aux provisions et dépréciations	(33)	(167)
Reprises de provisions et dépréciations	331	188
Reprises des dépréciations sur <u>créances douteuses</u>	151	-
Autres reprises de provisions et dépréciations	180	188
Variation des provisions et dépréciations	297	21
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	(172)	(37)
Décote sur prêts restructurés	-	-
Récupérations sur créances amorties	4	-
Autres pertes	(115)	-
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	14	(16)

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

A l'Assemblée Générale de la société Crédit Agricole S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. AVEC LA SOCIÉTÉ AMUNDI

Personnes concernées

Mme Talamona et M. Musca, administrateur et directeur général délégué de votre société et administrateur et président d'Amundi.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 7 novembre 2016, a autorisé, d'une part, Amundi, filiale de gestion d'actifs cotée de votre société, à déposer une offre ferme pour l'acquisition de la société italienne Pioneer et, d'autre part, pour sécuriser l'opération et garantir au vendeur, la banque Unicredito, qu'elle serait intégralement financée, autorisé le principe de l'octroi par votre société d'une garantie de bonne fin sur l'augmentation de capital qu'Amundi pourrait être amené à lever pour financer cette acquisition.

Le programme de financement de l'acquisition de la société Pioneer pour 3,5 milliards d'euros comprenait :

- l'utilisation de l'excédent de capital d'Amundi de 1,5 milliard d'euros ;
- une augmentation de capital de 1,4 milliard d'euros ;
- l'émission de MEUR 600 de titres subordonnés remboursables qui seront souscrits par votre société.

L'offre d'Amundi a été retenue par le vendeur le 12 décembre 2016.

Dans sa séance du 14 février 2017, le conseil d'administration de votre société a :

- autorisé votre société à souscrire à l'augmentation du capital envisagée d'Amundi, à hauteur d'un montant maximal total de MEUR 820 et pour maintenir à l'issue de l'opération, avec les autres entités du groupe Crédit Agricole, une participation de 70 % dans le capital d'Amundi ;
- autorisé la conclusion par votre société de la convention de garantie de bonne fin comprenant, notamment :
 - sa rémunération correspondant à 1,2 % du montant de l'augmentation de capital non couvert par la souscription initiale de votre société et, le cas échéant, d'autres sociétés du groupe Crédit Agricole,
 - et la souscription par votre société, en cas de mise en jeu de la garantie de bonne fin, du solde de l'augmentation de capital qui n'aurait pas été souscrit par des tiers (actionnaires ou autres) au terme de la période d'exercice des droits préférentiels de souscription.

Il est précisé que l'autorisation d'augmenter le capital, avec les délégations nécessaires, a été soumise aux actionnaires d'Amundi réunis en assemblée générale extraordinaire le 30 janvier 2017, son conseil d'administration ayant, le 9 février 2017, statué sur les fourchettes des paramètres de l'augmentation de capital, ainsi que sur la fixation de la rémunération de votre société au titre de la garantie de bonne fin.

Modalités

A l'issue de la période de souscription, ouverte du 17 au 31 mars 2017 et après laquelle la garantie de bonne fin eut été susceptible d'être mise en œuvre, la demande totale s'est élevée à environ 70.099.352 actions, correspondant à un taux de souscription d'environ 209 %. Votre société y a souscrit, pour sa part, dans les conditions décrites et permettant au groupe Crédit Agricole de conserver 70 % du capital d'Amundi.

Dans ces conditions, le montant des intérêts perçus par votre société au titre de la garantie de bonne fin s'est élevé à MEUR 9,96.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

L'acquisition de la société Pioneer par la société Amundi constituait une opportunité exceptionnelle pour la filiale de gestion d'actifs du Crédit Agricole, non seulement au regard des complémentarités géographiques, commerciales et d'apport d'expertise mais aussi des perspectives de synergies. A l'issue de l'opération, avec 1.400 milliards d'euros d'actifs sous gestion, Amundi est désormais le premier gestionnaire d'actifs européen et le huitième mondial.

La garantie de bonne fin autorisée par le conseil d'administration, en confirmant la confiance de votre société dans les perspectives de développement que cette acquisition offrait à sa filiale, apportait une sécurité complémentaire tant vis-à-vis du vendeur que du marché contribuant à assurer le succès de l'opération.

2. AVEC LA SOCIÉTÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB

Personnes concernées

MM. Brassac, Thibault, Roveyaz, Veverka, Mmes Gri, Pourre et M. Paviet, directeur général, ou administrateurs de votre société et président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement votre société et Crédit Agricole CIB à une amende de MEUR 114,654 à l'issue d'une enquête de la Commission concluant à l'existence d'une entente entre sept établissements bancaires sur des produits dérivés de taux d'intérêt en euros en s'entendant sur la détermination du taux d'intérêt de référence qu'est l'Euribor. Les faits reprochés se seraient déroulés entre septembre 2005 et mai 2008.

Dès le prononcé de la décision de la Commission, votre société a annoncé faire appel devant le tribunal de l'Union européenne. La requête en annulation a été déposée le 17 février 2017.

L'appel n'étant pas suspensif, votre société a dû s'acquitter avant le 5 mars 2017 du montant intégral de l'amende.

Aux termes d'un accord conclu avec Crédit Agricole CIB, votre société a accepté de verser l'intégralité de la pénalité pour le compte des deux établissements condamnés solidairement et en renvoyant la répartition entre eux du paiement de l'amende à la décision des autorités judiciaires de l'Union européenne.

Lors de sa séance du 20 janvier 2017, le conseil d'administration a autorisé le projet de convention entre votre société et Crédit Agricole CIB dont les modalités sont décrites ci-dessous.

Modalités

Dans l'attente de l'intervention d'une décision ayant l'autorité de la chose jugée en dernière instance, votre société prend en charge et s'acquitte de la somme de EUR 114.654.000 au titre de la pénalité.

Les modalités définitives de répartition du montant définitif de la pénalité éventuelle devront être convenues ultérieurement d'un commun accord entre votre société et Crédit Agricole CIB, une fois qu'une décision ayant l'autorité de la chose jugée en dernière instance aura été adoptée.

La convention a été autorisée dans des termes identiques par le conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 10 février 2017. Elle constitue une mesure formelle d'organisation de la répartition de la condamnation solidaire, sans préjuger des résultats des recours engagés.

Conformément à la délégation accordée par leurs conseils respectifs, elle a été signée le 27 février 2017 par le directeur général de votre société et le directeur général de Crédit Agricole CIB. La pénalité a été réglée dans les délais légaux, soit avant le 5 mars 2017.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

La décision de la Commission ne contenant aucune précision sur la répartition entre les parties de son paiement, elle laissait donc à celles-ci le soin de déterminer conventionnellement la quote-part de la pénalité affectée à chacune d'elles, conformément à la jurisprudence dégagée par la Cour de justice de l'Union européenne.

Comme l'ont réaffirmé tant le conseil d'administration de votre société que celui de Crédit Agricole CIB, le paiement de la pénalité comme la conclusion d'une convention organisant la répartition entre les deux établissements ne peut en aucun cas être considéré comme constitutif de la moindre reconnaissance de culpabilité de votre société et/ou de Crédit Agricole CIB.

Il est rappelé que :

- la prise en charge à titre provisoire du paiement de cette pénalité est conforme aux missions de votre société qui, en sa qualité d'organe central, est garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB ;
- le paiement de l'amende n'a pas affecté les comptes de l'exercice 2016, compte tenu des provisions constituées.

Personnes concernées

Mmes Gri et Pourre et MM. Brassac, Paviet et Thibault, administrateurs ou directeur général de votre société et président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 décembre 2017, a autorisé le transfert des activités informatiques de votre société (MSI), vers Global IT (GIT), qui assure les mêmes missions sur le périmètre de Crédit Agricole CIB.

Le transfert de l'activité cédée, qui a donné lieu aux procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel de votre société et de Crédit Agricole CIB, est effectif au 1er janvier 2018.

Le transfert d'activité en lui-même ne constitue pas une convention réglementée mais, dans le cadre de cette opération, votre société et Crédit Agricole CIB ont mis en place un mandat de facturation et de recouvrement temporaire qui entre, lui, dans le champ des dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 225-38 du Code de commerce relatif aux conventions réglementées. A ce titre, ce mandat a été autorisé par le conseil d'administration lors de séance du 19 décembre 2017, de façon distincte de l'autorisation globale de transfert d'activité.

Modalités

Pendant une période transitoire de six à douze mois à compter de la date de cession, certaines entités du groupe Crédit Agricole pourront bénéficier des services de MSI, par le biais de devis signés. La facturation et le recouvrement des services seraient effectués par votre société dans le cadre d'un mandat de facturation et de recouvrement lequel comprend, notamment, la garantie de votre société à Crédit Agricole CIB relative au recouvrement, auprès des entités bénéficiaires de ces services, des sommes facturées par votre société au nom et pour le compte de Crédit Agricole CIB.

Au terme de cette période transitoire, Crédit Agricole CIB pourra décider, le cas échéant, de réaliser les services au profit des autres entités du groupe, à travers Progica ou une autre entité du groupe Crédit Agricole en fonction du résultat des prestations réalisées pendant la période transitoire, des évolutions réglementaires et des éventuelles autres réorganisations d'activités qui seraient réalisées au sein du groupe Crédit Agricole.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Par la mise en commun d'expertises et de moyens et les synergies qu'il permettra de dégager, ce transfert s'inscrit en cohérence avec le plan à moyen terme « Ambition Stratégique 2020 ». Il répond également aux orientations de ce plan visant à recentrer les activités de votre société sur ses fonctions régaliennes.

Le mandat de facturation et de recouvrement est mis en place de manière temporaire pour faciliter le transfert de l'activité cédée de votre société à Crédit Agricole CIB, selon les conditions décrites ci-dessus.

Personnes concernées

Mmes Gri et Pourre et MM. Brassac, Paviet et Thibault, administrateurs ou directeur général de votre société et président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 décembre 2017, a autorisé le transfert des activités de la direction des services bancaires (DSB) de votre société vers celle d'Operations & Country COOs (OPC) au sein de Crédit Agricole CIB.

L'opération a été réalisée sous la forme d'un contrat de cession de fonds de commerce comprenant :

- une activité de banque de règlement et de correspondance bancaire (ou « Correspondent Banking ») consistant pour la DSB à tenir des comptes et à fournir des services liés à cette tenue de comptes (notamment virements électroniques, compensation des chèques, etc.), au profit de clients internes et externes au groupe Crédit Agricole ;
- une activité de tenue de comptes des caisses régionales et de certains autres établissements de crédit du groupe Crédit Agricole; et
- une activité de traitement des alertes de filtrage de niveau 1.

Ont été exclus de ce transfert d'activité la tenue de certains comptes, ouverts par les caisses régionales auprès de votre société en qualité d'organe central.

Préalablement à la signature du contrat de cession de fonds de commerce, les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel de votre société et de Crédit Agricole CIB ont été menées à leur terme.

Modalités

Le conseil d'administration de votre société a donc autorisé le transfert de la propriété du fonds de commerce cédé ainsi que les droits, les risques et la jouissance en découlant, avec effet au 1er janvier 2018. A compter cette date, Crédit Agricole CIB exploite le fonds de commerce cédé avec les moyens humains (99 collaborateurs) et les matériels transférés.

La cession du fonds de commerce a été consentie et acceptée moyennant le paiement d'un prix de EUR 57.000.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

Le projet de transfert de l'activité de la DSB doit permettre une amélioration du niveau de services, la mise en commun de compétences complémentaires tout en valorisant l'expertise des équipes, la mutualisation des outils et une plus grande sécurisation des processus. La réalisation de cette cession de fonds de commerce permettra, en outre, à Crédit Agricole CIB d'étendre son offre au « Correspondent Banking » et d'élargir et de moderniser de facto son offre en cash management, notamment en direction des institutions financières, tout en apportant une meilleure lisibilité à ses clients sur son organisation.

Le groupe Crédit Agricole pourrait ainsi mieux s'adapter aux nouvelles contraintes réglementaires ou de marché et aux besoins des clients tout en diminuant les charges et en optimisant les investissements futurs.

3. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL-DE-FRANCE, CENTRE-EST, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, SAVOIE, LORRAINE, CHARENTE MARITIME DEUX SÈVRES ET CENTRE LOIRE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Appert, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Bufferet, Piavet, Mme Talamona, MM. Tercinier et Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 2 août 2017, a autorisé la signature d'avenants aux contrats de prêt senior souscrits par les caisses régionales auprès de votre société dans le cadre de l'opération Euréka (août 2016).

Dans le cadre de cette opération, les caisses régionales ont bénéficié d'un financement de votre société dans les conditions suivantes :

- prêt de 11 milliards d'euros à un taux fixe de 2,15 % sur dix ans ;
- option de remboursement anticipé semestriel à compter de la quatrième année, avec préavis de douze mois.

Les avenants aux contrats de prêts senior visaient à procéder à une modification de la structure du financement accordé par votre société, aux termes desquels votre société a proposé aux caisses régionales de racheter l'option de remboursement anticipé, ce rachat prenant la forme d'une réduction de taux en contrepartie de la fixation par chaque caisse régionale d'un échéancier ferme de remboursement.

Modalités

La grille de refinancement proposée aux caisses régionales a fait l'objet d'une attestation d'équité d'un cabinet externe.

Les caisses régionales avaient la possibilité de conserver la structure de financement initiale ou de la remplacer par un ou plusieurs financements sur les maturités de leur choix du tableau ci-dessous (selon les conditions de marché en vigueur au 4 juillet 2017). L'abandon de rendement proposé était compris entre 35 points de base et 56 points de base, correspondant au coût de gestion estimé de 50 points de base pour votre société depuis l'origine.

Maturité Emprunt	Taux fixe <i>in fine</i>
03/08/2020	1,8
03/08/2021	1,64
03/08/2022	1,59
03/08/2023	1,6
03/08/2024	1,67
03/08/2025	1,75
03/08/2026	1,84

La signature des avenants a eu lieu le 10 octobre 2017. Le montant total du financement proposé aux caisses régionales concernées par le caractère réglementé de ces conventions est de MEUR 3.391.

Motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante :

La nature de l'option de remboursement anticipé figurant dans les contrats de prêts senior signés en 2016 induisait une sensibilité significative aux paramètres de marché (taux, liquidité, volatilité) du gap de taux de votre société. Le montant nominal important de l'option imposait une gestion dynamique dont le coût était élevé, soit environ MEUR 50 par an à la charge de votre société.

Pour les caisses régionales, l'option de remboursement anticipé n'était pas monétisée et ne générait pas un produit symétrique dans leurs comptes.

Afin de supprimer le risque optionnel et son coût de gestion, votre société et les caisses régionales ont décidé de procéder à une modification de la structure du financement accordé par votre société, dans les conditions décrites ci-dessus.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. AVEC LES CAISSES RÉGIONALES VAL-DE-FRANCE, AQUITAINE, CÔTES D'ARMOR, NORMANDIE, LANGUEDOC, SUD RHÔNE-ALPES, FINISTÈRE, LOIRE HAUTE-LOIRE, DE L'ANJOU ET DU MAINE, LORRAINE ET CENTRE LOIRE

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Bufferet, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature des contrats de prêts, entre votre société et les caisses régionales, selon l'option qu'elles auront choisie, précision étant faite que quelle que soit l'option choisie par une caisse régionale, le coût moyen de son financement sera égal à 2,15 % l'an.

Connaissance prise du protocole d'accord et notamment des termes de l'article 4.4.42. (iii), les caisses régionales peuvent bénéficier d'un financement sous forme de prêts senior et/ou subordonnés (dans des proportions variables, sur option, en fonction de leurs besoins).

Votre société s'est ainsi engagé à consentir aux caisses régionales un financement total (pour l'ensemble des caisses régionales) de 11 milliards d'euros sous la forme, au choix des caisses régionales, d'un financement 100 % senior ou d'un financement mixte senior/subordonné, la part du financement subordonnée pouvant être de 10 %, 20 %, 30 % ou 40 %. Dans la mesure où le taux du financement global (senior + subordonné) est supposé être de 2,15 % l'an, l'échéance et le taux du prêt senior sont décroissants lorsque la proportion du financement subordonné augmente.

Modalités

La signature des contrats de prêts conclus entre votre société et les caisses régionales a eu lieu le 21 juillet 2016 avec effet au 3 août 2016. Les financements effectivement accordés par votre société aux caisses régionales ont finalement tous pris la forme d'un prêt senior ayant une maturité de dix ans, remboursable in fine et pouvant être remboursé par anticipation de manière semestrielle à compter de la quatrième date anniversaire sous réserve de respecter un préavis de douze mois précisant le montant du remboursement anticipé demandé, et portant intérêt au taux fixe de 2,15 % par an.

Lesdites conventions de prêts ont fait l'objet d'un avenant autorisé par le conseil le 2 août 2017 et signé le 10 octobre 2017 (cf. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé).

Le montant total du financement proposé aux caisses régionales concernées par le caractère réglementé de ces conventions était, jusqu'au 10 octobre 2017, de MEUR 3.217.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature de l'avenant n° 3 à la convention de garantie Switch entre votre société et les caisses régionales.

Dans le cadre de l'opération Eurêka, les parties ont décidé de modifier certaines modalités de la convention Switch pour la partie Assurances, au titre de laquelle les caisses régionales garantissent votre société contre une baisse de la valeur de mise en équivalence des participations qu'elle détient dans le capital de Crédit Agricole Assurances, et d'aménager les conditions de restitution du montant de gage-espèces relatif à la garantie applicable aux CCI/CCA.

Cet avenant apporte les modifications suivantes à la garantie Switch afférente à la participation de votre société dans Crédit Agricole Assurances :

- introduction d'un mécanisme de résiliation partielle du Switch Assurances qui serait mis en œuvre sur décision de votre société par voie de réduction progressive du montant garanti,
- remplacement de la périodicité de calcul trimestrielle par une périodicité semestrielle.

Modalités

La signature de l'avenant n° 3 à la convention de garantie Switch a eu lieu le 21 juillet 2016, avec effet rétroactif au 1er juillet 2016.

Le montant des garanties apportées par les caisses régionales mentionnées ci-dessus au titre de la partie Assurances s'élève à MEUR 2.847,14 et leurs dépôts de garantie à MEUR 963,76 au 31 décembre 2017.

La rémunération versée ou à verser par votre société aux caisses régionales garantes mentionnées ci-dessus, au titre de l'exercice 2017 s'élève à MEUR 90,59.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature d'un avenant à la convention d'intégration fiscale entre votre société et les caisses régionales.

Préalablement, le conseil d'administration, dans sa séance du 21 janvier 2010, avait autorisé l'élargissement du groupe fiscal Crédit Agricole S.A., sur le fondement de l'alinéa 5 de l'article 223 A du Code général des impôts, cet élargissement s'appliquant obligatoirement à la totalité des caisses régionales et des caisses locales soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ainsi que, sur option, à leurs filiales. Le dispositif est encadré par une convention liant l'organe central et chacune des entités entrant dans le groupe du fait de son élargissement.

Les conventions de régime de groupe fiscal liant l'organe central et chacune des entités entrant dans le groupe du fait de son élargissement ont été conclues pour une durée initiale de cinq ans à compter du 1er janvier 2010 et sont renouvelables sur accord conjoint et exprès de l'ensemble des entités concernées pour des périodes successives de cinq ans.

Le conseil d'administration, dans sa séance du 15 décembre 2015, a autorisé la reconduction des conventions de régime de groupe fiscal, dans les mêmes termes et pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2015.

Ces conventions, conclues pour une durée de cinq ans, prévoyaient que les économies d'impôt réalisées tant au titre des dividendes reçus par ces entités qu'au titre des dividendes reçus par votre société de ces entités leur étaient réallouées pour moitié.

L'avenant autorisé par le conseil d'administration, dans sa séance du 19 mai 2016, a été signé le 21 juillet 2016 et prévoit que les économies d'impôt réalisées par le groupe du fait des dividendes intragroupes reçus par les caisses régionales leur sont désormais réallouées intégralement.

Modalités

Le montant global des économies d'impôt 2017 reversées au titre des conventions liant votre société et les sociétés visées ci-dessus s'élève à MEUR 33,4.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature de l'avenant qui a pour objet de modifier le protocole de cotation conclu le 22 novembre 2001, qui décrit les conditions de réalisation des opérations préalables à la cotation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole « CNCA », et qui a été modifié par avenant en date du 6 mai 2009. L'avenant modifie l'article 4 (prise de participation de la CNCA au capital des caisses régionales) du protocole de cotation pour tenir compte de la réalisation du reclassement interne des CCI/CCA détenus par votre société auprès de la société Sacam Mutualisation.

Modalités

La signature de l'avenant au protocole d'accord a eu lieu le 21 juillet 2016.

2. AVEC LA SOCIÉTÉ SACAM MUTUALISATION**Personnes concernées**

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et gérants ou représentants des associés indéfiniment et solidairement responsables de Sacam Mutualisation.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 19 mai 2016, a autorisé la signature d'une convention d'intégration fiscale entre votre société et la société Sacam Mutualisation.

Cette convention a été conclue sur le même modèle que les conventions conclues avec les caisses régionales et prévoit que les économies d'impôt réalisées par le groupe du fait des dividendes intra-groupe reçus par cette entité lui soient réallouées intégralement.

Modalités

Le montant des économies d'impôt 2017 reversées au titre de la convention liant votre société et la société Sacam Mutualisation s'élève MEUR à 3,8.

3. AVEC LES S.A.S. RUE LA BOÉTIE, S.A.S. SÉGUR, S.A.S. MIROMESNIL, LES SOCIÉTÉS SACAM AVENIR, SACAM DÉVELOPPEMENT, SACAM INTERNATIONAL, SACAM PARTICIPATIONS, SACAM FIA-NET EUROPE, SACAM FIRECA, SACAM IMMOBILIER, SACAM MACHINISME ET SACAM ASSURANCE CAUTION

Personnes concernées

MM. Lefebvre, Bouin, Andrieu, Epron, Mme Flachaire, MM. Gaillard, Kerrien, Ouvrier-Buffer, Roveyaz, Mme Talamona et M. Thibault, président ou administrateurs de votre société et présidents, vice-président, gérants ou directeurs généraux des entités susmentionnées.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 13 décembre 2016, a autorisé la signature de l'avenant à la convention d'intégration fiscale entre votre société et les sociétés susnommées.

Le conseil a autorisé dans sa séance du 21 janvier 2010 et reconduit dans sa séance du 15 décembre 2015 les conventions d'intégration fiscale conclues avec les mêmes entités susmentionnées. Ces conventions, conclues pour une durée de cinq ans, prévoyaient que les économies d'impôt réalisées sur les dividendes reçus par ces entités leur étaient réallouées pour moitié.

Ces conventions ont fait l'objet d'un avenant qui prévoit, sur le même modèle que l'avenant aux conventions d'intégration fiscale conclu avec les caisses régionales, que les économies d'impôt réalisées par le groupe du fait des dividendes intra-groupe reçus par lesdites sociétés leur sont désormais réallouées intégralement.

Modalités

Le montant global des économies d'impôt 2017 reversées au titre des conventions liant votre société et les sociétés visées s'élève à MEUR 17.

4. AVEC LA SOCIÉTÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB**Personnes concernées**

MM. Brassac, Thibault, Mmes Gri et Pourre, MM. Paviet, Veverka et Roveyaz directeur général ou administrateurs de votre société et Président ou administrateurs de Crédit Agricole CIB.

Nature et objet

Le conseil d'administration de votre société, dans sa séance du 7 novembre 2016, a autorisé la signature de l'amendement à la convention d'intégration fiscale entre votre société et Crédit Agricole CIB.

Votre société a conclu dès 1996 une convention d'intégration fiscale avec la société Crédit Agricole CIB, renouvelée le 22 décembre 2015 pour la période 2015-2019 et amendée en date du 15 novembre 2016, dont l'objet est de déterminer les relations entre votre société, d'une part, et Crédit Agricole CIB et ses filiales intégrées, d'autre part, et notamment la répartition de la charge d'impôt sur les sociétés et des modalités de monétisation des déficits du sous-groupe intégré Crédit Agricole CIB. Cette convention permet ainsi à la société Crédit Agricole CIB de percevoir l'économie d'impôt réalisée par le groupe Crédit Agricole à hauteur de l'ensemble du déficit du sous-groupe intégré Crédit Agricole CIB imputé par votre société en tant que société tête de groupe.

Modalités

Le montant de l'indemnisation à verser relative à l'ensemble du déficit du sous-groupe Crédit Agricole CIB comptabilisée au 31 décembre 2017 au titre de la convention s'élève à MEUR 127,6.

Nature et objet

A la suite des opérations de rapprochement des activités de banque de financement et d'investissement des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Lyonnais, une opération d'apport partiel d'actifs du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez (devenu Calyon puis Crédit Agricole CIB) a été réalisée.

Dans cette circonstance, il est apparu nécessaire de renforcer les fonds propres de Crédit Agricole CIB. Le conseil d'administration, dans sa séance du 9 mars 2004, a autorisé la réalisation, par votre société, des opérations permettant le renforcement des fonds propres de Crédit Agricole CIB, pour une enveloppe globale maximale de 3 milliards d'euros.

Modalités

Dans le cadre de cette autorisation, votre société a, notamment, souscrit en 2004 à une émission de titres super subordonnés, pour un montant de MUSD 1.730. Au cours de l'exercice 2014, l'une des émissions d'un montant de MUSD 1.260 a fait l'objet d'un remboursement anticipé intervenu le 28 février 2014.

Pour la seule émission d'un montant de MUSD 470 encore en cours pendant l'exercice 2017, le montant total du coupon dû au titre de cet exercice, hors intérêts de retard, s'élève à MUSD 15,43.

5. AVEC LES SOCIÉTÉS CRÉDIT AGRICOLE CIB, LCL ET LES CAISSES RÉGIONALES VAL-DE-FRANCE, LANGUEDOC, ET DE L'ANJOU ET DU MAINE

Personnes concernées

Mme Flachaire, MM. Lefebvre et Gaillard pour la convention de garantie financière et pour l'avenant à la convention de garantie financière, MM. Brassac, Roveyaz, Veverka, Thibault, Mmes Gri, Pourre et M. Paviet, pour l'ensemble des conventions, président, administrateurs ou dirigeants de votre société et présidents, directeurs généraux ou administrateurs des entités susmentionnées.

Nature et objet

Afin d'accroître ou de sécuriser les réserves de liquidités à court terme mobilisables aux opérations de refinancement de l'Eurosystème, le conseil d'administration, dans sa séance du 18 décembre 2012, a autorisé la création d'un fonds commun de titrisation (FCT) permettant l'émission d'obligations senior notées AAA, d'un montant global de 10 milliards d'euros, garanties par des prêts à l'habitat détenus par des entités du groupe (caisses régionales et LCL) sur des personnes physiques.

Dans ce cadre, le conseil d'administration a autorisé la conclusion, par votre société, des documents du programme relevant des dispositions relatives aux conventions réglementées. Les conventions relatives à ce programme (dont la convention de garantie financière et l'avenant à la convention de garantie financière) ont été conclues en avril 2013 et le FCT (dénommé « Evergreen HL1 ») a réalisé des émissions pour un montant de 10 milliards d'euros en avril 2013.

Modalités

Le FCT est en cours de démantèlement depuis l'arrivée à échéance le 12 octobre 2017 du dernier titre émis pour 9 milliards d'euros et la décision de ne pas procéder à de nouvelles émissions. Ainsi au 31 décembre 2017, l'encours est désormais nul au titre des émissions de ce véhicule.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 21 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Anik Chaumartin

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand



4 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2017

Activité et informations financières

Présentation des comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.	170
Environnement économique et financier	170
Activité et résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.	171
Bilan consolidé de Crédit Agricole S.A.	185
Tendances récentes et perspectives	187

170

Information sur les comptes

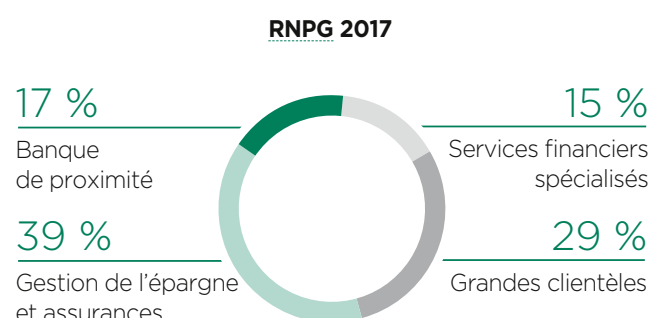
de Crédit Agricole S.A. (société mère)

191

Analyse des résultats de Crédit Agricole S.A. (société mère)	191
Résultats financiers des cinq derniers exercices	192

Un résultat **en progression**, des indicateurs **au vert**

>>> Un business mix équilibré



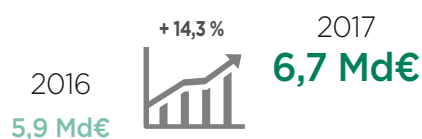
Une **solvabilité très solide**
malgré les acquisitions réalisées
durant l'année



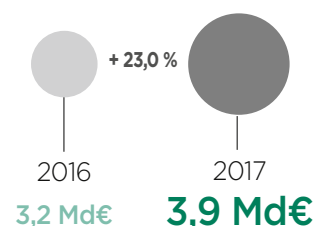
4

>>> Amélioration des résultats sous-jacents et de l'efficacité opérationnelle

**Hausse du résultat brut d'exploitation
sous-jacent**



Hausse du résultat net part du Groupe sous-jacent



Amélioration de 2,1 points du coefficient d'exploitation sous-jacent ⁽¹⁾



(1) Hors contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU).

ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2017.

Évolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans les notes 2 et 11 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2017.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Bilan de l'année 2017 : regain d'optimisme

L'enclenchement des étapes successives de la reprise cyclique a été lent, conduisant à douter de la capacité des économies à véritablement s'extraire d'un environnement de croissance poussive. L'offre se reprenait mais les créations d'emplois étaient médiocres et les salaires ne se redressaient pas. L'investissement restait trop timide et les prix étaient trop sages. Puis, le cycle s'est enfin formellement repris et les enchaînements vertueux entre production, investissement, emplois, revenus et demande (lentement certes) se sont mis en place. En 2017, la reprise a enfin véritablement gagné en puissance à la faveur d'une accélération de l'investissement productif qui s'est manifestée tardivement. La croissance a surpris à la hausse : seule l'inflation ne se redresse toujours pas significativement et reste contenue.

En 2017, aux États-Unis, toujours soutenue par la consommation et, depuis peu, par l'investissement productif, la croissance réelle a atteint + 2,3 %. La bonne tenue de l'emploi a continué de nourrir la confiance et les dépenses des ménages. À 4,1 %, le taux de chômage est passé en dessous de ce que la *Federal Reserve* estime être son "taux naturel" de 4,6 %. L'inflation (2,1 %) est cependant restée inférieure aux attentes et ne s'est que lentement rapprochée de la cible de la Banque centrale (2 %). Quant à la zone euro, toutes les conditions propices aux enchaînements macroéconomiques classiques d'une phase de croissance ont enfin été réunies. La reprise a progressivement gagné en vigueur jusqu'à atteindre un taux de croissance aujourd'hui probablement proche de son maximum (2,4 % en 2017). Bien que l'environnement extérieur ait été très favorable, grâce à un cycle manufacturier mondial solide, la croissance est devenue de plus en plus autonome, portée par le dynamisme de sa demande interne. En dépit d'une croissance soutenue, l'inflation (à + 1,4 % en décembre 2017) n'a pas accéléré significativement : l'inflation sous-jacente est encore faible (+ 1 %). Enfin, en dépit des nombreuses incertitudes (en raison notamment de l'élection présidentielle), la France a bénéficié d'une croissance

de + 1,9 % : une belle accélération après trois années consécutives durant lesquelles l'économie n'avait progressé qu'à un rythme annuel proche de + 1 %.

Quant aux marchés financiers, après avoir été portés par le *reflation trade* (hausse des taux d'intérêt et des marchés actions alimentées par des anticipations de croissance et d'inflation plus soutenues aux États-Unis) qu'avait suscité le discours économique offensif et revigorant de D. Trump, ils ont été déçus en début d'année. Le président américain n'a été couronné de succès qu'en fin d'année avec le passage tardif d'une importante (et coûteuse) réforme fiscale. Les marchés ont ensuite redouté les élections en Europe et, tout particulièrement, en France. Ils ont à quelques brèves reprises été légèrement inquiets en raison de la mise en œuvre de politiques monétaires moins accommodantes. En dépit de courts épisodes de troubles, ils ont plutôt vécu une belle année. Les taux longs ne se sont pas redressés violemment (les taux à 10 ans allemands et américains se situaient à 0,43 % et 2,48 % fin décembre, soit des hausses respectives de 20 et 5 points de base). Les marchés obligataires ont donc bien "digéré" le resserrement monétaire américain. La *Federal Reserve* a procédé à trois relèvements de 25 points de base chacun de son taux directeur (le taux des *Fed Funds* se situe à 1,50 % en décembre 2017) et s'est engagée dans un "resserrement quantitatif" (réduction progressive de son bilan). Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle a prolongé en octobre son *Quantitative Easing* tout en réduisant le montant mensuel de ses achats de titres souverains (de 60 à 30 milliards d'euros de janvier 2018 et à septembre 2018). Enfin, les bons résultats récents enregistrés en termes de croissance par la zone euro, couplés à la dissipation du risque politique, ont permis à la monnaie unique de retrouver progressivement ses "lettres de noblesse". Porté par l'idée selon laquelle les Banques centrales asiatiques pourraient avoir un goût moins prononcé pour les actifs en dollar et diversifier leurs réserves au profit de l'euro, ce dernier (à 1,20) s'est apprécié de + 14 % contre dollar en 2017.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la société Calit a été transférée du pôle Services financiers spécialisés (Crédit Agricole Leasing & Factoring) vers le pôle Banque de proximité en Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un *pro forma*.

Depuis le 1^{er} juillet 2017, la société Pioneer a été intégrée dans le périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un *pro forma*.

Depuis le 26 septembre 2017, Banque Saudi Fransi (BSF) est sortie du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole après la cession de la majorité de la participation (16,2 % sur les 31,1 % détenus avant la cession). Cette filiale était consolidée par mise

en équivalence. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un *pro forma*.

Depuis le 21 décembre 2017, Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di Rimini et CR di San Miniato ont été intégrées dans le périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole en tant que filiales de Crédit Agricole Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un *pro forma*.

Par ailleurs, les valeurs contenues dans les tableaux et les analyses ci-dessous ne tiennent pas compte de la gestion des arrondis, elles peuvent pour cette raison différer légèrement des valeurs figurant dans les états financiers.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	Variation 2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	Variation 2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	18 634	16 855	+ 10,6 %	18 772	17 506	+ 7,2 %
Charges d'exploitation hors FRU	(11 961)	(11 454)	+ 4,4 %	(11 785)	(11 362)	+ 3,7 %
FRU	(242)	(241)	+ 0,5 %	(242)	(241)	+ 0,5 %
Résultat brut d'exploitation	6 431	5 160	+ 24,6 %	6 745	5 904	+ 14,3 %
Coût du risque de crédit	(1 307)	(1 687)	(22,5 %)	(1 307)	(1 687)	(22,5 %)
Coût du risque juridique	(115)	(100)	+ 15,0 %	(115)	(100)	+ 15,0 %
Sociétés mises en équivalence	728	518	+ 40,4 %	523	518	+ 0,9 %
Gains ou pertes sur autres actifs	6	(52)	n.s.	14	(52)	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	n.s.	0	-	n.s.
Résultat avant impôt	5 929	3 348	+ 77,1 %	5 859	4 583	+ 27,9 %
Impôt	(1 733)	(695)	x 2,5	(1 433)	(989)	+ 44,8 %
Résultat net des activités abandonnées	20	1 303	n.s.	20	31	n.s.
Résultat net	4 216	3 956	+ 6,6 %	4 447	3 624	+ 22,7 %
Intérêts minoritaires	(568)	(415)	+ 36,6 %	(521)	(434)	+ 20,0 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3 649	3 541	+ 3,1 %	3 925	3 190	+ 23,0 %
Résultat net part du Groupe par action (€)	1,12	1,12	+ 0,3 %	1,22	0,99	+ 23,0 %
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,2 %	68,0 %	- 3,8 pp	62,8 %	64,9 %	- 2,1 pp

En 2017, le **résultat net part du Groupe** publié est de 3 649 millions d'euros, contre 3 541 millions d'euros en 2016, soit une hausse de + 3,1 %, alors même que l'exercice 2016 comprenait la plus-value Eurêka pour 1 272 millions d'euros. La bonne croissance organique des différents métiers et, dans une moindre mesure, l'intégration de Pioneer Investments, ont donc permis de compenser en un an la non-réurrence de cette plus-value dans le résultat net part du Groupe publié.

Les éléments spécifiques ⁽¹⁾ ont eu en 2017 un effet négatif sur le résultat net part du Groupe de -276 millions d'euros. Les plus significatifs sont liés à la fiscalité pour un total de - 384 millions d'euros dont - 326 millions d'euros au titre de la surtaxe d'impôts sur les sociétés, - 128 millions d'euros de revalorisation des impôts différés et + 69 millions d'euros de remboursement de taxe sur les dividendes. Par ailleurs, les cessions des participations dans Eurazeo et partiellement dans la Banque Saudi Fransi ont généré un profit de + 203 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Les coûts d'acquisition de Pioneer et des trois banques italiennes sont retraités à hauteur de + 78 millions d'euros. Les écarts d'acquisition ont également généré un profit retraité à hauteur

de + 91 millions d'euros dont + 312 millions d'euros provenant du *badwill* lié à l'acquisition des trois banques italiennes et - 222 millions d'euros lié à la dépréciation de l'écart d'acquisition de CA Polska. Les autres éléments spécifiques représentent un effet cumulé de - 100 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comprenant notamment le spread émetteur pour - 131 millions d'euros, l'amende échanges image chèques pour - 58 millions d'euros, le DVA (*Debt Value Adjustment*) pour - 42 millions d'euros, les macrocouvertures de portefeuilles de prêts pour - 36 millions d'euros et la provision épargne-logement pour + 143 millions d'euros.

Sur l'exercice 2016, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de + 351 millions d'euros, notamment la plus-value Eurêka mentionnée ci-dessus (1 272 millions d'euros), la plus-value sur la cession de Visa Europe (+ 327 millions d'euros), les dividendes reçus des Caisses régionales avant la cession de la participation à leur capital dans le cadre d'Eurêka (+ 285 millions d'euros), et en contrepartie la dépréciation de survaleur de LCL (- 491 millions d'euros), des soultes sur des opérations de remboursement de dette (- 448 millions d'euros) et

(1) Voir le détail des éléments spécifiques pour Crédit Agricole S.A. en p. 173.

d'ajustement des macrocouvertures de LCL (- 187 millions d'euros), des revalorisations d'impôts différés suite à la loi de finance en France (- 160 millions d'euros) et d'autres éléments divers pour un total de - 247 millions d'euros (voir tableau en page 173).

Hors ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent augmente de + 23,0 % par rapport à l'exercice 2016, à 3 925 millions d'euros.

Le retour sur fonds propres tangible sous-jacent (ROTE) atteint 11,1 %, d'ores et déjà au-dessus de l'objectif de 11 % fixé par le Plan à moyen terme pour 2019.

Le bénéfice par action sous-jacent atteint 1,22 euro par action, en hausse de + 23,0 % par rapport à l'exercice 2016.

Les différents agrégats du compte de résultat sous-jacent illustrent les excellentes **tendances d'activité**, d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des risques : hausse significative des revenus (+ 7,2 % par rapport à 2016), bonne maîtrise des charges (+ 3,7 % hors contribution au Fonds de Résolution Unique - FRU), baisse significative du coût du risque de crédit (- 22,5 %), légèrement tempérée par un montant plus élevé de provisions juridiques (115 millions d'euros contre 100 millions d'euros en 2016) et un taux effectif d'impôt en progression, de 24,3 % en 2016 à 26,8 % en 2017. Comme au quatrième trimestre, le crédit d'impôt sur coupons AT1 baisse le taux d'impôt effectif de 3 points (4 points en 2016).

Le produit net bancaire sous-jacent, à 18 772 millions d'euros, progresse de + 7,2 % par rapport à 2016, + 4,8 % à périmètre constant ⁽¹⁾. La hausse provient de tous les pôles, sauf la Banque de proximité, qui continue d'être affectée par l'environnement de taux bas et les effets de la dévaluation de la livre égyptienne sur les revenus de la filiale locale. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances, grâce à l'intégration de Pioneer Investments et à la croissance organique de la Gestion d'actifs, le pôle Grandes clientèles et les Activités hors métiers, grâce aux effets d'Eurêka et à la baisse des coûts de financement, se distinguent particulièrement.

Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en légère hausse à 11 785 millions d'euros, soit + 3,7 %, hors contribution au FRU, cette dernière charge restant stable (+ 0,5 % à 242 millions d'euros). À périmètre constant ⁽²⁾, les charges d'exploitation hors FRU ne progressent plus que de + 1,3 %, montrant une très bonne maîtrise. Tous les métiers ont contribué à cette performance, les effets de ciseaux ⁽²⁾ les plus significatifs provenant de LCL (+ 2,5 points hors FRU), des Services financiers spécialisés (+ 1,2 point hors FRU), du pôle Grandes clientèles (+ 1,8 point hors FRU), et notamment du métier de Services financiers aux institutionnels (+ 4,2 points hors FRU).

Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore de 2,1 points à 62,8 % par rapport à 2016.

Enfin, le coût du risque de crédit, hors provisions juridiques non allouées, baisse de - 22,5 % à 1 307 millions d'euros contre 1 687 millions d'euros en 2016 (soit - 380 millions d'euros). Le premier contributeur à la baisse est le pôle Grandes clientèles (- 55,5 %, soit - 254 millions d'euros), rejoint par les Services financiers spécialisés (- 21,1 %/- 118 millions d'euros). Le coût du risque de crédit progresse chez LCL de + 12,1 % (+ 22 millions d'euros à 204 millions d'euros), principalement à cause de reprises non récurrentes au premier trimestre 2016 qui abaissent la base de comparaison et aux provisions du troisième trimestre 2017 en lien avec l'ouragan Irma, mais le coût du risque reste très bas pour ce métier. En Banque de Proximité (BPI) en Italie, les provisions progressent légèrement à cause du transfert dans ce métier de la contribution de Calit à partir du 1^{er} janvier 2017 et de pertes sur créances significatives dans cette filiale au troisième trimestre. Le taux de créances dépréciées de BPI Italie (hors Calit) baisse de - 1,6 point à 11,5 % ⁽¹⁾ (contre 13,1 % fin décembre 2016), grâce à l'amélioration du portefeuille et à l'intégration des trois banques italiennes, dont le taux de créances dépréciées est inférieur à 10 % après cession de 3 milliards d'euros de ces créances préalablement à l'acquisition. Le taux de couverture s'améliore également à 50,1 % ⁽³⁾ (contre 46,5 % fin décembre 2016).

(1) En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016.

(2) Différence entre l'évolution des revenus et celle des charges.

(3) Hors crédit-bail.

Les éléments spécifiques ayant impacté les comptes de Crédit Agricole S.A. en 2017 et 2016 sont les suivants :

	2017		2016	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
(en millions d'euros)				
<u>Spreads</u> émetteurs (AHM)	(216)	(131)	(139)	(84)
DVA (GC)	(66)	(42)	(38)	(24)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(57)	(36)	(25)	(16)
Provisions épargne-logement (LCL)	65	40	(17)	(11)
Provisions épargne-logement (AHM)	156	103	(66)	(43)
Opération Eurêka-frais (AHM)	-	-	(23)	(18)
Liability Management (BPF)	-	-	(300)	(187)
Soulte Liability Management (AHM)	39	26	(683)	(448)
Plus-value VISA EUROPE (AHM)	-	-	355	327
<u>Dividendes</u> des CR (AHM)	-	-	286	285
Amende Échange Images Chèques ⁽¹⁾	(59)	(58)	-	-
Total impact en produit net bancaire	(138)	(100)	(652)	(220)
Provisions réseau LCL (BPF)	-	-	(41)	(26)
Plan d'adaptation de Groupe Cariparma (BPI)	-	-	(51)	(25)
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(135)	(60)	-	-
Coût intégration 3 banques italiennes (BPI)	(41)	(22)	-	-
Total impact en charges d'exploitation	(176)	(82)	(92)	(51)
Cession Eurazeo (AHM)	103	103	-	-
Cession BSF (GC)	102	99	-	-
Total impact en mises en équivalence	205	203	-	-
Variation des écarts d'acquisition (AHM) ⁽²⁾	186	91	(491)	(491)
Total impact variation des écarts d'acquisition	186	91	(491)	(491)
Surtaxe IS		(326)		-
Remboursement taxe dividende 3 %		69		-
Revalorisation impôts différés		(128)		(160)
Total impact en Impôts		(384)		(160)
Coûts d'acquisition CA Italie (BPI)	(8)	(4)	-	-
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	(4)	-	-
Opération Eurêka (AHM)	-	-	1 272	1 272
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	1 272	1 272
IMPACT TOTAL DES RETRAITEMENTS	70	(276)	38	351
Gestion de l'épargne et assurances	(135)	(176)	-	(80)
Banque de proximité en France	44	(79)	(358)	(247)
Banque de proximité à l'international	(49)	(26)	(51)	(25)
Services financiers spécialisés	-	43	-	(3)
Grandes clientèles	(21)	(67)	(63)	(41)
Activités hors métiers	231	28	510	747

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires.

(1) Dont - 38 M€ pour AHM et - 21 M€ pour LCL (avant impôt et minoritaires).

(2) Dont + 408 M€ de goodwill sur les trois banques italiennes (+ 312 M€ en RNPG) et - 222 M€ de dépréciation de la survaleur sur CA Polska (avant minoritaires, pas d'effet fiscal).

Solvabilité

À fin décembre 2017, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. demeure solide, avec un ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) non phasé de 11,7 %, en baisse de - 40 points de base par rapport au 31 décembre 2016 (12,1 %). Cette évolution s'explique à hauteur de - 48 points de base par l'impact net des opérations d'acquisitions (notamment Pioneer Investments par Amundi : - 60 points de base, trois caisses d'épargne italiennes : - 8 points de base, acquisition des 15 % de participation dans CACEIS : - 9 points de base) et de cessions (Eurazeo : impact de + 13 points de base, BSF pour + 17 points de base) opérées par le Groupe durant l'année 2017.

D'autre part, Crédit Agricole S.A. a généré sur l'année un très bon niveau de résultat, lui permettant de distribuer un dividende de 0,63 euro par action. Le résultat conservé génère ainsi un impact positif sur l'année de + 37 points de base dans le ratio CET1. Les réserves AFS enregistrent une baisse limitée de - 10 points de base sur l'année.

En parallèle, les emplois pondérés demeurent contenus à 296,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017, contre 300,7 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

Le ratio global phasé s'élève à 18,3 % au 31 décembre 2017, contre 20,1 % au 31 décembre 2016.

Enfin, le ratio de levier phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 4,4 % au 31 décembre 2017 ⁽¹⁾, contre 5,0 % au 31 décembre 2016 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Liquidité

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan *cash* bancaire du Groupe, à 1 148 milliards d'euros au 31 décembre 2017, fait apparaître un excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables de 122 milliards d'euros, en hausse de + 11 milliards d'euros sur un an. Cet excédent est supérieur à l'objectif du PMT de plus de 100 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 248 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

L'endettement court terme net des dépôts Banques centrales (24 milliards d'euros) est couvert à plus de quatre fois par les titres HQLA (113 milliards d'euros). Le ratio LCR moyen sur douze mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élève respectivement à 133 % et à 137 % à fin décembre 2017, soit à un niveau supérieur à l'objectif du PMT de plus de 110 %.

Les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 36,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme au cours de l'exercice 2017, dont 46 % émis par Crédit Agricole S.A., contre 33,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2016. Par ailleurs, 3,4 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL, CA Italia) au cours de l'exercice 2017.

Crédit Agricole S.A., en tant qu'émetteur principal du Groupe, a levé l'équivalent de 16,6 milliards d'euros de dette à moyen long terme sur les marchés sur l'exercice 2017, soit 10,4 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,2 milliards d'euros équivalents de dette senior non préférée. Son programme 2017 de financement à moyen long terme de marché a ainsi été réalisé à hauteur de 104 %.

Activité et résultats par pôle d'activité

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les métiers sont structurés en cinq pôles métiers :

- Gestion de l'épargne et assurances ;
- Banque de proximité en France - LCL ;
- Banque de proximité à l'international ;
- Services financiers spécialisés ;
- Grandes clientèles.

auxquels s'ajoute le pôle Activités hors métiers (AHM).

Les pôles métiers du Groupe sont définis dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017 - note 5 "Informations sectorielles". L'organisation et les activités sont décrites dans le chapitre 1 du présent document.

CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	2017	2016
Banque de proximité en France - LCL	488	273
Banque de proximité à l'international	234	233
Gestion de l'épargne et assurances	1 720	1 690
Services financiers spécialisés	766	610
Grandes clientèles	1 307	1 255
Activités hors métiers	(865)	(520)
TOTAL	3 649	3 541

(1) Selon l'Acte Délégué en vigueur. Sous réserve d'autorisation de la BCE, hypothèse d'exonération des opérations entre entités affiliées au groupe Crédit Agricole (impact de + 110 points de base) et de la non-exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC.

1. Gestion de l'épargne et assurances – GEA

Le pôle Gestion de l'épargne et assurances comprend la Gestion d'actifs, les Assurances et la Gestion de fortune.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	5 263	4 744	11,0 %	5 263	4 744	11,0 %
Charges générales d'exploitation	(2 706)	(2 153)	25,7 %	(2 571)	(2 153)	19,4 %
FRU	(3)	(2)	10,7 %	(3)	(2)	10,7 %
Résultat brut d'exploitation	2 555	2 588	(1,3 %)	2 690	2 588	3,9 %
Coût du risque de crédit	(25)	(9)	x 2,6	(25)	(9)	x 2,6
Coût du risque juridique	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	33	28	16,0 %	33	28	16,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	4	2	x 2,1	4	2	x 2,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	2 567	2 609	(1,6 %)	2 703	2 609	3,6 %
Impôt sur les bénéfices	(647)	(773)	(16,3 %)	(581)	(693)	(16,2 %)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	21	23	(5,5 %)	21	23	(5,5 %)
Résultat net de l'exercice	1 942	1 858	4,5 %	2 143	1 939	10,5 %
Intérêts minoritaires	(222)	(169)	31,6 %	(248)	(169)	46,8 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 720	1 690	1,8 %	1 895	1 770	7,1 %

Au 31 décembre 2017, les encours gérés du pôle progressent de + 24,3 % par rapport au 31 décembre 2016 à 1 868 milliards d'euros grâce à une forte collecte, un effet marché positif et l'intégration des actifs de Pioneer Investments pour 243 milliards d'euros (au sein de Amundi) et de CM-CIC Asie pour 3 milliards d'euros (au sein de CA Indosuez Wealth Management). Hors effets périmètre, les encours gérés ont augmenté de + 119 milliards d'euros, soit + 6,8 % en 2017, dont une collecte nette de + 83 milliards d'euros (+ 73 milliards d'euros pour Amundi, + 6 milliards d'euros pour la gestion de fortune et + 4 milliards d'euros pour l'assurance-vie), ce qui représente une collecte nette annualisée de 4,7 % des encours de début de période (*pro forma* de l'intégration de Pioneer au 3 juillet) et confirme ainsi le dynamisme de ce pôle. Outre les bonnes performances commerciales, il enregistre un effet marché et change positif de + 34 milliards d'euros.

Les comptes de l'exercice 2017 intègrent les coûts d'intégration de Pioneer Investments pour - 135 millions d'euros avant impôt (- 60 millions d'euros en résultat net part du Groupe), retraités en éléments spécifiques. Les éléments fiscaux non récurrents ont un impact global sur l'année 2017 de - 109 millions d'euros. Les comptes de 2016 intégraient un impact fiscal non récurrent pour - 80 millions d'euros.

Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'établit à 1 895 millions d'euros, en hausse de + 7,1 % par rapport à 2016. Au sein de ce pôle, le métier de Gestion d'actifs est en forte progression sur la période (+ 25,9 %), bénéficiant de l'intégration de Pioneer Investments à partir du 3 juillet 2017 et le métier de l'Assurance enregistre un haut niveau de résultat à 1 280 millions d'euros, en hausse de + 1,9 % par rapport à 2016. Le métier de Gestion de fortune affiche une baisse sur la même période de - 4,1 % en raison de la non-réurrence des reprises de provisions retraite en 2016.

Le pôle Gestion de l'épargne et assurances contribue à 39 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et 27 % des revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 8,7 milliards d'euros dont 2,2 milliards d'euros sur la Gestion de l'épargne (Gestion d'actifs et Gestion de fortune) et 6,4 milliards d'euros sur les Assurances. Les encours pondérés du pôle sont de 27 milliards d'euros dont 12,2 milliards d'euros sur la Gestion d'épargne et 14,8 milliards d'euros sur les Assurances. Le RoNE du pôle s'établit à 22,8 % sur la base du résultat sous-jacent de l'année 2017, contre 22,2 % pour l'année 2016.

CONTRIBUTION DES ASSURANCES AU RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Le métier des Assurances reflète les résultats de la filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, qui couvre l'ensemble des métiers de l'assurance : épargne/retraite, prévoyance/emprunteur/assurances collectives, dommages.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	2 243	2 337	(4,0 %)	2 243	2 337	(4,0 %)
Charges générales d'exploitation	(743)	(693)	7,2 %	(743)	(693)	7,2 %
FRU	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat brut d'exploitation	1 500	1 644	(8,8 %)	1 500	1 644	(8,8 %)
Coût du risque de crédit	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Coût du risque juridique	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	(35,5 %)	0	0	(35,5 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	(2)	n.s.	0	(2)	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	1 500	1 642	(8,6 %)	1 500	1 642	(8,6 %)
Impôt sur les bénéfices	(357)	(483)	(26,1 %)	(238)	(403)	(40,9 %)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	21	23	(5,6 %)	21	23	(5,6 %)
Résultat net de l'exercice	1 164	1 182	(1,5 %)	1 283	1 262	1,7 %
Intérêts minoritaires	(3)	(5)	(37,2 %)	(3)	(5)	(38,7 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 161	1 176	(1,3 %)	1 280	1 257	1,9 %

En 2017, Crédit Agricole Assurances (CAA) affiche un chiffre d'affaires de 30,4 milliards d'euros (à comparer à 30,8 milliards d'euros en 2016), avec une forte progression de la collecte en unités de compte (UC) et la poursuite de la diversification de ses activités. Le chiffre d'affaires sur la protection des biens et des personnes enregistre ainsi une croissance dynamique.

En épargne/retraite, le chiffre d'affaires s'élève à 23,1 milliards d'euros sur l'année 2017 (- 3,6 % par rapport à l'année 2016). La diversification du mix produits en faveur des UC se poursuit à un rythme soutenu, comme l'illustre la bonne progression des contrats UC dans la collecte brute sur l'année 2017, à + 26,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2017, la collecte nette en UC atteint + 4,4 milliards d'euros, en progression de + 36,9 % par rapport à 2016 (+ 3,2 milliards d'euros) alors que les contrats en euros enregistrent une décollecte nette de - 0,1 milliard d'euros (contre + 2,4 milliards d'euros en 2016).

Les encours gérés continuent de progresser, s'établissant à 278,6 milliards d'euros ⁽¹⁾ à fin décembre 2017, soit une progression de + 3,4 % sur un an, tirée principalement par la hausse de + 14,0 % des encours en UC. À fin décembre 2017, les contrats UC représentent 21,4 % des encours, soit + 1,9 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2016.

En protection des personnes et des biens (assurance dommages, prévoyance, assurances emprunteur et collectives), le chiffre d'affaires continue de progresser : il atteint 7,3 milliards d'euros, en hausse de + 7,3 % par rapport à 2016.

En assurance dommages, CAA enregistre une dynamique soutenue de la croissance de son activité aussi bien en France qu'à l'international. Il enregistre une croissance de + 8,3 % de son chiffre d'affaires, notamment en France, surperformant ainsi le marché et atteint 3 845 millions d'euros, avec un apport net de près de 700 000 nouveaux contrats sur un an et une baisse du taux de résiliation.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires enregistre une forte croissance sur l'année 2017 (+ 6,2 %) et

atteint 3,4 milliards d'euros. Cette progression est portée par une croissance de l'ensemble des trois segments d'activité, notamment celui des assurances collectives dont le chiffre d'affaires progresse de près de + 39 % en un an. Le chiffre d'affaires de l'assurance prévoyance enregistre une hausse de + 8 % (tirée par la santé collective et les garanties obsèques) et l'assurance emprunteur de + 5 %.

Les impacts fiscaux relatifs à la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour - 79 millions d'euros et à la revalorisation des impôts différés pour - 40 millions d'euros pour l'exercice 2017 et pour - 80 millions d'euros pour l'exercice 2016 sont classés en éléments spécifiques.

Le produit net bancaire s'élève en 2017 à 2 243 millions d'euros, en baisse de - 4,0 % par rapport à 2016, cette baisse est principalement liée au contexte fiscal. En effet, alors qu'en 2016, le métier avait décidé de compenser la charge d'impôt liée à la revalorisation des impôts différés actifs en produit net bancaire, il a été décidé en 2017, dans le contexte de la surtaxe en France, de ne pas opérer cette compensation. En assurance dommages, le ratio combiné reste bien maîtrisé à 96,8 % ⁽²⁾, en dépit des événements climatiques de l'année.

Les charges d'exploitation enregistrent une hausse de + 7,2 % sur l'année 2017, cette hausse est presque exclusivement liée à des amortissements informatiques exceptionnels constatés en fin d'année (impact de - 32 millions d'euros lié à la migration de systèmes d'information sur une seule plateforme). Retraitées de cet impact non récurrent, les charges d'exploitation enregistrent une hausse contenue de + 2,6 % par rapport à l'année 2016, liée à la poursuite du développement des nouvelles activités, notamment l'assurance emprunteur. Le coefficient d'exploitation est en hausse de + 3,5 points à 33,1 %, traduisant l'impact des amortissements informatiques exceptionnels.

Le résultat net part du Groupe du métier pour l'exercice 2017 s'établit ainsi à 1 280 millions d'euros, en hausse de + 1,9 % par rapport à 2016. Le coefficient d'exploitation ressort à 33,1 %.

(1) Encours en épargne retraite et prévoyance.

(2) Ratio (Sinistralité + frais généraux + commissions)/cotisations, net de réassurance. Périmètre Pacifica.

Le ratio de solvabilité de CAA ressort à 195 % au 31 décembre 2017, en hausse de 17 points par rapport au 30 juin 2017.

Le métier Assurances contribue pour 26 % du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A.

(hors pôle AHM) sur 2017 et 12 % des revenus sous-jacents hors AHM. Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués à l'Assurance s'élèvent à 6,4 milliards d'euros ; les emplois pondérés sont de 14,8 milliards d'euros.

CONTRIBUTION D'AMUNDI AU RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Le métier de Gestion d'actifs reflète les résultats d'Amundi, filiale à 70,0 % du groupe Crédit Agricole, dont 68,5 % détenu par Crédit Agricole S.A.

À l'occasion de l'augmentation de capital d'Amundi de 1,4 milliard d'euros réalisée fin mars 2017, le groupe Crédit Agricole a cédé des droits préférentiels de souscription afin de réduire sa participation qui était de 75,7 % avant cette date, dont 74,1 % détenu par Crédit Agricole S.A. Les nouveaux taux de détention sont applicables depuis le deuxième trimestre 2017.

Les comptes de l'exercice 2017 intègrent la contribution du second semestre de l'année de Pioneer Investments, société de gestion d'actifs d'UniCredit, dont l'acquisition a été finalisée le 3 juillet 2017.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	2 255	1 677	34,4 %	2 255	1 677	34,4 %
Charges générales d'exploitation	(1 328)	(893)	48,7 %	(1 192)	(893)	33,5 %
FRU	(1)	(2)	(20,1 %)	(1)	(2)	(20,1 %)
Résultat brut d'exploitation	926	783	18,3 %	1 061	783	35,6 %
Coût du risque de crédit	(13)	(1)	n.s.	(13)	(1)	n.s.
Coût du risque juridique	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	33	28	16,0 %	33	28	16,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	0	n.s.	(1)	0	n.s.
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	944	810	16,5 %	1 080	810	33,2 %
Impôt sur les bénéfices	(279)	(253)	10,4 %	(332)	(253)	31,3 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat net de l'exercice	666	558	19,3 %	748	558	34,1 %
Intérêts minoritaires	(205)	(147)	39,5 %	(231)	(147)	57,0 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	460	411	12,0 %	517	411	25,9 %

Amundi affiche des encours sous gestion⁽¹⁾ de 1426 milliards d'euros à fin décembre 2017, soit + 31,7 % sur un an, grâce à l'intégration de Pioneer Investments (+ 242,9 milliards d'euros), à une collecte nette⁽¹⁾ soutenue (+ 73,1 milliards d'euros sur les douze mois 2017), notamment dans le segment *Retail* (+ 50,3 milliards d'euros), et un effet de marché positif (+ 27,4 milliards d'euros sur la même période). La dynamique a été très bonne à l'international (environ 70 % de la collecte nette est réalisé en dehors de la France). Ce très bon niveau de collecte s'accompagne d'une amélioration du mix produits avec une forte contribution de toutes les classes d'actifs.

Les comptes de l'exercice 2017 intègrent le retraitement des coûts d'intégration de Pioneer Investments pour - 135 millions d'euros avant impôts, ainsi que le retraitement des différents impacts fiscaux pour un montant total de + 5 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc supérieur au résultat publié.

Le produit net bancaire atteint 2 255 millions d'euros sur l'année 2017, en hausse de + 34,4 % par rapport à l'année 2016. Cette hausse résulte de l'intégration de Pioneer Investments dont la finalisation de l'acquisition a été signée le 3 juillet 2017. À périmètre constant⁽²⁾, les revenus sous-jacents progressent de + 12,0 %, en ligne avec la croissance des encours. Des cessions de participations financières

minoritaires expliquent le niveau élevé des produits financiers tandis que les commissions de surperformance ont bénéficié des conditions de marché favorables sur l'ensemble de l'année.

Les charges d'exploitation sous-jacentes restent bien maîtrisées, elles enregistrent une hausse contenue de + 2,3 % à périmètre constant⁽²⁾. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 52,9 %, soit une légère amélioration de 0,4 point par rapport à 2016.

À noter que la contribution des sociétés mises en équivalence, qui reflète principalement les *joint ventures* en Chine, Inde et Corée du Sud, est en hausse de + 16,0 % par rapport à l'année 2016.

Ainsi, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 517 millions d'euros, en hausse de + 25,9 % par rapport à 2016. À périmètre constant⁽²⁾, il augmente de + 6,6 % du fait de la baisse de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Amundi. Le résultat net sous-jacent à 100 % à périmètre constant⁽²⁾ progresse ainsi de + 13,7 %.

Le métier Gestion d'actifs contribue à hauteur de 11 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et 12 % des revenus sous-jacents hors AHM.

(1) Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100 % des encours et de la collecte des JV asiatiques ; pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part.

(2) En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016.

CONTRIBUTION DE CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT AU RÉSULTAT DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Les encours gérés mentionnés dans l'activité reprennent uniquement ceux du groupe CA Indosuez Wealth Management. Pour mémoire, les actifs des clients de la banque privée de LCL s'élèvent à 44,5 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de + 5,0 % par rapport à fin décembre 2016. Les résultats attachés aux encours de la banque privée de LCL sont comptabilisés chez LCL.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	765	729	5,0 %	765	729	5,0 %
Charges générales d'exploitation	(635)	(567)	12,0 %	(635)	(567)	12,0 %
FRU	(1)	(1)	69,9 %	(1)	(1)	69,9 %
Résultat brut d'exploitation	129	161	(20,1 %)	129	161	(20,1 %)
Coût du risque de crédit	(11)	(9)	29,3 %	(11)	(9)	29,3 %
Coût du risque juridique	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	6	4	36,5 %	6	4	36,5 %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	123	157	(21,4 %)	123	157	(21,4 %)
Impôt sur les bénéfices	(11)	(38)	(69,8 %)	(11)	(38)	(69,8 %)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat net de l'exercice	112	119	(5,9 %)	112	119	(5,9 %)
Intérêts minoritaires	(13)	(16)	(17,6 %)	(13)	(16)	(17,6 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	98	103	(4,1 %)	98	103	(4,1 %)

La Gestion de fortune voit ses encours gérés en hausse de + 7,6 % sur un an, à 118 milliards d'euros à fin décembre 2017, soit + 8,3 milliards d'euros sur un an. Cette variation s'explique par l'intégration des activités de CM-CIC Asie pour 3,4 milliards d'euros (acquisition réalisée en juillet), de la reprise des portefeuilles de HSBC à Monaco pour un montant total de + 2,7 milliards d'euros, mais également par un très bon niveau de collecte. En effet, la collecte nette sur l'année 2017 atteint + 4,9 milliards d'euros. Ces effets viennent largement compenser les derniers impacts du recentrage stratégique sur les pays acceptant l'échange automatique d'information.

Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes des exercices 2016 ou 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc identique au publié.

En 2017, le produit net bancaire du groupe CA Indosuez Wealth Management atteint 765 millions d'euros, en hausse de + 5,0 % par rapport à 2016, bénéficiant de l'augmentation des encours gérés suite aux acquisitions réalisées pendant l'année (HSBC et CM-CIC) ainsi que d'une hausse des commissions de surperformance.

Les charges d'exploitation hors contribution au FRU s'élèvent à 635 millions d'euros sur l'année 2017, en hausse de + 12 % par rapport à l'année 2016 qui intégrait une reprise sur provisions retraites en charges d'exploitation pour un montant total de + 26 millions d'euros. En outre, l'année 2017 intègre des charges spécifiques liées à l'intégration des nouvelles activités de HSBC à Monaco et de CM-CIC en Asie à hauteur de 10,7 millions d'euros.

Sur 2017, le résultat net part du Groupe s'établit à 98 millions d'euros, en baisse de - 4,1 % par rapport à 2016. Retraité de la reprise sur provisions pour retraites constatée en charges d'exploitation en 2016 (pour + 21 millions d'euros après impôts), le résultat net part du Groupe ressort en progression de + 20 % par rapport à 2016.

Le métier Gestion de fortune contribue à hauteur de 2 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et de 4 % aux revenus sous-jacents hors AHM.

À noter que CA Indosuez Wealth Management a signé fin 2017 un accord en vue de l'acquisition de 67,67 % des parts de Banca Leonardo, un des leaders de la gestion de fortune en Italie (5,9 milliards d'euros d'actifs sous gestion au 30 juin 2017).

2. Banque de proximité en France - LCL

Le métier de Banque de proximité en France reflète, pour Crédit Agricole S.A., seulement les résultats de sa filiale à 95,1 % LCL. Les résultats des Caisses régionales de Crédit Agricole ne sont plus comptabilisés dans le périmètre Crédit Agricole S.A. depuis le début de l'exercice 2016.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	3 492	3 118	12,0 %	3 447	3 435	0,4 %
Charges générales d'exploitation	(2 427)	(2 520)	(3,7 %)	(2 427)	(2 479)	(2,1 %)
FRU	(15)	(19)	0,0 %	(15)	(19)	0,0 %
Résultat brut d'exploitation	1 050	578	81,5 %	1 005	936	7,4 %
Coût du risque de crédit	(204)	(182)	12,1 %	(204)	(182)	12,1 %
Coût du risque juridique	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	6	1	x 5	6	1	x 5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	851	397	x 2,1	807	755	6,8 %
Impôt sur les bénéfices	(338)	(110)	x 3,1	(211)	(209)	0,9 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat net de l'exercice	513	287	78,8 %	596	546	9,1 %
Intérêts minoritaires	(25)	(14)	82,1 %	(29)	(26)	11,6 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	488	273	78,7 %	567	520	9,0 %

L'activité commerciale de LCL reste soutenue en 2017, permettant d'afficher une hausse des encours de crédit de + 8,4 % par rapport au 31 décembre 2016 à 111,4 milliards d'euros. Si les encours de crédit à l'habitat augmentent de + 7,4 % sur l'année pour atteindre 70,8 milliards d'euros, cette activité suit la tendance de stabilisation du marché et a donc connu un ralentissement au cours du second semestre de l'année. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année, la production de crédits à l'habitat reste supérieure de 24,4 % à celle enregistrée en 2016 à + 18,4 milliards d'euros en 2017 contre + 14,8 milliards d'euros en 2016. L'activité sur le segment des professionnels et des entreprises a été vigoureuse, se traduisant par une progression de + 11,7 % des encours sur un an à 33,5 milliards d'euros à fin décembre 2017. Enfin, les encours de crédit à la consommation continuent de progresser, de + 3,6 % sur l'année, pour atteindre 7,1 milliards d'euros à fin 2017.

De la même façon, les encours de collecte globale progressent de + 4,5 % sur un an pour atteindre 187,2 milliards d'euros à fin décembre 2017. La collecte bilan augmente de + 6,6 % en un an et s'élève à 106,4 milliards d'euros à fin décembre 2017, tirée tout au long de l'année par la hausse des dépôts à vue qui atteignent 45,0 milliards d'euros d'encours fin décembre (+ 14,3 % par rapport à fin 2016). Parallèlement, l'encours des Livrets (Livret A, LEP, LDD) a progressé de + 4,7 % pour atteindre 36,3 milliards d'euros et celui de l'épargne-logement (PEL, CEL) de + 3,1 % pour s'élever à 9,4 milliards d'euros. Les encours de collecte hors bilan sont de 80,8 milliards d'euros à fin 2017, soit une hausse de + 1,9 % sur l'année. Les encours en assurance-vie ont notamment progressé de + 2,6 % sur un an pour atteindre 60,6 milliards d'euros à fin décembre 2017 ; le poids des unités de compte progresse jusqu'à représenter 24,6 % des encours, soit + 1,9 point sur un an.

LCL poursuit également la très bonne dynamique engagée en début d'année sur l'équipement des clients comme le reflète le stock de contrats d'assurances dommages qui a augmenté de + 71 000 contrats en un an (+ 7 %). Ainsi, entre fin 2015, date de

référence du Plan moyen terme Ambition Stratégique 2020, et fin décembre 2017, les taux d'équipement de la clientèle ⁽¹⁾ sur l'assurance non-vie ont progressé de respectivement + 2 points de pourcentage en assurance de biens, + 1,2 point de pourcentage en assurance de personnes et + 0,7 % point de pourcentage en prévoyance. Parallèlement, le parc de cartes haut de gamme est en hausse de + 45 000 en 2017 (+ 6 % en un an) ; le taux d'équipement clientèle sur ce produit progresse de 1,5 point de pourcentage par rapport à décembre 2015.

Les taux de crédits immobiliers à taux fixe ⁽²⁾ sur le marché français ont progressé de janvier à août 2017, passant de 1,38 % à 1,57 % sur la période ; sur la dernière partie de l'année, ils se sont stabilisés puis ont enregistré une nouvelle baisse progressive pour terminer à 1,51 % en moyenne en décembre 2017. Le volume de renégociations a quant à lui baissé de façon significative, mois après mois, depuis le début de l'année 2017, avec une décélération marquée à compter de la fin du premier semestre, passant ainsi de 2,1 milliards d'euros au mois de janvier 2017 à 0,1 milliard d'euros au mois de décembre 2017. Sur l'année 2017, les encours renégociés s'élèvent à 7,2 milliards d'euros, à comparer à 11,9 milliards d'euros en 2016 et 14,0 milliards d'euros en 2015. Le volume de remboursements anticipés a suivi la même tendance, passant de 0,6 milliard d'euros en janvier 2017 à 0,3 milliard d'euros en décembre et, en cumulé, de 1,9 milliard d'euros au premier trimestre 2017 à 1,0 milliard d'euros au dernier trimestre. Cette tendance s'accélère, le quatrième trimestre 2017 marquant une baisse de - 32,1 % par rapport au trimestre précédent.

En termes de **résultats**, les variations de la provision épargne-logement constituent un élément spécifique récurrent dans les comptes de LCL. Les éléments spécifiques non récurrents du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents sont, pour l'année 2017, l'amende Échange Image Chèque (EIC) et les ajustements fiscaux (surtaxe et revalorisation des impôts différés). Pour l'année 2016,

(1) Taux de pénétration : nombre de produits en stock/nombre de comptes à vue.

(2) Source : Observatoire mensuel du Crédit Logement.

ces éléments sont l'opération de *liability management* réalisée afin d'ajuster les coûts de refinancement de LCL, les provisions pour restructuration du réseau et la revalorisation des impôts différés. Ces éléments sont détaillés en page 173 de ce document.

En 2017, le produit net bancaire sous-jacent de LCL s'élève à 3 447 millions d'euros, stable par rapport à l'exercice précédent (+ 0,4 %). La marge d'intérêt nette sous-jacente est restée contrainte, tout au long de l'année, par l'environnement de taux : elle est stable sur l'année à - 0,6 %. Les commissions générées par les renégociations et remboursements anticipés de crédits à l'habitat, comptabilisées dans la marge d'intérêt nette, restent à un niveau très élevé, à 94 millions d'euros en 2017, niveau qui est par ailleurs stable comparé à l'année précédente. Parallèlement, les commissions ont bien progressé durant l'année, affichant une hausse de + 5,7 % entre 2016 et 2017, ou de + 13,5 % hors amende EIC. L'ensemble des activités contribuent à cette hausse : les commissions d'assurance progressent de + 5,6 % sur l'année, la gestion mobilière de + 8,7 % et les commissions de gestion de comptes, services et moyens de paiement de + 8,0 % hors amende

EIC. En 2017, les commissions représentent 46 % du produit net bancaire.

Les charges d'exploitation hors contribution au FRU s'élèvent à 2 427 millions d'euros sur l'année en baisse de - 2,1 % sur l'année malgré la poursuite des investissements informatiques. Le coefficient d'exploitation sous-jacent et hors FRU de l'année s'améliore de 1,8 point de pourcentage à 70,4 %.

Le coût du risque s'élève à - 204 millions d'euros en 2017 (+ 12,1 % par rapport à 2016). Le coût du risque sur encours demeure stable, au niveau très bas de 17 points de base ⁽¹⁾ à fin décembre 2017.

Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent de LCL s'établit à ainsi + 567 millions d'euros, en hausse de + 9,0 % par rapport à 2016. Le RoNE s'établit à 12,3 % pour l'exercice 2017 contre 11,9 % en 2016. LCL contribue cette année à hauteur de 12 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 18 % aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués à LCL s'élèvent à 4,2 milliards d'euros et les emplois pondérés à 44,1 milliards d'euros.

3. Banque de proximité à l'international - BPI

Le pôle Banque de proximité à l'international comprend les réseaux de banque de proximité en Italie regroupés sous l'appellation "Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia", notamment Cariparma, Friuladria et Carispezia, ainsi que l'ensemble des banques de proximité du Groupe à l'étranger, dont les principales sont Crédit Agricole Pologne, Crédit Agricole Ukraine, Crédit Agricole Égypte et Crédit du Maroc.

À noter qu'à partir du 1^{er} janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) est transférée du métier SFS/CAL&F à BPI Italie. Par ailleurs, l'acquisition de trois caisses d'épargne italiennes, les Caisses de Cesena, Rimini et San Miniato, a été finalisée le 21 décembre 2017.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	2 482	2 505	(0,9 %)	2 482	2 505	(0,9 %)
Charges générales d'exploitation	(1 547)	(1 546)	0,0 %	(1 506)	(1 495)	0,7 %
FRU	(10)	(10)	2,8 %	(10)	(10)	2,8 %
Résultat brut d'exploitation	924	949	(2,6 %)	965	1 000	(3,5 %)
<u>Coût du risque de crédit</u>	(429)	(454)	(5,4 %)	(429)	(454)	(5,4 %)
<u>Coût du risque juridique</u>	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Gains ou pertes sur autres actifs	(12)	0	x 24	(4)	0	x 7,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	483	494	(2,2 %)	532	545	(2,4 %)
Impôt sur les bénéfices	(152)	(157)	(3,0 %)	(166)	(174)	(4,5 %)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	(3)	n.s.	0	(3)	n.s.
Résultat net de l'exercice	331	335	(1,0 %)	366	369	(0,8 %)
Intérêts minoritaires	(97)	(102)	(4,4 %)	(106)	(111)	(4,0 %)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	234	233	0,5 %	260	258	0,6 %

Le pôle Banque de proximité à l'international enregistre un résultat net part du Groupe de 234 millions d'euros à comparer à 233 millions d'euros sur l'année 2016, soit une hausse de + 0,5 %. Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 260 millions d'euros, en augmentation de + 0,6 % par rapport à 2016.

Les éléments spécifiques qui ont affecté l'exercice 2017 sont relatifs aux coûts d'acquisition et d'intégration des trois banques

italiennes pour - 8 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs (- 4 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et - 41 millions d'euros en charges d'exploitation (soit - 22 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Sur l'exercice 2016, seul un élément spécifique avait affecté les comptes : le plan d'adaptation du groupe Cariparma pour - 51 millions d'euros en charges d'exploitation (- 25 millions d'euros en résultat net part du Groupe).

(1) Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

En Italie, dans un environnement encore marqué par le contexte de taux bas, Cariparma fait preuve d'une réelle résistance grâce à son réseau régional principalement implanté dans le nord du pays, et continue de démontrer un fort dynamisme commercial en 2017.

Au 31 décembre 2017, des mouvements de périmètre ont impacté BPI Italie. La consolidation des trois caisses d'épargne au 21 décembre 2017 apporte 6,9 milliards d'euros de collecte bilan, 3,9 milliards d'euros de collecte hors bilan et 4,7 milliards d'euros de crédits. Ces montants représentent respectivement 19 % des dépôts, 13 % de la collecte gérée et 13 % des crédits de BPI Italie avant l'acquisition. Le transfert de Calit du pôle SFS au métier BPI depuis le 1^{er} janvier 2017 représente 0,1 milliard d'euros de collecte bilan et 1,9 milliard de crédits à fin décembre 2017 (soit respectivement 0,2 % des dépôts, 5,1 % des crédits de BPI Italie avant acquisition des trois caisses d'épargne).

En dehors de ces effets périmètre, l'encours de collecte totale de BPI Italie, à 65,1 milliards d'euros, est en hausse de + 4 % par rapport au 31 décembre 2016. La collecte hors bilan hors titres en conservation est dynamique, et enregistre une progression de + 5,7 % de la collecte gérée sur la même période pour atteindre 29,7 milliards d'euros. L'encours de collecte bilan s'élève à 35,4 milliards d'euros à fin décembre 2017, en progression de + 2,6 % sur douze mois. L'encours de crédit atteint 35,6 milliards d'euros, en hausse de + 2,7 % contre un marché italien en baisse. Cette hausse est toujours tirée par le crédit à l'habitat dont l'encours progresse de + 9,4 % sur un an contre un marché italien en hausse de + 2,2 %. Les crédits aux grandes entreprises progressent, eux, de + 13,6 %.

Sur l'année 2017, le produit net bancaire s'établit à 1 662 millions d'euros, en hausse de + 2,2 % par rapport à 2016 grâce notamment aux effets périmètre. Il est impacté sur l'année par deux éléments non récurrents : une contribution de - 23 millions d'euros au FITD (Fondo Interbancario di Tuteladei Deposit) et une charge de restructuration *Lower Tier 2* pour - 13 millions d'euros. Les commissions sont en forte hausse à + 6 % sur l'année, grâce notamment à la collecte hors bilan.

Les charges d'exploitation publiables s'élèvent à 1 039 millions d'euros et sont impactées sur l'année 2017 par le coût du Fonds de Résolution Unique (FRU) pour - 10 millions d'euros (- 10 millions d'euros en 2016) et par la cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts (FGD) pour un montant de - 16 millions d'euros (- 11 millions d'euros en 2016). À noter qu'il n'y a aucune contribution au plan de sauvegarde des banques italiennes sur 2017 (contre - 24 millions d'euros en 2016). Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en hausse de + 3,5 % sur l'année : les effets périmètre et le plan d'investissement réalisé dans le cadre du PMT (réseau de conseillers financiers, digital, dépenses informatiques) expliquent notamment cette variation. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 60,1 %, en légère hausse de + 0,7 point par rapport à 2016.

Le coût du risque sur encours ressort à 92 points de base, en baisse de - 1 point de base sur un an. On note une stabilité malgré l'accroissement du taux de couvertures des créances. Le taux de créances dépréciées ressort à 11,5 % hors crédit-bail (mais y compris les trois banques italiennes) à fin décembre 2017 contre 13,1 % à fin décembre 2016 ; le taux de couverture hors crédit-bail y compris provisions collectives est en forte amélioration à 50,1 % (y compris effets périmètre) contre 46,5 % à fin décembre 2016.

Au total, sur l'année 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent de BPI Italie atteint 161 millions d'euros, en baisse de - 3,3 % par rapport à l'année 2016. Il est stable hors Calit.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent de l'ensemble des métiers du groupe Crédit Agricole S.A. en Italie s'élève quant à lui à 545 millions d'euros pour 2017, en hausse de + 13 % ⁽¹⁾ par rapport à l'exercice 2016. 2017 est une année de renforcement de la position du Groupe en Italie avec notamment l'acquisition de Pioneer Investments (3 juillet 2017) et l'intégration des trois caisses d'épargne. Le business mix des revenus en Italie est le suivant : 52 % en Banque de proximité, 37 % en Services financiers spécialisés, 7 % en Gestion de l'épargne et assurances, 4 % en Grandes clientèles. L'activité est très dynamique ⁽²⁾ avec 4 millions de clients (dont 2 millions en Banque de proximité), 257 milliards d'euros de dépôts/actifs sous gestion/encours conservés et 64,3 milliards d'euros de crédits clientèle. 2017 est aussi l'année de l'accélération des ventes croisées en Italie dans tous les métiers (Banque de proximité + 12 %, Services financiers spécialisés : + 11 %, Gestion de l'épargne et assurances : + 10 %, Grandes clientèles : + 19 %). Les synergies de revenus réalisées à fin 2017 s'élèvent à 750 millions d'euros, en avance sur l'objectif de 800 millions d'euros évoqué dans le PMT pour fin 2019.

La Banque de proximité à l'international hors Italie (Autres BPI) enregistre également une activité commerciale dynamique et des résultats soutenus en 2017. Exprimés en euros, ils sont toutefois obérés par l'effet de change négatif, lié particulièrement à la dévaluation de la devise égyptienne en novembre 2016. Néanmoins, la croissance en monnaie locale de ce métier est telle qu'en 2017, le résultat net part du Groupe est en croissance significative également en Euro, malgré l'effet de la dévaluation. L'encours de collecte bilan s'élève à 10,7 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de + 2 % ⁽³⁾ sur douze mois. Il est notamment porté par de fortes hausses en Pologne (+ 8 %), en Ukraine (+ 4 %) et en Serbie (+ 16 %). Toujours hors effet change, le total d'encours de collecte bilan et hors bilan augmente de + 4 % ⁽³⁾ entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017, s'élevant à 12,0 milliards d'euros. L'encours de crédit atteint 10,0 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de + 3 % ⁽³⁾ sur un an. L'excédent global de collecte crédit s'élève à 1,4 milliard d'euros à fin décembre 2017.

Sur l'année 2017, le produit net bancaire s'élève à 820 millions d'euros en hausse de + 6,5 % ⁽³⁾ par rapport à 2016 tiré notamment par l'Égypte (+ 34 %).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 508 millions d'euros pour 2017 contre 530 millions d'euros pour 2016, soit une hausse de + 2,8 % ⁽³⁾.

Le coût du risque est quant à lui en forte baisse sur l'année à - 115 millions d'euros soit une diminution de - 19 % ⁽³⁾ expliquée principalement par la baisse en Égypte (- 13 %) ⁽³⁾ et en Ukraine.

Au final, le résultat net part du Groupe de la BPI hors Italie s'établit en 2017 à 99 millions d'euros, en nette progression par rapport à l'exercice 2016 (+ 7,7 % et + 61 % ⁽³⁾ hors effet change). Le coefficient d'exploitation est en baisse de - 1,7 point sur l'ensemble de l'année et s'établit à 62 %.

(1) Agrégation des entités du Groupe en Italie, notamment BPI Italie, CACIB, CA Vita, Amundi, Agos, Calit, Pioneer Investments Sgr, FCA Bank (hypothèse : la moitié du résultat est réalisée en Italie).

(2) Y compris effets périmètre sur 2017 (Pioneer et les trois Caisses d'épargne).

(3) Hors effet change.

4. Services financiers spécialisés – SFS

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation (CA Consumer Finance – CACF) et les activités de leasing et d'affacturage (CA Leasing & Factoring – CAL&F). À noter que depuis le 1^{er} janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (CALIT) a été transférée du métier CAL&F à BPI Italie.

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	2 721	2 646	2,8 %	2 721	2 646	2,8 %
Charges générales d'exploitation	(1 393)	(1 371)	1,6 %	(1 393)	(1 371)	1,6 %
FRU	(14)	(13)	9,3 %	(14)	(13)	9,3 %
Résultat brut d'exploitation	1 314	1 262	4,1 %	1 314	1 262	4,1 %
Coût du risque de crédit	(440)	(558)	(21,1 %)	(440)	(558)	(21,1 %)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	241	207	16,2 %	241	207	16,2 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(2)	(18,6 %)	(1)	(2)	(18,6 %)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôts	1 114	910	22,4 %	1 114	910	22,4 %
Impôt sur les bénéfices	(230)	(210)	9,5 %	(272)	(206)	31,9 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	(1)	0	n.s.	(1)	0	n.s.
Résultat net de l'exercice	883	701	26,0 %	841	704	19,4 %
Intérêts minoritaires	(118)	(91)	29,2 %	(118)	(91)	29,2 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	766	610	25,6 %	723	613	17,9 %

L'activité de CACF a connu une nouvelle année dynamique, se traduisant par une production de + 40,8 milliards d'euros en 2017, en hausse de + 6,0 % par rapport à 2016. Cette production reflète une activité commerciale soutenue non seulement en France mais aussi à l'international, principalement en Allemagne, au Portugal et en Chine. En conséquence, les encours bruts gérés progressent de + 6,9 % en un an (+ 5,4 milliards d'euros) pour atteindre 82,6 milliards d'euros à fin décembre 2017, tirés principalement par le dynamisme de FCA Bank (+ 3,2 milliards d'euros) et les banques du Groupe (+ 1,7 milliard d'euros). À noter en 2017 la cession par Agos d'un portefeuille de créances douteuses de 260 millions d'euros ; une opération similaire avait été réalisée en 2016 pour 380 millions d'euros.

Dépassant largement son objectif de Plan moyen terme de 70 % à horizon fin 2019, CACF affiche un taux d'autofinancement de 78,9 % à fin décembre 2017. Au cours de l'année 2017, six opérations publiques de titrisation ont été placées avec succès sur le marché, dont une première titrisation à caractère SRT (*Significant Risk Transfer*) réalisée par FCA Bank.

Suite au transfert de Calit vers le métier Banque de proximité en Italie au 1^{er} janvier 2017, représentant 2,0 milliards d'euros d'encours à fin 2016, les encours de crédit-bail de CAL&F affichent facialement une baisse de - 8,9 %. Cependant, à périmètre constant, soutenus par une production dynamique de + 5,0 milliards d'euros en 2017 (+ 7,6 % par rapport à l'année 2016), les encours de crédit-bail sont en hausse de + 4,4 % en un an. Le niveau d'activité a été particulièrement bon à l'international où les encours progressent de + 17,7 % sur un an ; la France affiche une hausse de + 2,0 %. Sur le marché français, l'activité en 2017 a été particulièrement bonne sur les énergies renouvelables, alors que l'international est tiré par une très bonne année en Pologne. Le chiffre d'affaires factoré progresse quant à lui de + 9,0 % en un an à 19,6 milliards d'euros. La production s'élève à 9,6 milliards d'euros sur l'année (+ 6,3 %),

tirée par l'international grâce aux opérations lancées en Allemagne et au Portugal.

Grâce à ces bons niveaux d'activité, le produit net bancaire du pôle progresse de + 2,8 % en un an pour atteindre 2 721 millions d'euros en 2017. La hausse des charges hors contribution au FRU se limite à + 1,6 % sur la même période, les deux métiers ayant procédé tout au long de l'année à des investissements importants en informatique et dans le digital alors que les charges opérationnelles sont en baisse ; le coefficient d'exploitation reste stable à 51,2 % en 2017. À 440 millions d'euros, le coût du risque de crédit affiche une nouvelle baisse cette année (- 21,1 %), le coût du risque sur encours de CACF ⁽¹⁾ représentant 110 points de base à fin décembre 2017 contre 140 points de base un an auparavant. Cette amélioration s'explique par un coût du risque récurrent faible, mais aussi par l'impact positif de la cession en fin d'année d'un portefeuille de créances douteuses d'Agos de 260 millions d'euros à des conditions très favorables. Grâce aux très bonnes performances des partenariats de CACF, et notamment celle de FCA Bank, la quote-part de résultats des sociétés mises en équivalence progresse de + 16,2 % en un an à 241 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle atteint ainsi 766 millions d'euros, en hausse de + 25,6 % par rapport à 2016 ; en sous-jacent, il augmente de + 17,9 % sur l'année pour s'établir à 723 millions d'euros.

Le pôle Services financiers spécialisés contribue à hauteur de 15 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'exercice 2017 et de 14 % aux revenus sous-jacents sur la même base. Le RoNE du pôle s'établit à 14,1 % en 2017 contre 11,7 % en 2016.

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués au pôle Services financiers spécialisés s'élèvent à 5,2 milliards d'euros ; les emplois pondérés sont de 54,4 milliards d'euros.

(1) Sur quatre trimestres glissants.

5. Grandes clientèles – GC

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de Banque de marché, de Banque d'investissement, de Financements structurés et de Banque commerciale regroupées au sein de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), ainsi que les Services financiers aux institutionnels (CACEIS).

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	Variation 2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	Variation 2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	5 332	5 190	2,7 %	5 455	5 253	+ 3,8 %
Charges d'exploitation hors FRU	(3 099)	(3 038)	2,0 %	(3 099)	(3 038)	+ 2,0 %
FRU	(139)	(149)	(6,6 %)	(139)	(149)	(6,6 %)
Résultat brut d'exploitation	2 094	2 003	4,5 %	2 217	2 066	+ 7,3 %
Coût du risque de crédit	(203)	(457)	(55,5 %)	(203)	(457)	(55,5 %)
Coût du risque juridique	(115)	(100)	15,0 %	(115)	(100)	+ 15,0 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	277	211	30,9 %	175	211	(17,2 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	1	x 15,5	13	1	x 15,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	2 065	1 658	24,5 %	2 086	1 721	+ 21,2 %
Impôt sur les bénéfices	(710)	(370)	91,8 %	(663)	(392)	+ 69,4 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	11	(100,0 %)	-	11	(100,0 %)
Résultat net de l'exercice	1 355	1 299	4,3 %	1 423	1 341	+ 6,1 %
Intérêts minoritaires	(48)	(44)	8,9 %	(49)	(45)	+ 9,4 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 307	1 255	4,2 %	1 374	1 296	+ 6,0 %
dont BFI	1 184	1 161	1,9 %	1 254	1 202	+ 4,3 %
dont SFI	123	93	32,0 %	120	93	+ 28,1 %

Dans un environnement qui est resté défavorable aux activités de marché tout au long de l'année – notamment du fait d'une faible volatilité et d'un contexte de taux d'intérêt bas – les activités du pôle ont démontré une bonne résistance, permettant d'afficher des revenus sous-jacents en progression de + 3,8 % sur une année, atteignant 5 455 millions d'euros en 2017.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'affichent à 2 340 millions d'euros (+ 2,5 % par rapport à 2016) : ils sont tirés par la bonne performance des activités du Crédit, de la Titrisation et du M&A, tandis que le taux et le change ont globalement souffert du manque de volatilité. En 2017, Crédit Agricole CIB est classé numéro un mondial sur le marché des *Green Bonds* avec 59 opérations réalisées dans l'année et se positionne à la deuxième place mondiale du classement sur les émissions obligataires en euros par des institutions financières en euros (source : *Thomson Financial*). La Banque d'investissement maintient un bon niveau d'activité (301 millions d'euros, soit - 1,6 % par rapport à 2016) grâce aux Fusions & Acquisitions ; Crédit Agricole CIB se classe 5^e en conseil M&A en France sur 2017 avec 59 opérations réalisées sur la période. L'activité a également été soutenue pour les émissions d'actions et obligations convertibles.

En **Banque de financement**, les revenus sont à un bon niveau à 2 306 millions d'euros (+ 3,9 %). Malgré les difficultés sur les secteurs du Maritime et de l'Énergie, sous contrainte d'origination, le métier des financements structurés affiche de bonnes performances portés par l'Aéro-Rail, Télécom et Acquisition Finance, et profite de produits exceptionnels. Crédit Agricole CIB gagne par ailleurs 1,5 point de part de marché en 2017 sur le financement de projets en zone EMEA sur lequel il se classe au deuxième rang avec une part de marché de 4,2 % à fin décembre 2017. De plus, en application de son modèle *Distribute to Originate*, la Banque de financement a enregistré un taux de redistribution primaire moyen sur l'année 2017 de 39 %, soit + 4 points par rapport à fin décembre 2016.

La Banque commerciale affiche un produit net bancaire sous-jacent de 1 079 millions d'euros en progression de + 7 % par rapport à l'année 2016. L'activité commerciale affiche des performances positives, notamment dans le commerce international et dans le financement des fonds du Private Equity. Il est à noter une accélération des synergies entre Crédit Agricole CIB, CACEIS et CA Indosuez Wealth Management. Crédit Agricole CIB s'est placé au premier rang des crédits syndiqués en France, en nombre comme en volume, gagnant une place par rapport à 2016 (source *Thomson Reuters*).

Les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS), voient leur clientèle se développer et enregistrent une bonne croissance des actifs : les encours conservés progressent de + 5,3 % sur un an pour atteindre 2 656 millions d'euros à fin décembre 2017 ; les encours administrés progressent de + 12,4 % sur un an et s'établissent à 1 762 millions d'euros. Les revenus progressent globalement de + 7,9 % de 2016 à 2017, et s'établissent à 809 millions d'euros. Il est à noter un bon niveau des flux en compensation de dérivés listés et une croissance très soutenue du *Bridge Financing* (synergies avec Crédit Agricole CIB).

En termes de résultats, les variations du DVA et des impôts différés, ainsi que les couvertures de portefeuilles de prêts, constituent des éléments spécifiques récurrents dans les comptes de Crédit Agricole CIB. Les éléments spécifiques non récurrents du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents sont, pour l'année 2017 : la cession d'une partie de la participation dans la BSF – Banque Saudi Fransi – (16,2 % du capital) ainsi que l'ajustement sur la plus-value nette sur cette cession, et les ajustements fiscaux (surtaxe et revalorisation des impôts différés en France et aux États-Unis). En 2016, seuls les éléments spécifiques récurrents avaient affecté les comptes. Ces éléments sont détaillés en page 173 de ce document.

Les charges d'exploitation hors contribution aux FRU s'élèvent à 3 099 millions sur l'année, une hausse de + 2 % liée aux investissements en cours. Le coefficient d'exploitation sous-jacent et hors FRU de l'année s'améliore de 1,0 point de pourcentage à 56,8 %.

Le coût du risque s'élève à - 203 millions d'euros en 2017 et affiche une baisse tendancielle par rapport à 2016 (- 55,5 %).

Le résultat publié des sociétés mises en équivalence en 2017 est égal à 277 millions d'euros: il inclut un ajustement de la plus-value nette de la cession d'une partie de la participation dans BSF intervenue courant 2017 (- 15 millions d'euros, classifiés en éléments spécifiques). Le résultat sous-jacent des mises en équivalence s'affiche ainsi à 175 millions d'euros pour l'année 2017, en baisse de - 17,2 % par rapport à 2016 du fait de la déconsolidation de cette participation.

Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 1 374 millions d'euros, en hausse de + 6,0 % par rapport à 2016. Cet exercice inclut des dotations aux provisions pour risque juridique non allouées à des dossiers spécifiques à hauteur de - 115 millions d'euros, contre - 100 millions d'euros en 2016, non déductibles fiscalement. Le RoNE du pôle s'établit à 11,2 % en 2017 contre 9,7 % en 2016, en amélioration grâce à la hausse du résultat net et à la baisse des besoins en capital.

Le pôle Grandes clientèles contribue à hauteur de 29 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'exercice 2017 et de 28 % aux revenus sous-jacents (hors AHM) sur la même base.

Les emplois pondérés sont en baisse de - 15 %, à 108,2 milliards d'euros pour le pôle ; les fonds propres alloués s'élèvent à 10,3 milliards d'euros à fin 2017.

6. Activités hors métiers – AHM

(en millions d'euros)	2017 publié	2016 publié	Variation 2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	Variation 2017/2016 sous-jacent
Produit net bancaire	(656)	(1 348)	(51,4 %)	(597)	(1 077)	(44,6 %)
Charges d'exploitation hors FRU	(789)	(825)	(9,4 %)	(789)	(825)	(4,3 %)
FRU	(61)	(47)	+ 28,4 %	(61)	(47)	+ 28,4 %
Résultat brut d'exploitation	(1 505)	(2 220)	(32,2 %)	(1 446)	(1 949)	(25,8 %)
<u>Coût du Risque</u>	(6)	(27)	(77,4 %)	(6)	(27)	(77,4 %)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	177	71	x 2,5	74	71	3,9 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	(54)	(92,7 %)	(4)	(54)	(92,7 %)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	n.s.	-	-	n.s.
Résultat avant impôt	(1 152)	(2 721)	(57,6 %)	(1 383)	(1 958)	(29,4 %)
Impôt sur les bénéfices	344	925	(62,8 %)	460	684	(32,7 %)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	1 272	(100,0 %)	-	0	(100,0 %)
Résultat net de l'exercice	(808)	(523)	+ 54,4 %	(922)	(1 274)	(27,6 %)
Intérêts minoritaires	(58)	4	n.s.	29	7	x 3,9
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(865)	(520)	+ 66,7 %	(894)	(1 267)	(29,5 %)

Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'établit à - 894 millions d'euros, en amélioration de 29,5 % soit + 373 millions d'euros par rapport à 2016. L'exercice 2017 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de - 61 millions d'euros par rapport à une contribution de - 47 millions

d'euros en 2016. Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour 2017 et 2016 sont détaillés en page 173.

Au 31 décembre 2017, les emplois pondérés sont de 24,0 milliards d'euros.

BILAN CONSOLIDÉ DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.**ACTIF**

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016	Variation
Caisse, Banques centrales	6,1	50 761	28 202	80,0 %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6,2-6,9	321 404	326 279	(1,5 %)
Instruments dérivés de couverture	3,2-3,4	16 435	21 928	(25,1 %)
Actifs financiers disponibles à la vente	6,4-6,7-6,8-6,9	307 058	315 916	(2,8 %)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3,1-3,3-6,5-6,8-6,9	394 051	382 838	2,9 %
Prêts et créances sur la clientèle	3,1-3,3-6,5-6,8-6,9	360 079	346 254	4,0 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 978	8 190	(27,0 %)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6,6-6,7-6,9	20 179	14 354	40,6 %
Actifs d'impôts courants et différés	6,13	4 462	3 993	11,7 %
Compte de régularisation et actifs divers	6,14	36 197	44 373	(18,4 %)
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		495	591	(16,2 %)
Participation dans les entreprises mises en équivalence	6,15	5 177	7 100	(27,1 %)
Valeurs immobilisées	6,16-6,17	12 586	11 029	14,1 %
Écarts d'acquisition	6,18	15 421	13 185	17,0 %
TOTAL DE L'ACTIF		1 550 283	1 524 232	1,7 %

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016	Variation
Banques centrales	6,1	3 185	3 857	(17,4 %)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6,2	227 887	244 008	(6,6 %)
Instruments dérivés de couverture	3,2-3,4	13 271	17 890	(25,8 %)
Dettes envers les établissements de crédit	3,3-6,10	125 590	112 328	11,8 %
Dettes envers la clientèle	3,1-3,3-6,10	550 746	521 828	5,5 %
Dettes représentées par un titre	3,2-3,3-6,11	163 708	159 280	2,8 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 565	9 444	(30,5 %)
Passifs d'impôts courants et différés	6,13	3 482	3 101	12,3 %
Compte de régularisation et passifs divers	6,14	40 530	47 917	(15,4 %)
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		354	374	(5,3 %)
Provisions techniques des contrats d'assurance	6,19	320 417	306 658	4,5 %
Provisions	6,20	4 421	4 283	3,2 %
Dettes subordonnées	3,2-3,3-6,11	25 421	29 327	(13,3 %)
Total dettes		1 485 577	1 460 295	1,7 %
Capitaux propres		64 706	63 937	1,2 %
Capitaux propres – part du Groupe		58 056	58 276	(0,4 %)
Participations ne donnant pas le contrôle		6 650	5 661	17,5 %
TOTAL DU PASSIF		1 550 283	1 524 232	1,7 %

Principales variations du bilan consolidé

Au 31 décembre 2017, le total du bilan consolidé s'élève à 1 550,3 milliards d'euros, en hausse de + 26,1 milliards d'euros, soit + 1,7 % par rapport au bilan de 2016. Cette quasi-stabilité relative correspond à plusieurs variations contraires :

- la poursuite de la bonne dynamique commerciale de l'année 2017 ayant permis une progression des encours avec les établissements de crédit, les dépôts clientèle et des crédits clientèle ;
- la hausse des dépôts auprès des Banques centrales ;
- la progression des activités de l'assurance et donc des investissements et provisions techniques qui y sont liés ;
- la baisse sensible du poste des entreprises mises en équivalence ;
- la baisse des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat, en particulier les instruments dérivés.

Analyse des principaux postes

Les prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit s'élèvent à 754,1 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de + 3,4 % par rapport à 2016, soit + 25,0 milliards d'euros.

Les prêts et créances sur la clientèle (y compris les opérations de crédit-bail) s'élèvent à 360,1 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 346,3 milliards d'euros un an auparavant, soit une hausse de + 4,0 %. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des opérations avec la clientèle chez LCL pour + 7,9 milliards d'euros, en particulier sur les crédits immobiliers (+ 5,2 milliards d'euros), et chez Cariparma pour + 7,7 milliards d'euros dont + 4,8 milliards d'euros sont attribuables à l'entrée des caisses d'épargne italiennes.

Les prêts et créances sur les établissements de crédit augmentent également (+ 2,9 %) au 31 décembre 2017 pour atteindre 394,1 milliards d'euros contre 382,8 milliards d'euros à fin 2016. La hausse de + 11,2 milliards d'euros provient essentiellement de la hausse des opérations internes avec les Caisses régionales pour + 12,5 milliards d'euros (avances aux Caisses régionales dans une conjoncture de taux bas, avances miroirs en relation avec l'augmentation de la collecte d'épargne et nouvelles mises en pension auprès des Caisses régionales) et de la progression des encours de CACEIS (+ 3 milliards d'euros). Parallèlement, Crédit Agricole CIB voit ses encours baisser de - 10,6 milliards d'euros dont - 13 milliards d'euros sur les titres reçus en pension livrée.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle représentent 676,3 milliards d'euros à fin 2017, en hausse de + 6,7 % par rapport à fin 2016, soit + 42,2 milliards d'euros.

Les dettes envers les établissements de crédit sont en hausse de + 13,3 milliards d'euros, à 125,6 milliards d'euros (+ 11,8 %). Cette progression est liée principalement à Crédit Agricole S.A. (+ 7,4 milliards d'euros) et Cariparma (+ 4,4 milliards d'euros).

Les dettes envers la clientèle augmentent de + 28,9 milliards d'euros (+ 5,5 %), à 550,7 milliards d'euros. Cette hausse est due à Crédit Agricole S.A. qui a connu un fort niveau de la collecte sur l'épargne réglementée (+ 10,8 milliards d'euros sur les comptes sur Livret, les Livrets A et les plans épargne-logement), à LCL sur les comptes à régime spécial et les comptes ordinaires (+ 7 milliards d'euros), à Cariparma pour + 8,9 milliards d'euros dont + 5,8 milliards d'euros dus à l'entrée des caisses d'épargne italiennes dans son périmètre et à CACEIS pour + 2,5 milliards d'euros liés à l'activité courante.

Les actifs financiers enregistrés à la juste valeur par résultat représentent 321,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en baisse de - 1,5 % sur un an. Cette baisse de - 4,9 milliards d'euros est attribuable principalement à Crédit Agricole CIB (- 18,7 milliards d'euros) qui enregistre notamment une baisse des instruments dérivés pour - 44 milliards d'euros et une hausse de + 21 milliards d'euros des titres reçus en pension livrée. Crédit Agricole Assurances voit quant à elle ces actifs progresser de + 12,8 milliards d'euros, lié tant aux acquisitions nettes d'OPCVM qu'à l'augmentation des supports en unités de compte.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** représentent 227,9 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en baisse de - 16,1 milliards d'euros sur un an (- 6,6 %). Cette baisse, attribuable à Crédit Agricole CIB et cohérente avec le poste d'actifs équivalents, s'explique notamment par la diminution des postes "Instruments dérivés" (- 44 milliards d'euros) et la hausse des "Titres donnés en pension livrée" (+ 23 milliards d'euros).

Les **actifs financiers disponibles à la vente** (nets de dépréciations) s'élèvent à 307,1 milliards d'euros à fin décembre 2017, en baisse de - 2,8 %. Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, avec sa filiale d'assurance Predica, est le plus important détenteur de ces titres, suivi par Crédit Agricole S.A. Ces actifs sont constitués d'obligations et autres titres à revenu fixe (201,7 milliards d'euros), d'effets publics et valeurs assimilées (74,3 milliards d'euros), d'actions et autres titres à revenu variable (18,7 milliards d'euros), ainsi que de titres de participation non consolidés (12,3 milliards d'euros).

Le montant **des participations dans les entreprises mises en équivalence** s'élève à 5,2 milliards d'euros à fin 2017, en diminution de - 27,1 % en raison de la cession partielle et la déconsolidation de Banque Saudi Fransi pour - 2,3 milliards d'euros.

Les instruments dérivés de couverture enregistrent des baisses de respectivement - 25,1 % à l'actif et - 25,8 % au passif, provenant essentiellement chez Crédit Agricole S.A. de la variation de juste valeur des swaps de micro et macro-couverture.

Les provisions techniques des contrats d'assurance ont progressé de + 4,5 % en 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 320,4 milliards d'euros. Cette augmentation provient essentiellement de Predica pour + 9 milliards d'euros du fait de la hausse des provisions mathématiques sur les contrats euros et UC ; les autres assureurs du Groupe contribuent pour + 4,1 milliards d'euros à cette hausse, en lien avec la croissance de l'activité et les évolutions de marché.

Le poste **des Dettes représentées par un titre** augmente de + 2,8 % sur l'année pour atteindre 163,7 milliards d'euros à fin 2017.

Les **capitaux propres** s'élèvent à 64,7 milliards d'euros au 31 décembre 2017, soit une hausse de + 1,2 % sur un an. Les capitaux propres part du Groupe sont en très légère baisse (- 0,4 %) à 58,1 milliards d'euros à fin 2017, reflétant principalement la prise en compte du résultat de l'exercice (+ 3,6 milliards d'euros) et les dividendes (- 1,7 milliard d'euros). L'augmentation de capital d'Amundi au cours de l'exercice a eu un impact sur les intérêts minoritaires de + 0,8 milliard d'euros.

Gestion du capital et ratios prudentiels

L'amendement de la norme IAS 1 adopté par l'Union européenne le 11 janvier 2006 impose de publier des informations quantitatives et qualitatives sur le capital de l'émetteur et sa gestion : les objectifs, politique et procédures de gestion du capital. Ces informations sont fournies dans la note 3.6 de l'annexe aux états financiers, ainsi que dans la partie "Informations au titre du Pilier 3 de Bâle 3" présentée ci-après. Sur l'exercice 2017, le rendement des actifs⁽¹⁾ s'élève à 0,27%, contre 0,26% pour l'exercice 2016.

(1) En application de l'article R 511-16-1 du Code monétaire et financier, le rendement des actifs correspond au résultat comptable divisé par le total du bilan comptable sur base consolidée.

TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES

Scénario 2018

Le cycle actuel étonne positivement par sa force et sa diffusion. Il ne s'accompagne pas encore des déséquilibres classiques que nourrit une croissance très soutenue (inflation et déséquilibres extérieurs notamment), déséquilibres qui en annoncent habituellement le retournement. Le mode de formation des prix (notamment le lien auparavant plus étroit entre la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires) se transforme sous l'effet de facteurs structurels tels que concurrence internationale, délocalisations de production de biens à fort contenu en main-d'œuvre, tertiarisation et "ubérisation" du monde du travail dans les économies avancées. Cela contribue à la faiblesse de l'inflation. Mais il faut également chercher les ingrédients du cycle actuel du côté de la grande crise financière de 2008. La profondeur de celle-ci explique que la cicatrisation soit lente et que les déséquilibres réels ne se manifestent pas encore, notamment pas sous forme d'inflation. Évoluer à un rythme proche, voire excédant, le taux de croissance potentielle (+ 1,8 % aux États-Unis et + 1,5 % en zone euro) ne signifie pas que l'écart à la production potentielle (*output gap*) soit comblé. Cet écart ne se referme que très lentement : s'il est nul en Allemagne dès 2014, il ne serait comblé aux États-Unis et en zone euro qu'en 2017 et 2018, respectivement. À l'exception notable donc des États-Unis et de l'Allemagne, la plupart des économies ne tournent pas encore à "plein régime" et il subsiste des capacités inutilisées.

Le cycle semble donc encore avoir quelques beaux trimestres devant lui et nous retenons un scénario d'essoufflement naturel sans catastrophe. Nous tablons sur une très modeste accélération aux États-Unis : après avoir atteint + 2,3 % en 2017, la croissance se situerait à + 2,4 % en 2018, sans même qu'il soit utile d'invoquer un quelconque soutien budgétaire. Plusieurs estimations suggèrent en effet que le surcroît de croissance lié aux mesures fiscales des Républicains sera modeste. Une croissance autonome et autoentretenu se poursuivrait donc aux États-Unis, tout comme dans la zone euro où un ralentissement léger (vers + 2,3 %) se manifesterait en 2018. En France, les indicateurs conjoncturels avancés confirment l'enclenchement d'un cercle plus vertueux, avec notamment une reprise de l'investissement des entreprises, de l'immobilier et des créations d'emploi. En 2018 et en 2019, la croissance française se poursuivrait ainsi à un rythme soutenu, à respectivement + 1,9 % et + 1,6 %, sans accélération toutefois par rapport à 2017. Cette croissance reposerait essentiellement sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, tandis que le commerce extérieur continuerait d'y contribuer négativement. Le monde émergent, enfin, a connu une accélération de sa croissance tirée par la demande mondiale. La consommation des ménages prend désormais le relais et permettrait aux économies émergentes de croître en 2018 au même rythme qu'en 2017 à + 4,7 %. Cette résistance autour d'un rythme confortable, sans être très élevé, tient notamment au scénario retenu pour l'économie chinoise : celui d'un ralentissement ordonné.

Les tensions inflationnistes ne semblent toujours pas menacer. Fin 2018, l'inflation atteindrait + 2,2 % et + 1,4 % aux États-Unis et en zone euro, respectivement. En France, l'inflation resterait également modérée et assez stable, proche de + 1,1 % sur la période 2018-2019 (après + 1 % en 2017) et ce malgré une lente remontée de l'inflation sous-jacente. Les Banques centrales (et notamment la BCE) ne sont donc pas en retard sur le cycle réel : il n'y a donc pas d'urgence monétaire. Le rythme des resserrements monétaires qui se sont mis ou vont se mettre en place sera graduel. La Federal

Reserve va poursuivre la normalisation lente de ses taux directeurs et de son bilan. Les membres du Federal Open Market Committee anticipent trois hausses supplémentaires du taux des *Fed Funds* en 2018 (soit 2,25 % en fin d'année). Quant à la BCE, après avoir acheté des actifs nets jusqu'en septembre 2018 au rythme de 30 milliards d'euros par mois, elle devrait étendre ses achats tout en diminuant leur montant. Elle s'engagerait ainsi vers une fin du *Quantitative Easing* (décembre 2018 au plus tôt) et stabiliserait son bilan avant de procéder, bien plus tard, à l'allègement de ce dernier. La remontée des taux directeurs ne devrait enfin pas survenir avant la fin 2019.

Les politiques monétaires, encore accommodantes malgré le resserrement tangible ou programmé, soutiendront donc encore la croissance alors que la résorption des déséquilibres publics sera facilitée par la faiblesse des taux d'intérêt obligataires des grandes zones monétaires, dollar et euro. Les taux d'intérêt à 10 ans américains et allemands se sont certes tendus de près de 35 et 30 points de base respectivement depuis le début de l'année et atteignent désormais 2,80 % et 0,70 % : des niveaux qui restent faibles mais un mouvement de hausse qui néanmoins surprend. Bien qu'il paraisse agressif, il faut le rapprocher des plus récents épisodes de tensions. Les taux américains s'étaient tendus de 80 points de base dans la foulée de l'élection de D. Trump et de près de 135 points de base lors du *taper tantrum* de 2013. Les taux allemands s'étaient quant à eux redressés de 90 points de base en avril 2015, un mouvement justifié par des débouclages de positions longues et non par des facteurs économiques. Que trouve-t-on derrière les tensions récentes ? De bons résultats économiques qui excèdent les attentes. S'ils n'entraînent pas une accélération notable de l'inflation, ils confortent le scénario des banquiers centraux de lente remontée vers les cibles d'inflation et conduisent les marchés à valider (enfin pour de bon semble-t-il) les resserrements monétaires à venir. Par ailleurs, bien que le repli des marchés actions invite à la prudence, les tensions sur les taux d'intérêt ne semblent pas synonymes d'un irrépressible mouvement d'aversion au risque comme en atteste le resserrement des primes de rendements des pays dits *non core* de la zone euro. Nous tablons donc sur une remontée "ordonnée", en dépit d'inévitables épisodes de turbulences, des taux longs et des taux réels qui demeureraient faibles, voire négatifs. Les taux des obligations à 10 ans américaines et allemandes se situeraient, respectivement, à 2,90 % et 0,90 % fin 2018. Les primes de risque offertes par la France et l'Italie (après des tensions à prévoir à l'occasion des élections) seraient, respectivement, de 35 et 175 points de base.

Bien que notre scénario soit donc raisonnablement serein, de nombreux risques latents peuvent se manifester violemment. Compte tenu de l'horizon de notre scénario, au sein de risques économiques et politiques aussi nombreux qu'anxiogènes, il faut s'efforcer de retenir les risques susceptibles de se matérialiser avec des impacts tangibles à relativement brève échéance. Si un atterrissage brutal de l'économie chinoise est exclu de notre scénario, quels sont donc les dangers les plus susceptibles de faire "dérailler" une trop belle histoire ? On peut redouter, d'une part, une erreur de politique monétaire se traduisant par une remontée brutale des taux longs et, d'autre part, un retournement du marché actions américain. Dans la mesure où la *forward guidance* des principales Banques centrales semble avoir bien ancré les anticipations d'inflation (inflation dont nous n'anticipons pas qu'elle se redresse sensiblement), le premier écueil semble

pouvoir être évité. Enfin, notre scénario de modeste accélération de la croissance américaine sans remontée "pathogène" des taux d'intérêt permet de ne pas considérer l'effondrement du marché actions américain comme un risque imminent. Il reste cependant, au sein des dommages collatéraux sur le prix des actifs financiers de politiques monétaires extrêmement accommodantes, le risque le plus patent.

Événements récents

Les événements récents postérieurs à la clôture sont décrits dans la note annexe 13 aux comptes consolidés au 31 décembre 2017.

Plan à moyen terme "Ambition stratégique 2020"

Le 9 mars 2016, le groupe Crédit Agricole a présenté son **Plan à moyen terme "Ambition stratégique 2020"** qui se fonde sur son **leadership en banque de proximité et dans ses métiers spécialisés ainsi que sur sa capacité à publier des résultats en ligne avec ses engagements dans un contexte de changements durables, économique, réglementaire et bancaire.**

L'AMBITION STRATÉGIQUE DU PLAN

Ce projet s'articule autour de quatre axes prioritaires : la mise en œuvre de la simplification de l'organisation capitalistique du Groupe, le déploiement du projet client, le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs et l'amélioration de son efficacité industrielle.

- la **simplification de la structure du Groupe**, appelée Eurêka, a été réalisée au troisième trimestre 2016 ; elle a consisté à transférer la participation de 25 % sans droit de vote que Crédit Agricole S.A. détenait depuis sa cotation dans les Caisses régionales via des CClis/CCAs, vers Sacam Mutualisation, une entité que les Caisses régionales détiennent à 100 %, pour un prix final de 18,5 milliards d'euros ;

- le Plan s'appuie sur la pertinence du modèle de banque universelle de proximité du groupe Crédit Agricole, source de valeur pour ses clients. Il vise à **déployer le projet Client et à intensifier la transformation digitale** à leur service en renforçant le modèle distributif ; ce dernier associe le multicanal et la proximité grâce à la transformation digitale de l'ensemble des métiers et concilie également la recherche de la part des clients de plus de fluidité, de flexibilité, à la valeur ajoutée du conseil personnalisé ;
- **le renforcement de la dynamique de croissance du Groupe sur ses métiers cœurs** s'appuie sur plusieurs priorités : l'amélioration de ses positions en Banque de proximité, en Gestion de l'épargne et assurances, dans les Services financiers spécialisés et dans le pôle Grandes clientèles, la transformation digitale tout en maîtrisant la base des coûts et enfin l'augmentation des synergies intragroupe. Par le biais du renforcement des partenariats internes et de l'accélération des ventes croisées entre les métiers et les banques de proximité du Groupe, le plan prévoit des synergies de revenus de + 1 milliard d'euros pour le Groupe, dont + 700€ millions d'euros pour Crédit Agricole S.A. et + 300 millions d'euros pour les Caisses régionales, entre 2015 et 2019 ;
- **l'amélioration de l'efficacité opérationnelle** va permettre de réduire de six points le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. et de le ramener en deçà de 60 % à horizon 2019, ce qui représente 900 millions d'euros d'économies sur une période de trois ans.

LA TRAJECTOIRE FINANCIÈRE ET PRUDENTIELLE

Le Plan a été élaboré sur la base d'hypothèses prudentes. Il fait l'hypothèse d'une évolution de la croissance modérée en zone euro et dans les deux principaux marchés domestiques du Groupe, la France et l'Italie, ainsi que le maintien de taux d'intérêt, Euribor 3 mois et OAT 10 ans, durablement bas.

HYPOTHÈSES ET OBJECTIFS PRINCIPAUX D'"AMBITION STRATÉGIQUE 2020"

		Groupe Crédit Agricole		Crédit Agricole S.A.	
		Au 31/12/2015	Objectifs 2019	Au 31/12/2015	Objectifs 2019
Activité	TCAM ⁽¹⁾ PNB 2015-2019	31 836 M€	> + 1,5 %	17 194 M€	>+ 2,5 %
	<u>Coefficient d'exploitation</u>	63 %	< 60 %	66 %	< 60 %
	<u>Coût du risque/encours</u>	30 pb ⁽²⁾	< 35 pb	41 pb	< 50 pb
Rentabilité	Résultat net part du Groupe	6,0 Mds€	> 7,2 Mds€	3,5 Mds€	> 4,2 Mds€
	<i>Return on Tangible Equity (RoTE)</i>	-	-	10,0 %	> 10 %
Solvabilité	Ratio <i>Common Equity Tier 1</i> non phasé	13,7 %	16 %	10,7 %	≥ 11 %
	Ratio <u>TLAC</u> ⁽³⁾ hors dette senior éligible	19,7 %	22 %	-	-
	Emplois pondérés	509 Mds€	534 Mds€	296 Mds€ ⁽⁴⁾	303 Mds€ ⁽⁴⁾

(1) Taux de croissance annuel moyen versus 2015 retraité de l'opération de simplification du Groupe.

(2) Points de base.

(3) Total Loss-Absorbing Capacity.

(4) Pro forma retraités de l'opération de simplification du Groupe.

L'atteinte des objectifs financiers se fera par une croissance équilibrée du produit net bancaire et la maîtrise des charges dans chaque pôle métier, l'effort réalisé sur les charges courantes permettant de financer les 4,4 milliards d'euros d'investissements prévus pour les métiers de Crédit Agricole S.A. Parallèlement, la contribution du pôle Activités hors métiers (AHM) sera ramenée à environ - 700 millions d'euros par an.

Le groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les banques les plus solides d'Europe sur le plan de la solvabilité. Les projections tiennent compte d'un taux de distribution du résultat de Crédit Agricole S.A. de 50 % en numéraire, la pondération du capital et des réserves de Crédit Agricole Assurances à 370 % et de la garantie Switch 2 entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A., éliminée au niveau du groupe Crédit Agricole.

GESTION DE LIQUIDITÉ

	Exigence réglementaire		Situation à fin 2015	Objectif 2016-2019
LCR	70 % au 01/01/2016 ↓ 100 % à partir du 01/01/2018	Crédit Agricole S.A.	> 100 %	- 110 %
		Groupe Crédit Agricole	> 100 %	- 110 %
NSFR ⁽¹⁾	100 % à partir du 01/01/2018	Groupe Crédit Agricole	> 100 %	> 100 %
PRS ⁽²⁾		Groupe Crédit Agricole	108 Mds€	> 100 Mds€

(1) Estimation réalisée sur la base de notre compréhension du texte de l'ABE du 18 décembre 2015.

(2) Position de Ressources stables : excédent de ressources stables au bilan.

POINT D'ÉTAPE DU PLAN STRATÉGIQUE À MI-PARCOURS

Synergies

De nombreuses avancées ont été réalisées en matière de synergies grâce aux initiatives prises par l'ensemble des métiers, qui renforcent le positionnement clients. À fin décembre 2017, les synergies s'élèvent à 8,2 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, en hausse de + 4,8 % par rapport à 2015.

De nouvelles collaborations ont été mises en place entre les métiers et les réseaux du Groupe, en ligne avec leurs objectifs stratégiques, ainsi que l'illustrent les exemples suivants :

- la coopération a été renforcée entre Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) et les banques de proximité du Groupe, se traduisant par une hausse de la production de crédit à la consommation gérée par CACF pour les réseaux du Groupe de + 8 % entre 2016 et 2017 avec les réseaux France et de + 27 % avec la Banque de proximité à l'international Italie ;
- le nouveau modèle de partage de la valeur entre les Caisses régionales et Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) a été déployé, qui met en œuvre sa stratégie *asset light* : 24 Caisses régionales avaient adopté ce modèle à fin 2017 ;
- les offres de télésurveillance de Nexecur, filiale de protection et de sécurité, ont été progressivement intégrées aux offres dommages du Groupe ;
- de nouvelles initiatives communes ont vu le jour entre Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB) et les Caisses régionales pour le financement des grands clients et l'accompagnement des ETI et des PME en partenariat avec la Banque européenne d'investissement.

D'autre part, des initiatives structurelles d'internalisation d'activités au sein du Groupe ont été prises, concernant notamment :

- l'internalisation auprès de Crédit Agricole Assurances (CAA) des affaires nouvelles en assurance emprunteur (ADE) des Caisses régionales qui a été lancée en septembre 2017. Un nouveau protocole d'accord a été signé avec CNP Assurances en juin 2017 par lequel ce dernier continue de co-assurer à hauteur de 50 % le portefeuille existant de contrats ADE des Caisses régionales, et ce jusqu'à son extinction ;
- l'internalisation auprès de CAA de la quasi-totalité des contrats d'assurance collective des entités du Groupe.

Enfin, de nouvelles offres communes différenciantes ont été lancées, renforçant les ventes croisées :

- succès de la plateforme globale et unique en matière d'épargne collective entreprises (épargne salariale, actionnariat salarié et retraite collective) d'Amundi et de CAA auprès de grandes entreprises du SBF 120 ;
- déploiement de l'offre intégrée "Premium Client Solutions" par le pôle Grandes clientèles : financement, conseil, banque dépositaire et solutions de marché pour les grands clients, notamment les acteurs du Private Equity.

Efficacité opérationnelle

Plusieurs programmes transverses d'efficacité opérationnelle ont été mis en œuvre par le Groupe avec l'objectif de dégager, pour Crédit Agricole S.A., 900 millions d'euros de moyens pour financer les investissements de développement et l'innovation : environ un tiers de ce montant est déjà acquis ⁽¹⁾ à fin 2017. Ceux-ci comprennent notamment :

- la convergence des productions informatiques au sein d'une "Maison commune" groupe Crédit Agricole ;
- la création d'un pôle technologique mutualisé de premier plan avec notamment un *Cloud Group* et une plateforme DevOps d'automatisation ;
- l'activation de la nouvelle structure ⁽²⁾ projetée au premier semestre de l'année avec le transfert de la quasi-totalité des productions informatiques des Caisses régionales, de LCL, CAA, CACIB, CACF et Crédit Agricole S.A. envisagé au 1^{er} janvier 2019 ;
- un plan d'investissement de 260 millions d'euros environ sur cinq ans, générant à terme 185 millions d'euros d'économies annuelles.

Un an après le lancement du programme d'optimisation des Achats ("SAVE"), le premier bilan de ce chantier est positif :

- le plan d'économies, de 210 millions d'euros prévus pour 2019, regroupe 85 chantiers : 107 millions d'euros ont d'ores et déjà été négociés ⁽²⁾ à fin 2017 ;
- la nouvelle organisation et la nouvelle gouvernance opérationnelles sont en place, permettant d'optimiser et de simplifier le fonctionnement du Groupe en matière d'achats ;

(1) Projection basée sur les économies de coûts signées et annualisées.

(2) Sous réserve du processus d'information et de consultation des instances représentatives du personnel.

- le système d'information Achats Groupe a été déployé, permettant un pilotage rigoureux et une harmonisation des processus.

Enfin, une série de programmes d'économies sur les fonctions support a été lancée à travers le groupe Crédit Agricole S.A. :

- 300 millions d'euros d'économies devraient être réalisées en 2019 ;
- pour Crédit Agricole S.A. (entité sociale), le programme a bien avancé avec 55 millions d'euros d'économies estimés à fin 2017 sur un total de 72 millions d'euros attendus ;
- au sein des filiales, 24 projets transverses sont engagés sur 12 filières, intégrant des leviers d'automatisation, de mutualisation d'activités et d'optimisation des interactions et de renoncement (en cours de déploiement) ;
- LCL, CACIB et CACEIS œuvrent pour l'amélioration de l'efficacité des back-offices via l'automatisation des activités (60 robots en production) ;
- Crédit Agricole Indosuez Wealth Management (CAIWM) et Crédit Agricole Payment Services (CAPS) ont tous deux lancé des programmes de *lean management* ;
- CACF développe de nouveaux modes de travail, notamment la généralisation de l'utilisation des méthodes agiles et du télétravail.

Point sur l'atteinte des objectifs

À fin 2017, Crédit Agricole S.A. respecte d'ores et déjà une grande partie des objectifs qu'elle s'est fixés lors de l'élaboration du plan, notamment en termes de taux de croissance des revenus sous-jacents, de maîtrise de coût du risque (coût du risque sur encours),

de rentabilité (RoTE sous-jacent) et de solvabilité (ratio *Core Equity Tier 1* non phasé). Concernant les objectifs 2019 en termes de coefficient d'exploitation (hors contribution au Fonds de résolution unique ou FRU) et de résultat net part du Groupe (sous-jacent), les avancées réalisées à mi-parcours du plan permettent de les confirmer. En effet, Crédit Agricole S.A. a publié un résultat net part du Groupe sous-jacent de 3,9 milliards d'euros en 2017 (contre 2,6 milliards d'euros en 2015) pour une cible de 4,2 milliards d'euros en 2019 et le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 62,8 % en 2017 (contre 68,6 % en 2015) pour un objectif 2019 de moins de 60 %.

L'objectif de ratio *Common Equity Tier 1* non phasé est d'ores et déjà respecté : il s'établit pour Crédit Agricole S.A. à 11,7 % à fin 2017 pour un objectif 2019 de plus de 11 %.

Par ailleurs, la politique de dividende annoncée lors du plan (taux de distribution de 50 %, en numéraire) et complétée en novembre 2016 (dividende plancher de 0,60 euro par action) est également appliquée au titre de l'exercice 2017.

Enfin, la structure de capital du groupe Crédit Agricole est d'ores et déjà adaptée aux exigences futures du ratio TLAC, sans prendre en compte la dette senior éligible qui constitue un coussin supplémentaire de 2,5 % à 3,5 %. Au 31 décembre 2017, le ratio TLAC du Groupe est de 20,6 % hors dette senior préférée éligible, les exigences courantes et à fin 2019 étant déjà satisfaites y compris dette senior préférée éligible. Le Groupe confirme son objectif de ratio TLAC de 22 % d'ici 2019 hors dette senior préférée éligible. Pour atteindre cet objectif dans un contexte de forte croissance des crédits en France en 2016 et 2017 – croissance qui pourrait se prolonger jusqu'en 2019 – le potentiel du programme d'émission de dettes TLAC a été ajusté de 2 à 3 milliards d'euros en cumulé sur les deux années 2018 et 2019.

	Crédit Agricole S.A.		
	2015	2017	Objectifs 2019
TCAM revenus sous-jacents	16 683	+ 6,1 % ⁽¹⁾	> + 2,5 %
Coefficient d'exploitation (hors FRU)	68,6 %	62,8 %	< 60 %
Coût du risque/encours (pb)	41	29	< 50
RNPG sous-jacent (Mds€)	2,6	3,9	4,2
CET1 non phasé ⁽²⁾	11 %	11,7 %	≥ 11 %
ROTE sous-jacent (%)	7,8 %	11,1 %	> 10 %
TLAC (%) hors dette senior éligible			
Dividende ⁽³⁾	0,60 € (option en action)	0,63 € en numéraire	50 % en numéraire (min. 0,60 €)

(1) TCAM 2015-2017.

(2) Pro forma de l'opération de simplification de la structure du Groupe.

(3) Dividende proposé à l'Assemblée générale.

INFORMATION SUR LES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

ANALYSE DES RÉSULTATS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A. (SOCIÉTÉ MÈRE)

Au 31 décembre 2017, le produit net bancaire de Crédit Agricole S.A. s'établit à 1 457 millions d'euros, en hausse de + 123 millions d'euros par rapport à l'exercice 2016.

Cette variation s'explique par :

- une augmentation de la marge d'intérêt de + 1 449 millions d'euros, principalement liée à une variation positive de 716 millions d'euros constatée dans le cadre des programmes d'optimisation de la dette du Groupe : le premier, réalisé en 2016 a généré une charge hors commissions de 674 millions d'euros tandis que le second réalisé en 2017 a généré un produit de 42 millions d'euros. Par ailleurs, en juillet 2016, une charge de 230 millions d'euros née de l'opération de simplification du Groupe avait été constatée. Cette opération consistait au débouclage de la garantie Switch pour sa composante couvrant les Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et les Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") des Caisses régionales ainsi que le remboursement du dépôt relatif à cette garantie. Dans le cadre de ce projet, un prêt de 11 milliards d'euros a été accordé aux Caisses régionales générant, entre les deux exercices, un produit de 128 millions d'euros. De plus en 2017, la provision épargne-logement a été impactée par le changement de certains modèles (allongement à 18 ans du modèle d'écoulement des PEL et changement de méthodologie d'estimation du taux de référence) se traduisant par une reprise de provision de + 100 millions d'euros. Enfin, le changement de présentation dans le Solde Intermédiaire de Gestion des intérêts sur opérations de couvertures de change a fait apparaître au titre de l'année 2017 un résultat positif de 128 millions d'euros (transfert du poste "résultat du portefeuille de négociation" vers le poste "marge d'intérêt") ;
- une diminution de - 1 919 millions d'euros des revenus des titres à revenu variable (dividendes des filiales et participations principalement) qui s'explique par une baisse des dividendes perçus de Crédit Agricole Assurances, Crédit Agricole CIB et LCL pour respectivement - 803, - 595 et - 339 millions d'euros ainsi qu'aux Certificats Coopératifs d'Investissement ("CCI") et aux Certificats Coopératifs d'Associé ("CCA") des Caisses régionales pour - 278 millions d'euros suite à la réalisation du projet de simplification du Groupe effectuée en 2016 ;
- une augmentation du produit net des commissions de + 190 millions d'euros imputable principalement à une diminution de - 67 millions d'euros des commissions de liquidité suite à une baisse des besoins des Caisses régionales, 133 millions d'euros au titre de la centralisation de l'épargne (plans d'épargne-logement et livrets d'épargne populaire principalement), 48 millions d'euros dans le cadre des programmes d'émissions de titres. Par ailleurs, suite à l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 relatif au litige "Échanges Images Chèques" une charge de 38,3 millions d'euros a été constatée ;
- une augmentation du résultat du portefeuille de négociation de + 361 millions d'euros liée principalement à une variation du résultat de change de + 484 millions d'euros généré par les positions de change des émissions "Additional Tier 1" en devises et au changement de présentation dans le Solde Intermédiaire de Gestion des opérations de couvertures de

change pour - 149 millions d'euros, au titre de l'année 2016, désormais intégrées à la marge d'intérêt ;

- une augmentation sur les portefeuilles de placement et assimilés de + 93 millions d'euros liée principalement à l'augmentation des plus-values générées en 2017 sur les cessions des titres d'État français pour 82 millions d'euros ;
- enfin, une baisse des autres produits nets d'exploitation bancaire de - 51 millions d'euros, imputable principalement aux commissions enregistrées sur émissions de titres.

Au 31 décembre 2017, Crédit Agricole S.A. enregistre 753 millions d'euros de charges générales d'exploitation, en hausse de + 7 millions d'euros par rapport à 2016.

Compte tenu de ces évolutions, le résultat brut d'exploitation est un gain de 695 millions d'euros au 31 décembre 2017, en hausse de + 120 millions d'euros par rapport à l'exercice 2016.

Le coût du risque s'établit à + 14 millions d'euros pour l'année 2017, en baisse de - 30 millions d'euros par rapport à l'exercice 2016. Le 3 mars 2017, Crédit Agricole S.A. s'est acquitté en sa qualité d'organe central, garant de la liquidité et de la solvabilité de l'ensemble de ses affiliés dont fait partie Crédit Agricole CIB, de l'amende perçue de la Commission européenne sur les produits de taux Euro pour 115 millions d'euros. Cette charge entièrement couverte par une provision n'a pas eu d'impact sur le coût du risque.

Le poste "résultat net sur actifs immobilisés" s'élève à + 634 millions d'euros en 2017 et présente une variation de - 12 439 millions d'euros entre les deux exercices. Cette baisse s'explique principalement par les opérations effectuées en 2016, notamment la cession des CCI/CCA des Caisses régionales réalisée dans le cadre de l'opération de simplification du groupe Crédit Agricole et la cession des titres Visa Europe qui ont généré respectivement une plus-value de + 12 153 millions d'euros et + 123 millions d'euros ; ainsi qu'à une reprise de dépréciation de + 1 236 millions d'euros sur CA Consumer Finance et une dotation complémentaire sur LCL de - 483 millions d'euros. Ces variations sont compensées par les opérations réalisées en 2017, notamment la cession des titres Eurazeo pour 427 millions d'euros, ainsi que la reprise nette de dépréciation sur les titres de participations de + 210 millions d'euros (dont + 400 millions d'euros de reprise sur Cariparma et - 197 millions d'euros de variation de dotations sur les banques polonaises).

Les gains fiscaux, résultant principalement des mécanismes de l'intégration fiscale en France dont Crédit Agricole S.A. est tête de groupe, s'élèvent à 255 millions d'euros en 2017, en hausse de + 42 millions d'euros entre les deux exercices. Au 31 décembre 2017, 1 254 entités avaient signé une convention d'intégration fiscale avec Crédit Agricole S.A. contre 1 243 au 31 décembre 2016.

Le poste FRBG et provisions réglementées a augmenté de + 7 millions d'euros au cours de l'exercice 2017.

Au total, le résultat net de l'exercice de Crédit Agricole S.A. est un gain de 1 564 millions d'euros au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2016, le résultat net de l'exercice retraité des opérations exceptionnelles réalisées (opérations de simplification du Groupe et optimisation de la dette du Groupe) s'élevait à 2 781 millions d'euros.

RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2013	2014	2015	2016	2017
Capital en fin d'exercice (en euros)	7 504 769 991	7 729 097 322	7 917 980 871	8 538 313 578	8 538 313 578
Nombre d'actions émises	2 501 589 997	2 576 365 774	2 639 326 957	2 846 104 526	2 846 104 526
Opérations et résultat de l'exercice (en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	16 604	17 684	15 792	15 112	14 296
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(9 884)	967	1 501	12 916	815
Participation des salariés	1	1	1	2	2
Impôt sur les bénéfices	(2 777)	(1 509)	(1 357)	(213)	(255)
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 531	3 112	1 446	13 819	1 564
Bénéfice proposé à la distribution en date d'Assemblée générale	881	907	1 593	1 718	1 804
Résultats par action (en euros)					
Résultat après impôts et participation des salariés mais avant amortissements et provisions	(2,841)	0,961	1,082	4,462	0,375 ⁽¹⁾
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1,412	1,208	0,548	4,855	0,550
Dividende ordinaire ⁽³⁾	0,35	0,35	0,60	0,60	0,63
Dividende majoré ⁽³⁾	0,385	0,385	0,660	0,660	0,693
Personnel					
Effectif moyen du personnel ⁽²⁾	2 571	2 307	2 251	2 238	2 148
Montant de la masse salariale de l'exercice (en millions d'euros)	197	191	191	186	190
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (charges et œuvres sociales) (en millions d'euros)	115	121	156	145	133

(1) Calcul tenant compte du nombre d'actions émises à la date de l'Assemblée générale du 16 mai 2018 soit 2 846 104 526 actions.

(2) Il s'agit de l'effectif du siège.

(3) Le montant du dividende (ordinaire et majoré) est éligible en totalité, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2^{ème} paragraphe du 3^{ème} alinéa de l'article 158 du Code général des impôts.



5

FACTEURS DE RISQUES ET PILIER 3

Facteurs de risque

1. Appétence au risque, gouvernance et organisation de la gestion des risques, <u>stress tests</u>	196
2. Risque de crédit	201
3. Risque de marché	209
4. Expositions sensibles selon les recommandations du <i>Financial Stability Board</i>	216
5. Gestion du bilan	218
6. Risques du secteur de l'assurance	226
7. Risques opérationnels	234
8. Risques juridiques	237
9. Risques de non-conformité	239

196

Informations au titre du Pilier 3 de Bâle 3

242

1. Pilotage du capital réglementaire	242
2. Pilotage du capital économique	256
3. Annexe aux fonds propres réglementaires	257
4. Composition et évolution des emplois pondérés	260
5. Actifs grevés	310
6. Ratio de couverture des besoins de liquidité	313
7. Politique de rémunération	315
8. Tables de concordances	315

Un contexte réglementaire **renforcé**, un contrôle des risques **efficace**

»» Ratios prudentiels

Ratio CET1 phasé

11,7 %

Ratio CET1 non phasé

11,7 %

Ratio de levier

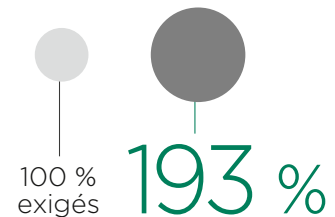
4,4 %

TLAC

20,6 %

hors dette senior

Ratio conglomérat



100 % exigés 193 %

5

»» Emplois pondérés

Répartition par type de risque

86,1 %

Risque
de crédit

9,4 %

Risque
opérationnel

3,5 %

Risque
de marché

1,0 %

Risque
d'ajustement de
la valeur de crédit

Répartition par pôle métier

30,4 %

Banques
de proximité

39,7 %

Grandes clientèles

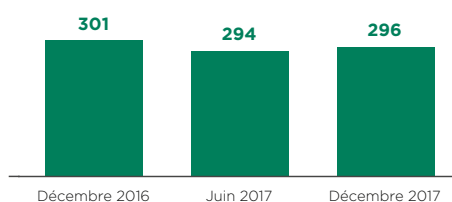
9,9 %

Gestion de l'épargne
et assurances

20,0 %

Services financiers
spécialisés

Évolution sur 1 an (en milliards d'euros)



FACTEURS DE RISQUE

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque du Groupe, la nature des risques auxquels le Groupe est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les types de risques suivants ⁽¹⁾ :

- les risques de crédit (comprenant le risque pays) : risques de pertes liés à la défaillance d'une contrepartie entraînant l'incapacité de faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe ;
- les risques de marché : risques de pertes liés à la variation des paramètres de marché (taux d'intérêt, taux de change, prix, spreads de crédit, etc.) ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risques de pertes liés à la variation des taux d'intérêt (risque de taux d'intérêt global) ou des taux de change (risque de change) et risque de ne pas disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses engagements (risque de liquidité), y compris les risques du secteur de l'assurance.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels : risques de pertes résultant principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes ou des personnes en charge du traitement des opérations ;
- les risques juridiques : risques résultant de l'exposition du Groupe à des procédures civiles ou pénales ;
- les risques de non-conformité : risques liés au non-respect des dispositions légales et réglementaires des activités bancaires et financières exercées par le Groupe.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein du groupe Crédit Agricole S.A. se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle du Groupe.

1. APPÉTENCE AU RISQUE, GOUVERNANCE ET ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES, STRESS TESTS

Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration du groupe Crédit Agricole exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2017, celle-ci a été discutée et validée le 13 février 2018 après examen et recommandation du Comité des risques. La déclaration d'appétence au risque du Groupe est élaborée en cohérence avec la démarche d'appétence menée dans les différentes entités. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale du Groupe. Les orientations stratégiques du Plan à Moyen Terme, de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

L'**appétence au risque** (*Risk Appetite*) du groupe Crédit Agricole est le type et le niveau agrégé de risque que le Groupe est prêt à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque du Groupe s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent encadrée par les stratégies risques, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations ;
- l'objectif de maintenir une exposition réduite au risque de marché ;
- l'encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel ;
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré ;

- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés ;
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement du Groupe en cohérence avec le Plan Moyen Terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions stratégie, finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque est coordonnée avec les Directions opérationnelles des différentes entités et vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque ;
- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque du Groupe s'exprime au moyen :

■ d'indicateurs clés :

- la notation externe de Crédit Agricole S.A., car elle a un impact direct sur les conditions de refinancement, l'image du Groupe dans le marché et le cours de ses titres,

(1). Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2017 et à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

- la solvabilité qui garantit la pérennité du Groupe en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement,
- la liquidité dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement du Groupe pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
- le risque d'activité ou *business risk*, dont le suivi permet d'assurer l'atteinte de la stratégie définie par le Groupe et ainsi de garantir sa pérennité à long terme, cet indicateur a été ajouté en 2016,
- le résultat car il nourrit directement la solvabilité future et la capacité de distribution aux actionnaires et constitue donc un élément clé de la communication financière du Groupe,
- le risque de crédit du groupe Crédit Agricole qui constitue son principal risque ;
- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels ;
- **d'axes qualitatifs**, inhérents à la stratégie et aux activités du Groupe, essentiellement pour des risques qui ne sont pas quantifiés à ce stade. Les critères qualitatifs s'appuient notamment sur la politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise qui traduit la préoccupation du Groupe de contribuer à un développement durable et de maîtriser l'ensemble des risques y compris extra-financiers.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques ; elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé ; le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information immédiate au Président du Comité des risques, puis le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que le Groupe pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le dispositif d'appétence au risque du Groupe s'appuie sur le processus d'identification des risques formalisé en 2016 qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs du Groupe et à les classer par catégorie et sous-catégorie selon une nomenclature homogène.

Les travaux menés au cours de l'année ont ainsi permis d'enrichir le périmètre des risques couverts par la déclaration d'appétence et fournir ainsi à la gouvernance un cadre plus complet et anticipatif.

Profil de risque global

L'activité du Groupe est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité en Europe avec un stock de défaut faible et un taux de provisionnement prudent. En outre, le profil de risque de marché s'est fortement réduit, en conséquence d'une évolution de la stratégie du Groupe depuis 2007.

Le profil de risque du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les principaux éléments du profil de risque du Groupe au 31 décembre 2017 sont détaillés respectivement dans les sections "Facteurs de risque et Pilier 3" du présent Document de référence :

- risque de crédit : partie 2. (Facteurs de risque) et partie 4.2. (Pilier 3) ;
- risque de marché : partie 3. (Facteurs de risque) et partie 4.4. (Pilier 3) ;
- risques financiers (taux, change, liquidité et financement) : partie 5. (Facteurs de risque) et parties 5. et 6. (Pilier 3)
- risques opérationnels : partie 7. (Facteurs de risque) et partie 4.6. (Pilier 3).

Au 31 décembre 2017, les indicateurs d'appétence au risque du Groupe se situent dans la zone d'appétence définie par le Groupe. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

Adéquation aux risques des dispositifs de l'établissement l'article 435.1 (e) du règlement de l'Union européenne n° 575/2013

Au cours de sa séance du 13 février 2018, le Conseil d'administration du groupe Crédit Agricole S.A. a estimé, sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été soumises en 2017 lui permettant en particulier, d'appréhender la manière dont le profil de risque de l'établissement interagit avec le niveau de tolérance, que les dispositifs de gestion des risques mis en place par le groupe Crédit Agricole sont appropriés eu égard à son profil et à sa stratégie.

Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant, de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier Risques (pilotee par la DRG - Direction des risques Groupe), indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des pôles métiers qui assurent le développement de leur activité, la DRG a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposé le Groupe sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité du Groupe.

La DRG assure un suivi consolidé des risques à l'échelle du Groupe, s'appuyant sur un réseau de responsables des Risques et des contrôles permanents, rattachés hiérarchiquement au Directeur des risques et des contrôles permanents et fonctionnellement à l'organe exécutif de l'entité ou du pôle métier.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein du Groupe, la DRG assure les missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque du Groupe en collaboration avec les fonctions Finances, Stratégie et Conformité et les lignes métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des pôles métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des pôles métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques ;

- assurer le recensement et l'analyse des risques des entités collectés dans les systèmes d'informations risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital sont assurés par le département Gestion financière de la Direction des finances Groupe (FIG).

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe la DRG.

La DRG tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans le groupe Crédit Agricole S.A., leur présente les diverses stratégies risques des grands métiers du Groupe pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

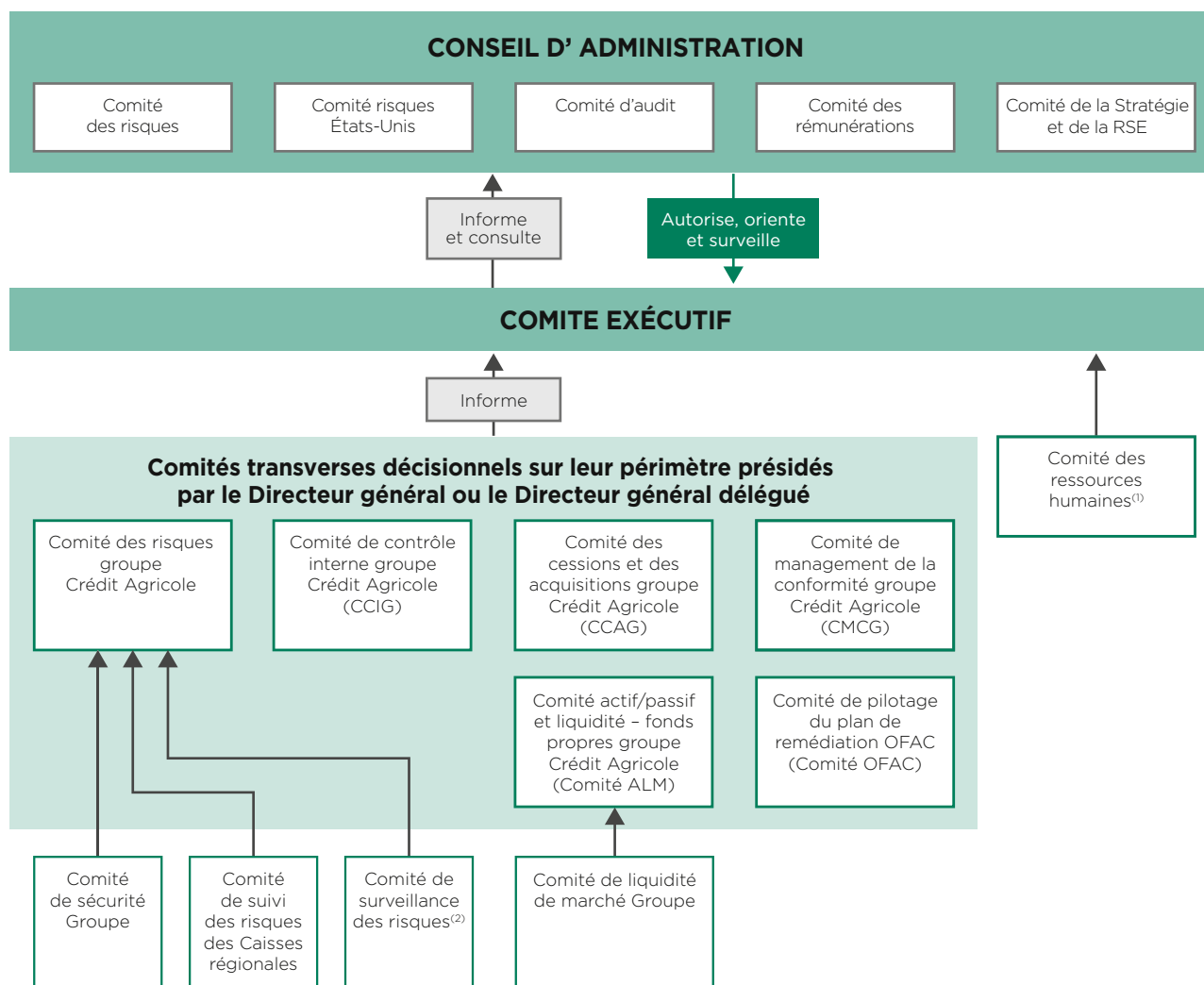
Cette action s'inscrit au niveau consolidé dans le cadre des instances de gouvernance, tout particulièrement :

- le Comité des risques (émanation du Conseil d'administration, huit réunions par an) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétence au risque du Groupe définie par la Direction générale, examine régulièrement les problématiques de gestion des risques et de contrôle interne du Groupe, revoit l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- le Comité de contrôle interne Groupe (CCIG, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., quatre réunions par an) : examine des problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre au sein du Groupe, valide l'information semestrielle et le Rapport annuel sur le contrôle interne, instance de coordination des trois fonctions de contrôle ;
- le Comité des risques Groupe (CRG) présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. : valide les stratégies risques

et les décisions d'engagement de niveau Crédit Agricole S.A. sur avis de la ligne métier Risques dans le cadre d'appétence validé par le Conseil d'administration, revoit les principaux grands risques et les dossiers sensibles, formalise des restitutions relatives au fonctionnement des processus et les modèles de notation des entités du Groupe ;

- Comité actif-passif et liquidité - fonds propres groupe Crédit Agricole (Comité ALM présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. quatre réunions par an) : analyse les risques financiers du groupe Crédit Agricole (taux, change, liquidité) et valide les orientations de gestion permettant de les maîtriser ;
- le Comité de management de la Conformité Groupe (CCMG présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. quatre réunions par an au minimum) : définit la politique Groupe en matière de conformité, examine, avant leur application, tous les projets de dispositifs de normes et procédures relatifs à la conformité, examine tous les dysfonctionnements significatifs et valide les mesures correctives, prend toute décision sur les mesures à prendre pour remédier aux défaillances éventuelles, prend connaissance des principales conclusions formulées par les missions d'inspection se rapportant à la conformité, valide le Rapport annuel de conformité ;
- le Comité sécurité Groupe (CSG) présidé par le Directeur général adjoint en charge du Pôle Fonctionnement et Transformation est un Comité décisionnaire qui décide de la stratégie et apprécie le niveau de maîtrise du Groupe dans les quatre domaines suivants : plans de continuité d'activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des Systèmes d'information ; il rapporte au Comité exécutif ;
- le Comité de surveillance des risques du Groupe présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. : examine les dossiers de crédit dont le risque se dégrade significativement, étudie en outre le plus en amont possible les points alertes sur tous les types de risques remontés par les métiers ou les fonctions de contrôles susceptibles d'avoir un effet négatif sur le profil du Groupe ou son niveau de coût du risque.

PRINCIPAUX COMITÉS DE NIVEAU GROUPE TRAITANT DES RISQUES



(1) Comité tenu par le Comité exécutif de Crédit Agricole S.A.
 (2) Comité issu du Comité des risques groupe Crédit Agricole.

En outre, chaque entité opérationnelle au sein du Groupe doit définir son cadre d'appétence au risque et mettre en place une fonction Risques et contrôles permanents. Ainsi, dans chaque pôle métier et entité juridique :

- un Responsable des risques et des contrôles permanents (RCPR) est nommé ;
- il supervise l'ensemble des unités de contrôle de dernier niveau de son périmètre, qui couvre les missions de pilotage et de contrôle permanent des risques du ressort de la ligne métier ;
- il bénéficie de moyens humains, techniques et financiers adaptés, il doit disposer de l'information nécessaire à sa fonction et d'un droit d'accès systématique et permanent à toute information, document, instance (Comités...), outil ou encore systèmes d'information, et ce sur tout le périmètre dont il est responsable, il est associé aux projets de l'entité, suffisamment en amont pour pouvoir assurer son rôle de manière effective.

Ce principe de décentralisation de la fonction Risques au sein des entités opérationnelles vise à assurer l'efficacité des dispositifs de pilotage et contrôles permanents des risques métier.

La gestion des risques au sein du Groupe repose également sur un certain nombre d'outils qui permettent à la DRG et aux organes dirigeants du Groupe d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- une utilisation généralisée des méthodologies de stress test dans les procédures Groupe sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité ;
- un plan de rétablissement Groupe présenté annuellement aux autorités de contrôle, en conformité avec les exigences réglementaires, notamment les dispositions de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 relatives à la mise en place du régime de résolution bancaire.

Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble du Groupe, au moyen de canaux diversifiés et efficaces :

- des Comités carrières et talents au sein de la ligne métier Risques, qui permettent de planifier le renouvellement des "postes clés", de favoriser la mobilité des hommes et des femmes relevant de cette expertise et ainsi d'enrichir les trajectoires en diversifiant les portefeuilles de compétences ;
- des carrières valorisées et une expérience recherchée par les autres filières grâce à un passage dans la ligne métier Risques ;
- une offre de formations risques proposant des modules adaptés aux besoins des collaborateurs intra et hors ligne métier Risques ; ce dispositif inclut des formations de sensibilisation destinées à l'ensemble des collaborateurs du Groupe avec notamment un *e-learning*, permettant de mieux appréhender les risques inhérents aux métiers de la banque ;
- des actions de communication afin de renforcer la diffusion de la culture du risque, amorcées depuis 2015 ; elles ont pour objectif de développer la connaissance et l'adhésion de tous les collaborateurs, afin de faire du risque un atout au quotidien.

1.1. Suivi des risques sur base consolidée

Le Comité des risques du Conseil d'administration et le Comité des risques Groupe examinent trimestriellement le tableau de bord des risques réalisé par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe. Ce document offre une revue détaillée de la situation des risques du Groupe sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

Le journal des risques qui vise à donner, en complément du tableau de bord des risques, une vision synthétique de l'évolution des risques du Groupe ainsi qu'une mise en perspective sur longue période des tendances observées sur le portefeuille. Ce document est présenté au Comité des risques du Groupe ainsi qu'au Comité des risques du Conseil d'administration.

Le dispositif d'alerte sur base consolidée du Groupe est animé par le Comité de surveillance des risques examinant l'ensemble des alertes de risque centralisées par la Direction des risques Groupe.

1.2. Dispositif de stress tests

Les stress tests, simulations de crises ou tests de résistance, font partie intégrante du dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole. Les stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital et répondent à des exigences réglementaires. À ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de stress tests apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité, d'une entité ou du Groupe utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétence au risque. Le dispositif de stress tests couvre le risque de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes. Le dispositif de stress tests pour la gestion des risques du groupe Crédit Agricole regroupe des exercices de natures diverses.

1.3. Différents types de stress tests

- **Gestion prévisionnelle du risque par les stress tests** : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction générale dans le cadre du Comité des risques Groupe. À ce titre, des stress tests encadrant le risque de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, en 2017, des stress tests ont été réalisés afin de mesurer le risque lié à l'évolution économique sur les risques majeurs du Groupe. Ces exercices viennent appuyer les décisions prises en Comité des risques Groupe en matière de limites globales d'exposition.

Stress tests budgétaires ou stress tests ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*) : un exercice annuel est mené par le groupe Crédit Agricole dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce stress test sont intégrés dans l'ICAAP. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire du Groupe à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ce stress test dans le processus budgétaire et l'ICAAP est de mesurer les effets des scénarios économiques (central – *baseline* et stressé – *adverse*) sur les activités, les entités et le Groupe dans son ensemble ainsi que la sensibilité de leurs résultats. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite.

L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de le confronter aux niveaux de tolérance et de capacité du Groupe.

- **Stress tests réglementaires** : cette typologie de stress tests regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'EBA ou émanant d'un autre superviseur.

1.4. Gouvernance

Reprenant les orientations de l'EBA, le programme de stress tests au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, de liquidité et les risques structurels liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction économique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'administration. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...) pour l'ensemble des pays pour lesquels le Groupe est en risque.

2. RISQUE DE CRÉDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, est conforme aux exigences prudentielles en vigueur dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'ABE (*forbearance*) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période *a minima* de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, les entités du Groupe ont mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, adaptées à leurs spécificités et à leurs métiers, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique ou une combinaison de ces deux approches. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

Les montants des expositions performantes en situation de *forbearance* au sens de l'ITS 2013-03 sont déclarés dans la note annexe 3.1 aux comptes consolidés. Les principes de classement comptable des créances sont précisés dans la note annexe 1.3 des comptes consolidés du Groupe.

2.1. Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par Crédit Agricole S.A. et ses filiales doit s'inscrire dans le cadre de l'appétence au risque du Groupe et des entités et des stratégies risques validées par le Conseil d'administration et approuvées par le Comité des risques Groupe, émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. présidé par le Directeur général. Les stratégies risques sont adaptées à chaque métier et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits

autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision. Ces stratégies risques sont déclinées autant que de besoin par métier, entité, secteur d'activité ou pays. Le respect de ces stratégies risques relève de la responsabilité des métiers et est contrôlé par les responsables des risques et contrôles permanents.

Par ailleurs, une gestion active de portefeuille est faite au sein de la banque de financement et d'investissement, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, afin de réduire les principaux risques de concentration supportés par le groupe Crédit Agricole S.A. L'utilisation d'instruments de marché pour réduire et diversifier les risques de contrepartie comme les dérivés de crédit ou les mécanismes de titrisation permet au Groupe d'optimiser l'emploi de ses fonds propres. De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ainsi que la recherche de couverture des risques (assurance-crédit, dérivés), constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

Crédit Agricole S.A. et ses filiales s'efforcent de diversifier leurs risques afin de limiter leur exposition aux risques de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel ou un pays. Dans cet objectif, Crédit Agricole S.A. et ses filiales surveillent régulièrement le montant total de leurs engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur économique et par pays, en tenant compte des méthodologies de calcul interne selon la nature des engagements (cf notamment paragraphe 2.2.2.2. "Mesure du risque de crédit").

Afin de réduire le risque associé à la dégradation de la qualité de son exposition aux risques de crédit et de contrepartie, le Groupe peut avoir recours à une stratégie de couverture consistant notamment en l'achat d'instruments dérivés de crédit (cf. Risques de crédit, paragraphe 2.2.4.3. "Utilisation de dérivés de crédit", voir également Risques de marché, paragraphe 3.3.2. "Utilisation des dérivés de crédit" et Gestion du bilan, paragraphe 5.5. "Politique de couverture").

S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients "sains" un mécanisme d'évaluation du risque CVA (*Credit Valuation Adjustment*) économiquement comparable à une provision collective, et pour les clients en défaut une dépréciation adaptée à la situation du dérivé et tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

En cas de défaut, le niveau de dépréciation est examiné suivant les mêmes principes que pour le risque de crédit (estimation du risque de perte des dérivés relativement à leur rang dans le "waterfall"), en tenant compte de l'existence du mécanisme de CVA, selon deux cas : soit les dérivés sont maintenus en vie (CVA ou dépréciation individuelle), soit ils sont dénoués (dépréciation individuelle).

2.2. Gestion du risque de crédit

2.2.1. Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, sur la base d'un avis risque indépendant du représentant de la ligne métier Risques et contrôles permanents concerné, dans le cadre du système de délégation en vigueur. Le Comité des risques Groupe et son Président constituent l'instance ultime de décision du Groupe.

Chaque décision de crédit requiert une analyse du couple rentabilité/risque pris. Sur la banque de financement et d'investissement, un calcul de rentabilité de la transaction *ex ante* est réalisé.

Par ailleurs, le principe d'une limite de risque sur base individuelle est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entité étatique ou parapublique.

2.2.2. Méthodologies et systèmes de mesure des risques

2.2.2.1. LES SYSTÈMES DE NOTATION INTERNE ET DE CONSOLIDATION DES RISQUES DE CRÉDIT

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par le Directeur des risques et des contrôles permanents Groupe. Ce comité a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du groupe Crédit Agricole. Le CNM examine notamment :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées ;
- la segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle, avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidation des risques ;

- la performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de *backtesting* ;
- l'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, chaque entité a la responsabilité de définir, mettre en œuvre et justifier son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A.

Ainsi, LCL et les filiales de crédit à la consommation (Crédit Agricole Consumer Finance) sont dotés de systèmes de notation propres. Les Caisses régionales de Crédit Agricole disposent de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole S.A. Des procédures de contrôles *a posteriori* des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (particuliers, agriculteurs, professionnels et TPE), soit de niveau produit. La probabilité de défaut à 1 an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

CORRESPONDANCES ENTRE LA NOTATION GROUPE ET CELLE DES AGENCES DE NOTATION

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1/Aa2	Aa3/A1	A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1	Ba2	Ba3	B1/B2	B3	Caa/Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+/AA	AA-/A+	A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+/B	B-	CCC/CC/C
Probabilité de défaut à 1 an	0,001 %	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,16 %	0,30 %	0,60 %	0,75 %	1,25 %	1,90 %	5,0 %	12,00 %	20,00 %

Au sein du groupe Crédit Agricole, la grande clientèle regroupe principalement les États souverains et Banques centrales, les entreprises, les collectivités publiques, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, les entités du groupe Crédit Agricole disposent de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du *Front Office*. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein du groupe Crédit Agricole, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;

- l'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- la correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- la fiabilité des données support de la notation interne.

Le Comité normes et méthodologies, entre autres, s'assure du respect de ces principes en particulier lors de la validation les méthodologies de notation et de leur *backtesting* annuel.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales continuent de porter leurs efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur :

- la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque au sein des entités et d'améliorer la gestion transverse des informations sur ces tiers et groupes de risque, indispensable au respect de l'unicité de la notation et à l'affectation homogène des encours aux portefeuilles bâlois ;
- le processus d'arrêté, qui vise à garantir la qualité du processus de production du ratio de solvabilité.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

Enfin, sur les métiers de banque de financement et d'investissement, des mesures de pertes attendues, de capital économique et de rentabilité ajustée du risque sont utilisées lors des processus décisionnels d'octroi des crédits, de définition des stratégies risques et de limites.

2.2.2.2. MESURE DU RISQUE DE CRÉDIT

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole S.A. et ses filiales utilisent différents types d'approches pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple).

Crédit Agricole CIB utilise une méthodologie interne spécifique pour estimer le risque de variation inhérent à ces instruments dérivés, selon une approche nette de portefeuille au niveau de chaque client :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque de variation correspond à l'estimation de la valeur maximale de l'exposition de Crédit Agricole CIB sur sa durée résiduelle, dans un intervalle de confiance donné.

La méthodologie utilisée s'appuie sur des simulations de type "Monte-Carlo", permettant d'évaluer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une modélisation statistique de l'évolution jointe des paramètres de marchés sous-jacents.

Ce modèle prend en compte les différents facteurs de réduction de risque tels que la compensation et la collatéralisation prévues dans la documentation négociée avec les contreparties préalablement à la mise en place des transactions. Il intègre aussi les échanges de collatéraux sur marge initiale pour les dérivés non clearés selon les seuils en vigueur.

Les situations de risque spécifique de corrélation défavorable (risque que l'exposition sur un dérivé soit corrélée positivement à la probabilité de défaut de la contrepartie suite à l'existence d'un lien juridique entre cette contrepartie et le sous-jacent du dérivé) font l'objet d'un dispositif de suivi périodique pour leur identification et sont intégrées dans le calcul des expositions conformément aux préconisations réglementaires. Les situations de risque général de corrélation défavorable (risque que les conditions de marché affectent de façon corrélée la qualité de crédit d'une contrepartie et l'exposition sur les opérations de dérivés avec cette contrepartie) sont suivies au travers d'exercices de stress *ad hoc* en 2017.

Le modèle interne est utilisé pour la gestion des limites internes accordées pour les opérations avec chaque contrepartie, et également pour le calcul du capital économique au titre du Pilier 2 de Bâle 3, via la détermination du profil de risque moyen (*Expected Positive Exposure*) dans une approche globale de portefeuille.

Dans le cadre réglementaire, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a donné à Crédit Agricole CIB l'autorisation d'utiliser la méthode du modèle interne à partir du 31 mars 2014 pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie.

Cette méthode utilise le modèle décrit ci-dessus pour déterminer l'indicateur EEPE (*Effective Expected Positive Exposure*) et concerne l'ensemble des produits dérivés. Cette méthode est aussi utilisée pour le calcul de la valeur exposée au risque de crédit dans le cadre de l'exigence en fonds propres relative au risque d'ajustement de l'évaluation de crédit (*CVA*). Pour le calcul des exigences réglementaires en fonds propres au titre du risque de contrepartie sur les opérations de repos et les opérations de dérivés de ses filiales, Crédit Agricole CIB utilise l'approche standard.

La gestion du risque de crédit sur ces opérations de marché suit des règles établies par le Groupe. La politique de fixation de limites pour le risque de contrepartie est identique à celle décrite ci-dessus dans le paragraphe 2.2.1. "Gestion du risque de crédit - Principes généraux de prise de risque". Les techniques de réduction du risque de contrepartie sur opérations de marché utilisées par Crédit Agricole CIB sont détaillées dans le paragraphe "Mécanismes de réduction du risque de crédit".

Le groupe Crédit Agricole intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Value Adjustment* ou *CVA*) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes aux comptes consolidés 1.3 sur les principes et méthodes comptables et 10.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfices de la compensation et des sûretés détenues et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillées dans la note annexe aux comptes consolidés 6.12 relative à la compensation des actifs financiers.

Concernant les autres entités du Groupe, le calcul de l'assiette de risque de contrepartie sur opérations de marché est soit effectué par le moteur de Crédit Agricole CIB dans le cadre d'un contrat de prestations de services internes, soit basé sur l'approche réglementaire.

2.2.3. Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

2.2.3.1. PROCESSUS DE SURVEILLANCE DES CONCENTRATIONS PAR CONTREPARTIE OU GROUPE DE CONTREPARTIES LIÉES

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par le Groupe, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein des systèmes d'information internes à chaque filiale ou métier. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Chaque entité opérationnelle transmet mensuellement ou trimestriellement à la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe le montant de ses engagements par catégorie de risques. Les grandes contreparties non bancaires, c'est-à-dire celles

sur lesquelles les engagements cumulés du groupe Crédit Agricole dépassent 300 millions d'euros après effet de compensation, font l'objet d'une présentation spécifique au Comité des risques du Groupe.

Fin 2017, les engagements commerciaux de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales auprès de leurs dix plus grands clients non bancaires hors États souverains représentent 7,0 % du portefeuille total d'engagements commerciaux non bancaires (contre 5,6 % au 31 décembre 2016). La diversification du portefeuille sur base individuelle est satisfaisante.

2.2.3.2. PROCESSUS DE REVUE DE PORTEFEUILLE ET DE SUIVI SECTORIEL

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

Par ailleurs, la banque de financement et d'investissement est dotée d'un outil de modélisation de portefeuille lui permettant de tester la résistance de ses portefeuilles en situation de *stress*.

2.2.3.3. PROCESSUS DE SUIVI DES CONTREPARTIES DÉFAILLANTES ET SOUS SURVEILLANCE

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables des risques et contrôles permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel par les Comités dédiés aux engagements sensibles des entités et d'un suivi trimestriel sur base consolidée pour les principales par le Comité des risques Groupe et le Comité des risques du conseil d'administration.

2.2.3.4. PROCESSUS DE SUIVI DES RISQUES DE CRÉDIT SUR BASE CONSOLIDÉE

Le profil de risque de crédit du Groupe est suivi et présenté *a minima* trimestriellement en Comité des risques Groupe et en Conseil d'administration à travers deux supports principaux : le "journal des risques du Groupe" et le "tableau de bord des risques du Groupe".

En complément, des revues périodiques détaillées sont réalisées en Comité des risques Groupe sur les risques bancaires, les risques pays et les principaux risques non bancaires.

2.2.3.5. PROCESSUS DE SURVEILLANCE ET DE GESTION DU RISQUE PAYS

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du groupe Crédit Agricole est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie ainsi que des critères de capacité et volonté à payer, de *gouvernance* et de stabilité politique.

Chaque pays justifiant d'un volume d'affaires suffisant fait l'objet de limites revues annuellement et de stratégies risques sauf exception.

Cette approche est complétée par des analyses de scénarios qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques et financières défavorables et qui donnent une vision intégrée

des risques auxquels le Groupe pourrait être exposé dans des situations de tensions extrêmes.

Les missions de gestion et de contrôle des risques pays du Groupe se déclinent selon les principes suivants :

- la détermination des limites d'exposition acceptables en termes de risque pays est effectuée à l'occasion des revues des stratégies pays en fonction de l'évaluation du degré de vulnérabilité du portefeuille à la matérialisation du risque pays ; ce degré de vulnérabilité est déterminé par la nature et la structuration des opérations, la qualité des contreparties et la durée des engagements ; ces limites d'expositions peuvent être revues plus fréquemment si l'évolution d'un pays le nécessite ; ces stratégies et limites sont validées selon les enjeux en termes de risques par les Comités stratégies et portefeuilles (CSP) de Crédit Agricole CIB et le Comité des risques du Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A. ;
- le maintien d'un système d'évaluation régulière des risques pays ainsi que la mise à jour trimestrielle de la notation de chaque pays sur lesquels le Groupe est engagé sont assurés par la banque de financement et d'investissement ; cette notation est établie grâce à l'utilisation d'un modèle interne de notation pays fondé sur des analyses multicritères (solidité structurelle, *gouvernance*, stabilité politique, capacité à/volonté de payer) ; des événements de nature spécifique peuvent justifier une révision de la notation en dehors du calendrier trimestriel ;
- la validation par le département des risques pays et portefeuille de Crédit Agricole CIB d'opérations dont la taille, la maturité et le degré d'intensité au titre du risque pays sont susceptibles d'altérer la qualité du portefeuille.

La surveillance et la maîtrise de l'exposition au risque pays, tant d'un point de vue quantitatif (montant et durée des expositions) que qualitatif (vulnérabilité du portefeuille) s'opèrent grâce à un suivi spécifique et régulier de l'ensemble des expositions pays.

Les pays d'Europe de l'ouest affichant une notation interne (inférieure à B) les rendant éligibles à une surveillance rapprochée au titre du risque pays font l'objet d'une procédure de suivi *ad hoc* séparée. Les expositions au risque souverain et non souverain sur ces pays sont détaillées dans la note 6.9 des annexes aux comptes consolidés.

Par ailleurs, les expositions aux autres pays dont la notation interne est inférieure à la note B sont détaillées dans le paragraphe 2.3.2.4. "Risque pays" ci-dessous.

2.2.3.6. STRESS TESTS DE CRÉDIT

Le dispositif *stress test* pour le risque de crédit s'appuie principalement sur des modèles satellites qui relient l'évolution des paramètres de risques de crédit aux variables macroéconomiques et financières. Ces modèles font l'objet d'une revue indépendante et sont validés par le Comité normes et méthodologies au même titre que les modèles bâlois. En complément, chaque année, le dispositif quantitatif de *stress test* est backtesté.

En cohérence avec la méthodologie EBA, les *stress tests* pour le risque de crédit s'appuient sur les paramètres bâlois (PD, *LGD*, *EAD*) et visent à estimer l'évolution du *coût du risque* incluant le provisionnement sur les actifs non en défaut et également l'impact en emploi pondéré.

Dans l'optique du suivi et du pilotage du risque de crédit, la Direction des risques Groupe conduit, en collaboration avec les métiers et les entités concernés, un ensemble de *stress tests*.

Un *stress test* crédit global est réalisé *a minima* annuellement dans le cadre budgétaire. Les travaux, coordonnés par la DRG, concernent l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole et l'ensemble des portefeuilles bâlois, qu'ils soient traités réglementairement en méthode IRB ou en méthode Standard. L'horizon d'analyse

est fixé à 3 ans. Le processus de stress tests est intégré dans la gouvernance de l'entreprise et vise à renforcer le dialogue entre les filières Risque et Finance sur la sensibilité du coût du risque et des exigences en fonds propres à une dégradation de la situation économique. Outre leur utilisation dans les discussions budgétaires et le pilotage des fonds propres, les résultats des stress tests crédit globaux sont utilisés dans le cadre du calcul du capital économique (Pilier 2). Ils sont examinés par le Comité exécutif et sont également communiqués au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

2.2.4. Mécanismes de réduction du risque de crédit

2.2.4.1. GARANTIES REÇUES ET SÛRETÉS

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (en application du dispositif CRR/CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité).

Ce cadre commun, défini par des normes de niveau Groupe, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, contrats d'assureurs de crédit publics pour le financement export, d'assureurs de crédit privés, d'organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est du ressort des différentes entités.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en notes annexes 3.1 et 8 aux comptes consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

2.2.4.2. UTILISATION DE CONTRATS DE COMPENSATION

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole S.A. et ses filiales appliquent le *close out netting* leur permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie. Ils recourent également aux techniques de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé, en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

2.2.4.3. UTILISATION DE DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Dans le cadre de la gestion de son portefeuille de financement des entreprises (*banking book*), la banque de financement et d'investissement a recours à des dérivés de crédit conjointement à un ensemble d'instruments de transfert de risque comprenant en particulier les titrisations. Les objectifs recherchés sont la réduction de la concentration des encours de crédit aux entreprises, la diversification du portefeuille et l'abaissement des niveaux de perte.

Les risques liés à ces opérations font l'objet d'un suivi à l'aide d'un jeu d'indicateurs, dont la VaR (*Value at Risk*) pour l'ensemble des opérations liquides d'achat et de vente de protection pour compte propre.

Au 31 décembre 2017, l'encours des protections achetées sous forme de dérivés de crédits unitaires s'élève à 5 milliards d'euros

(7 milliards d'euros au 31 décembre 2016), le montant notionnel des positions à la vente est nul (12 millions d'euros au 31 décembre 2016). Les dérivés de crédit sont traités avec une dizaine de contreparties bancaires de premier ordre, compétentes et régulées. Par ailleurs, 38 % de ces dérivés sont traités *via* une chambre de compensation.

Les encours notionnels de dérivés de crédit figurent dans la note annexe aux comptes consolidés 3.2 "Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements".

2.3. Expositions

2.3.1. Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est détaillée dans la note 3.1 aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2017, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales s'élève à 1 278 milliards d'euros (1 305 milliards d'euros au 31 décembre 2016), en baisse de 2,1 % par rapport à l'année 2016.

2.3.2. Concentration

L'analyse du risque de crédit sur les engagements commerciaux hors opérations internes au groupe Crédit Agricole et hors collatéral versé par le groupe Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de pension (prêts et créances sur les établissements de crédit, prêts et créances sur la clientèle, engagements de financements et de garanties données, soit 752,69 milliards d'euros) est présentée ci-dessous. L'écart entre l'exposition maximale au risque de crédit et celle sur le périmètre des engagements commerciaux s'explique principalement par l'exclusion des instruments dérivés qui sont surtout suivis en VaR (*cf.* risques de marché) et les actifs financiers détenus par les compagnies d'assurances (249 milliards d'euros – *cf.* risques du secteur de l'assurance).

2.3.2.1. DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Sur ce portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires), le périmètre ventilé par zone géographique s'élève à 737,53 milliards d'euros au 31 décembre 2017, contre 708,73 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en raison principalement d'une progression globale de 8 % des expositions sur la France et l'Italie. Ces ventilations reflètent le pays de risque des engagements commerciaux.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Zone géographique de risque	2017	2016
Afrique et Moyen-Orient	4 %	4 %
Amérique centrale et du Sud	1 %	2 %
Amérique du Nord	8 %	9 %
Asie et Océanie hors Japon	5 %	5 %
Europe de l'Est	2 %	2 %
Europe de l'Ouest hors Italie	14 %	15 %
France (banque de détail)	17 %	17 %
France (hors banque de détail)	33 %	33 %
Italie	13 %	11 %
Japon	3 %	2 %
TOTAL	100 %	100 %

La répartition des engagements commerciaux par zone géographique est globalement stable. Les engagements sur la France représentent fin 2017 50 % du total, comme à fin 2016. L'Italie, second marché du Groupe, est en progression à 13 % des engagements commerciaux en raison principalement de l'acquisition des Caisses d'épargne de Cesena, Rimini et San Miniato.

La note 3.1 des comptes consolidés présente par ailleurs la répartition des prêts et créances et des engagements donnés en faveur de la clientèle et des établissements de crédit par zone géographique sur la base des données comptables.

2.3.2.2. DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE PAR FILIÈRE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur le portefeuille d'engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires hors Groupe), le périmètre ventilé par filière d'activité économique s'élève à 706,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017, contre 667,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Ces ventilations reflètent la filière économique de risque des engagements commerciaux sur la clientèle.

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX PAR FILIÈRE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Secteur d'activité	2017	2016
Aéronautique/Aérospatial	3,5 %	2,9 %
Agriculture et agroalimentaire	2,4 %	2,6 %
Assurance	1,3 %	1,3 %
Automobile	3,0 %	4,1 %
Autres activités financières (non bancaires)	7,4 %	6,7 %
Autres industries	1,6 %	1,6 %
Autres transports	1,6 %	1,7 %
Banques	5,6 %	5,9 %
Bois/Papier/Emballage	0,2 %	0,3 %
Bâtiments-Travaux publics	2,3 %	2,6 %
Distribution/Industries de biens de consommation	2,2 %	2,1 %
Divers	3,0 %	3,2 %
Énergie	7,3 %	8,3 %
dont Pétrole et gaz	5,1 %	5,8 %
dont Électricité	2,2 %	2,5 %
Immobilier	3,7 %	3,9 %
Industrie lourde	2,4 %	3,0 %
Informatique/technologie	1,1 %	1,2 %
Maritime	2,0 %	2,6 %
Média/Édition	0,4 %	0,5 %
Santé/Pharmacie	1,3 %	1,5 %
Services non marchands/Secteur public/Collectivités	16,6 %	13,0 %
Télécoms	1,6 %	1,7 %
Tourisme/Hôtels/Restauration	0,9 %	1,0 %
Utilities	0,3 %	0,3 %
Clientèle de banque de détail	28,3 %	28,0 %
TOTAL	100 %	100 %

Le portefeuille d'engagements commerciaux ventilé par filière d'activité économique est bien diversifié et sa structure globalement stable sur l'année 2017. Seules deux filières représentent plus de 10 % de l'activité, comme en 2016 : la filière "Clientèle de banque

de détail" qui occupe la première place à 28,3 % contre 28,0 % en 2016 et la filière "Services non marchands/secteur public/collectivités" à la deuxième place qui voit sa part relative augmenter à 16,6 % contre 13,0 % du total en 2016, en raison principalement d'une augmentation des expositions du portefeuille souverain.

La filière "Pétrole et gaz" est la composante principale de l'exposition "Énergie". Cette filière regroupe une grande diversité de sous-jacents, d'acteurs et de types de financements, dont certains sous-segments comme le RBL (*Reserve-Based Lending*), le négoce et les financements de projets sont usuellement sécurisés par des actifs.

Comme en 2016, la majorité de l'exposition sur le secteur pétrolier porte sur des acteurs structurellement moins sensibles à la baisse des cours du pétrole (compagnies étatiques, grandes sociétés internationales, sociétés de transport/stockage/raffinage). De manière générale, le secteur "Pétrole et gaz" bénéficie d'une approche très sélective des dossiers et toute nouvelle opération significative fait l'objet d'une analyse approfondie en risque de crédit et RSE. Après deux années de crise du secteur, on constate une stabilisation des performances économiques des clients et une bonne résilience du portefeuille "Pétrole et Gaz" pendant et après la crise.

La place de la filière "Maritime" découle de l'expertise et de la position historique de Crédit Agricole CIB dans le financement hypothécaire de navires pour une clientèle internationale d'armateurs. Le transport maritime subit la crise la plus longue observée depuis celle des années 1984-1988. Dans ce contexte, la stratégie de réduction progressive de l'exposition, engagée depuis 2011 s'est poursuivie en 2017 (soit - 19 % par rapport à 2016). Le portefeuille est cependant relativement protégé par sa diversification (financement de pétroliers, gaziers, *off-shore*, vraquiers, porte-conteneurs, croisière, etc.), ainsi que par la qualité des structures de financement de navires, sécurisées par des hypothèques.

La filière "industrie lourde" regroupe principalement des grands groupes mondialisés des secteurs de la sidérurgie, des métaux et de la chimie. En 2017, les engagements sont en baisse en raison notamment de la diminution du segment charbon, en adéquation avec la politique RSE du groupe Crédit Agricole.

2.3.2.3. VENTILATION DES ENCOURS DE PRÊTS ET CRÉANCES PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Les concentrations par agent économique des prêts et créances et des engagements donnés sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers consolidés.

Les encours bruts de prêts et créances (465,0 milliards d'euros au 31 décembre 2017 incluant les créances rattachées, contre 456,0 milliards d'euros au 31 décembre 2016) augmentent de 2,0 % en 2017. Ils se répartissent essentiellement entre la clientèle Grandes entreprises et la clientèle de détail (respectivement 45,1 % et 33,2 %).

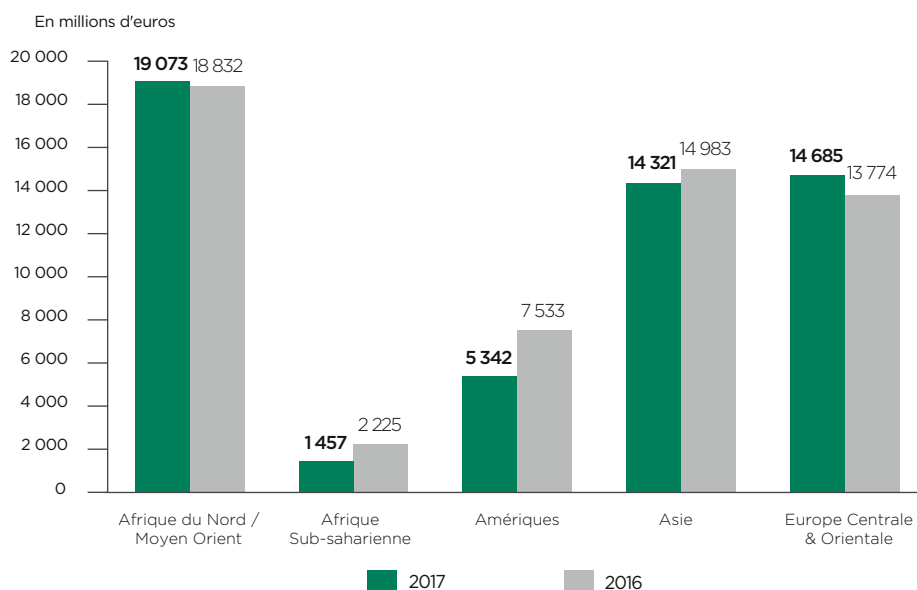
2.3.2.4. EXPOSITION AU RISQUE PAYS

Au 31 décembre 2017, les engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires) sur la clientèle du groupe Crédit Agricole S.A. dans les pays de notation inférieure à "B" sur la base de l'échelle de notation interne du Groupe, hors pays d'Europe de l'Ouest (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, et Islande), s'élèvent à 54,9 milliards d'euros contre 57,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Ces engagements proviennent essentiellement de Crédit Agricole CIB, de l'UBAF détenue à 47 % par Crédit Agricole CIB et de la Banque de proximité à l'international. Ils tiennent compte des garanties reçues venant en déduction (assurance-crédit export, dépôts d'espèces, garanties sur titres, etc.).

La concentration des encours sur ces pays est stable sur l'année 2017 : les vingt premiers pays représentent 92,2 % du portefeuille d'engagements à fin 2017, contre 91,4 % à fin 2016.

Trois zones géographiques sont dominantes : Moyen-Orient/Afrique du Nord (35 %), Asie (26 %) et Europe centrale et orientale (27 %).

ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX RELATIFS AUX PAYS DE NOTATION INFÉRIEURE À "B"

**Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Les engagements cumulés sur les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'élèvent à 19,1 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en hausse de 1 % par rapport à fin 2016. Le Maroc, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et le Qatar représentent 79 % des engagements sur cette zone.

Europe centrale et orientale

Les engagements cumulés sur les pays d'Europe centrale et orientale sont en hausse de 7 % par rapport à 2016 principalement en raison d'une progression des expositions sur la Pologne. Les engagements du Groupe sont concentrés sur quatre pays : Pologne, Russie, Ukraine et Serbie, qui représentent 91 % du total sur cette région.

Asie

Les engagements sur l'Asie sont en diminution de 4 % à 14,3 milliards d'euros comparés à ceux au 31 décembre 2016. Cette évolution s'explique principalement par une réduction des expositions en Indonésie. La Chine reste la plus forte exposition régionale (7,9 milliards d'euros, en progression de + 1,2 %) devant l'Inde (5,1 milliards d'euros).

Amérique latine

À fin décembre 2017, les expositions sur cette région représentent 10 % des expositions des pays de notation inférieure à "B". La baisse enregistrée s'élève à 29 % par rapport à fin 2016 principalement en raison d'une réduction sensible des engagements sur le Brésil. Les expositions sur le Brésil et le Mexique représentent 86 % du total de l'Amérique latine.

Afrique subsaharienne

Les engagements du Groupe sur l'Afrique subsaharienne s'élèvent à 1,5 milliard d'euros au 31 décembre 2017, soit 3 % du total des pays de notation inférieure à "B" contre 4 % à fin 2016. Les engagements

en Afrique du Sud représentent 36 % des engagements dans cette région.

2.3.3. Qualité des encours**2.3.3.1. ANALYSE DES PRÊTS ET CRÉANCES PAR CATÉGORIES**

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

Prêts et créances (en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Ni en souffrance, ni dépréciés	443 858	433 550
En souffrance, non dépréciés	5 485	5 601
Dépréciés	15 697	16 842
TOTAL	465 040	455 993

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2017 est composé à 95,4 % d'encours ni en souffrance, ni dépréciés (95,1 % au 31 décembre 2016).

Selon la norme IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci. Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque de crédit avéré sur les encours en souffrance présentant un retard inférieur à 90 jours, soit 92,9 % des créances en souffrance non dépréciées (93,9 % fin 2016).

Le détail des actifs financiers en souffrance ou dépréciés est présenté en note 3.1 des états financiers consolidés.

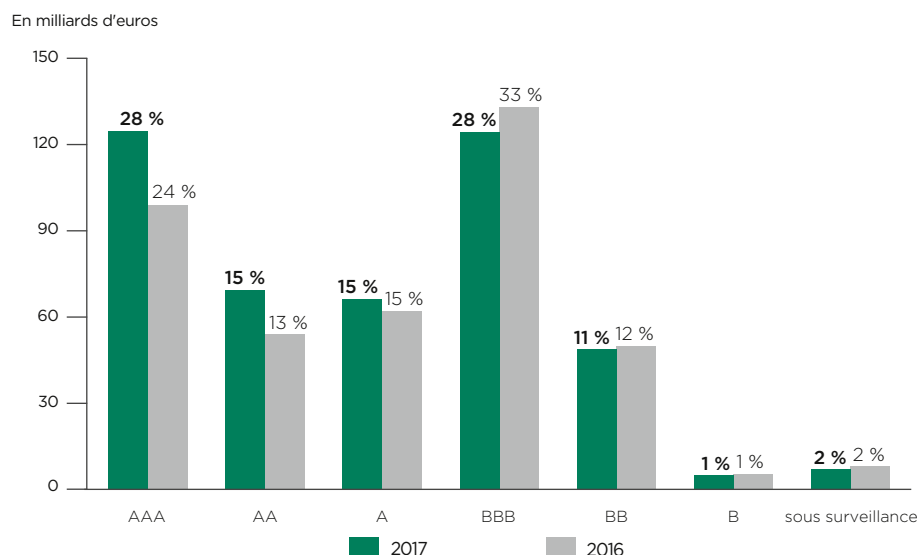
2.3.3.2. ANALYSE DES ENCOURS PAR NOTATION INTERNE

La politique de notation interne déployée par le groupe Crédit Agricole vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle du Groupe (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

Sur le portefeuille des engagements commerciaux sains hors clientèle de proximité (547,3 milliards d'euros au 31 décembre 2017,

contre 517,9 milliards d'euros au 31 décembre 2017), les emprunteurs faisant l'objet d'une notation interne représentent 81,1 % de ce portefeuille, contre 79,3 % à fin 2016 (soit 444,1 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 410,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016). Leur ventilation en équivalent notation Standard & Poor's (S&P) de la notation interne du Groupe est présentée ci-dessous :

ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE SAIN D'ENGAGEMENTS COMMERCIAUX HORS CLIENTÈLE DE PROXIMITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. PAR ÉQUIVALENT INDICATIF S&P DE LA NOTATION INTERNE 2017



Cette ventilation reflète un portefeuille crédits de bonne qualité et en nouvelle amélioration en 2017, avec un profil de risque qui montre un accroissement de 6 points des notes A et supérieures. Au 31 décembre 2017, 86 % des engagements sont portés sur des emprunteurs notés *investment grade* (note supérieure ou égale à BBB, 85 % au 31 décembre 2016) et seuls 1,5 % sont sous surveillance.

2.3.3.3. DÉPRÉCIATION ET COUVERTURE DU RISQUE

Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de dépréciation :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- des dépréciations sur base collective, en application de la norme IAS 39, dès lors que sur un ou plusieurs sous-ensembles homogènes du portefeuille de risques de crédit, des indices objectifs de dépréciation sont identifiés. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque des engagements sur certains pays, certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais ayant vu leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de portefeuille sont également réalisées en Banque de proximité. Les dépréciations collectives sont calculées essentiellement sur des bases statistiques fondées sur le montant de pertes attendues jusqu'à la maturité des transactions, utilisant les critères bâlois d'estimation des probabilités de défaut (*Probability of default*-PD) et des pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* - LGD).

Encours d'actifs financiers dépréciés

La répartition par agent économique et par zone géographique des prêts et créances dépréciés sur les établissements de crédit et sur la clientèle est présentée en note 3.1 des états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2017, l'ensemble des engagements dépréciés s'élève à 15,7 milliards d'euros contre 16,8 milliards au 31 décembre 2016. Ils sont constitués des encours non performants et des engagements sur lesquels le Groupe anticipe un non-recouvrement. Les encours dépréciés représentent 3,4 % des encours bruts comptables du Groupe (3,7 % au 31 décembre 2016) et sont couverts par des dépréciations individuelles à hauteur de 8,4 milliards d'euros soit 53,6 % (8,8 milliards d'euros et 52,2 % au 31 décembre 2016), y compris les opérations de location-financement et hors dépréciations collectives.

Les encours restructurés⁽¹⁾ s'élèvent à 11,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

2.3.4. Coût du risque

Le coût du risque du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève à 1,42 milliard d'euros sur l'exercice 2017 contre 1,79 milliard d'euros en 2016, soit une baisse de 20 %. Le coût du risque de LCL est en hausse de 12 % par rapport au niveau très faible de 2016 qui bénéficiait de reprises de provisions. Le pôle Banque de proximité à l'international a un coût du risque en baisse de 8 %, avec notamment une amélioration de la qualité du portefeuille de CA Italia qui voit son coût du risque se réduire de 3 %. Au sein du pôle Services financiers spécialisés, le groupe Crédit Agricole Consumer Finance montre une baisse de

(1). La définition des encours structurés est détaillée dans la note 1.3 "Principes et méthodes comptables 2017" dans les états financiers consolidés.

21 % de son coût du risque, essentiellement du fait de meilleures performances de recouvrement de sa filiale Agos. La banque de financement et d'investissement montre un coût du risque en baisse de 43 %.

Le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 4.8 des états financiers consolidés. Ce dernier est ventilé par pôle métier dans la note 5.1 des états financiers consolidés.

2.3.5. Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles. La mesure associée à ce risque de crédit est détaillée dans la partie ci-dessus 2.2 "Mesure du risque de crédit" de la section II "Gestion du risque de crédit".

3. RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ; sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs ; pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

3.1. Objectifs et politique

La maîtrise des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. repose sur un dispositif structuré, comprenant une organisation indépendante des hiérarchies opérationnelles, des méthodologies d'identification et de mesure des risques, des procédures de surveillance et de consolidation. En termes de périmètre, ce dispositif couvre l'ensemble des risques de marché.

Dans un contexte de marché toujours marqué par la persistance de taux bas, des évolutions de l'environnement politique (discussions post-Brexit, élections en France et en Europe, nouvelle administration américaine) et des orientations de politique monétaire des Banques centrales, le groupe Crédit Agricole a poursuivi une politique de gestion prudente des risques de marché en cohérence avec son cadre d'appétence au risque.

3.2. Gestion du risque

3.2.1. Dispositif local et central

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole S.A. est structuré sur deux niveaux distincts et complémentaires :

- au niveau central, la Direction des risques et contrôles permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et de contrôle des risques de marché à caractère transverse ; elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles ; elle tient informés les organes exécutifs (Direction générale de Crédit Agricole S.A.) et délibérants (Conseil d'administration, Comité des risques du Conseil) de l'état des risques de marché ;
- au niveau local, pour chaque entité du groupe Crédit Agricole S.A., un Responsable des Risques et contrôles permanents pilote le dispositif de surveillance et de contrôle des risques de marché issus des activités de l'entité ; au sein de la filiale Crédit Agricole CIB, la Direction des risques et contrôles permanents inclut le département *Market and Counterparty Risks* (MCR) qui est en charge de l'identification, de la mesure et de la surveillance des risques de marché.

Au sein de MCR, ces différentes missions se répartissent comme suit :

- a). le *Risk Management*, dont la mission est d'assurer au niveau mondial un suivi et un contrôle des risques de marché pour l'ensemble des lignes produits : proposition de limites qui sont validées par le Comité des risques de marché et suivi de leur respect, analyse des dépassements de limites ainsi que des variations significatives de résultats qui sont portés à la connaissance du Comité des risques de marché,
- b). le suivi d'activité : en charge de la validation quotidienne des résultats de gestion et des indicateurs de risque pour l'ensemble des activités encadrées par des limites de risque de marché, du contrôle et de la validation des paramètres de marché utilisés pour la production du résultat et des indicateurs de risque ; ceci assure un processus de production autonome, fondé sur une base de données de marché actualisée au quotidien et indépendante du *Front Office* ; enfin, il est associé à la Direction financière dans les démarches mensuelles de rapprochement du résultat de gestion et du résultat comptable,

c). des équipes transverses qui complètent ce dispositif, en assurant l'harmonisation des méthodes et des traitements entre les lignes produits et les unités ; ces équipes assurent le *reporting* des indicateurs réglementaires qui ont été produits par le département MCR de manière indépendante. Elles comprennent notamment :

- l'équipe responsable de la validation des *pricers*,
- l'équipe en charge du modèle interne (*VaR*, *VaR* stressée, *stress scenarios*, *IRC*, etc.),
- l'équipe *Market Data Management*, qui assure un contrôle sur les données de marché indépendantes de celles du *Front Office*,
- l'équipe Consolidation Internationale, dont la mission principale est la production des informations consolidées du département,
- le COO (*Chief Operating Officer*) et son équipe, assurent la coordination des sujets transverses : projets, nouvelles activités, budgets, rapports et comités.

L'architecture informatique mise en place au sein de Crédit Agricole CIB pour la gestion des risques de marché repose sur le partage des plateformes utilisées en *Front Office*, sur lesquelles les indicateurs de risque sont calculés. L'indépendance du processus repose notamment sur la sélection des données de marché et la validation des modèles de valorisation par la Direction des risques.

Les procédures Groupe définissent le niveau d'information, le format et la périodicité des *reportings* que les entités doivent transmettre à Crédit Agricole S.A. (Direction des risques et contrôles permanents Groupe).

3.2.2. Les Comités de décision et de suivi des risques

Trois instances de *gouvernance* interviennent dans la gestion des risques de marché au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. :

- le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., valide les limites globales encadrant les risques de marché de chaque entité lors de la présentation de leur stratégie risque et arrête les principaux choix en matière de maîtrise des risques ; il examine sur une base trimestrielle la situation des marchés et des risques encourus, au travers notamment de l'utilisation des limites et de l'observation des dépassements ou incidents significatifs ;
- le Comité de surveillance des risques, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., examine bimensuellement les principaux indicateurs de suivi des risques de marché ;
- le Comité des normes et méthodologies, présidé par le Directeur des risques et contrôles permanents Groupe, est notamment responsable de la validation et de la diffusion des normes et des méthodologies en matière de pilotage et de contrôles permanents des risques de marché.

Ce dispositif est complété par les Comités de risques locaux propres à chacune des entités au premier rang desquels le CRM (Comité des risques de marché) de Crédit Agricole CIB, instance bimensuelle présidée par le membre du Comité de Direction générale responsable des risques, qui associe le responsable des activités de marché de Crédit Agricole CIB et les responsables du suivi des risques. Ce Comité effectue une revue des positions et des résultats des activités de marché de Crédit Agricole CIB et

s'assure du respect des limites assignées à chaque activité. Il est décisionnaire sur les demandes ponctuelles de révision de limites.

3.3. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

3.3.1. Indicateurs

Le dispositif de mesure et d'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs dont la plupart font l'objet de limites globales ou spécifiques. Il s'appuie notamment sur la *Value at Risk* (*VaR*), la *VaR* stressée, les scénarios de stress et des indicateurs complémentaires (sensibilité aux facteurs de risque, combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et repose sur un processus d'évaluation des positions au sein de chaque entité présentant des risques de marché. Le processus de contrôles permanents intègre des procédures de validation et de *backtesting* des modèles.

3.3.1.1. LA *VAR* (VALUE AT RISK)

L'élément central du dispositif de mesure des risques de marché est la *Value at Risk* (*VaR*). Elle peut être définie comme étant la perte théorique maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donnés. Le groupe Crédit Agricole S.A. retient un intervalle de confiance de 99 % et un horizon de temps d'un jour, en s'appuyant sur un an d'historique de données. Ceci permet le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe dans ses activités de *trading*, en quantifiant le niveau de perte considéré comme maximal dans 99 cas sur 100, à la suite de la réalisation d'un certain nombre de facteurs de risque (taux d'intérêt, taux de change, prix d'actifs, etc.).

La compensation se définit comme la différence entre la *VaR* totale et la somme des *VaR* par type de risque. Elle représente les effets de diversification entre des positions détenues simultanément sur des facteurs de risque différents. Une procédure de *backtesting* (comparaison entre le résultat quotidien et la *VaR* théorique de la veille) permet de confirmer la pertinence de cette méthodologie.

Le modèle interne de *VaR* de Crédit Agricole CIB, principal contributeur à la *VaR* du groupe Crédit Agricole S.A., a fait l'objet d'une validation par les autorités réglementaires.

Le processus de mesure d'une *VaR* historique sur les positions en risque à une date donnée s'appuie sur les principes suivants :

- constitution d'une base historique de facteurs de risque reflétant le risque des positions détenues par les entités du groupe Crédit Agricole S.A. (taux, cours des actions, de change et de matières premières, volatilités, *spreads* de *crédit*, corrélation, etc.) ;
- détermination de 261 scénarios correspondant aux variations des facteurs de risque sur un jour, observés sur une année glissante ;
- déformation des paramètres correspondants à la date (jour J) selon les 261 scénarios ;
- revalorisation des positions du jour sur la base des 261 scénarios.

La valeur en risque à 99 % est égale, sur la base de 261 scénarios, à la moyenne entre les deuxième et troisième plus mauvais résultats observés.

La méthodologie de calcul de VaR fait l'objet d'améliorations et d'adaptations continues pour tenir compte, entre autres, des évolutions de la sensibilité des positions aux facteurs de risque et de la pertinence des méthodes au regard des nouvelles conditions de marché. Les travaux visent par exemple à intégrer de nouveaux facteurs de risque ou à bénéficier d'une granularité plus fine sur les facteurs de risque existants.

Limites du calcul de la VaR historique

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- l'utilisation de chocs quotidiens suppose que toutes les positions peuvent être liquidées ou couvertes en un jour, ce qui n'est pas toujours le cas pour certains produits et dans certaines situations de crise ;
- l'utilisation d'un intervalle de confiance à 99 % exclut les pertes pouvant survenir au-delà de cet intervalle : la VaR est donc un indicateur de risque sous des conditions normales

de marché et ne prenant pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle ;

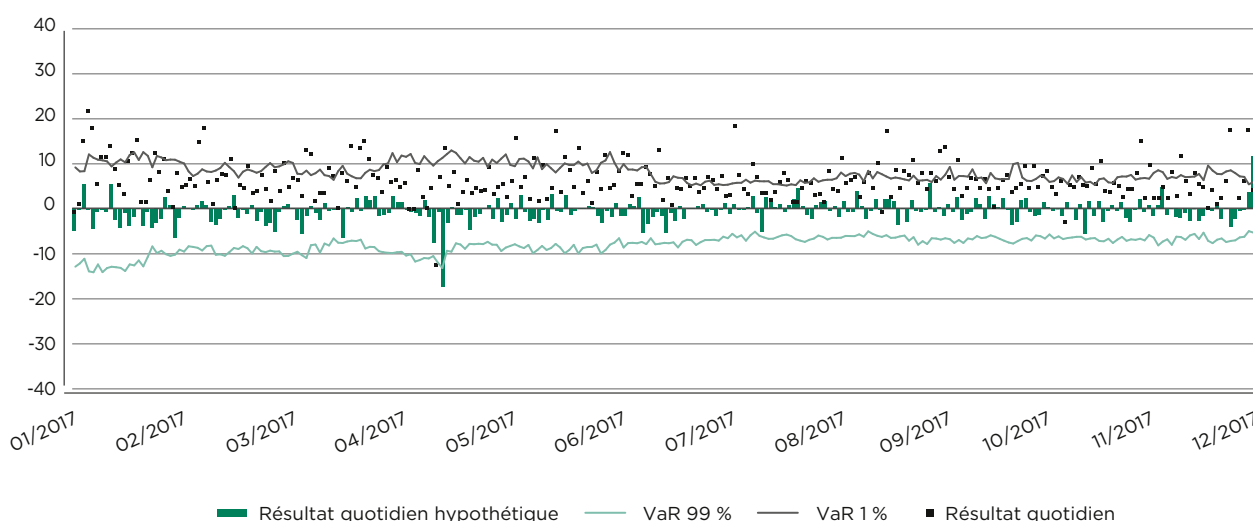
- la VaR ne renseigne pas sur les montants de pertes exceptionnelles (au-delà de 99 %).

Le backtesting

Un processus de backtesting permet de contrôler la pertinence du modèle de VaR pour chacune des entités du groupe Crédit Agricole S.A. exerçant une activité de marché. Il vérifie *a posteriori* que le nombre d'exceptions (journées pour lesquelles le niveau de perte est supérieur à la VaR) reste conforme à l'intervalle de confiance de 99 % (une perte quotidienne ne devrait excéder la VaR calculée que deux ou trois fois par an).

Ainsi au 31 décembre 2017, sur le périmètre réglementaire de Crédit Agricole CIB (cf. graphique ci-dessous) il n'y a qu'une seule exception de VaR sur un an glissant, enregistrée le 24/04/2017. Le facteur multiplicateur, servant au calcul de l'exigence en fonds propres reste à son niveau minimum de 4 depuis fin 2015.

BACKTESTING DE LA VaR RÉGLEMENTAIRE DE CRÉDIT AGRICOLE CIB DE L'ANNÉE 2017 (EN MILLIONS D'EUROS)



3.3.1.2. LES STRESS SCENARIOS

Les stress scenarios complètent la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marché. Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du Groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de différentes approches complémentaires :

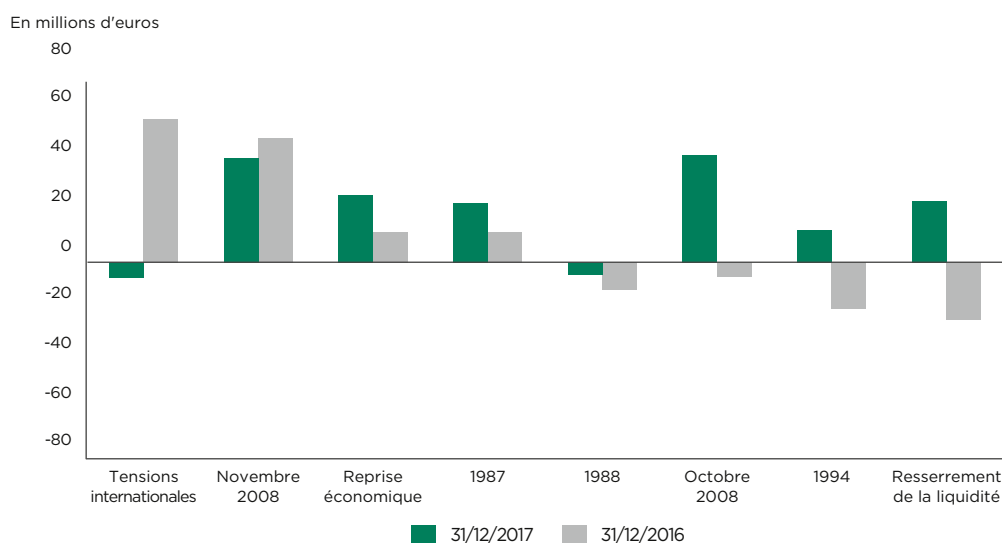
- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ; les stress scenarios historiques ainsi retenus sont ceux des crises de 1987 (scénario de krach boursier), de 1994 (scénario de crise obligataire), de 1998 (scénario de crise du marché du crédit, baisse des marchés d'actions, forte progression des taux d'intérêt et baisse des devises émergentes) et de 2008 (deux stress mesurant l'impact des mouvements de marché suite à la faillite de Lehman Brothers) ;

- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ; les scénarios hypothétiques sont ceux d'une **reprise économique** (progression des marchés d'actions et de matières premières, aplatissement des courbes de taux et appréciation de l'USD, resserrement des spreads de crédit), d'un **resserrement de la liquidité** (aplatissement des courbes de taux, élargissement des spreads de crédit, baisse des marchés d'actions) et de **tensions internationales** (scénario représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis : augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, baisse du cours des futures et hausse de la volatilité sur le marché des matières premières, aplatissement des courbes de taux, baisse du dollar US par rapport aux autres devises, élargissement des spreads de crédit).

Le calcul de ces stress est réalisé selon une périodicité hebdomadaire.

À fin 2017, les niveaux de risque du groupe Crédit Agricole S.A. évalués au travers des stress historiques et hypothétiques sont les suivants :

MONTANTS ESTIMÉS DES PERTES ASSOCIÉES AUX STRESS SCENARIOS



Par ailleurs, d'autres types de stress sont réalisés :

- au niveau des entités, des stress adverses permettent d'évaluer l'impact de mouvements de marché de grande ampleur et défavorables sur les différentes lignes d'activité ;
- au niveau de Crédit Agricole CIB, des *stress* adverses extrêmes, permettent de mesurer l'impact de chocs de marché encore plus sévères.

3.3.1.3. LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES

Des indicateurs complémentaires (sensibilités à divers facteurs de risque, *loss alerts*, *stop loss*, montants nominaux, encours, durées...) sont par ailleurs produits au sein des entités et peuvent, dans le cadre du dispositif de maîtrise des risques, faire l'objet de limites. Ils permettent de mesurer et d'encadrer de façon fine les expositions aux différents facteurs de risque de marché, d'identifier les opérations atypiques et d'enrichir la vision synthétique des risques fournie par la *VaR* et les *stress scenarios* globaux.

3.3.1.4. INDICATEURS RELATIFS À LA DIRECTIVE CRD 4

VaR stressée

La *VaR* dite "stressée" est destinée à corriger le caractère procyclique de la *VaR* historique. Celle-ci est en effet calculée sur la période d'un an précédant la date de mesure ; dans le cas où les paramètres de marché associés reflètent des conditions de marché calmes avec une faible volatilité, elle peut afficher un niveau faible.

La *VaR* stressée est calculée sur un intervalle de confiance de 99 % à horizon d'un jour et sur une période de tension correspondant à la pire période connue pour les facteurs de risque les plus significatifs.

À fin 2017, elle correspond pour Crédit Agricole CIB à la période mars 2008 - mars 2009. L'exigence de fonds propres au titre de la *VaR* est ainsi complétée par une exigence de fonds propres au titre de la *VaR* stressée.

Incremental Risk Charge

L'*IRC* ou *Incremental Risk Charge* est une exigence de capital supplémentaire relative au risque de défaut et de migration sur les positions de crédit dites linéaires (*i.e.* hors positions de corrélation de crédit), requise par la directive CRD 4.

Elle a pour objectif de quantifier des pertes inattendues provoquées par des événements de crédit sur les émetteurs, à savoir le défaut ou la migration de notation (aussi bien dans le cas d'un abaissement que d'un rehaussement de la note de crédit).

L'*IRC* est calculée avec un intervalle de confiance de 99,9 % sur un horizon de risque un an, par des simulations Monte-Carlo de scénarios de migrations élaborés à partir de trois jeux de données :

- 1) une matrice de transition à un an, fournie par S&P et adaptée au système de notation interne de Crédit Agricole CIB ; cette matrice donne les probabilités de transition d'un émetteur selon sa note de crédit initiale vers les notes de crédit de rang supérieur et inférieur, ainsi que sa probabilité de défaut ;
- 2) la corrélation des émetteurs à des facteurs systémiques ;
- 3) des courbes de *spread* moyen par notation dont sont déduits les chocs induits par les migrations.

Ces scénarios de défaut et de migration de crédit simulés permettent ensuite de valoriser les positions à l'aide des modèles de Crédit Agricole CIB.

L'*IRC* est alors définie comme le quantile à 99,9 % de la distribution des valorisations ainsi obtenues.

Comprehensive Risk Measure

Le "CRM" ou *Comprehensive Risk Measure* mesure les risques de défaut, de changement de notation ainsi que les risques de marché sur le portefeuille de corrélation de crédit.

Le groupe Crédit Agricole n'a plus d'activités soumises à exigence en fonds propres au titre du *Comprehensive Risk Measure* depuis fin 2016.

Credit Value Adjustment (CVA)

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment - CVA*) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions, déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur des instruments financiers à l'actif du bilan.

La directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du *Credit Value Adjustment (CVA)*. Selon cette directive, les établissements autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux sont tenus de calculer leur charge en capital au titre du risque *CVA* en méthode avancée ("*VaR CVA*"). La méthodologie et le dispositif utilisés pour estimer le montant de ces exigences de fonds propres sont les mêmes que ceux utilisés pour le calcul de la *VaR* de marché au titre du risque spécifique de taux.

L'ACPR a validé le modèle de *VaR CVA* de Crédit Agricole CIB et des fonds propres additionnels au titre de la *CVA* (*VaR* et *VaR* stressée) sont calculés depuis 2014.

3.3.2. Utilisation des dérivés de crédit

Les CDS sont utilisés à des fins de couverture dans les cas suivants :

- gestion des expositions crédit issues du portefeuille de prêts ou du portefeuille de dérivés (*CVA*) ;
- couverture des expositions du portefeuille d'obligations ;
- couverture des expositions des portefeuilles de dérivés hybrides (par exemple, pour couvrir l'émission des *Credit Linked Notes* vendues à des clients investisseurs).

3.4. Expositions***VaR (Value at Risk)***

La *VaR* du groupe Crédit Agricole S.A. est calculée en intégrant les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.

Le périmètre considéré pour les activités de marché de Crédit Agricole CIB est celui de la *VaR* réglementaire (mesurée à partir d'un modèle interne validé par l'ACPR).

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la *VaR*, sur les activités de marché du groupe Crédit Agricole S.A. entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017 en fonction des facteurs de risque principaux :

RÉPARTITION DE LA *VaR* (99 %, 1 JOUR)

(en millions d'euros)	31/12/2017	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2016
Taux	3	3	6	5	6
Crédit	5	3	7	5	4
Change	2	2	8	4	4
Actions	2	1	3	2	1
Matières premières	-	-	-	-	-
Compensation	(5)	-	-	(6)	(5)
<i>VaR</i> DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.	6	5	15	8	10
Pour information : Somme des <i>VaR</i> des entités	7	7	18	11	16

Au 31 décembre 2017 la *VaR* du Groupe s'élève à 6 millions d'euros, en baisse par rapport au 31 décembre 2016 (10 millions d'euros). La *VaR* a globalement diminué sur les huit premiers mois de l'année, dans un contexte de faible volatilité et d'activité contenue, notamment en raison des incertitudes liées aux élections françaises. Elle est ensuite restée modérée tout au long du second semestre. Pour information, sans la prise en compte des effets de diversification entre entités, la *VaR* totale serait de 7 millions d'euros (dont 6 millions d'euros pour Crédit Agricole CIB).

La *VaR* "Taux" enregistre une baisse au 31 décembre 2017 pour s'établir à 3 millions d'euros (contre 6 millions d'euros en 2016) dans un contexte de taux bas.

La *VaR* "Crédit" affiche une légère hausse pour se situer à 5 millions d'euros (contre 4 millions d'euros en 2016).

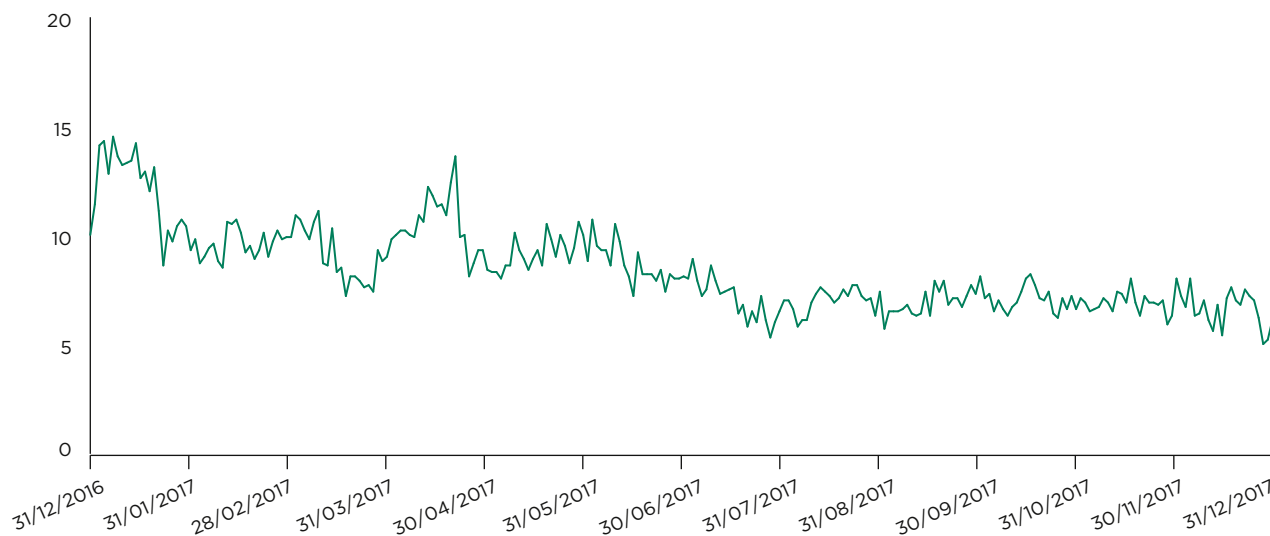
La *VaR* "Change" est en baisse et s'établit à 2 millions d'euros au 31 décembre 2017 (contre 4 millions d'euros en 2016).

La *VaR* "Actions" enregistre une légère hausse pour s'établir à 2 millions d'euros (contre 1 million d'euros en 2016).

Le graphique suivant retrace l'évolution de la *VaR* sur l'année 2017 :

VAR DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. ENTRE LE 01/01/2017 ET LE 31/12/2017

En millions d'euros

**VaR stressée**

La VaR stressée est calculée sur le périmètre de Crédit Agricole CIB.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR réglementaire stressée, sur les activités de marché de Crédit Agricole CIB, entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017 :

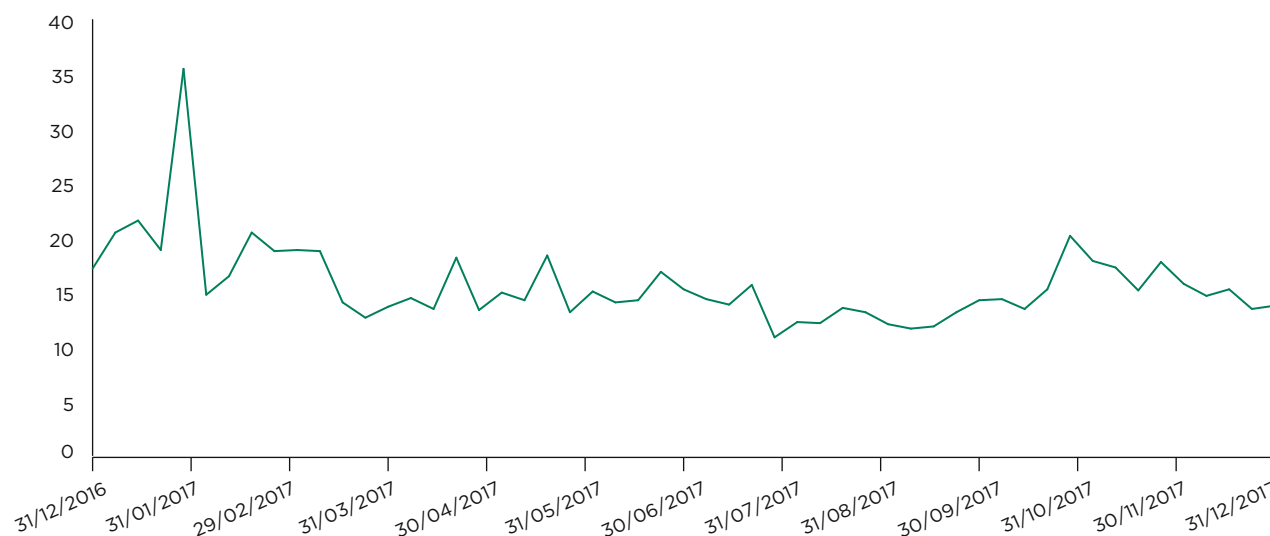
ÉVOLUTION DE LA VAR STRESSÉE (99 %, 1 JOUR)

(en millions d'euros)	31/12/2017	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2016
VaR stressée de Crédit Agricole CIB	14	11	36	16	17

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution de la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole CIB sur l'année 2017 :

VAR STRESSÉE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A. ENTRE LE 01/01/2017 ET LE 31/12/2017

En millions d'euros



À fin décembre 2017 la VaR réglementaire stressée de Crédit Agricole CIB s'élève à 14 millions d'euros, en baisse de 3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016. En moyenne sur l'année, la VaR stressée (16 millions d'euros) enregistre une baisse de 4 millions d'euros par rapport à la moyenne 2016 (20 millions d'euros), en ligne avec la politique de gestion prudente de Crédit Agricole CIB.

Exigence de fonds propres liée à l'IRC (*Incremental Risk Charge*)

L'IRC est calculée sur le périmètre des positions de crédit dites linéaires (i.e. hors positions de corrélation) de Crédit Agricole CIB.

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de l'IRC, sur les activités de marché de Crédit Agricole CIB, entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017. Les évolutions des exigences de fonds propres au titre de l'IRC au cours de l'année 2017 reflètent principalement celles des expositions sur les obligations européennes souveraines, notamment espagnoles et italiennes.

(en millions d'euros)	31/12/2017	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2016
IRC	172	159	354	201	127

3.5. Risque action

Le risque action trouve son origine dans les activités de *trading* et arbitrage sur actions, dans le portefeuille de placement investi en actions, ou encore dans les actions d'autocontrôle.

3.5.1. Risque sur actions provenant des activités de *trading* et d'arbitrage

Le risque sur actions, provenant des activités de *trading* et arbitrage, est issu de positions prises sur les actions et les indices actions au travers de produits *cash* ou dérivés (celles sur dérivés exotiques actions sont gérées en extinction et ne peuvent plus faire l'objet de nouvelles opérations). Les principaux facteurs de risque sont les prix des actions/indices actions, les volatilités actions/indices actions et les paramètres de *smile* des volatilités actions/indices ⁽¹⁾.

La mesure et l'encadrement de ce risque s'inscrivent dans la description des processus dans la section 3.3. ci-dessus.

Ce risque est suivi notamment par l'intermédiaire de la VaR dont les niveaux 2017 sont repris dans le tableau de la section 3.4. ci-dessus. La VaR de la ligne produit actions s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2017 (1 million d'euros au 31 décembre 2016).

3.5.2. Risque sur actions provenant d'autres activités

Des entités du groupe Crédit Agricole S.A. détiennent des portefeuilles investis en partie en actions et produits structurés dont la valeur de marché dépend de l'évolution du prix des sous-jacents actions et indices actions. La note 10.2 des états financiers consolidés présente les méthodes de valorisation des actions comptabilisées en "actifs disponibles à la vente". Au 31 décembre 2017, les encours exposés au risque actions au travers de ces portefeuilles sont principalement constitués d'actifs financiers disponibles à la vente pour 31,0 milliards d'euros (y compris les portefeuilles des entreprises d'assurance pour 26,1 milliards

d'euros) et d'actifs financiers à la juste valeur par résultat détenus par les entreprises d'assurance pour 15,7 milliards d'euros.

La note 6.4 des états financiers consolidés présente, notamment, les encours et les gains et pertes latents sur actions classées en "actifs financiers disponibles à la vente". Par ailleurs, les informations relatives au risque de marché (y compris risque sur actions) des portefeuilles détenus par les sociétés d'assurance sont présentées dans la partie "Risque du secteur de l'assurance" ci-dessous.

3.5.3. Actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du règlement 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003, l'Assemblée générale mixte des actionnaires du Groupe peut autoriser le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. à opérer sur ses propres actions. Cette autorisation est utilisée par Crédit Agricole S.A. principalement pour couvrir les engagements pris auprès des salariés, dans le cadre d'options d'achat d'actions ou de contrat de liquidité, ou en vue d'animer le marché dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Les opérations réalisées en 2017 dans le cadre du programme d'achat d'actions propres sont détaillées dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Acquisition par la Société de ses propres actions".

Au 31 décembre 2017, les encours d'actions en autodétention s'élèvent à 0,10 % du capital, pourcentage identique au 31 décembre 2016 (cf. note 8 de l'annexe aux comptes individuels et note 6.21 de l'annexe aux états financiers consolidés).

Le programme de rachat d'actions propres pour 2018 est détaillé dans le chapitre 1 du présent Document de référence, dans la partie "Renseignements concernant le capital".

(1). Le *smile* est le paramètre qui prend en compte la variabilité de la volatilité en fonction du prix d'exercice des produits optionnels.

4. EXPOSITIONS SENSIBLES SELON LES RECOMMANDATIONS DU FINANCIAL STABILITY BOARD

Les expositions suivantes (cf. tableau ci-dessous) correspondent aux recommandations du *Financial Stability Board*. Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés de Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2017. À ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière annuelle.

4.1. Tableau de synthèse des expositions au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Actifs en prêts et créances				Catégorie comptable	Actifs à la juste valeur			Catégorie comptable
	Exposition brute	Décote	Provision collective	Exposition nette		Exposition brute	Décote	Exposition nette	
RMBS					(1)				
CMBS						1		1	
CDO super-senior non couverts	613	(613)		0		1 248	(1 229)	19	(3)
CDO mezzanines non couverts	16	(16)		0		166	(166)	0	
CLO non couverts					(2)				
Protections acquises auprès de monolines						25		25	
Protections acquises auprès de CDPC									(4)

(1). Prêts et créances sur les établissements de crédit ou la clientèle - Titres non cotés sur un marché actif (cf. note 6.5 des comptes consolidés).

(2). Prêts et créances sur la clientèle - Titres non cotés sur un marché actif (cf. note 6.5 des comptes consolidés).

(3). Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Obligations et autres titres à revenu fixe et instruments dérivés (cf. note 6.2 des comptes consolidés).

(4). Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Instruments dérivés (cf. note 6.2 des comptes consolidés).

4.2. Asset Backed Securities (ABS) immobiliers

RMBS (en millions d'euros)	États-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition brute				8		
Décote (1)				(0)		
Exposition nette en millions d'euros				7		
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition brute				20		2
Décote				(5)		0
Exposition nette (en millions d'euros)				15		2
% subprime sous-jacents sur exposition nette						
Ventilation par notation de l'exposition brute totale						
AAA						
AA						100 %
A				82 %		
BBB						
BB				18 %		
B						
CCC						
CC						
C						
Non noté						

(1). Il n'y a plus de provision collective depuis le 31 décembre 2014.

CMBS (en millions d'euros)	États-Unis		Royaume-Uni		Autres	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Comptabilisés en prêts et créances						
Exposition nette ⁽¹⁾						
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette			1	2		

(1). Il n'y a plus de provision collective depuis le 31 décembre 2014.

Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste valeur :

- 31 décembre 2017 : nominal = 8 millions d'euros ; juste valeur = 8 millions d'euros ;
- 31 décembre 2016 : nominal = 9 millions d'euros ; juste valeur = 4 millions d'euros.

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

4.3. Méthodologie d'évaluation des CDO super-senior à sous-jacents résidentiels américains

4.3.1. CDO super-senior évalués à la juste valeur

La valorisation des CDO super-senior est obtenue à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO.

Les taux de pertes finales appliqués sur les prêts en vie sont :

- calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel ;
- exprimés en pourcentage du nominal. Cette approche permet notamment de visualiser les hypothèses de pertes en fonction des risques toujours au bilan de la banque.

Les flux futurs obtenus sont ensuite actualisés sur la base d'un taux prenant en compte la liquidité de ce marché.

Date de clôture	Taux de pertes <i>subprime</i> produits en		
	2005	2006	2007
31/12/2016	50 %	60 %	60 %
31/12/2017	50 %	60 %	60 %

4.3.2. CDO super-senior évalués au coût amorti

Depuis le quatrième trimestre 2012, ils sont dépréciés selon la même méthodologie que les CDO super-senior évalués à la juste valeur, à la différence que les flux futurs obtenus sont actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif en date de reclassement.

4.4. CDO super-senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 31 décembre 2017, Crédit Agricole CIB a une exposition nette de 19 millions d'euros sur les CDO super-senior non couverts.

4.4.1. Décomposition des CDO super-senior

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur	Actifs en prêts et créances
Nominal	1 248	613
Décote	1 229	613
Provision collective	-	-
Valeur nette au 31/12/2017	19	-
Valeur nette au 31/12/2016	14	-
Taux de décote *	98 %	100 %
Sous-jacent		
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits avant 2006	25 %	0 %
% des actifs <i>subprime</i> sous-jacents produits en 2006 et 2007	36 %	0 %
% des actifs Alt A sous-jacents	4 %	0 %
% des actifs Jumbo sous-jacents	0 %	0 %

*. Après prise en compte des tranches décotées à 100 %.

4.4.2. Autres expositions au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Nominal	Décote	Provision collective	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	-	-	-	-
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances	-	-	-	-
CDO mezzanines non couverts évalués à la juste valeur	166	(166)	-	-
CDO mezzanines non couverts comptabilisés en prêts et créances ⁽¹⁾	16	(16)	-	-

(1). Tranches de CDO mezzanines issues de la liquidation d'un CDO anciennement comptabilisé en prêts et créances.

4.5. Protections

Répartition de l'exposition nette sur *monolines* au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	Monolines en couverture de			Total protections acquises auprès de monolines
	CDO résidentiels américains	CLO	Autres sous-jacents	
Montant notionnel brut de la protection acquise	31	-	148	178
Montant notionnel brut des éléments couverts	31	-	148	178
Juste valeur des éléments couverts	28	-	125	153
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	3	-	22	25
Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection	-	-	-	-
Exposition résiduelle au risque de contrepartie sur Monolines	3	-	22	25

Suite au rachat de CFIG par le *monoliner* Assured Guaranty, désormais ce dernier couvre 100 % des positions. Étant considéré comme une contrepartie saine (noté AA par Moody's), il n'y a donc plus aucune provision *monoline* dans les comptes.

5. GESTION DU BILAN

5.1. Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. Les diverses entités du Groupe sont néanmoins responsables de la gestion du risque subsistant à leur niveau, dans le cadre des limites qui leur ont été dévolues.

Les limites sont arrêtées par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. au sein du Comité des risques Groupe, approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et portent sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. :

- les filiales prenant des risques actif-passif observent les limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. ;
- les méthodes de mesure, d'analyse et de gestion actif-passif du Groupe sont définies par Crédit Agricole S.A. ; en ce qui concerne en particulier les bilans de la Banque de proximité, un système cohérent de conventions et de modèles d'écoulement est adopté pour les Caisses régionales, LCL et les filiales étrangères ;
- Crédit Agricole S.A. consolide les mesures des risques actif-passif des filiales. Les résultats de ces mesures sont suivis par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A. ;

- la Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. participent aux Comités actif-passif des principales filiales.

5.2. Risque de taux d'intérêt global

5.2.1. Objectifs

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures des entités du Groupe contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêts.

Les variations de taux d'intérêt impactent en effet la marge d'intérêt en raison des décalages de durées et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise par des opérations de bilan ou de hors bilan à limiter cette volatilité de la marge.

Le périmètre du suivi du risque de taux d'intérêt global est constitué des entités dont l'activité est génératrice de risque de taux :

- Caisses régionales ;
- groupe LCL ;
- Crédit Agricole S.A. ;
- Banques de proximité à l'international, notamment groupe bancaire CA Italia ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ;
- groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- CACEIS ;
- Amundi.

Le risque de taux porté par l'activité Assurance fait l'objet d'un suivi à travers des indicateurs propres à ce métier. Une mesure de l'impact d'un choc de taux instantané sur le niveau des fonds propres solvabilité 2 est réalisée sur le périmètre de Crédit Agricole Assurances. Cet indicateur est encadré par un seuil d'alerte.

5.2.2. Gouvernance

5.2.2.1. GESTION DU RISQUE DE TAUX DES ENTITÉS

Chaque entité gère son exposition sous le contrôle de son Comité actif-passif, dans le respect de ses limites et des normes Groupe. Les limites des filiales de Crédit Agricole S.A. font l'objet d'une revue annuelle avec une validation par le Comité des risques Groupe.

La Direction de la gestion financière et la Direction des risques et contrôles permanents du Groupe participent aux Comités actif-passif des principales filiales, et assurent l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du Groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ses entités.

Les situations individuelles des Caisses régionales au regard de leur risque de taux d'intérêt global font l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses régionales.

5.2.2.2. GESTION DU RISQUE DE TAUX DU GROUPE

L'exposition au risque de taux d'intérêt global du Groupe est suivie par le Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A.

Celui-ci est présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. et comprend plusieurs membres du Comité exécutif ainsi que des représentants de la Direction des risques et contrôles permanents :

- il examine les positions individuelles de Crédit Agricole S.A. et de ses principales filiales ainsi que les positions consolidées à chaque arrêté trimestriel ;
- il examine le respect des limites applicables au groupe Crédit Agricole S.A. et aux entités autorisées à porter un risque de taux d'intérêt global ;
- il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global de Crédit Agricole S.A. proposées par la Direction de la gestion financière.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. encadrent l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt global.

5.2.3. Dispositif de mesure et d'encadrement

5.2.3.1. MESURE

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou *impasses* de taux.

Cette méthodologie consiste à projeter dans le futur les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- des options implicites vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

La définition de ces modèles repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

La cohérence des modèles entre les différentes entités du Groupe est assurée par le fait que ceux-ci doivent respecter les principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies. Leur validation est de la responsabilité du Comité actif-passif de l'entité et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les impasses sont consolidées trimestriellement au niveau du Groupe. Si leur gestion l'exige, certaines entités, notamment les plus importantes, produisent une impasse plus fréquemment.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A, qui sert de référence à une partie des produits de collecte de la Banque de proximité du Groupe (produits réglementés et autres), indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. Le Groupe est donc amené à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

Les risques sur options sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques est couverte par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (USD, GBP, CHF notamment).

5.2.3.2. DISPOSITIF DE LIMITES

Les limites mises en place au niveau du Groupe et au niveau des différentes entités, permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur les 15 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale du Groupe dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités. Outre les validations du Comité des risques du Groupe, ces limites sont approuvées par l'organe délibérant de chaque entité.

Chaque entité (dont Crédit Agricole S.A.) assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

5.2.3.3. ÉVALUATION DU BESOIN EN CAPITAL INTERNE

Une mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux est réalisée en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- du risque de taux optionnel (effet gamma des caps, principalement) ;
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- des limites sur l'exposition en risque de taux.

Cette mesure est réalisée en s'appuyant sur un jeu de scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux, calibrés selon une méthode cohérente avec celle utilisée pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2.

5.2.4. Exposition

Les impasses de taux du Groupe sont ventilées par nature de risque (taux nominal/taux réel) dans les différentes devises. Elles mesurent l'excédent ou le déficit de ressources à taux fixe. Conventionnellement, un chiffre positif (négatif) représente un risque à la baisse (hausse) des taux sur l'année considérée. Il indique une sensibilité économique à la variation des taux d'intérêt.

Les résultats de ces mesures au 31 décembre 2017 sur le périmètre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivants :

IMPASSES EN EUROS (AU 31 DÉCEMBRE 2017)

(en milliards d'euros)	2018	2019-2023	2024-2028	> 2028
Impasses euros	(0,9)	(4,1)	(1,9)	(1,3)

Sur l'année 2018, en cas de hausse des taux d'intérêt de la zone euro de + 100 points de base, le groupe Crédit Agricole S.A. perdrait 9 millions d'euros sur le portefeuille bancaire au 31 décembre 2017, soit une baisse de 0,05 % du PNB 2017 (contre une baisse de 59 millions d'euros, soit 0,35 % du PNB 2016).

L'impact cumulé sur les 30 prochaines années d'une hausse des taux de + 200 points de base correspond à un impact négatif de - 844 millions d'euros sur ce portefeuille, soit 1,56 % des fonds propres prudentiels (Tier 1 + Tier 2 phasés) du groupe Crédit Agricole S.A. après déduction des participations.

IMPASSES AUTRES DEVISES (AU 31 DÉCEMBRE 2017)

(en milliards d'euros)	2018	2019-2023	2024-2028	> 2028
Impasses autres devises ⁽¹⁾	4,1	1,2	0,5	0,1

(1). Somme des impasses toutes devises en valeurs absolues contre-valorisées en milliards d'euros.

Sur les autres devises, dans le cas d'un stress de taux d'intérêt défavorable de 100 points de base dans chacune des devises, le Groupe perdrait en 2018 - 41 millions d'euros sur le portefeuille bancaire au 31 décembre 2017, soit 0,22 % du PNB 2017. À titre d'exemple, l'impasse sur l'USD s'élève à 462 millions d'euros et une baisse de - 100 points de base des taux d'intérêt aurait un impact de - 4,6 millions d'euros.

Après l'euro, les principales devises sur lesquelles le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé sont le JPY, le PLN, le GBP, le CHF et l'USD.

5.3. Risque de change

La gestion du risque de change est traitée de manière distincte selon qu'il s'agit de la position de change structurelle ou de la position de change opérationnelle.

5.3.1. Le risque de change structurel

Le risque de change structurel du Groupe résulte des investissements durables du Groupe dans des actifs en devises étrangères (fonds propres des entités opérationnelles à l'étranger,

qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du Siège ou une capitalisation de résultats locaux), la devise de référence du Groupe étant l'euro.

Les principales positions de change structurelles brutes (avant couverture) du Groupe sont, au 31 décembre 2017, en dollar US et devises liées au dollar US (dollar de Hong Kong par exemple), en livre sterling, franc suisse, en zloty polonais, dirham marocain et en yen japonais.

Les risques de change sont principalement portés par Crédit Agricole S.A. et ses filiales, les Caisses régionales ne conservant qu'un risque résiduel. Les positions sont déterminées sur la base des états comptables.

La politique du Groupe vise le plus souvent à emprunter la devise d'investissement afin d'insensibiliser l'investissement réalisé contre le risque de change.

Globalement, la politique de gestion des positions de change structurelles du Groupe a deux objectifs :

- l'immunisation du ratio de solvabilité du Groupe contre les fluctuations des cours de change ; ainsi les positions de

change structurelles non couvertes seront dimensionnées afin d'obtenir une telle immunisation ;

- la couverture du risque de dépréciation des actifs induite par la variation des cours des devises.

Les positions de change du Groupe sont présentées cinq fois par an lors du Comité de trésorerie et de gestion actif-passif de Crédit Agricole S.A., présidé par le Directeur général. Les décisions de pilotage global des positions sont prises à ces occasions. Dans ce cadre, le Groupe documente des relations de couverture d'investissement net en devises.

5.3.2. Le risque de change opérationnel

Le risque de change opérationnel résulte de l'ensemble des produits et charges de toutes natures en devises autres que l'euro (les provisions, les résultats nets dégagés par les filiales et succursales étrangères, les dividendes en devises, etc.) ainsi que des déséquilibres bilanciaux.

Crédit Agricole S.A. gère, de même que chaque entité au sein du Groupe portant un risque significatif, les positions impactées par les produits et charges qui leur sont remontés. Les trésoreries étrangères gèrent leur risque de change opérationnel par rapport à leur devise locale.

La politique générale du Groupe est de limiter les positions de change opérationnelles et de ne pas couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de réalisation est fort et le risque de dépréciation élevé.

En application des procédures de suivi et de gestion du risque de change, les positions de change opérationnelles sont actualisées mensuellement et quotidiennement pour les activités de *trading* de change.

Le groupe Crédit Agricole Assurances, compte tenu de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, est plus spécifiquement exposé aux risques des marchés financiers, de nature actif-passif principalement, notamment ceux liés aux taux d'intérêt, aux marchés d'actions, au change, à la liquidité. Ses placements financiers l'exposent aussi au risque de contrepartie. Le groupe Crédit Agricole Assurances est également soumis à des risques d'assurance de natures diverses. Enfin, il est soumis à des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution de ses processus, à des risques de non-conformité et à des risques juridiques.

5.4. Risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

5.4.1. Objectifs et politique

L'objectif du Groupe en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Pour ce faire, le Groupe s'appuie sur un système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité qui a pour objectifs :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'adéquation de ces réserves avec les tombées de passifs à venir ;

- l'organisation du refinancement (répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements à court et long terme, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des crédits et des dépôts de la clientèle.

Ce système comprend des indicateurs, des limites et seuils d'alerte, calculés et suivis sur l'ensemble des entités du Groupe et qui font l'objet d'une consolidation afin de permettre un suivi du risque de liquidité sur le périmètre du groupe Crédit Agricole.

Le système intègre également le respect des contraintes réglementaires relatives à la liquidité. Le ratio de liquidité à court terme (LCR, *Liquidity Coverage Ratio*), ainsi que les éléments du suivi de la liquidité supplémentaires (ALMM, *Additional Liquidity Monitoring Metrics*) calculés sur base sociale ou sous-consolidée pour les entités assujetties du Groupe et sur base consolidée pour le Groupe, font ainsi l'objet d'un *reporting* mensuel transmis à la BCE.

5.4.2. Méthodologie et gouvernance du système interne de gestion et d'encadrement du risque de liquidité

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole est structuré autour d'indicateurs définis dans une norme et regroupés en quatre ensembles :

- les indicateurs de court terme, constitués notamment des simulations de scénarios de crise et dont l'objet est d'encadrer l'échéancement et le volume des refinancements court terme en fonction des réserves de liquidité, des flux de trésorerie engendrés par l'activité commerciale et de l'amortissement de la dette long terme ;
- les indicateurs de long terme, qui permettent de mesurer et d'encadrer l'échéancement de la dette long terme : les concentrations d'échéances sont soumises au respect de limites afin d'anticiper les besoins de refinancement du Groupe et de prévenir le risque de non-renouvellement du refinancement de marché ;
- les indicateurs de diversification, qui permettent de suivre et piloter la concentration des sources de refinancement sur les marchés (par canal de refinancement, type de dette, devise, zone géographique, investisseurs) ;
- les indicateurs de coût, qui mesurent l'évolution des *spreads* d'émission du Groupe sur le court et le long terme et son impact sur le coût de la liquidité.

Il revient au Comité normes et méthodologies, après examen de l'avis de la Direction risques et contrôles permanents Groupe, de valider la définition et les modifications de ces indicateurs tels que proposés par la Direction financière Groupe de Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. approuve la politique générale de gestion du risque de liquidité du Groupe et fixe les limites encadrant les principaux indicateurs, traduisant ainsi les niveaux d'appétence au risque de liquidité du Groupe. Le Comité des risques Groupe, qui propose au Conseil d'administration le niveau de ces limites, en fixe la déclinaison sur les entités constituant le Groupe.

Ainsi, chacune des filiales de Crédit Agricole S.A. et chacune des Caisses régionales se voit notifier des limites sur les indicateurs encadrés au niveau Groupe. En complément de cette déclinaison du système Groupe, les comités actif-passif (ou leurs équivalents) de ces entités définissent un jeu de limites spécifique portant sur les risques propres à leurs activités. Ils peuvent également décider localement d'un encadrement plus restrictif que la notification Groupe.

5.4.3. Gestion de la liquidité

Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de liquidité. À ce titre, la Direction financière est en charge pour le refinancement à court terme de :

- la fixation des *spreads* de levées de ressources à court terme des différents programmes (principalement les Certificats de dépôts négociables - CDN) ;
- la centralisation des actifs éligibles aux refinancements par les Banques centrales des entités du Groupe et la définition de leurs conditions d'utilisation dans le cadre des appels d'offres ;
- la surveillance et la projection des positions de trésorerie.

Pour le refinancement à long terme :

- du recensement des besoins de ressources longues ;
- de la planification des programmes de refinancement en fonction de ces besoins ;
- de l'exécution et du suivi des programmes au cours de l'année ;
- de la réallocation des ressources levées aux entités du Groupe ;

- de la fixation des prix de la liquidité dans les flux intragroupe.

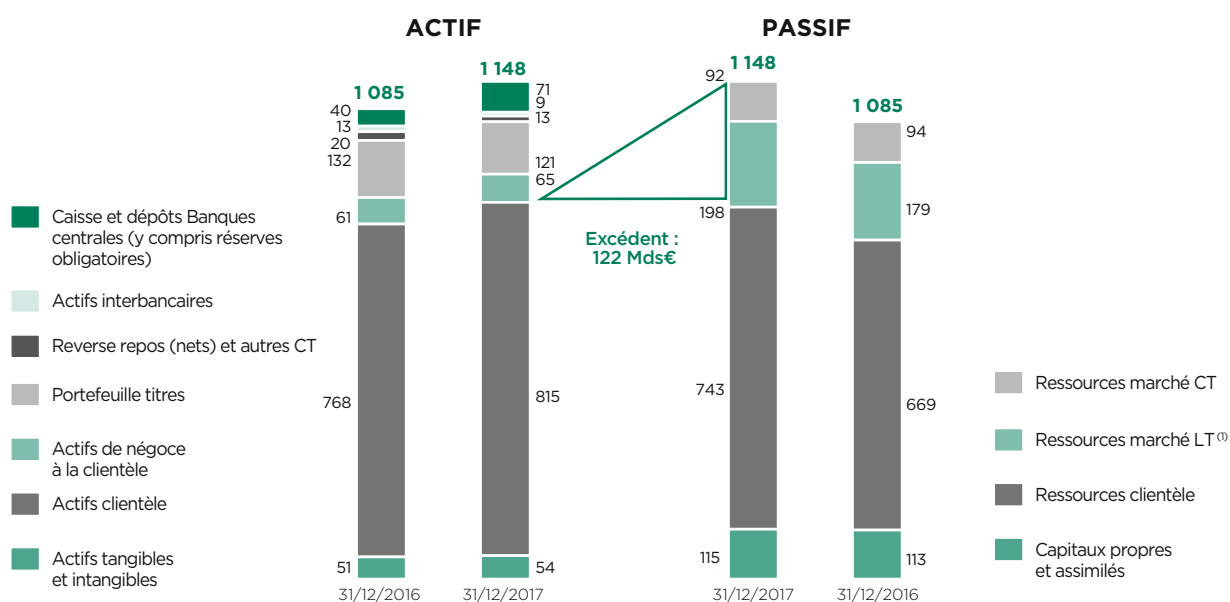
Les programmes de refinancement à long terme comprennent divers instruments (*cf. infra*). L'instance opérationnelle du Groupe sur le suivi de la liquidité est le Comité de trésorerie et de liquidité qui examine tous les sujets relatifs aux questions de liquidité, depuis la liquidité *intraday* jusqu'à la liquidité moyen-long terme. Il prépare les orientations proposées au Comité actif-passif et liquidité fonds propres du Groupe.

L'instance décisionnaire sur les points importants (pilotage du programme de refinancement, lancement de nouveaux programmes, validation des budgets de refinancement, pilotage de l'équilibre collecte/crédit...) est le Comité actif-passif et liquidité fonds propres, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., à qui il est également rendu compte de la situation en liquidité du Groupe.

En cas de tensions avérées sur les marchés du refinancement, un Comité de suivi rapproché est instauré entre la Direction générale, la Direction risques et contrôles permanents Groupe et la Direction des finances Groupe, aux fins de suivre au plus près la situation en liquidité du Groupe.

5.4.4. Données quantitatives

5.4.4.1. BILAN CASH AU 31 DÉCEMBRE 2017



Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les

compartiments du bilan *cash*, tels qu'ils apparaissent ci-dessous et dont la définition est communément admise sur la Place.

Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leurs propres contraintes prudentielles.

À la suite de cette répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation

(1). Les ressources de marché LT intègrent les tirages sur le T-LTRO.

(*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, 78 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent.

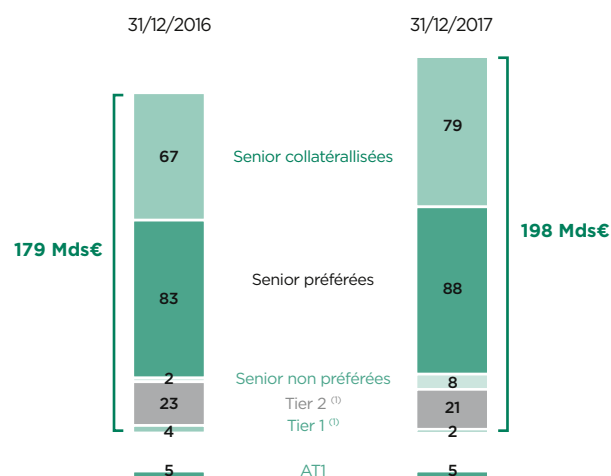
Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources de marché long terme", sont retraitées pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

L'excédent de 122 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, immobilisations, ressources LT et fonds propres).

Il est supérieur à l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 113 % au 31 décembre 2017.

Les ressources de marché long terme augmentent de 19 milliards d'euros sur l'exercice. Ces variations couvrent l'accroissement de 7 milliards d'euros du déficit collecte-crédit et pour le solde contribuent à la politique de sécurisation du risque de liquidité du Groupe. L'augmentation des levées au format de dette senior non préférée (+ 6 milliards d'euros) vise quant à elle à répondre aux futures exigences en matière de résolution.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE MARCHÉ LONG-TERME DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE



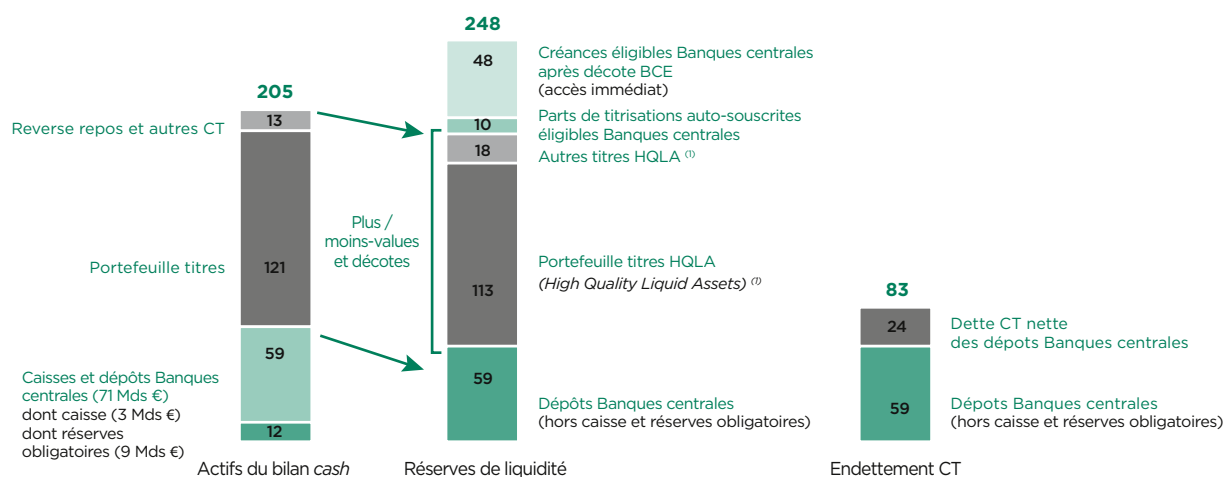
(1) Montant notionnel.

On notera que parmi les opérations de refinancement Banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les ressources de marché long terme. En effet, les nouvelles opérations de T-LTRO II ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE, compte tenu de leur maturité contractuelle à 4 ans elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

5

5.4.4.2. ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDITÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Les réserves de liquidité après décote atteignent 248 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Par ailleurs, les 113 milliards d'euros de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) après décote couvrent plus de quatre fois la dette court terme nette non remplacée en Banques centrales (24 milliards d'euros).



(1) Titres disponibles, liquéfiables sur le marché, en valeur de marché et après décotes.

Les réserves de liquidité disponibles à fin 2017 comprennent :

- 48 milliards d'euros de créances éligibles au refinancement Banques centrales après décote BCE ;
- 10 milliards d'euros de parts de titrisation autodétenues éligibles au refinancement Banques centrales après décote ;
- 59 milliards d'euros de dépôts auprès des Banques centrales (hors caisse et réserves obligatoires) ;
- un portefeuille titres d'un montant de 131 milliards d'euros après décote ; ce portefeuille est constitué au 31 décembre 2017 de titres HQLA liquéfiables sur le marché et également éligibles au refinancement Banques centrales pour 113 milliards d'euros et d'autres titres liquéfiables sur le marché pour 18 milliards d'euros après décote de liquéfaction.

Les réserves de liquidité sur 2017 s'élèvent en moyenne à 251 milliards d'euros.

La déclinaison des limites du système de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole au niveau de chaque filiale de Crédit Agricole S.A. et de chaque Caisse régionale assure une adéquation au niveau local entre le risque de liquidité et sa couverture par les réserves.

5.4.4.3. RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Depuis le mois de mars 2014, les établissements de crédit de la zone euro ont l'obligation de transmettre à leurs superviseurs les *reportings* du *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) définis par l'EBA (*European Banking Authority*). Le LCR a pour objectif de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des banques en veillant à ce qu'elles disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, *High Quality Liquid Assets*) non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1^{er} octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter qui était de 60 % fin 2015, de 70 % au 1^{er} janvier 2016 et qui est passé à 80 % au 1^{er} janvier 2017. Ce seuil minimal est fixé à 100 % à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le groupe Crédit Agricole, comme la plupart des groupes bancaires européens, pilote déjà son LCR avec une cible supérieure à 100 %.

**Moyenne sur 12 mois
au 31/12/2017**
(en milliards d'euros)

	Groupe Crédit Agricole	Groupe Crédit Agricole S.A.
Coussin de liquidité	214,5	180,7
Total des sorties nettes de trésorerie	160,9	132,2
Ratio de couverture des besoins de liquidité	133 %	137 %

Le ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio*) est un ratio de stock (le LCR étant un ratio de flux) qui compare les actifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an, aux passifs de maturité effective ou potentielle supérieure à un an. La définition du NSFR attribue à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. À ce jour certaines pondérations font encore l'objet de discussions et la réglementation européenne n'a pas encore totalement défini ce ratio, dont l'encadrement réglementaire initialement prévu en 2018, interviendra ultérieurement dans le cadre du processus législatif européen lancé à la suite de la proposition de la Commission Européenne du 23 novembre 2016.

En l'état actuel des textes et de notre compréhension, le groupe Crédit Agricole respecterait d'ores et déjà les exigences du ratio NSFR.

5.4.5. Stratégie et conditions de refinancement en 2017

L'année 2017 a été marquée par une amélioration sensible des conditions de refinancement, malgré des tensions géopolitiques, une politique monétaire de la BCE légèrement moins accommodante et la poursuite de la remontée des *taux directeurs* aux États-Unis entamée fin 2016.

Dans un contexte politique incertain, les *spreads* de crédit des banques françaises se sont écartés en février et mars à l'approche des élections présidentielles françaises, en liaison avec l'écartement des OAT par rapport aux *Bunds*. Dès le premier tour des élections présidentielles françaises, les *spreads* ont entamé un resserrement qui s'est poursuivi de manière quasiment continue jusqu'à la fin de l'année, atteignant fin 2017 les niveaux les plus bas depuis 2007.

Au deuxième trimestre, la *résolution* de banques espagnoles et italiennes, premiers cas de *résolution* bancaire depuis l'entrée en vigueur de BRRD, n'a pas eu de répercussion sur le reste du secteur bancaire européen.

Au troisième trimestre, les tensions géopolitiques et les élections allemandes n'ont pas perturbé le marché du refinancement bancaire et n'ont globalement pas enrayé le resserrement des *spreads* entamé en avril.

En ce qui concerne la politique monétaire de la BCE, la participation des banques européennes à la dernière allocation de TLTRO en mars 2017 a été supérieure aux attentes à 235 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a guidé le marché vers une sortie progressive de sa politique monétaire accommodante (QE) en commençant à ralentir ses achats. Son programme d'achats mensuels est ainsi passé comme annoncé fin 2016 de 80 à 60 milliards d'euros à partir d'avril 2017. La BCE a ensuite annoncé en octobre 2017 que ses achats mensuels diminueraient à nouveau de 60 à 30 milliards d'euros à partir de janvier 2018, réservant sa décision sur leur poursuite au-delà de septembre 2018.

La FED a remonté son *taux directeur* trois fois, en mars, juin et décembre, en ligne avec les anticipations du marché sans effet sur les conditions de refinancement de Crédit Agricole S.A.

De même, le déclenchement de l'article 50 par le Royaume-Uni fin mars et la tenue d'élections générales anticipées en juin, qui ont vu le parti conservateur perdre sa majorité, la première remontée depuis 2007 des taux en novembre par la *Bank of England* et les négociations entre le Royaume-Uni et l'UE-27 sur les conditions du Brexit n'ont pas eu d'impact sur les *spreads* bancaires en 2017.

Enfin, l'annonce d'un accord sur la finalisation des accords Bâle 3 (dit Bâle 4) en décembre 2017 a plutôt été perçue comme la levée d'une incertitude pour les banques, sans effet sur leurs conditions de refinancement.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseur et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont émis en 2017 36,1 milliards d'euros de dette senior dans le marché.

Pour répondre aux besoins du capital planning et aux futures exigences en matière de *résolution*, Crédit Agricole S.A. a émis en 2017 de la dette senior non préférée conforme à la loi française et entrant dans le calcul du ratio TLAC du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. pour 6,2 milliards d'euros équivalents, sur les marchés, à une durée moyenne de 7 ans :

- 3,8 milliards d'USD ;
- 135,2 milliards de JPY ;
- 1 milliard d'euros ;

- 500 millions d'AUD ;
- 275 millions de CHF.

Créée par la loi Sapin 2 entrée en vigueur en décembre 2016, la dette senior non préférée permet de renforcer le profil financier du Groupe et de protéger les notes d'émetteur de Crédit Agricole S.A., d'améliorer le ratio TLAC du Groupe, d'optimiser les coûts associés à la structure du passif du Groupe, de protéger les détenteurs de dette senior préférée et de faciliter l'accès de Crédit Agricole S.A. au financement de catégorie senior préférée (en volume et en prix).

Pour ses besoins de refinancement, Crédit Agricole S.A. a levé en 2017 l'équivalent de 10,5 milliards d'euros de dette senior préférée sur les marchés avec une durée moyenne de 10 ans :

- 3,4 milliards de dette senior *unsecured* (EMTN, USMTN, Samourai) avec une durée moyenne de 8,3 ans ;
- 6,1 milliards d'euros de *covered bonds* émis par Crédit Agricole Home Loan SFH et Crédit Agricole Public Sector SCF, avec une durée moyenne de 11,6 ans ;
- 1 milliard d'euros de RMBS basé sur les prêts à l'habitat des Caisses régionales.

Au total, Crédit Agricole S.A. a ainsi levé sur les marchés l'équivalent de 16,6 milliards d'euros, en léger excédent par rapport à son programme de refinancement, fixé à 16 milliards d'euros (senior et subordonnées).

En termes de devises, ces émissions sont bien diversifiées : l'euro représente 63 % des émissions sur les marchés, le dollar US 21 %, le yen 10 %, le franc suisse 4 % et le dollar australien 2 %.

Le Groupe a aussi poursuivi sa stratégie pour renforcer et développer l'accès à d'autres ressources moyen-long terme de marché diversifiantes, *via* notamment ses filiales spécialisées, avec 19,5 milliards d'euros de dette senior levée en 2017, en sus des levées de marché de Crédit Agricole S.A.

- Crédit Agricole CIB a émis 6,9 milliards d'euros, principalement en placements privés structurés auprès de sa clientèle internationale ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a levé 9,3 milliards d'euros, confortant sa présence sur les marchés ABS européens, en cohérence avec ses objectifs d'autofinancement ;
- Cariparma a notamment placé dans le marché des *covered bonds* pour 2,3 milliards d'euros à 8 et 12 ans basés sur des prêts à l'habitat italiens ;
- EFL en Pologne a levé 0,9 milliard d'euros.

En complément, le Groupe a placé en 2017 3,4 milliards d'euros d'obligations dans ses réseaux (Caisses régionales, LCL, Cariparma).

- Les émissions d'obligations senior préférées de Crédit Agricole S.A. placées dans les réseaux des Caisses régionales ainsi que les emprunts auprès des organismes supranationaux (CDC, BEI, BDCE, etc.) représentent 2,2 milliards d'euros, avec une durée moyenne de 11,2 ans ; de plus Crédit Agricole S.A. a placé 0,4 milliard d'euros de dette senior non préférée dans les réseaux des Caisses régionales ;
- LCL a placé dans son réseau 0,5 milliard d'euros ;
- Cariparma a placé dans son réseau 0,2 milliards d'euros.

5.5. Politique de couverture

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., l'utilisation d'instruments dérivés répond à trois objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients du Groupe ;
- gérer les risques financiers du Groupe ;
- prendre des positions pour compte propre (dans le cadre d'activités spécifiques de *trading*).

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39), ils sont comptabilisés dans le *trading book* et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté. Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39 (interdiction de couvrir les fonds propres, etc.). Ils sont alors également comptabilisés dans le *trading book*.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation des tests appropriés (prospectifs et rétrospectifs).

Chaque entité au sein du Groupe gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Comité des risques Groupe, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Les tableaux de la note 3.4 des états financiers consolidés du Groupe présentent les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture.

5.5.1. Couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*) et couverture de flux de trésorerie (*Cash Flow Hedge*)

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- la protection de la valeur patrimoniale du Groupe, qui suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (*i.e.* de manière simplifiée, les postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des *swaps* de taux fixe et d'inflation, *caps* de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture de juste valeur (*Fair Value Hedge*)** dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut, comme indiqué précédemment, ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés en *trading*).

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bandes de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité ;

- la protection de la marge d'intérêt, qui suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (*swaps* de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de **couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge)**. Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).
- Le tableau suivant présente le montant, ventilé par date prévisionnelle de tombée, pour le groupe Crédit Agricole S.A., des flux de trésorerie des dérivés de couverture *Cash Flow Hedge* :

(en millions d'euros)	Au 31/12/2017			
	< 1 an	1 à 5 ans	≥ 5 ans	Total
Flux de trésorerie des dérivés de couverture CFH	(93)	678	1 018	1 602

5.5.2. Couverture de l'investissement net en devise (Net Investment Hedge)

Une troisième catégorie de couverture concerne la protection de la valeur patrimoniale du Groupe aux fluctuations de taux de change, qui résulte de la détention d'actifs ou de passifs dans des devises différentes de la devise de référence du Groupe (l'euro). Les instruments utilisés pour la gestion de ce risque sont classés dans la catégorie des couvertures de l'investissement net en devise (*Net Investment Hedge*).

6. RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE

Les informations de cette section viennent en complément de la note 4 aux états financiers consolidés qui figurent dans le Document de référence de Crédit Agricole Assurances et sont couvertes par le rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés.

Le groupe Crédit Agricole Assurances, compte tenu de la prédominance de ses activités d'épargne et de retraite, est plus spécifiquement exposé aux risques des marchés financiers, de nature actif-passif principalement, notamment ceux liés aux taux d'intérêt, aux marchés d'actions et à la liquidité. Ses placements financiers l'exposent aussi au risque de contrepartie et de *spread*. Le groupe Crédit Agricole Assurances est également soumis à des risques d'assurance. Enfin, il est soumis à des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution de ses processus, à des risques de non-conformité et à des risques juridiques.

6.1. Gouvernance et organisation de la gestion des risques dans le groupe Crédit Agricole Assurances

Le système de gouvernance des risques du groupe Crédit Agricole Assurances est construit sur la base des principes suivants :

- il s'inscrit dans les lignes métiers suivantes du groupe Crédit Agricole S.A. : la ligne métier "Risques et contrôle permanent", en charge du pilotage (encadrement, prévention) et du contrôle de deuxième degré, la ligne métier "Audit interne", en charge du contrôle périodique et la ligne métier Conformité ; en accord avec la réglementation assurances, la fonction actuarielle vient compléter ce dispositif ;
- il est piloté par la Direction des risques du groupe Crédit Agricole Assurances, qui dirige la ligne métier "Risques", supervise les dispositifs, grâce notamment aux éléments de *reporting* mis en place avec les filiales et assure par des normes et principes Groupe la cohérence des systèmes de gestion des risques des filiales. Le holding s'appuie, pour couvrir l'ensemble des risques avec une vision Groupe, sur les expertises au sein du groupe Crédit Agricole Assurances qui sont en grande partie logées chez Crédit Agricole Assurances Solutions (CAAS) depuis le 1^{er} avril 2017 (regroupement des

salariés de Crédit Agricole Assurances holding, Predica, CACI et Caagis au sein de l'employeur commun CAAS) ;

- il est fondé sur le principe de subsidiarité ; chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances a la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre de son dispositif de gestion des risques solo, dans le respect des principes et règles Crédit Agricole S.A., des principes et règles de pilotage groupe Crédit Agricole Assurances et de la réglementation locale pour ce qui concerne les filiales à l'international.

La gouvernance des risques repose sur :

- les organes de gouvernance, en particulier la Direction générale, composée du Directeur général et des seconds dirigeants effectifs et le Conseil d'administration, responsables *in fine* du respect par le groupe Crédit Agricole Assurances des dispositions légales et réglementaires de toute nature ;
- le Comité exécutif Crédit Agricole Assurances, instance stratégique de la Direction générale du Groupe qui s'appuie sur les Comités de direction des entités ainsi que des Comités de niveau Groupe (notamment Comité financier, Comité des Risques et du Contrôle interne, Comité ALTM) ;
- les quatre fonctions clés (Risques, Conformité, Fonction actuarielle, Audit interne), incarnées, chacune, par un représentant qui a été désigné par le Directeur général, validé par le Conseil d'administration et notifié à l'autorité de contrôle national compétente ; la coordination des quatre fonctions clés est assurée par le Comité des risques et du contrôle interne du groupe Crédit Agricole Assurances ; les responsables des fonctions clés ont un accès direct au Conseil d'administration auquel elles présentent les résultats de leur activité *a minima* annuellement ;
- un dispositif de contrôle interne, défini comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations ; Crédit Agricole Assurances fait valider par son Conseil d'administration ses politiques de risques ;
- le processus d'évaluation interne de la solvabilité et des risques du groupe Crédit Agricole Assurances (ORSA), synchronisé

avec les autres processus stratégiques PMT / Budget, *Capital planning* et l'actualisation de la stratégie Risques et des politiques métiers. Les évaluations prospectives, ainsi réalisées sur l'horizon du plan moyen terme, permettent d'analyser les conséquences de situations adverses sur les indicateurs de pilotage du Groupe et de prendre si besoin les actions nécessaires.

6.1.1. Organisation de la gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques du groupe Crédit Agricole Assurances est piloté par le responsable Contrôle permanent et Risques (RCPR) groupe Crédit Agricole Assurances, représentant de la fonction Risques groupe Crédit Agricole Assurances, rattaché fonctionnellement au Directeur général de Crédit Agricole Assurances et hiérarchiquement au Directeur risques Groupe de Crédit Agricole S.A. Il s'appuie sur les RCPR des entités qui lui sont rattachés hiérarchiquement. Le fonctionnement de la ligne métier Risques Assurances, est matriciel, croisant les organisations de niveau entité avec les approches Groupe par type de risques.

L'organisation en ligne métier hiérarchique garantit l'indépendance, avec un rôle de "second regard" (émission d'avis), vis-à-vis des fonctions opérationnelles, qui gèrent les risques au quotidien, prennent les décisions et exercent le contrôle de premier niveau sur la bonne exécution de leurs processus.

6.1.2. Dispositif de gestion des risques

AU NIVEAU DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES

Pour mener à bien ses orientations stratégiques, en maîtrisant et encadrant de façon appropriée ses risques, le groupe Crédit Agricole Assurances s'est fixé un cadre d'appétence au risque à respecter. Celui-ci est décliné en indicateurs clés par nature de risques, qui constituent le socle de sa stratégie Risques.

La stratégie Risques du groupe Crédit Agricole Assurances formalise le dispositif d'encadrement des risques et notamment les limites et seuils d'alerte, pour les différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie métiers.

Elle est revue au moins annuellement et validée, ainsi que le cadre d'appétence au risque, par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Assurances, après examen par le Comité des risques groupe Crédit Agricole S.A. (émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. et présidé par son Directeur général) des indicateurs et limites majeurs. Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte et les mesures correctives associées sont notifiés à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances voire des Risques du groupe Crédit Agricole S.A., s'agissant de limites de leur ressort.

Le tableau de bord Risques Groupe trimestriel, complété par un *reporting* mensuel pour les risques financiers, qui s'alimentent à partir des indicateurs normalisés de pilotage des risques, permet de surveiller le profil de risque du groupe Crédit Agricole Assurances et d'en identifier les éventuelles déviations.

Le Conseil d'administration est informé de tout franchissement de seuil de tolérance d'un des indicateurs de la matrice d'appétence et un suivi du respect du cadre d'appétence lui est régulièrement présenté.

Le holding Crédit Agricole Assurances a instauré les instances permettant de piloter de manière cohérente les risques au niveau groupe : comité bimensuel de surveillance des risques, comité mensuel des risques financiers, revues de portefeuilles par type d'actifs, les éléments d'actualité étant présentés mensuellement au Comité exécutif.

Par ailleurs, un Comité méthodologie de niveau groupe Crédit Agricole Assurances, piloté par la ligne métier Risques, valide les méthodologies des modèles et indicateurs associés aux risques majeurs du groupe Crédit Agricole Assurances ou présentant des enjeux transverses pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

AU NIVEAU DES ENTITÉS

Dans le respect du cadre groupe, les compagnies définissent leurs propres processus et dispositifs de mesure, surveillance et maîtrise des risques : cartographie des processus et des risques, stratégie risques déclinant, en fonction de leur appétence au risque, les limites globales groupe Crédit Agricole Assurances selon un processus coordonné par la holding et les complétant, si besoin, par des limites visant à maîtriser leurs risques spécifiques.

Elles formalisent par ailleurs les politiques et procédures structurant de manière stricte la gestion de leurs risques (règles d'acceptation des risques lors de la souscription des contrats d'assurance, de provisionnement et de couverture des risques techniques par la réassurance, de gestion des sinistres...).

Pour les filiales à l'International, Crédit Agricole Assurances a élaboré un recueil de normes (standards), pour transposition par chaque entité, qui délimite le champ des décisions décentralisées et précise les règles à respecter en termes de *process* de décisions.

Pour la gestion opérationnelle de ses risques, chaque entité s'appuie sur des Comités périodiques (placement, ALM, technique, réassurance...) qui permettent de suivre, à partir des *reportings* établis par les métiers, l'évolution des risques, de présenter les études en appui à la gestion de ceux-ci et de formuler, si besoin, des propositions d'actions. Les incidents significatifs (dont dépassements de limites) donnent lieu à alerte, soit à la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. (limites de niveau groupe Crédit Agricole Assurances), soit à la Direction générale de Crédit Agricole Assurances ou la Direction de l'entité et font l'objet de mesures de régularisation.

Le dispositif de gestion des risques est examiné lors des Comités des risques et du contrôle interne de chaque filiale, à la lumière des résultats des contrôles permanents, de l'analyse de leur tableau de bord risques et des conclusions des missions de contrôle périodique.

6.2. Risques de marché

Compte tenu de la prépondérance des activités d'épargne des filiales vie en France et à l'international (Italie principalement), le groupe Crédit Agricole Assurances est particulièrement concerné par les risques de marché, au regard du volume très important des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés.

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent un portefeuille.

Les risques de marché auxquels est soumis le groupe Crédit Agricole Assurances sont de plusieurs natures :

- risque de taux d'intérêt ;
- risques actions ;
- risque de change ;
- risque de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties d'opérations de marché de gré à gré) et d'évolution du *spread* rémunérant le risque émetteur ; ce risque est détaillé dans une section spécifique.

Ces risques impactent notamment la valorisation des actifs en portefeuille, leur rendement à long terme et sont à gérer en lien étroit avec l'adossement des passifs et notamment en assurance-vie, des garanties octroyées aux assurés (taux minimum garanti, garantie plancher...).

Le risque de liquidité fait l'objet d'un suivi spécifique.

Ainsi, la politique financière du groupe Crédit Agricole Assurances combine un cadrage actif-passif basé sur des études de type "rendement/risques" et "scénarios de stress", pour dégager les caractéristiques des montants à placer, les contraintes et objectifs sur les horizons court/moyen et long terme et un diagnostic de marché, accompagné de scénarios économiques, pour identifier les opportunités et contraintes en termes d'environnement et de marchés. Le cadrage actif-passif vise à concilier la recherche de rendement pour les assurés, la préservation des équilibres ALM et le pilotage du résultat pour l'actionnaire.

La Direction des investissements, au sein du holding Crédit Agricole Assurances, contribue à l'élaboration de la politique de placement du groupe Crédit Agricole Assurances, ainsi que de celles des filiales (prenant en compte leurs propres contraintes ALM et objectifs financiers), soumises pour validation à leur Conseil d'Administration respectifs et en suit la mise en œuvre. À ce titre, elle assure notamment la supervision des prestations de gestion des placements déléguées à Amundi (mandats de gestion confiés par les compagnies). Par ailleurs, elle réalise en direct (hors mandat) des investissements, dans une optique de diversification, pour le compte des compagnies du groupe Crédit Agricole Assurances (immobilier tout particulièrement).

6.2.1. Risque de taux d'intérêt

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

Le risque de taux traduit l'impact sur la valeur du portefeuille obligataire de mouvements de hausse ou de baisse des taux d'intérêt.

Le portefeuille obligataire, hors unités de compte, du groupe Crédit Agricole Assurances s'élève à 249 milliards d'euros au 31 décembre 2017, contre 243 milliards d'euros fin 2016.

Le risque de taux au sein des compagnies d'assurance-vie est intrinsèquement lié aux interactions entre l'actif (gestion financière) et le passif (comportement des assurés) et sa gestion nécessite une approche globale combinant stratégie financière, constitution de réserves, politique commerciale et résultat. Crédit Agricole Assurances s'appuie sur un dispositif de gestion du risque de taux d'intérêt comportant des limites de risques ainsi qu'une gouvernance associée (Comité actif-passif, présentation de scénarios de *stress* en Conseil d'administration...).

Le risque de baisse affecte l'activité d'assurance-vie dans la mesure où un contexte de taux bas exerce une pression sur la rentabilité de Crédit Agricole Assurances : il conduit à une situation où le rendement des titres entrant en portefeuille est inférieur aux taux servis sur les contrats d'assurance-vie. Les risques liés aux taux minimums garantis sont traités en France au niveau réglementaire par des mécanismes de provisions prudentielles.

Crédit Agricole Assurances dispose de différents leviers face au risque à la baisse des taux :

- arrêt de la production de contrats avec des taux moyens garantis non nuls (depuis 2000 pour la principale compagnie vie française), de sorte que le taux moyen garanti global est en baisse régulière ;
- modération de la participation aux bénéfices versée ;
- couverture financière par des actifs obligataires et des *swaps/swaptions* pour gérer le risque de réinvestissement ;

- adaptation de la gestion actif / passif et des politiques d'investissement à l'environnement de taux très bas ;
- diversification prudente des actifs de placement ;
- adaptation de la politique commerciale avec notamment des mesures de réallocation de la collecte vers les contrats en unités de compte.

Crédit Agricole Assurances est exposé à un risque de hausse des taux d'intérêt lié au comportement des assurés : un décalage entre le taux de rendement qui peut être servi par l'assureur (lié au taux des obligations déjà en stock) et celui attendu par les assurés dans un environnement de taux élevé, voire celui procuré par d'autres placements d'épargne, peut se matérialiser par une vague de rachats anticipés des contrats. Si l'assureur était contraint de céder des actifs, notamment obligataires, en moins-values latentes (ce qui engendrerait des pertes pour l'assureur), le taux de rendement du portefeuille s'en trouverait diminué, avec le risque de déclenchement de nouvelles vagues de rachats.

Ainsi, Crédit Agricole Assurances met en œuvre des mesures face au risque de hausse des taux :

- ajustement de la duration en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;
- conservation de liquidités ou de placements mobilisables avec un faible risque de moins-value ;
- gestion dynamique du portefeuille de placements et constitution de réserves donnant la capacité de rehausser le rendement (réserve de capitalisation, Provision pour Participation aux Excédents - PPE) ;
- couverture à la hausse des taux *via* des *caps* : cette stratégie permet de compenser la moindre rémunération du portefeuille obligataire par les compléments de production financière générés par ces instruments de couverture (environ 27 % du portefeuille obligataire de la principale compagnie vie est couvert) ;
- fidélisation des clients afin de limiter les rachats anticipés.

Le tableau de bord du groupe Crédit Agricole Assurances, présenté au Comité exécutif et au Comité d'audit et des comptes, comporte des indicateurs permettant de suivre la nature de ce risque : taux minimum garanti moyen, taux de couverture du portefeuille obligataire, dotation aux réserves...

ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Passifs techniques

Les passifs techniques du groupe Crédit Agricole Assurances sont peu sensibles aux risques de taux pour les raisons suivantes :

- provisions épargne (plus de 90 % des provisions techniques hors unités de compte) : ces provisions techniques sont calculées sur la base du taux du tarif (celui-ci ne variant pas dans le temps pour un même contrat) ; ainsi, une variation des taux d'intérêt n'aura aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions dommages : ces provisions techniques n'étant pas actualisées, les variations de taux d'intérêt n'ont aucun impact sur la valorisation de ces engagements ;
- provisions mathématiques de rentes (dommages corporels, incapacité/invalidité) : le taux d'actualisation retenu dans le calcul de ces provisions étant fonction des taux d'intérêt en vigueur à la date de calcul, le montant de ces engagements varie en fonction des taux d'intérêt ; compte tenu du faible montant de ces engagements techniques, ce risque n'est pas significatif pour le groupe Crédit Agricole Assurances.

Placements financiers

La sensibilité au risque de taux du portefeuille obligataire du groupe Crédit Agricole Assurances permet d'évaluer l'impact d'un mouvement de taux. Elle est déterminée en prenant comme

hypothèse une variation à la hausse et à la baisse de 100 points de base des taux d'intérêt (nets de la participation au bénéfice différé et de l'impôt) :

	31/12/2017		31/12/2016	
	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres
(en millions d'euros)				
Hausse de 100 pb des taux sans risques	(109)	(1 783)	(42)	(1 369)
Baisse de 100 pb des taux sans risques	121	1 767	74	1 352

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Quand les titres sont comptabilisés en actifs disponibles à la vente, la sensibilité est enregistrée en capitaux propres. S'ils sont comptabilisés en *trading*, la sensibilité est reprise en résultat.

Dettes de financement

Les emprunts contractés par le groupe Crédit Agricole Assurances sont principalement rémunérés à taux fixe, les intérêts sont donc peu sensibles aux variations de taux.

6.2.2. Risques actions et autres actifs dits de diversification

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

L'exposition aux marchés actions et autres actifs dits de diversification (*private equity* et infrastructures cotées ou non, immobilier et gestion alternative) permet de capter le rendement de ces marchés (avec notamment une faible corrélation de l'immobilier par rapport aux autres classes d'actifs). Le risque de marché sur les actions et autres actifs de diversification est défini comme un risque de volatilité en termes de valorisation

et donc, de provisionnement comptable susceptible d'impacter la rémunération des assurés (provision pour dépréciation durable, provision pour risque d'exigibilité). Pour contenir cet effet, pour les portefeuilles vie notamment, des études d'allocations sont menées visant à déterminer un plafond pour la part de ces actifs de diversification et un niveau de volatilité à ne pas dépasser.

Les actions et autres actifs de diversification sont détenus en direct ou à travers des OPCVM dédiés au groupe Crédit Agricole Assurances permettant une diversification géographique, dans le respect des politiques de risques correspondantes. Divers jeux de limites (par classe d'actifs et globalement pour la diversification) et règles de concentration encadrent l'exposition à ces actifs.

Le respect de ces limites fait l'objet d'un contrôle mensuel.

Les principales classes d'actifs composant le portefeuille global sont présentées en note 6.4 des comptes consolidés et la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés à leur coût d'acquisition au bilan en note 6.5.1 de l'annexe aux comptes consolidés, inclus dans le Document de référence de Crédit Agricole Assurances.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE ACTIONS

Une évaluation chiffrée du risque actions peut être exprimée par la sensibilité déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % des actions (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

	31/12/2017		31/12/2016	
	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres
(en millions d'euros)				
Hausse de 10 % des marchés actions	37	163	40	179
Baisse de 10 % des marchés actions	(40)	(163)	(45)	(179)

Les impacts présentés ci-dessus prennent en compte les éléments suivants :

- le taux de participation aux bénéfices de l'entité détenant les placements financiers ;
- le taux d'impôt en vigueur.

Ces calculs de sensibilité intègrent l'impact des variations de l'indice boursier de référence sur la valorisation des actifs à la juste valeur, les provisions pour garantie plancher et la provision liée au droit de renonciation des contrats en unités de compte ainsi que les éventuelles provisions pour dépréciations complémentaires résultant d'une diminution des marchés actions.

Les variations des justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente impactent les réserves latentes ; les autres éléments impactent le résultat net.

6.2.3. Risque de change

Le risque de change se définit comme le risque de perte lié aux fluctuations des cours de change des devises par rapport à l'euro. Pour Crédit Agricole Assurances, ce risque est très marginal comme le montre la sensibilité au risque de change, déterminée en prenant comme hypothèse une variation à la hausse ou à la baisse de 10 % de chaque devise par rapport à l'euro (les impacts sont présentés nets de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés) :

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres	Impact Résultat net	Impact Capitaux Propres
Sensibilité de change sur les instruments financiers : + 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	(15)	18	(16)	18
Sensibilité de change sur les instruments financiers : - 10 % de chaque devise par rapport à l'euro	13	(14)	13	(15)

L'exposition au risque de change de Crédit Agricole Assurances est de deux natures :

- une exposition structurelle limitée : en yen sur sa filiale CA Life Japan, avec un ratio de couverture de 91,9 % (exposition nette faible de 676 millions de yens à fin 2017 soit un équivalent de 5 millions d'euros) et en PLN sur la filiale CA Insurance Poland, avec un ratio de couverture de 90,6 % (exposition nette de 3,3 millions de zlotys polonais, soit un équivalent de 0,8 million d'euros) ;
- une exposition opérationnelle résultant de la non-congruence entre la devise d'un actif et celle de ses engagements au passif : le portefeuille global du groupe Crédit Agricole Assurances, en représentation d'engagements en euro est essentiellement investi en instruments financiers libellés en euro. Toutefois, l'optimisation du couple rendement/risque amène, dans les fonds dédiés, à chercher à bénéficier de décalages de croissance anticipés entre grandes zones géographiques. La stratégie de couverture du risque de change consiste à ne pas couvrir les devises des pays émergents quelle que soit la classe d'actifs et, en revanche, à couvrir les devises des pays développés par des ventes à terme, avec possibilité d'exposition tactique limitée sur une devise. Globalement l'exposition de change au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances est contrainte par une limite en valeur de marché par rapport au portefeuille total et une sous-limite pour les devises émergentes.

L'exposition réelle, mesurée mensuellement, est comparée aux limites. À fin 2017, elle était peu significative (0,3 % du portefeuille global), principalement sur des devises émergentes.

6.2.4. Risque de liquidité

NATURE DE L'EXPOSITION ET GESTION DU RISQUE

Pour Crédit Agricole Assurances, le risque de liquidité correspond essentiellement à sa capacité à faire face à ses passifs exigibles.

Dans cette optique, les compagnies combinent plusieurs approches.

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements (majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs dont les marchés sont peu profonds comme, par exemple, le *private equity*, les obligations non notées, la gestion alternative...).

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité, harmonisés au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances, sont définis par les compagnies, dans le cadre de leur gestion actif-passif :

- pour les compagnies vie, de manière à assurer la congruence entre les échéances à l'actif et les échéanciers des engagements au passif, à la fois en régime normal et en environnement stressé (vague de rachats/décès), ces dispositifs encadrent la liquidité à long terme (suivi et limitation des *gaps* annuels de trésorerie en *run-off*), à moyen terme (taux dit de "réactivité") et, en cas d'incertitude sur la

collecte nette, à court terme (liquidités à 1 semaine et à 1 mois avec suivi journalier des rachats). Des mécanismes de gestion temporaire de la liquidité, en cas de situation exceptionnelle où les marchés seraient indisponibles, ont été également prévus (possibilité de mise en pensions avec collatéral en liquidité voire actifs éligibles auprès de la Banque centrale européenne) ;

- pour les compagnies non-vie, des liquidités ou des actifs peu réactifs sont conservés, dont la part est dimensionnée pour répondre à un choc de passif.

Le taux dit de "réactivité" mesure la capacité à mobiliser des actifs courts à moins de 2 ans ou à taux variable en limitant les impacts en termes de perte en capital ; il est régulièrement mesuré et comparé à un seuil fixé par chaque compagnie vie.

PROFIL DES ÉCHÉANCES DU PORTEFEUILLE DES PLACEMENTS FINANCIERS

La note 6.6 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances présente l'échéancier du portefeuille obligataire (hors contrats en unités de compte).

VENTILATION DES PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

La note 6.22 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances fournit des informations sur l'échéancier estimé des passifs d'assurance de Crédit Agricole Assurances (hors les contrats en unités de compte dont le risque est porté par les assurés).

FINANCEMENT

En tant que holding, Crédit Agricole Assurances assure le refinancement des filiales afin de leur permettre de satisfaire à leur exigence de solvabilité et de mener leur gestion opérationnelle en termes de besoins de trésorerie. Elle se refinance elle-même auprès de son actionnaire Crédit Agricole S.A. et depuis 2014 en émettant des dettes subordonnées directement sur le marché.

La structure de ses dettes de financement et leur ventilation par échéance figure à la note 6.20 de l'annexe aux comptes consolidés de Crédit Agricole Assurances.

6.3. Risque de contrepartie

Le risque de crédit est le risque de perte lié au défaut d'un émetteur. Ce risque se traduit pour les titres de dettes par la diminution de leur valeur.

Cette section ne traite que du risque de contrepartie sur les instruments financiers. Le risque de contrepartie sur les créances des réassureurs est abordé dans la section sur les risques d'assurance.

L'analyse du risque de contrepartie pour les émetteurs et pour les opérations de marché de gré à gré (dérivés) est effectuée par les équipes Risques d'Amundi, dans le cadre des mandats de gestion confiés par les compagnies à Amundi.

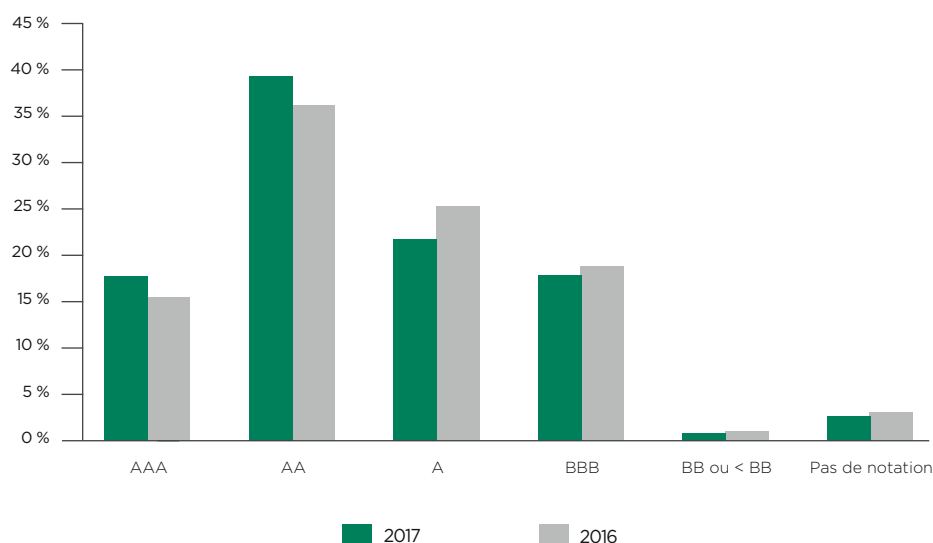
Le risque de contrepartie est maîtrisé, tant au niveau global groupe Crédit Agricole Assurances qu'au niveau des portefeuilles de chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances, par le biais de limites portant sur la notation, les concentrations émetteurs, sectorielles.

Ainsi, sont définies des limites encadrant la répartition des émissions dans les différentes tranches de notation. La notation utilisée est celle dite "Solvabilité 2" correspondant à la deuxième meilleure des trois notations S&P, Moody's et Fitch. La part des émissions "haut rendement" détenues en direct (y compris après surveillance d'une dégradation sans remise en cause de la capacité de remboursement) ou à travers des fonds spécialisés

est strictement contrainte, seules des émissions *a minima* BB étant autorisées à l'achat. Dans le cadre de la réorientation depuis mi-2012 des placements taux vers les obligations émises par des entreprises, sous contrainte d'un maximum d'exposition à respecter sur ce secteur, l'univers a été élargi à des émetteurs non notés par une agence externe mais bénéficiant d'une notation interne de Crédit Agricole S.A. équivalente *a minima* à *investment grade* (BBB-), selon un *process* de sélection rigoureux et pour une proportion limitée (environ 4 % du portefeuille en janvier 2018).

La ventilation du portefeuille obligataire par notation financière permet d'apprécier sa qualité de crédit.

Le portefeuille obligataire (hors unités de compte) ventilé par notation financière se présente ainsi :



La concentration sur un même émetteur (actions et instruments de taux) ne peut dépasser un pourcentage du portefeuille global fixé en fonction de la nature et la qualité de l'émetteur. La diversification à l'intérieur des tranches de notation A et BBB est de surcroît assurée en limitant le poids des dix premiers émetteurs. Des revues trimestrielles sont menées avec les équipes Risques d'Amundi, d'une part et avec la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A., d'autre part.

Les concentrations sur les souverains et assimilés font l'objet de limites individuelles en liaison avec le poids de la dette dans le PIB et la notation pays.

L'exposition aux dettes des pays périphériques de la zone euro (Grèce, Italie, Portugal, Espagne) est réduite. Pour les souverains, elle est concentrée sur le souverain italien détenu par la filiale italienne de Crédit Agricole Assurances.

Pour les produits dérivés négociés de gré à gré auxquels les compagnies peuvent recourir pour couvrir des expositions au risque de taux présentes dans leurs bilans, la maîtrise du risque de contrepartie est assurée par la mise en place de contrats de collatéraux en cash.

6.4. Risques d'assurance

Les activités d'assurance exposent le groupe Crédit Agricole Assurances à des risques concernant principalement la souscription, l'évaluation des provisions et le processus de réassurance.

La maîtrise des risques lors de la conception d'un nouveau produit d'assurance, ou en cas d'évolution significative des caractéristiques d'un produit existant, est assurée dans chaque entité par une démarche associant l'ensemble des directions opérationnelles concernées ainsi que les Risques, la Conformité, la fonction Actuarielle et le Juridique, avec la validation du produit dans un Comité *ad hoc* (Comité nouvelle activité et nouveau produit).

6.4.1. Risque de souscription d'assurance

Le risque de souscription d'assurance revêt des formes distinctes selon qu'il s'agit d'assurance-vie ou non-vie :

RISQUES DE SOUSCRIPTION D'ASSURANCE-VIE

Crédit Agricole Assurances est exposé, au travers de ses activités d'Épargne, Retraite et Prévoyance et des garanties vie associées à ses contrats d'assurance des emprunteurs, aux risques biométriques (longévité, mortalité, incapacité de travail, dépendance et invalidité), au risque de chargement (insuffisance de chargements pour couvrir les charges d'exploitation et les commissions versées aux distributeurs) mais surtout au risque comportemental de rachats (par exemple, suite à un mouvement de défiance à l'encontre du groupe Crédit Agricole ou à une évolution juridique comme l'amendement Bourquin de la loi Sapin 2).

En effet, les provisions techniques vie, majoritairement portées par les compagnies françaises, proviennent essentiellement des opérations d'épargne en euro ou en unités de compte (UC). Pour la

plupart des contrats en UC, l'assuré supporte directement le risque de fluctuation de la valeur des supports sous-jacents. Certains contrats peuvent toutefois prévoir une garantie plancher en cas de décès ; celle-ci expose alors l'assureur à un risque financier, en liaison avec la valorisation des UC du contrat et la probabilité de décès de l'assuré, qui fait l'objet d'une provision technique spécifique.

En épargne, les taux de rachats de chaque compagnie vie (ainsi qu'au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances) sont surveillés et comparés aux taux de rachats structurels établis sur la base des historiques ainsi qu'à ceux du marché.

En ce qui concerne la prévoyance, l'assurance des emprunteurs et les rentes, la politique de souscription, qui définit les risques assurés et les conditions de souscription (cible clientèle, exclusions de garanties) et les normes de tarification (notamment les tables statistiques utilisées construites à partir de statistiques nationales, internationales ou de tables d'expérience) contribuent à la maîtrise du risque.

Le risque "catastrophe", lié à un choc de mortalité (pandémie par exemple) serait susceptible d'impacter les résultats de la prévoyance individuelle ou collective. La filiale française vie bénéficie de la couverture du BCAC (Bureau commun des assurances collectives) tant en décès collectif qu'en prévoyance individuelle et, pour partie, d'une couverture complémentaire englobant le risque d'invalidité.

RISQUES DE SOUSCRIPTION D'ASSURANCE NON-VIE

En assurance dommages ou pour les garanties non-vie incluses dans les contrats d'assurance emprunteurs, le risque de souscription peut se définir comme le risque que les primes encaissées soient insuffisantes par rapport aux sinistres à régler. Crédit Agricole Assurances est plus particulièrement exposé au risque de fréquence et au risque exceptionnel, qu'il ait pour origine le risque de catastrophe (notamment climatique) ou la survenance de sinistres individuels de montant élevé.

La politique de souscription définit, pour les partenaires en charge de la distribution, le cadre d'acceptation des risques (avec l'objectif d'assurer une sélection adéquate des risques souscrits et leur mutualisation au sein du portefeuille de contrats pour optimiser les marges techniques). Les règles et modalités de tarification sont également formalisées.

Le rapport entre le montant des sinistres déclarés et les primes est comparé aux objectifs. Cela constitue l'indicateur essentiel de suivi du risque pour identifier, si besoin, les axes d'amélioration du résultat technique.

En assurances non-vie, le risque de concentration, qui se traduirait par un cumul d'indemnités à payer lors d'un sinistre, peut provenir :

- de cumuls de souscription dans lesquels des contrats d'assurance sont souscrits par une ou plusieurs entités du Groupe sur le même objet de risque ;
- de cumuls de sinistres dans lesquels des contrats sont souscrits par une ou plusieurs entités du groupe Crédit Agricole Assurances sur des objets de risques différents susceptibles d'être affectés par des sinistres résultant d'un même événement dommageable ou d'une même cause première.

Ce risque est couvert, d'une part, par une politique de souscription diversifiée au sein d'un même territoire et, d'autre part, par un recours à la réassurance pour limiter les conséquences financières liées à la survenance d'un événement de risque majeur (tempête,

catastrophe naturelle...), la politique de réassurance (cf. ci-après risque de réassurance) prenant en compte cette dimension.

6.4.2. Risque de provisionnement

Le risque de provisionnement caractérise le risque d'écart entre les provisions constituées et les provisions nécessaires pour couvrir les engagements. Il peut être lié à l'évaluation du risque (volatilité introduite par les taux d'actualisation, évolutions réglementaires, risques nouveaux pour lesquels on dispose de peu de profondeur statistique...) ou une modification des facteurs de risques (vieillesse de la population, par exemple, en dépendance ou en santé, renforcement de la jurisprudence pour la responsabilité civile professionnelle, l'indemnisation des dommages corporels...).

La politique de provisionnement établie par chacune des compagnies vise à garantir une appréciation prudente de la charge des sinistres survenus et à survenir, afin que les provisions comptables aient une probabilité élevée d'être suffisantes pour couvrir la charge finale.

Les méthodes de constitution des provisions (dossier par dossier) pour les sinistres IARD, fonction des produits et des garanties impactées, sont documentées et les règles de gestion appliquées par les gestionnaires de sinistres sont décrites dans des manuels.

Les choix de méthodes statistiques d'estimation des provisions comptables (intégrant notamment les provisions pour tardifs) sont justifiés à chaque arrêté.

Le plan de contrôle permanent local couvre le contrôle de la politique de provisionnement.

Les Commissaires aux comptes font une revue actuarielle des provisions à l'occasion de leur revue des comptes annuels.

La ventilation des provisions techniques relatives à des contrats d'assurance-vie et non-vie est présentée en note 6.19 des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A.

6.4.3. Risque de réassurance

Les risques de réassurance sont de trois natures :

- inadéquation du programme de réassurance (couverture insuffisante ou au contraire paiement d'une prime trop élevée obérant les marges techniques et la compétitivité) ;
- risque de défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part du montant de sinistres qui lui revient ;
- absence ou quasi-absence de réassurance sur une activité ou une garantie offerte (l'offre de réassurance, les montants pouvant être couverts et le coût de la couverture dépendant des conditions de marché susceptibles de varier de manière significative).

Chaque compagnie établit sa politique de réassurance, qui vise à protéger ses fonds propres en cas de survenance d'événements systémiques ou exceptionnels et à contenir la volatilité du résultat ; celle-ci intègre des principes de maîtrise des risques homogènes au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances qui consistent à :

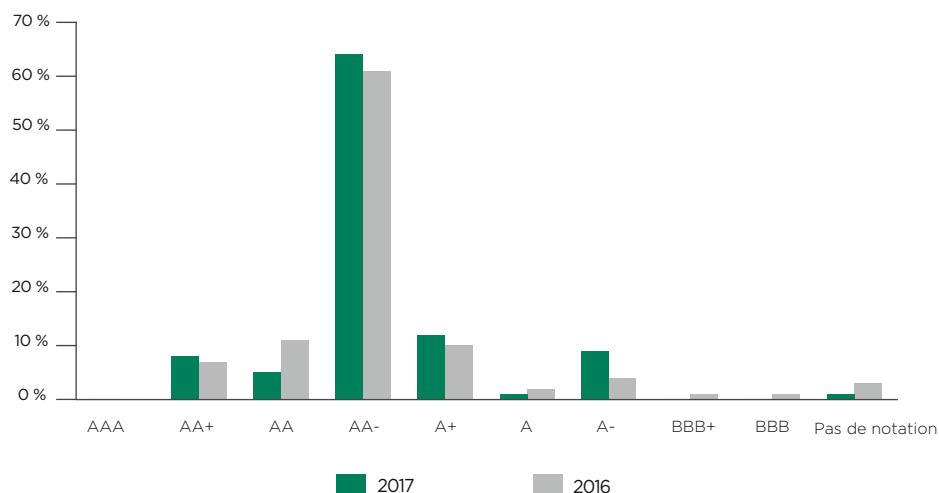
- contracter avec des réassureurs satisfaisant à un critère de solidité financière minimum, avec un suivi des notations des réassureurs au niveau groupe Crédit Agricole Assurances ;
- assurer une correcte dispersion des primes cédées entre réassureurs ;

- suivre la bonne adéquation de la couverture, par la réassurance, des engagements pris envers les assurés et des résultats de la réassurance traité par traité.

Les plans de réassurance sont revus annuellement en Conseil d'administration au niveau de chaque filiale.

Les encours nets cédés aux réassureurs (provisions cédées et comptes courants avec les réassureurs nets des dépôts espèces reçus) s'élèvent à 0,5 milliard d'euros au 31 décembre 2017, quasiment stables par rapport à fin 2016.

Leur ventilation par notation financière des réassureurs se présente comme suit :



6.4.4. Risques émergents

La veille permanente sur les risques relatifs à l'assurance est conduite par la Direction des risques, en lien avec les autres Directions métier et le service Juridique.

Le Comité de surveillance des Risques, qui réunit bimensuellement l'ensemble des Responsables Risques et Contrôle permanent, a également pour objectif d'anticiper les évolutions de l'environnement réglementaire, juridique et d'identifier les risques émergents.

Cette veille s'alimente de sources multiples (recherches économiques, analyses internes et externes, notamment provenant de cabinets de consultants, études publiées par l'ACPR, l'EIOPA...).

6.5. Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs. Il inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des Prestations de Service Essentielles Externalisées (PSEE).

Les entités de Crédit Agricole Assurances appliquent les directives du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de démarche de maîtrise des risques tant opérationnels que de conformité.

Ainsi, le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au niveau de chaque entité, y compris le holding, comprend les composantes suivantes :

- une cartographie des événements de risques, réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque ; elle est construite à partir d'un découpage des activités en processus et des sept catégories de risques de la nomenclature Bâle 2 ; les impacts à la fois financiers et

non-financiers (réglementaire, image) de ces événements de risques identifiés, qu'ils soient avérés ou potentiels, sont évalués ainsi que leur probabilité d'occurrence, en s'appuyant sur les experts métier. L'appréciation du contrôle interne, à travers notamment les résultats des contrôles aux différents niveaux du plan de contrôle local et contrôles standardisés définis par la Direction des risques groupe Crédit Agricole S.A. et de ceux du contrôle périodique permet de mettre en exergue les risques nets les plus critiques et de prioriser les plans d'actions visant à leur réduction ;

- un processus de collecte des incidents et des pertes opérationnelles complété par un dispositif d'alertes, afin de suivre les risques avérés et de les exploiter pour mettre en place les mesures de remédiation et s'assurer de la cohérence avec la cartographie ; le montant des pertes collectées est trimestriellement comparé à un seuil d'alerte défini annuellement.

Pour couvrir l'indisponibilité des systèmes d'information, des sites opérationnels et du personnel, Crédit Agricole Assurances et ses filiales ont établi leur plan de continuité de l'activité (PCA) centré sur les activités essentielles. Celui-ci répond aux normes groupe Crédit Agricole S.A., avec l'adoption de la solution du groupe Crédit Agricole S.A. pour le site de repli utilisateurs, un Plan de Secours Informatique (PSI), s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du groupe Crédit Agricole S.A., il est régulièrement testé. La sécurité des systèmes d'information repose, pour sa part, sur les politiques de sécurité Groupe. Un programme triennal de chantiers sécuritaires (dont habilitations, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité logique du SI) est en cours de déploiement.

Une politique générale de sous-traitance du groupe Crédit Agricole Assurances, décrivant entre autres le dispositif de suivi et de contrôle associé à la sous-traitance, a été établie et déclinée par les entités.

6.6. Risques de non-conformité

Les risques de non-conformité concernent le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire (réglementation Solvabilité 2, réglementation applicable aux titres, protection des données personnelles, règles de protection de la clientèle, obligations en matière de la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption ou le financement du terrorisme), des normes et usages professionnels et déontologiques et des instructions émanant de l'organe exécutif. Ces risques sont identifiés dans la cartographie des risques opérationnels de chacune des entités du groupe Crédit Agricole Assurances.

Dans chaque entité, le responsable de la Conformité est en charge de la déclinaison des procédures Groupe émises par la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. (Corpus Fides) et de l'élaboration des procédures spécifiques à leur activité. Il déploie également les formations et le dispositif de contrôle dédié qui visent à la maîtrise de ces risques, ainsi qu'à la prévention du risque de fraude, avec l'objectif constant de limiter les impacts potentiels (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires) tout en préservant la réputation du groupe Crédit Agricole Assurances. À cet égard, le lancement de nouvelles activités, la création de nouveaux produits, sont sécurisés par les Comités nouvelles activités et nouveaux produits, mis en place dans chaque entité, pour examiner notamment les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs.

Le pilotage et la supervision de leur dispositif de conformité sont assurés par le responsable Conformité du groupe Crédit Agricole

Assurances. La coordination pour le métier Assurances est réalisée au travers d'instances d'échanges avec les filiales.

Qu'il s'agisse de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou encore de la protection de la clientèle, une coordination renforcée avec les distributeurs (Caisses régionales, LCL, autres réseaux à l'international) a été mise en place pour définir les rôles et responsabilités et assurer la mise en œuvre de contrôles garantissant la bonne application des procédures incombant à chacune des parties.

Le groupe Crédit Agricole Assurances a adapté son organisation et son dispositif de gestion des risques pour se mettre en conformité avec la réglementation Solvabilité 2, selon des modalités définies dans la partie "Gouvernement d'entreprise" du Document de référence de Crédit Agricole Assurances.

6.7. Risques juridiques

La Direction juridique des compagnies assume les missions de gestion juridique, veille réglementaire et conseil auprès des différentes Directions métiers.

À ce jour, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du groupe Crédit Agricole Assurances.

À la connaissance de Crédit Agricole Assurances, aucun litige significatif n'est à mentionner

7. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de service essentielles externalisées (PSEE).

7.1. Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels

- supervision du dispositif par la Direction générale (via le Comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité des risques et du Comité de contrôle interne) ;
- mission des responsables Risques (Crédit Agricole S.A. et ses filiales) et des managers Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;

- responsabilité des entités dans la maîtrise de leurs risques ;
- corpus de normes et procédures ;
- déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétence au risque mise en place en 2015 intégrant le risque opérationnel.

Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies

Les cartographies sont réalisées par les entités annuellement et exploitées par chaque entité avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité des risques opérationnels (volet risques opérationnels du Comité de contrôle interne).

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

Calcul et reporting réglementaire des fonds propres au titre du risque opérationnel au niveau consolidé et au niveau entité

Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité, complété par une synthèse groupe Crédit Agricole reprenant les principales sources de risques impactant les métiers et les plans d'action associés sur les incidents les plus importants.

Outils

La plateforme outil RCP (Risque et contrôle permanent) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc.).

S'agissant de la composante du système d'information relative au calcul et à l'allocation des fonds propres réglementaires, le plan d'évolution s'est poursuivi avec une rationalisation des référentiels, une meilleure granularité des informations, une automatisation des contrôles des données reprises dans les états réglementaires COREP, visant ainsi à répondre aux principes de saine gestion du système d'information (SI) risque du Comité de Bâle.

Ces composantes font l'objet de contrôles consolidés communiqués en central.

Par ailleurs, les risques liés aux prestations essentielles externalisées sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel et font l'objet d'un *reporting* dédié ainsi que de contrôles consolidés communiqués en central.

7.2. Méthodologie

Les principales entités du groupe Crédit Agricole S.A. utilisent l'approche des mesures avancées (AMA) : Crédit Agricole CIB, Amundi, LCL, Crédit Agricole Consumer Finance et Agos. L'utilisation de l'AMA pour ces entités a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007. Ces entités représentent à ce jour 80 % des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Pour les entités restant en méthode standard (TSA), les coefficients de pondération réglementaires utilisés pour le calcul d'exigence en fonds propres sont ceux préconisés par le Comité de Bâle (pourcentage du produit net bancaire en fonction des lignes métiers).

Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- d'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- de déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- de favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type *Loss Distribution Approach*.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- de l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...) ;
- de l'évolution des cartographies de risques ;
- d'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- la base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
 - sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
 - aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- intégration dans la politique de risques ;
- pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

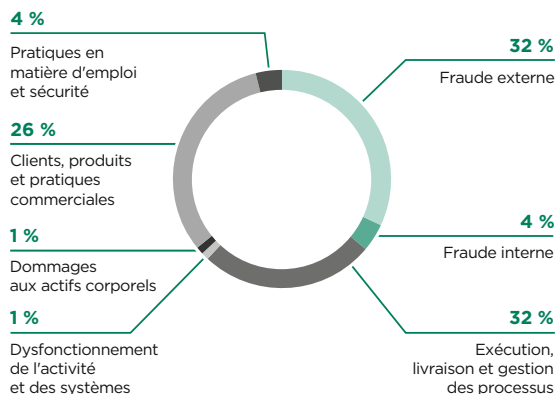
Un comité semestriel de *backtesting* du modèle AMA (*Advanced Measurement Approach*) est en place et se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif, la méthodologie Risques opérationnels ainsi que l'implémentation en local des normes Groupe ont chacun fait l'objet de missions d'audit externe de la BCE en 2015 et 2016. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe ainsi que certains axes de progrès.

Une mission a par ailleurs été menée en 2017 par la BCE sur le *Conduct Risk*.

7.3. Exposition

RÉPARTITION DES PERTES OPÉRATIONNELLES PAR CATÉGORIE DE RISQUES BÂLOISE (2015 À 2017)

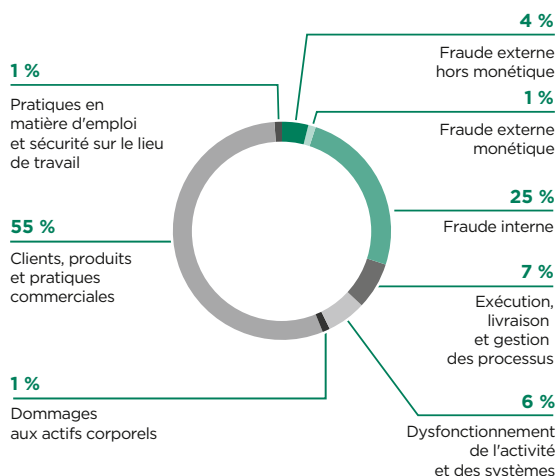


D'une manière générale, le profil d'exposition en termes de risques opérationnels détectés ces trois dernières années reflète les principales activités du groupe Crédit Agricole S.A. :

- une exposition qui reste significative sur la catégorie Exécution liée à des erreurs de traitement (absence ou non-exhaustivité des documents légaux, gestion des garanties, litiges avec fournisseurs, erreurs de saisie...), mais aussi en raison de sanctions en matière fiscale ;
- une exposition à la fraude externe qui reste significative, principalement liée au risque opérationnel frontière crédit (fraude documentaire, fausses factures...), puis à la fraude aux moyens de paiement (cartes bancaires, virements frauduleux) ;
- une exposition liée au risque juridique et de non-conformité (litiges pour : non-respect de l'intérêt du client, soutien abusif, inadaptation du produit/service aux besoins du client, etc.).

Des plans d'action locaux ou Groupe correctifs et préventifs sont mis en place en vue de réduire l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque opérationnel. Un suivi périodique des plans d'action sur les incidents supérieurs à 5 millions d'euros a été mis en place depuis 2014 au sein du Comité Groupe risques opérationnels et depuis 2016 en Comité des risques Groupe.

RÉPARTITION DES EMPLOIS PONDÉRÉS PAR CATÉGORIE DE RISQUES BÂLOISE (2015 À 2017)



7.4. Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole S.A. par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole S.A. pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude. Les risques de moindre intensité sont gérés directement par les entités concernées.

En France, les risques de responsabilité civile vis-à-vis des tiers sont garantis par des polices de Responsabilité Civile Exploitation. Il est à noter que les assurances de dommages aux biens d'exploitation (immobiliers et informatiques) incorporent également une garantie des recours des tiers pour tous les immeubles exposés à ces risques.

Les polices Pertes d'exploitation, Fraude et Tous risques valeurs, responsabilité civile professionnelle du Groupe et responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux ont été renouvelées en 2017.

Les polices "éligibles Bâle 2" sont ensuite utilisées au titre de la réduction de l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (dans la limite des 20 % autorisés).

Les risques combinant une faible intensité et une fréquence élevée qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein du groupe Crédit Agricole S.A. au final par la captive d'assurance du Groupe (Crédit Agricole Risk Insurance) et représentent environ 7 % de l'ensemble des programmes d'assurances Groupe.

8. RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2016. Les dossiers ci-après évoqués sont ceux qui sont nés ou ont connu une évolution après le 21 mars 2017, date du dépôt auprès de l'AMF du Document de référence n° D 17-0197. Sont aussi évoqués des dossiers en cours qui n'ont pas fait l'objet d'évolution depuis cette date.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2017 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.20 des états financiers.

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné la National Westminster Bank et le Crédit Lyonnais devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détiennent chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs "blessures, angoisses et douleurs émotionnelles".

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. LCL conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgement* a renvoyé LCL et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

À la suite d'une décision rendue par la Cour suprême des États-Unis en janvier 2014, réformant la compétence du juge américain sur un défendeur étranger n'ayant pas son activité principale sur le territoire des États-Unis, LCL a déposé en juin 2014 une nouvelle requête visant à établir l'incompétence du juge américain dans cette affaire. Le tribunal en charge du dossier a, par décision en date du 31 mars 2016, partiellement fait droit à la requête de LCL, en ne retenant pas une compétence générale (*general jurisdiction*) sur LCL, société étrangère aux États-Unis et dépourvue sur ce territoire de lieu principal d'activités. Mais le tribunal s'est déclaré compétent au titre d'une compétence spécifique (*specific jurisdiction*) sur les demandes des demandeurs.

Un procès au fond doit désormais s'ouvrir à une date qui n'est pas connue à ce jour.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines

et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (*Deferred Prosecution Agreements*) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le USAO et le DANY ont accepté de lever les poursuites relatives aux faits visés par cette enquête à l'encontre de Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. et de chacune des filiales ou affiliées de Crédit Agricole CIB dès lors que Crédit Agricole CIB se conformera aux obligations mises à sa charge dans le cadre de ces accords.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces accords, le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de ce dossier, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'*Attorney General* de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte par la KFTC sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) se poursuit.

S'agissant des deux actions de groupe (*class actions*) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une ("Sullivan" pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre ("Lieberman" pour le Libor), l'action de groupe "Lieberman" est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe "Sullivan", Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Cette décision est susceptible d'appel.

Depuis le 1^{er} juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis ("*Frontpoint*") relative aux indices SIBOR (*Singapore Interbank Offered Rate*) et SOR (*Singapore Swap Offer Rate*). Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une *motion to dismiss* visant à obtenir le rejet de cette demande. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande (*motion to dismiss*) le 18 août dernier à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Comme la procédure fédérale les y autorise, les plaignants ont modifié les termes de leur action pour saisir à nouveau le juge. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont, en conséquence, déposé une nouvelle *motion to dismiss* qui doit être examinée prochainement par la Cour fédérale de New York.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

AWSA II

Crédit Agricole CIB a été assigné le 5 juin 2015 devant le tribunal de commerce de Nanterre par les sociétés polonaises Autostrada Wielkopolska II SA (AWSA II) et Autostrada Wielkopolska SA (AWSA). Le 30 août 2008, AWSA et le Ministre polonais des infrastructures ont signé un Accord pour la Construction et l'Exploitation de la section 2 de l'autoroute A2, située en Pologne. AWSA II, à qui AWSA a transféré les droits de cette concession jusqu'en mars 2037, estime avoir subi, au titre du montage financier de cette opération, un préjudice du fait de Crédit Agricole CIB et demande à ce titre des dommages-intérêts à hauteur de 702,840 millions de zlotys (PLN), soit la contre-valeur en euros d'environ 168,579 millions. À l'audience du 19 octobre 2016, le Tribunal de Commerce de Nanterre a rendu un jugement ayant ordonné le sursis à statuer dans l'attente de la décision définitive à rendre par les juridictions polonaises dans le litige opposant AWSA II à la société qui avait audité le modèle financier.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre des enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché des obligations SSA (*Supranational, Sub-Sovereign and Agencies*). Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans plusieurs actions de groupe (*class actions*) consolidées devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont cités avec d'autres banques dans deux actions de groupe déposées au Canada, l'une devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario et l'autre devant la Cour fédérale. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises. À ce stade, il n'est pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

O'Sullivan

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York.

L'assignation soutient que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US *Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act*. Plus particulièrement, l'assignation soutient que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US *Treasury Department's Office of Foreign Assets Control*, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs ont l'intention de présenter une *motion to dismiss* visant à rejeter la demande des plaignants.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

9. RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

Les risques de non-conformité concernent notamment le non-respect des règles liées aux activités financières et bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels ou encore de la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption ou le financement du terrorisme.

Un dispositif de contrôle dédié s'assure de la maîtrise de ces risques et donc de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation du Groupe.

Prévention et contrôle des risques de non-conformité

La ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole est présente dans l'ensemble du périmètre de surveillance sur base consolidée de Crédit Agricole S.A., ainsi que dans chacune des Caisses régionales. Le Directeur de la conformité du Groupe est rattaché directement au Directeur général de Crédit Agricole S.A. Afin de développer l'intégration et de garantir l'indépendance de ces fonctions, les responsables Conformité des filiales de Crédit Agricole S.A. sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la conformité du Groupe, sauf lorsque le droit local s'y oppose. Un lien d'animation fonctionnelle est par ailleurs mis en place avec les Caisses régionales, au niveau soit du responsable Contrôle

conformité (RCC) lorsque celui-ci est directement rattaché à la Direction générale de son entité, soit du responsable Risques lorsque la Conformité relève du périmètre de ce dernier. À fin 2017, ces fonctions sont exercées en équivalent temps plein par 1 465 personnes au sein de Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales, marquant une progression de plus de 12 % des effectifs alloués sur 2017, après une hausse de 25 % en 2016.

La Direction de la conformité Groupe élabore les politiques Groupe relatives au respect des dispositions législatives et réglementaires relevant de son périmètre, assure leur diffusion et contrôle leur observation. Ceci concerne en particulier les règles en matière de prévention du blanchiment des capitaux, de lutte contre le financement du terrorisme, de gestion des embargos et de gel des avoirs, de lutte contre la fraude, de prévention de la corruption, d'intégrité des marchés et de protection des consommateurs. Elle repose sur deux pôles d'expertise, le pôle Conformité financière et protection de la clientèle et le pôle Sécurité financière et prévention de la fraude, un pôle de coordination et de supervision des entités, Conformité Métiers et un pôle transverse, le Secrétariat général, qui regroupe les fonctions projets, systèmes, pilotage et contrôles et communication.

Au sein de la ligne métier Conformité, chaque responsable de Conformité met en particulier à jour une cartographie des risques de non-conformité, consolidée par la Direction de la conformité Groupe.

Le Comité de management de la conformité Groupe, présidé par la Direction générale, se réunit dans sa forme plénière cinq à six fois par an. Ce Comité prend les décisions nécessaires, tant pour la prévention des risques de non-conformité que pour la mise en place et le suivi des mesures correctrices à la suite des dysfonctionnements portés à sa connaissance. Les risques de non-conformité et décisions prises en vue de leur maîtrise sont régulièrement présentés au Comité des risques du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Dans le cadre du Plan à moyen terme "Ambition stratégique 2020", le Groupe a souhaité se doter d'une Nouvelle Approche de la Conformité. Trois leviers d'action ont été identifiés :

- mettre en place une nouvelle organisation et renforcer la ligne métier Conformité ;
- développer la culture de Conformité de l'ensemble des collaborateurs du groupe Crédit Agricole ;
- appliquer le principe de Conformité native en intégrant la Conformité en amont des processus et notamment dans les systèmes d'information.

Engagée en 2016, la mise en œuvre des projets correspondants a continué sur 2017.

Les importants travaux menés en 2016 pour mettre en œuvre cette nouvelle approche de Conformité ont permis de revoir l'organisation de la Direction de la conformité du Groupe et l'organisation de la ligne métier Conformité. Les principales actions de structuration de la ligne métier Conformité conduites en 2017 ont ainsi porté sur la mise en place opérationnelle des liens hiérarchiques et d'animation fonctionnelle définis en 2016, la constitution des organes de gouvernance de la ligne métier et la montée en puissance du dispositif de pilotage et d'animation (pilotage budgétaire, revue des indicateurs de contrôles conformité, démarche d'autocertification du déploiement des normes conformité...), l'enrichissement du corpus normatif (corpus Fides) intégrant la prise en compte des principales réglementations nouvelles applicables en 2017 (en particulier 4^e directive européenne en matière de lutte contre le blanchiment et de prévention du financement du terrorisme). La Direction de la conformité Groupe a parallèlement renforcé de façon significative ses effectifs au service de ces enjeux et ambitions et engagé des travaux importants en matière de renforcement et de convergence de ses systèmes d'information, faisant levier sur les possibilités offertes par les évolutions technologiques.

S'agissant du développement de la culture de conformité des collaborateurs du Groupe, deux textes majeurs ont été publiés par le Groupe venant matérialiser son engagement au service de ses clients et une action résolue est menée en matière de déploiement des formations de conformité. Ainsi, la Charte éthique du Groupe, approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. en décembre 2016 et par le bureau fédéral de la Fédération Nationale du Crédit Agricole en janvier 2017, a été diffusée à l'ensemble des entités le 24 mai 2017 et fait l'objet d'une déclinaison locale. Celle-ci souligne les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité portées par le Crédit Agricole et constitue un document de référence qui reprend les principes d'actions et de comportements à respecter vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes du Groupe. La Charte de protection des données personnelles, co-construite en 2016 avec des clients du Groupe et formellement mise en place au 1^{er} janvier 2017, vient affirmer une position forte du Groupe en matière de protection des données personnelles de ses clients, autour des principes d'utilité et de loyauté, d'éthique, de transparence et de pédagogie, de maîtrise aux mains des clients et de sécurité des données. Sa mise en œuvre opérationnelle

s'inscrit en pleine cohérence avec le déploiement du règlement européen sur la protection des données personnelles qui entrera en application en mai 2018.

S'agissant du principe de conformité native, les initiatives engagées en 2016 ont été confirmées sur 2017, avec un accompagnement rapproché par la Conformité d'initiatives importantes comme l'entrée en relation sur tablette en agences bancaires en France ou le déploiement de travaux portant sur l'optimisation des processus relatifs aux dossiers de connaissance client, selon une approche Groupe.

Ces évolutions s'inscrivent également dans le cadre d'un vaste projet de renforcement du dispositif de gestion des sanctions internationales, le plan de remédiation OFAC, conséquence des accords signés avec les autorités américaines le 19 octobre 2015 suite à des manquements au régime des "Sanctions OFAC" sur des opérations en USD de la période 2003-2008. Le plan de remédiation USLCP du Groupe a été approuvé par la FED le 24 avril 2017 et fait l'objet d'un pilotage rapproché et d'un reporting régulier à la gouvernance du Groupe et aux autorités américaines. Les principales thématiques ayant fait l'objet de chantiers prioritaires sur l'exercice 2017 ont porté sur :

- la finalisation du déploiement des chantiers relatifs à la gouvernance Sanctions au sein du Groupe (organisation, politiques et procédures sanctions intégrant une analyse des spécificités locales) ;
- la conduite de travaux importants en matière de remédiation des données clients, mobilisant l'ensemble des entités du Groupe ;
- la conduite d'un deuxième exercice d'autoévaluation du dispositif de gestion des risques sanctions OFAC ("*Enterprise Wide Risk Assessment*") sur l'ensemble du périmètre du plan, qui traduit l'amélioration générale du niveau de contrôle du Groupe consécutive aux actions déjà conduites ;
- des avancées importantes sur l'ensemble des autres domaines couverts par le plan : ressources et formations générales et spécialisées (par exemple sur les activités de correspondance bancaire) ; déploiement des projets systèmes majeurs relatifs au dispositif de filtrage des flux et de criblage des clients au regard des listes sanctions ; optimisation du dispositif de gestion des listes sanctions ; resserrement des dispositifs de contrôles permanents et périodiques.

Deux missions conduites en 2017 par les consultants indépendants du DFS et de la FED ont également fortement mobilisé les équipes sur l'exercice.

Le groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi son engagement en matière de lutte contre la corruption. Après la certification de son dispositif par SGS en 2016 (Spécialiste de l'inspection, du contrôle, de l'analyse et de la certification - certification BS 10500), le groupe Crédit Agricole est la première banque française à avoir obtenu en juillet 2017 la certification ISO 37001 de son dispositif, marquant l'attention portée par le Groupe sur cette thématique. Cette démarche sera complétée sur 2018 avec la finalisation du déploiement opérationnel de la loi dite Sapin II sur les volets prévention de la corruption et lanceurs d'alerte.

Enfin, l'activité de la ligne métier Conformité en 2017 a également porté sur les principaux domaines suivants :

- s'agissant de la prévention de la fraude, les initiatives ont été poursuivies pour contrer les nouvelles formes de fraude externe organisée, qui s'appuient sur des techniques de plus en plus sophistiquées ;

- en matière de sécurité financière et au-delà des évolutions liées à la mise en œuvre du plan de remédiation OFAC qui concourent directement au renforcement du dispositif sur l'ensemble de ces exigences, le dispositif a été renforcé avec la déclinaison des exigences liées à la 4^e directive européenne et aux travaux en matière de transparence des paiements ;
- au titre de la protection de la clientèle, l'année 2017 a été marquée par des travaux importants de déploiement de nouvelles obligations réglementaires. Les principaux thèmes donnant lieu à des actions de niveau Groupe ont porté sur les nouvelles obligations liées aux directives et règlements MIFID 2, PRIIPS, Intermédiation en Assurance ainsi qu'au règlement européen sur la protection des données personnelles. Par ailleurs, les efforts engagés en matière de motivation et de traçabilité du devoir de conseil et de suivi de la commercialisation des parts sociales se sont poursuivis. Le suivi du déploiement des dispositifs relatifs aux avoirs en déshérence (loi Eckert), à l'assurance emprunteur (lois Lagarde et Hamon) à l'inclusion bancaire (Droit au compte et clientèle en situation de fragilité financière) et au traitement des réclamations clients a également donné lieu à des chantiers dédiés ;
- concernant l'intégrité des marchés, les travaux de resserrement et d'optimisation des dispositifs en vigueur donnent lieu à des actions, notamment en matière de prévention des abus de marchés..

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BÂLE 3

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation* dit "CRR") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques du groupe Crédit Agricole S.A. sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Facteurs de risque" du présent Document de référence.

Bâle 3 s'articule autour de trois piliers :

- le **Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- le **Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la Banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie 2 : "Pilotage du capital économique") ;
- le **Pilier 3** instaure de nouvelles normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit être plus détaillée concernant les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le groupe Crédit Agricole S.A. a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte de celle sur les facteurs de risque, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité du Groupe vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier en permanence que le Groupe dispose de fonds propres suffisants pour couvrir les risques auxquels il est ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités, sécurisant ainsi l'accès du Groupe aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe s'appuie sur un processus interne ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*).

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires précisés ci-après (accords de Bâle, lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne, attentes prudentielles de la Banque centrale européenne). Il comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe et permettant un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) ;
- une mesure des exigences de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- le pilotage du capital réglementaire, qui s'appuie sur des mesures prospectives, à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central ;
- le pilotage de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse (cf. chapitre 5 - Facteurs de risque, paragraphe : "Différents types de stress tests") ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie 2. "Pilotage du capital économique") ;
- et un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est également un processus intégré en forte interaction avec les autres processus stratégiques du Groupe (ILAAP : *Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*, appétence au risque, processus budgétaire, plan de rétablissement, identification des risques...).

Outre la solvabilité, Crédit Agricole S.A. pilote également les ratios de levier et de résolution (MREL & TLAC) pour le compte du groupe Crédit Agricole.

Enfin, les ratios de solvabilité majeurs font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein du Groupe (décrit dans le chapitre 5 - Facteurs de risque).

1. PILOTAGE DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE

Les informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital visées par IAS 1 figurent dans les paragraphes 1.1, 1.5.1-4 et au paragraphe 1.5.6 du présent chapitre. Lorsqu'elles sont couvertes par l'opinion des Commissaires aux comptes, ces informations sont identifiées par la note de bas de page suivante : "Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes".

1.1. Cadre réglementaire applicable*

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013 (directive 2013/36/EU, dite

"CRD 4", transposée notamment par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014, et règlement "CRR") et sont entrés en application le 1^{er} janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Dans le régime CRR/CRD 4, trois niveaux de ratio de solvabilité sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres globaux.

Ces ratios font l'objet d'un calcul "phasé" ayant pour but de gérer progressivement la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 jusqu'au 1^{er} janvier 2018 (et jusqu'au 1^{er} janvier 2022 pour les instruments de dette hybride ; cf. point 1.5.3. "Dispositions transitoires").

* Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.

À ce dispositif, s'ajoutent deux autres familles de ratio :

- le ratio de levier ;
- les ratios de résolution.

Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres pruden- tiels à une exposition en risque. Les définitions et calculs sont développés dans les parties suivantes. Les exigences minimales applicables au groupe Crédit Agricole S.A. et au groupe Crédit Agricole sont respectées.

1.2. Supervision

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité et aux ratios des grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

1.3. Périmètre prudentiel de supervision

Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle

Les entités comptablement consolidées mais exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée sont essentiellement les sociétés d'assurance et quelques entités *ad hoc* pruden- tiellement mises en équivalence. Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle au 31 décembre 2013 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, conformément à la norme IFRS 11, restent pruden- tiellement consolidées par intégration proportionnelle. L'information sur ces entités ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans l'annexe 11 aux comptes consolidés "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017".

DIFFÉRENCE DE TRAITEMENT DES PARTICIPATIONS ENTRE PÉRIMÈTRE COMPTABLE ET PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Type de participation	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Traitement prudentiel de ces participations par mise en équivalence, le Groupe étant reconnu "conglomérat financier" : ● pondération des instruments de CET1 à 370 % (pour les entités non cotées) avec calcul de l'<u>EL equity</u> à hauteur de 2,4 %, sous réserve de l'accord du superviseur ; à défaut, déduction des instruments de CET1 de la filiale du total des instruments CET1 du groupe ; ● déduction des instruments <u>AT1</u> et Tier2 du total des instruments équivalents du Groupe. En contrepartie, comme les années précédentes, le groupe Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole sont soumis à des exigences complémentaires en matière de fonds propres et de ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier.
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	● Mise en équivalence ● Titres de participation dans les établissements de crédit	● Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 %, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles. ● Déduction des instruments <u>AT1</u> et Tier2 du total des instruments équivalents du Groupe.
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres disponibles à la vente	Déduction des instruments CET1, <u>AT1</u> et Tier 2, au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP (<i>Asset-backed commercial paper</i>)	Intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie 3. "Annexe aux fonds propres réglementaires".

DIFFÉRENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ET CORRESPONDANCE ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS ET LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES

	a	b	c	d	e	f	g
	Valeurs comptables des éléments :						
	Valeurs comptables d'après les états financiers publiés	Valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire	soumis au cadre du risque de crédit	soumis au cadre du risque de contrepartie	soumis aux dispositions relatives à la titrisation	soumis au cadre du risque de marché	non soumis aux exigences de fonds propres ou soumis à déduction des fonds propres
31/12/2017 (en milliards d'euros)							
Actif							
Caisses, banques centrales	51	51	51				0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	321	223	3	201		147	0
Instruments dérivés de couverture	16	15		15			0
Actifs financiers disponibles à la vente	307	82	73	5	4		0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	394	389	383	6			0
Prêts et créances sur la clientèle	360	360	356	3			0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6	6					6
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	20	9	6	4			0
Actifs d'impôt courant	1	2	2				0
Actifs d'impôt différés	3	3	3				0
Compte de régularisation et actifs divers	36	33	30	3		2	0
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0	0				0
Participations aux bénéfices différée	0						
Participation et parts dans les entreprises mises en équivalence	5	15	13				2
Immeubles de placement	6	0	0				0
Immobilisations corporelles	4	5	5				0
Immobilisations incorporelles	2	2					2
Écart d'acquisition	15	15					15
TOTAL DE L'ACTIF	1 550	1 210	926	237	4	149	24
Passif							
Banques centrales	3	4					4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	228	226		72			154
Instruments dérivés de couverture	13	13					13
Dettes envers les établissements de crédit	126	109		7			102
Dettes envers la clientèle	551	564		2			563
Dettes représentées par un titre	164	156					156
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7	6					6
Passifs d'impôt courant	1	2	2				0
Passifs d'impôts différés	2	2	2				0
Compte de régularisation et passifs divers	41	36	7				29
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0					0
Provision technique des entreprises d'assurance	320	0					0
Provisions	4	5					5
Dettes subordonnées	25	24					24
Total capitaux propres	65	63					63
Dont capitaux propres part du Groupe	58	58					58
Dont capital et réserves liées	27	27					27
Dont réserves consolidées	25	25					25
Dont gains ou pertes latents ou différés - Part Groupe	3	3					3
Dont résultat de l'exercice - Part Groupe	4	4					4
Dont intérêts minoritaires	7	5					5
TOTAL DU PASSIF	1 550	1 210	10	81			1 119

Les valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire (colonne b) ne sont pas égales à la somme de leur ventilation par type de risque (colonne c à g). En effet, une exposition peut être soumise à plusieurs types de risque.

1.4. Ratios de solvabilité

AU NUMÉRATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ (CF. PARTIE 1.5 "DÉFINITION DES FONDS PROPRES")

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1),
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1),
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

AU DÉNOMINATEUR DES RATIOS DE SOLVABILITÉ (CF. PARTIE 4 : "COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS")

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Ceux-ci sont détaillés dans la partie 4 ci-dessous.

Par ailleurs, les emplois pondérés incluent, pour le périmètre validé en conglomérat, la valeur de mise en équivalence des participations dans les assurances, en application de l'article 49 du CRR. En ce qui concerne le groupe Crédit Agricole S.A., la pondération est à 370 % étant donné le statut non coté de Crédit Agricole Assurances (CAA). En outre, ces exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans CA Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros au titre de CA Assurances.

Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- l'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- l'approche "Notations internes" (IRB - *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement.

On distingue :

- l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
- l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

1.4.1. Exigences réglementaires minimales

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

EXIGENCES MINIMALES DU PILIER 1

- Ratios de fonds propres avant coussins : l'exigence minimale de CET1 phasé est fixée à 4,5 % des emplois pondérés depuis 2015. De même, l'exigence minimale de *Tier 1* phasé a été relevée à 6 % en 2015 et pour les années suivantes. Enfin, l'exigence minimale de fonds propres globaux phasés est de 8 % en 2015 et pour les années suivantes ;
- À ces exigences s'ajoutent des coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :
 - le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019),
 - le coussin contracyclique (taux en principe dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau du Groupe étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (*EAD*⁽¹⁾) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du Groupe,
 - les coussins pour risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général, et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne, et plus exceptionnellement au-delà) et pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB ou EISm, entre 0 % et 3,5 %) ou autre (A-EIS, entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exceptions, c'est le plus élevé qui s'applique. Seul le groupe Crédit Agricole fait partie des établissements systémiques et a un coussin de 1 % à partir du 1^{er} janvier 2019, phasé à 0,25 % en 2016 et 0,50 % en 2017. Le groupe Crédit Agricole S.A. ne rentre pas dans ces catégories.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (0 % en 2015, 25 % du coussin demandé en 2016, 50 % en 2017 etc.). Lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est au moins 12 mois après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles. Les incréments progressifs annuels définis ci-dessus s'appliquent à l'issue de la période de préavis de 12 mois. À fin décembre 2017, des coussins contracycliques sur Hong Kong, la Norvège, la Slovaquie et la Suède sont reconnus par le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF). Ces coussins doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1 phasés.

1 ^{er} janvier...	2016	2017	2018	2019
<i>Common Equity Tier 1</i>	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
<i>Tier 1</i> (CET1 + AT1)	6,0 %	6,0 %	6,0 %	6,0 %
<i>Tier 1</i> + <i>Tier 2</i>	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Coussin de conservation	0,625 %	1,250 %	1,875 %	2,50 %
Coussin contracyclique (entre 0 et 2,5 %)	0,011 %	0,014 %		
Coussin pour risque systémique (entre 0 et 5 %)	0 %	0 %		

(1) L'*EAD* (*Exposure at default*) est le montant de l'exposition en cas de défaillance. Elle englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan.

Détail du calcul du coussin contracyclique :

31/12/2017 (en millions d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions du portefeuille de négociation		Expositions de titrisation		Exigences en fonds propres					Taux de coussin de fonds propres contracyclique par pays (en %)	Taux de coussin contracyclique spécifique à l'établissement (en %)
	Approche standard	Approche notations internes	Somme des positions longues et courtes du portefeuille de négociation	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes	Approche standard	Approche notations internes	Expositions générales de crédit	Expositions du portefeuille de négociation	Expositions de titrisation	Total	Poids du pays dans le total (en %)		
Hong Kong	323	2 909	-	-	-	-	58	-	-	58	0,312	1,25	0,004
Islande	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,001	1,25	0,000
Norvège	180	853	-	-	-	-	27	-	-	27	0,144	1,50	0,002
République Tchèque	93	99	-	-	-	-	13	-	-	13	0,068	0,50	0,000
Slovaquie	2	17	-	-	-	-	1	-	-	1	0,005	0,50	0,000
Suède	207	1 828	-	-	-	30	72	-	-	72	0,389	2,00	0,008
France	43 406	184 930	210	2 152	547	10 988	8 502	189	133	8 824	47,390	0,00	0,000
Autres pays ⁽¹⁾	65 711	173 313	227	-	1 452	27 457	9 239	18	368	9 625	51,692	0,00	0,000
TOTAL	109 923	363 949	437	2 152	1 999	38 475	17 912	207	501	18 620	100,000		0,014

(1) Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini par l'autorité compétente.

EXIGENCES MINIMALES AU TITRE DU PILIER 2 PUBLIÉES LE 19 DÉCEMBRE 2017

Le groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole S.A. ont été notifiés par la Banque centrale européenne (BCE) des nouvelles exigences de capital applicables suite aux résultats du processus de revue et d'évaluation de supervision ("SREP").

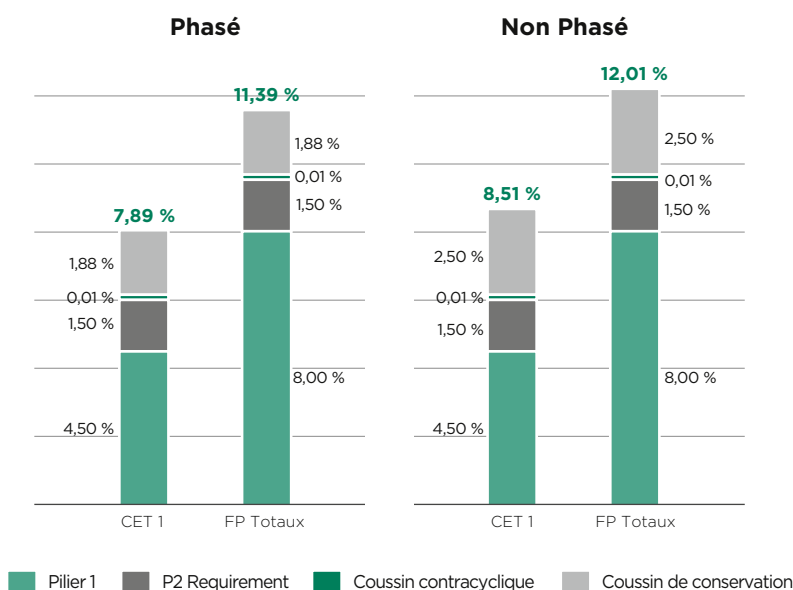
Depuis 2017, la BCE a fait évoluer la méthodologie utilisée, en découpant l'exigence prudentielle en deux parties :

- une exigence Pilier 2 ou "Pillar 2 Requirement" (P2R). Cette exigence s'applique à tous les niveaux de fonds propres et doit être constituée intégralement de fonds propres de base de catégorie 1 ; le non-respect de cette exigence entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons

des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, dividendes, rémunérations variables) ; en conséquence, cette exigence est publique ;

- une recommandation Pilier 2 ou "Pillar 2 Guidance" (P2G) ; à ce stade, cette exigence n'a pas de caractère public.

Le groupe Crédit Agricole S.A. devra en conséquence respecter en 2018 un ratio CET1 consolidé minimum de 7,89 %, en phase transitoire (phasé), soit 8,51 % en vision non phasée. Ces niveaux incluent les exigences au titre du Pilier 1, du Pilier 2 P2R, du coussin de conservation des fonds propres qui fait l'objet d'un phasing et du coussin contracyclique :



À fin décembre 2017, le ratio CET1 phasé est de 11,7 % ; il est identique en non phasé.

En qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légale ainsi que de la flexibilité de circulation du capital interne au groupe Crédit Agricole, qui est très fortement capitalisé.

1.4.2. Tableau synthétique des ratios de solvabilité

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	34 769	34 766	36 358	36 302
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	41 791	39 821	45 445	41 843
Fonds propres globaux	54 245	51 688	60 512	55 994
Total des emplois pondérés	296 388	296 388	300 740	300 740
RATIO CET1	11,7 %	11,7 %	12,1 %	12,1 %
RATIO TIER 1	14,1 %	13,4 %	15,1 %	13,9 %
RATIO GLOBAL	18,3 %	17,4 %	20,1 %	18,6 %

1.5. Définition des fonds propres

1.5.1. Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)

Ils comprennent les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) :

FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 OU COMMON EQUITY TIER 1 (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers disponibles à la vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtement, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtement correspond à l'excédent de fonds propres nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale ; il s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
 - les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable,
 - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
 - la *prudent valuation* (évaluation prudente définie par la réglementation prudentielle : ajustement du montant des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur),
 - la déduction du CET1 des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des déficits reportables**,
 - la déduction du CET1 des montants négatifs résultant d'un **déficit de provisions par rapport aux pertes attendues** (*expected loss* – "EL"),
 - la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les **participations financières inférieures ou égales à 10 %** au-delà d'une limite de franchise de 10 % des fonds propres CET1 ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
 - la déduction du CET1 des **impôts différés actifs (IDA)** dépendant des bénéfices futurs **liés à des différences temporelles** au-delà d'une limite de franchise de 17,65 %

des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),

- la déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans les **participations financières supérieures à 10 %** (investissements importants) au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % des fonds propres CET1 ; cette franchise, appliquée après application d'une première franchise de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 (non phasé)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1* "AT1") éligibles sous Bâle 3 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération).

Les instruments d'AT1 sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 %. Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. La totale flexibilité des paiements est exigée : interdiction des mécanismes de rémunération automatique, suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur.

Sont déduites les participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment (AT1), ainsi que celles résultant des règles d'application transitoire.

Les cinq émissions d'AT1 éligibles à Bâle 3 comportent deux mécanismes d'absorption des pertes qui se déclenchent lorsque l'une au moins de ces deux conditions est remplie :

- le ratio CET1 phasé du groupe Crédit Agricole S.A. est inférieur à un seuil de 5,125 % ;
- le ratio CET1 phasé du groupe Crédit Agricole est inférieur à un seuil de 7 %.

Au 31 décembre 2017, les ratios phasés de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole s'établissent respectivement à 11,7 % et 14,8 %. Ainsi, ils représentent un coussin en capital de 19,6 milliards d'euros pour le seuil relatif à Crédit Agricole S.A. et de 40,9 milliards d'euros pour le seuil relatif au groupe Crédit Agricole par rapport aux seuils d'absorption des pertes.

Au 31 décembre 2017, aucune restriction sur le paiement des coupons n'était applicable.

Au 31 décembre 2017, les éléments distribuables potentiels de Crédit Agricole S.A. s'établissent à 37,9 milliards d'euros incluant 25,7 milliards d'euros de réserves distribuables et 12,2 milliards d'euros de primes d'émission.

Fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles en dispositions transitoires (phasé)

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond :

- aux fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous Bâle 3 (ATI) ; et
- à une fraction du *Tier 1* non éligible, égale au minimum :
 - du montant prudentiel des instruments de *Tier 1* non éligibles en date de clôture (post-amortissement, *calls* éventuels, rachats, etc.), y compris les actions de préférence,
 - de 50 % (seuil pour l'exercice 2017) du stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012, le stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 9 329 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 4 665 millions d'euros.

Le montant de *Tier 1* dépassant ce seuil prudentiel est intégré au *Tier 2* phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au *Tier 2*.

Par souci de lisibilité, les tableaux des titres super-subordonnés sont présentés dans le Pilier 3, disponible sur le site Web : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

1.5.2. Fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans ; les incitations au remboursement anticipé sont interdites ; ces instruments subissent une décote pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- la clause de maintien des acquis qui est la même que celle exposée pour l'ATI ci-dessus ;
- les plus-values latentes nettes afférentes aux instruments de capitaux propres reprises, avant impôt, en fonds propres de catégorie 2 à hauteur de 45 % (seulement en phasé) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB ; par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général bruts des effets fiscaux peuvent être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard ;
- les déductions des participations dans les entités du secteur financier afférentes à ce compartiment (majoritairement du secteur des assurances, les créances subordonnées bancaires n'étant pas éligibles pour la majorité) ainsi que celles résultant des règles d'application transitoire, suite au *phasing* des participations déduites à 50 % du *Tier 1* et à 50 % du *Tier 2* selon le règlement applicable.

Le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond :

- en non phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4 ;
- en phasé : au *Tier 2* éligible CRD 4, complété du minimum :
 - du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 50 % (seuil pour l'exercice 2017) des titres *Tier 1* non éligibles,
 - de 50 % (seuil pour 2017) du stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRD 4 existant au 31 décembre 2012 s'élevait

à 4 118 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 2 059 millions d'euros.

Par souci de lisibilité, les tableaux des titres subordonnés à durée indéterminée, des titres participatifs et des titres subordonnés remboursables au 31 décembre 2017 sont présentés dans le Pilier 3, disponible sur le site Web : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

1.5.3. Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR/CRD 4, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, notamment l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires prennent fin au 1^{er} janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1^{er} janvier 2022 :

1. application transitoire du traitement des filtres prudentiels sur les plus et moins-values latentes sur les actifs disponibles à la vente : avant 2014, les plus-values latentes étaient exclues du CET1, elles ont été progressivement intégrées (40 % en 2015 ; 60 % en 2016 ; 80 % en 2017 et 100 % les années suivantes) ; à l'inverse, les moins-values latentes ont été intégrées dès 2014 ; par ailleurs, les plus et moins-values latentes sur les titres souverains restent exclues des fonds propres jusqu'à l'application de la norme IFRS 9 par l'UE ;
2. déduction progressive de l'écrêtement ou de l'exclusion des intérêts minoritaires par tranche progressant de 20 % par an depuis le 1^{er} janvier 2014 ;
3. déduction progressive des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables par tranche, progressant de 20 % par an depuis le 1^{er} janvier 2014 ; le montant résiduel (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
4. déduction progressive des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles : le montant dépassant la double franchise, partiellement commune aux participations financières supérieures à 10 %, est déduit par tranche progressant de 20 % par an à compter du 1^{er} janvier 2014 ; les éléments couverts par la franchise sont pondérés à 250 % ; le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (traitement en emplois pondérés à 0 %) ;
5. déduction progressive des instruments de CET1 détenus dans des entités financières constituant des participations dans lesquelles le taux de détention est supérieur à 10 % : le montant résiduel du dépassement de double franchise, commune aux IDA traités au point précédent, est déduit suivant les mêmes modalités qu'au point ci-dessus ; les éléments couverts par la franchise sont comme ci-dessus pondérés à 250 % ; le montant résiduel du dépassement de franchise (80 % en 2014, 60 % en 2015, 40 % en 2016, 20 % en 2017 et 0 % les années suivantes) reste traité selon la méthode CRD 3 (déduction à 50 % du *Tier 1* et 50 % du *Tier 2*) ;
6. les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres en Bâle 2 et qui ne sont plus éligibles en tant que fonds propres du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis ; tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu dès le 1^{er} janvier 2014 ; les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions faire l'objet de clauses de grand

père. Conformément à cette clause, ces instruments sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015, etc. La partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à Tier 2 par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

1.5.4. Fonds propres prudentiels simplifiés au 31 décembre 2017

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels de manière simplifiée au 31 décembre 2017. Par souci de lisibilité, le tableau complet sur la composition des fonds propres est présenté dans le Pilier, dans le Pilier 3, disponible sur le site web : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>

	31/12/2017		31/12/2016	
(en millions d'euros)	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
Capital et réserves part du Groupe ⁽¹⁾	50 596	50 885	49 727	50 554
(+) Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	3 472	3 270	2 575	1 951
(-) Prudent valuation	(737)	(737)	(472)	(472)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(17 761)	(17 761)	(15 074)	(15 074)
(-) Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles après déduction des passifs d'impôt associés	(240)	(299)	(32)	(53)
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(578)	(578)	(179)	(179)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles ⁽²⁾	0	0	(251)	(418)
Ajustements transitoires et autres déductions applicables aux fonds propres CET1	17	(14)	64	(7)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	34 769	34 766	36 358	36 302
Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres AT1	5 098	5 098	5 616	5 616
Instruments de fonds propres AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	2 416	0	4 508	0
Instruments Tier 1 ou Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 1	(420)	(1)	(808)	0
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(72)	(42)	(229)	(75)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1	7 022	5 055	9 087	5 541
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1	41 791	39 821	45 445	41 843
Instruments de capital et emprunts subordonnés éligibles en tant que fonds propres Tier 2	15 506	15 506	17 808	17 808
Instruments de capital et emprunts subordonnés non éligibles	382	0	431	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes et ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard ⁽³⁾	443	443	382	382
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2	(3 771)	(3 951)	(3 231)	(3 799)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(106)	(131)	(323)	(240)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2	12 454	11 867	15 067	14 151
FONDS PROPRES GLOBAUX	54 245	51 688	60 512	55 994
TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS	296 388	296 388	300 740	300 740
RATIO CET1	11,7 %	11,7 %	12,1 %	12,1 %
RATIO TIER 1	14,1 %	13,4 %	15,1 %	13,9 %
RATIO GLOBAL	18,3 %	17,4 %	20,1 %	18,6 %

(1) Ce poste est détaillé dans le tableau ci-dessous de passage des capitaux propres aux fonds propres.

(2) Les instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important représentent 2 986 millions d'euros et les impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles sont de 739 millions d'euros en non phasé au 31/12/2017.

(3) La réintégration en Tier 2 de l'excès de provision par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes est limitée à 0,6 % des emplois pondérés en IRB. Par ailleurs, les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux peuvent être intégrés à hauteur de 1,25 % des emplois pondérés en standard.

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 34,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017 et font ressortir une baisse de 1,5 milliard d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2016.

Les événements non récurrents ayant impacté le CET1 en 2017 concernent les différentes opérations d'acquisition et de cession d'actifs. La plus importante est l'acquisition par Amundi de Pioneer Investments (filiale de gestion d'actifs d'UniCredit) ; deux autres opérations ont été réalisées : l'acquisition des trois Caisses d'épargne italiennes et de 15 % du capital de CACEIS détenus par Natixis. Deux cessions ont été réalisées, celle de 16 % du capital de BSF et celle de l'intégralité de la participation (15,4 %) de Crédit Agricole S.A. dans Eurazeo. Les autres variations sont notamment attribuables aux moins-values latentes, à l'écart de change négatif et à la hausse du déficit de provisions par rapport à l'*expected loss* sur les expositions en méthode IRB (*Internal ratings based approach*).

Au titre des variations récurrentes, le résultat prudentiel conservé s'élève à 2,0 milliards d'euros et, en sens inverse, la charge des coupons sur les émissions AT1 éligibles Bâle 3 à 0,5 milliard d'euros.

Les variations résiduelles sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

- le capital et les réserves s'élèvent en non phasé à 50,9 milliards d'euros, en hausse de 0,3 milliard d'euros par rapport à fin 2016 du fait, principalement, du résultat prudentiel conservé pour 2,0 milliards d'euros et de l'impact positif de l'acquisition de Pioneer Investments sur les réserves qui s'élève à 0,3 milliard d'euros. En sens inverse, la baisse des plus et moins-values latentes atteint 0,4 milliard d'euros, l'écart de conversion net de l'effet change des émissions d'AT1 a un impact négatif de 0,8 milliard d'euros et les coupons AT1 pèsent sur le CET1 à hauteur de 0,5 milliard d'euros ; l'acquisition de la part minoritaire de CACEIS a par ailleurs un impact négatif inférieur à 0,2 milliard d'euros ;
- les intérêts minoritaires s'élèvent en non phasé à 3,3 milliards d'euros, en hausse de 1,3 milliard d'euros, essentiellement sous l'effet de l'acquisition de Pioneer Investments (0,9 milliard d'euros) et de l'acquisition des Caisses d'épargne italiennes (0,2 milliard d'euros) ;
- la déduction au titre de la *prudent valuation* s'élève à 0,7 milliard d'euros en hausse de 0,3 milliard d'euros ;
- les déductions au titre des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles s'élèvent à 17,8 milliards d'euros en hausse de 2,7 milliards d'euros, principalement sous l'effet de l'acquisition de Pioneer Investments ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables s'élèvent à 0,3 milliard d'euros ;
- le déficit de provision par rapport à l'*expected loss* sur les expositions en IRB s'élève à - 0,6 milliard d'euros, contre - 0,2 milliard d'euros au 31 décembre 2016 ;
- les instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % sont en baisse de 1,1 milliard d'euros et s'élèvent à 3,0 milliards d'euros, essentiellement du fait de la cession partielle de BSF ; ils font l'objet du calcul de franchise et sont devenus inférieurs au seuil de cette dernière ; les impôts différés actifs (IDA) dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles s'élèvent à 0,7 milliard d'euros, en augmentation de 0,1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2016 ; ces derniers bénéficient pleinement de la franchise et font donc l'objet d'un traitement en emplois pondérés à 250 % ; au global, la déduction en fonds propres au titre des participations financières supérieures à 10 % est nulle au 31 décembre 2017 (contre - 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2016).

En phasé, les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 34,8 milliards d'euros, soit un montant similaire à ceux en non phasé. En synthèse, l'impact négatif du *phasing* sur les plus et moins-values latentes est compensé par celui positif de la réintégration de l'écrêtement des intérêts minoritaires.

Les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*) non phasés s'élèvent à 39,8 milliards d'euros et sont en diminution de 2 milliards d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2016. Cette variation s'explique comme suit :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 1 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 5,1 milliards d'euros, en baisse de 0,5 milliard d'euros, du fait d'un effet change défavorable ;
- pour mémoire, la totalité du stock antérieur au 1^{er} janvier 2014, soit 2,4 milliards d'euros, est, quant à lui, non éligible ;
- les déductions incluent principalement le plafond de rachat d'instruments AT1 qui s'élève à moins de 0,1 milliard d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2016.

Les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*) phasés atteignent 41,8 milliards d'euros et sont en diminution de 3,7 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016, avec des fonds propres additionnels de catégorie 1 en diminution de 2,1 milliards d'euros. Cette variation est composée de la variation détaillée non phasée ci-dessus et de celle phasée. Cette dernière s'explique principalement comme suit :

- les titres bénéficiant de la clause du "grand père" ("*grand-fatherés*") baissent de 2,1 milliards d'euros, principalement du fait de remboursements réalisés pour 1,3 milliard d'euros dans le cadre d'une opération de *liability management* à laquelle s'ajoutent des calls pour 0,6 milliard d'euros et un effet change négatif pour le solde ; le montant total de ces titres reste ainsi inférieur à la clause de maintien des acquis qui permet de retenir, en sus des instruments éligibles en CRR/CRD 4, un montant de dette correspondant à un maximum de 50 % du stock au 31 décembre 2012 ;
- les créances subordonnées des établissements de crédit et des assurances, toutes représentatives d'instruments de *Tier 2*, sont déduites pour leur quote-part affectée en déduction du *Tier 1* ; ce poste, impacté par le changement du pourcentage de *phasing*, représente un montant de 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2017, soit une baisse de la déduction de 0,4 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2016.

Les fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) non phasés, s'élèvent à 11,9 milliards d'euros et sont en baisse de 2,3 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Cette variation s'explique comme suit :

- les titres hybrides retenus en fonds propres de catégorie 2 éligibles à Bâle 3 s'élèvent à 15,5 milliards d'euros, soit une baisse de 2,3 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016 ; plusieurs rachats ont été réalisés au cours de l'exercice pour un montant de 0,5 milliard d'euros ; l'impact des décotes prudentielles est de 1,4 milliard d'euros et l'effet change est négatif pour le solde ;
- l'excès de provision par rapport aux pertes attendues selon l'approche notations internes et les ajustements pour risque de crédit général brut des effets fiscaux selon l'approche standard est stable à 0,4 milliard d'euros ;
- les créances subordonnées des banques et assurances, toutes représentatives d'instruments *Tier 2*, sont déduites intégralement du *Tier 2* en non phasé pour un montant de 4,0 milliards d'euros, contre 3,8 milliards d'euros au 31 décembre 2016 ;

- les ajustements transitoires et autres déductions incluent une déduction du plafond de rachat d'instruments *Tier 2* qui s'élève à 0,2 milliard d'euros, et, en sens inverse, l'impact *Tier 2* des intérêts minoritaires des instruments émis par des filiales pour 0,1 milliard d'euros.

Le **Tier 2 phasé** s'élève à 12,5 milliards d'euros, en baisse de 2,6 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Cette variation est composée de la variation non phasée ci-dessus et de celle phasée. Cette dernière s'explique principalement comme suit :

- le montant des instruments non éligibles, soit 0,4 milliard d'euros, est quasi stable par rapport au 31 décembre 2016 ;

- les créances subordonnées des banques et assurances s'élèvent, pour leur quote-part affectée en déduction du *Tier 2*, à 3,8 milliards d'euros, soit une hausse de 0,5 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2016, imputable principalement au changement du pourcentage de *phasing*.

Au total, les **fonds propres globaux non phasés** s'élèvent au 31 décembre 2017 à 51,7 milliards d'euros, soit une baisse de 4,3 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016.

Les **fonds propres globaux phasés** s'élèvent, quant à eux, à 54,2 milliards d'euros et sont inférieurs de 6,3 milliards d'euros à ceux du 31 décembre 2016. Ces fonds propres prudentiels ne prennent pas en compte les émissions de dette senior non préférée qui sont traitées dans le point ci-dessous "Ratios de résolution".

1.5.5. Évolution des fonds propres réglementaires en 2017

		Flux en phasé : 31/12/2017 vs 31/12/2016
(en millions d'euros)		
Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2016		36 358
Augmentation de capital		0
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution		3 194
Prévision de distribution		(1 802)
Variation des plus et moins-values latentes ⁽¹⁾		190
Effet change		(772)
Intérêts minoritaires ⁽¹⁾		897
Variations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles		(2 687)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1		(399)
Dépassement de franchise ⁽¹⁾		251
Autres ajustements prudentiels		(460)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 AU 31/12/2017		34 769
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2016		9 087
Émissions		0
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette ⁽²⁾		(2 610)
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1		545
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 AU 31/12/2017		7 022
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 AU 31/12/2017		41 791
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2016		15 067
Émissions		0
Remboursements et écarts de change sur le stock de dette ^{(2) (3)}		(2 351)
Variation des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2		(262)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 AU 31/12/2017		12 454
FONDS PROPRES GLOBAUX AU 31/12/2017		54 245

(1) Intègre la modification des pourcentages de *phasing*.

(2) Y compris déductions du plafond de rachat d'instruments AT1 et *Tier 2* et impact éventuel du plafond applicable aux instruments soumis à exclusion progressive.

(3) Un amortissement est pris en compte pour les instruments de *Tier 2* pendant la période des 5 années précédant leur échéance.

1.5.6. Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Phasé	Non phasé	Phasé	Non phasé
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)*	58 056	58 056	58 277	58 277
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(1 802)	(1 802)	(1 716)	(1 716)
Gains-pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur produits structurés filtrés	370	370	219	219
Gains-pertes latents sur évolution risque de crédit sur soi même sur dérivés filtrés	(11)	(14)	(41)	(69)
Gains-pertes latents sur opérations de couverture de flux trésorerie filtrés	(426)	(426)	(578)	(578)
Traitement transitoire des gains et pertes latents	(294)	0	(859)	0
Instruments <u>AT1</u> inclus dans les capitaux propres comptables	(5 000)	(5 000)	(5 011)	(5 011)
Autres retraitements prudentiels	(297)	(299)	(564)	(568)
Capitaux propres part du Groupe ⁽¹⁾	50 596	50 885	49 727	50 554
INTÉRÊTS MINORITAIRES COMPTABLES*	6 650	6 650	5 661	5 661
(-) éléments non reconnus en prudentiel ⁽²⁾	(3 178)	(3 380)	(3 086)	(3 710)
Intérêts minoritaires ⁽¹⁾	3 472	3 270	2 575	1 951
<i>Prudent valuation</i>	(737)	(737)	(472)	(472)
Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(17 761)	(17 761)	(15 074)	(15 074)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(240)	(299)	(32)	(53)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(578)	(578)	(179)	(179)
Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	0	0	(251)	(418)
Autres éléments du CET1	17	(14)	64	(7)
TOTAL CET1	34 769	34 766	36 358	36 302
Instruments de fonds propres <u>AT1</u> (y compris actions de préférence)	7 514	5 098	10 124	5 616
Instruments <i>Tier 1</i> ou <i>Tier 2</i> d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du <i>Tier 1</i>	(420)	(1)	(808)	0
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(42)	(42)	(159)	(75)
Autres éléments de <i>Tier 1</i>	(30)	0	(70)	0
Total Additionnal Tier 1	7 022	5 055	9 087	5 541
TOTAL TIER 1	41 791	39 821	45 445	41 843
Instruments de fonds propres <i>Tier 2</i>	15 888	15 506	18 239	17 808
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	0	0	0	0
Ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard	443	443	382	382
Instruments <i>Tier 2</i> d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du <i>Tier 2</i>	(3 771)	(3 951)	(3 231)	(3 799)
Ajustements transitoires, autres déductions et intérêts minoritaires	(106)	(131)	(323)	(240)
TOTAL TIER 2	12 454	11 867	15 067	14 151
FONDS PROPRES GLOBAUX	54 245	51 688	60 512	55 994

(1) Ce poste se retrouve dans le tableau ci-dessus des fonds propres prudentiels simplifiés.

(2) Dont titres hybrides émis par Crédit Agricole Assurances.

* Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.

1.6. Autres ratios

1.6.1. Ratio conglomérat

Au 31 décembre 2017, le ratio conglomérat de Crédit Agricole S.A., qui intègre désormais l'exigence Solvabilité 2 pour la participation dans Crédit Agricole Assurances, s'élève à 193 % sur une base phasée, un niveau très supérieur à l'exigence minimale de 100 %. Le Groupe dispose ainsi de près de deux fois les exigences minimales de capital pour les activités bancaires et pour les activités d'assurance.

Le ratio conglomérat est le rapport des fonds propres globaux phasés du conglomérat financier sur les exigences de fonds propres de la banque cumulées avec les exigences de fonds propres de l'assurance :

- il reprend l'ensemble des exigences bancaires et d'assurance en retraçant à la fois du numérateur et du dénominateur la part des intragroupes liée aux participations en fonds propres ;
- les fonds propres de la filiale d'assurances levés à l'extérieur du périmètre de consolidation sont intégrés aux fonds propres du conglomérat.

$$\text{Ratio conglomérat} = \frac{\text{Fonds propres globaux du conglomérat}}{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}} > 100 \%$$

En tant que groupe de bancassurance, la vision "conglomérat" est la plus pertinente. Le conglomérat associe banques et assurance : cela correspond au périmètre naturel de Crédit Agricole S.A. Par ailleurs, dans le ratio conglomérat, ces deux activités sont intégrées pour les risques réels portés par chacune. La vision du ratio conglomérat est donc économique tandis que le ratio de solvabilité bancaire traite l'assurance comme une participation.

1.6.2. Ratio de levier

L'article 429 du CRR, précisant les modalités relatives au ratio de levier, a été modifié et remplacé par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014. Le règlement délégué a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

La publication est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2015 au moins une fois par an ; les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé, un ratio phasé ou les deux ratios.

Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Le ratio de levier a subi une période d'observation entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} janvier 2017 dans l'objectif d'un suivi sur les composantes ainsi que le comportement de ce ratio par rapport aux exigences fondées sur les risques.

À ce stade, la mise en œuvre en Pilier 1 (exigence réglementaire minimale), initialement prévue au 1^{er} janvier 2018, est décalée, et pourrait se faire dans le cadre de sa transposition dans CRR2.

Une exigence de ratio de levier à deux vitesses est préconisée par le Comité de Bâle : elle pourrait être de 3 %, pour les non G-SIB, et à un niveau de 3 % augmenté de la moitié du coussin systémique de l'entité pour les G-SIB.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition au levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'élève au 31 décembre 2017 à 4,4 % sur une base de Tier 1 phasé ⁽¹⁾.

RATIO DE LEVIER - DÉCLARATION COMMUNE

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR		
Expositions au bilan (exceptés dérivés et SFT)		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	973 980
2	Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1	(20 455)
3	TOTAL DES EXPOSITIONS AU BILAN (DÉRIVÉS, SFT ET ACTIFS FIDUCIAIRES EXCLUS) (SOMME DES LIGNES 1 ET 2)	953 525
Expositions sur dérivés		
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	14 724
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	30 188
EU-5a	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	0
6	Sûretés fournies pour des dérivés lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	4 177
7	Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés	(16 153)
8	Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client	(1 526)
9	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	11 641
10	Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus	(9 078)
11	TOTAL DES EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS (SOMME DES LIGNES 4 À 10)	33 972

(1) Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de + 110 points de base au titre de l'exonération des opérations entre entités affiliées du Groupe.

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR (suite)

Expositions sur SFT

12	Actifs SFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	314 007
13	Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT bruts	(181 292)
14	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs SFT	5 910
EU-14a	Dérogation pour SFT : Exposition au risque de crédit de la contrepartie conformément à l'article 429 ter, paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n° 575/2013	0
15	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	0
EU-15a	Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT compensées par le client	0
16	TOTAL DES EXPOSITIONS SUR OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES (SOMME DES LIGNES 12 À 15A)	138 625

Autres expositions de hors bilan

17	Expositions de hors-bilan en valeur notionnelle brute	257 452
18	Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents	(123 100)
19	AUTRES EXPOSITIONS DE HORS-BILAN (SOMME DES LIGNES 17 ET 18)	134 352

Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) no 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)

EU-19a	Expositions intragroupe exemptées (sur base individuelle) au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	(319 740)
EU-19b	Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)	0

Fonds propres et mesure de l'exposition totale

20	FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1	41 791
21	MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (SOMME DES LIGNES 3, 11, 16, 19, EU-19A ET EU-19B)	940 735

Ratio de levier

22	RATIO DE LEVIER	4,4 %
-----------	------------------------	--------------

Choix en matière de dispositions transitoires et montant des actifs fiduciaires décomptabilisés

EU-23	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire
EU-24	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n° 575/2013	

RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER

		Montant applicable
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	1 550 283
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation réglementaire	(340 388)
3	Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition aux fins du <u>ratio de levier</u> au titre de l'article 429, paragraphe 13, du règlement (UE) n° 575/2013	0
4	Ajustements pour instruments financiers dérivés	(89 603)
5	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)	26 286
6	Ajustement pour les éléments de hors-bilan (résultant de la conversion des expositions de hors-bilan en montants de crédit équivalents)	134 352
EU-6a	Ajustement pour expositions intragroupe exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du <u>ratio de levier</u> au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013	(319 740)
EU-6b	Ajustement pour expositions exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du <u>ratio de levier</u> au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013	0
7	Autres ajustements	(20 455)
8	MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER	940 735

VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, SFT)

		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés et SFT), dont :	662 183
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	4 285
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	657 898
EU-4	Obligations garanties	2 179
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	177 319
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	1 915
EU-7	Établissements	38 787
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	5 683
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	170 693
EU-10	Entreprises	175 742
EU-11	Expositions en défaut	12 952
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	72 628

Les éléments qualitatifs (LRQua) demandés par le Règlement d'exécution (UE) 2016/200 du 15 février 2016 sont les suivants.

DESCRIPTION DES PROCÉDURES UTILISÉES POUR GÉRER LE RISQUE DE LEVIER EXCESSIF

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité (ratio de solvabilité/ratio de résolution) et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau du Groupe fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

DESCRIPTION DES FACTEURS QUI ONT EU UN IMPACT SUR LE RATIO DE LEVIER AU COURS DE LA PÉRIODE À LAQUELLE SE RAPPORTE LE RATIO DE LEVIER COMMUNIQUÉ PAR L'ÉTABLISSEMENT

Le ratio de levier est impacté par la baisse des fonds propres phasés expliquée dans le point 1.5.4 ci-dessus, mais également par la progression des expositions liée aux variations de périmètre consécutives aux acquisitions du Groupe en Italie (Pioneer Investments, Caisses d'épargne) et à la croissance de l'activité, notamment en banque de proximité.

1.6.3. Ratios de résolution

RATIO MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities* ou "Exigence minimale concernant les fonds propres et les engagements éligibles") est défini dans la directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (BRRD), publiée le 12 juin 2014 pour application depuis le 1^{er} janvier 2015 (sauf les dispositions sur le renflouement interne et le MREL, applicables depuis le 1^{er} janvier 2016).

Plus globalement, la BRRD établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et d'engagements éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Cette exigence minimale est calculée comme étant le montant de fonds propres

et d'engagements éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement. Dans ce calcul, le total des passifs tient compte de la pleine reconnaissance des droits de compensations applicables aux dérivés.

- Au vu de la proposition législative de la Commission européenne d'amendements à la BRRD, publiée le 23 novembre 2016, le dénominateur du MREL pourrait à terme converger vers celui du ratio TLAC (voir ci-dessous), et être exprimé en emplois pondérés.
- Sont éligibles au MREL les fonds propres prudentiels, les titres subordonnés ayant une échéance résiduelle de plus d'un an (y compris non éligibles prudemment et la part décotée des *Tier 2*), les dettes seniors non préférées ayant une échéance résiduelle de plus d'un an et certaines dettes seniors préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an. La dette senior préférée éligible au MREL est soumise à l'appréciation du Conseil de Résolution Unique (CRU).

Le ratio MREL sert à calibrer une exigence de passifs éligibles et ne préjuge pas des dettes qui seraient effectivement appelées à subir des pertes en cas de résolution.

Le groupe Crédit Agricole a d'ores et déjà atteint depuis septembre 2015, un ratio MREL à 8 % hors dette senior préférée éligible, qui permettrait en cas de résolution le recours au fonds de résolution européen avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs seniors préférés. Le groupe Crédit Agricole sera soumis à un objectif de MREL défini par l'autorité de résolution et qui pourra être différent de l'objectif cible de 8 % retenu par le Groupe.

Le Groupe s'était donné comme objectif d'atteindre le ratio de 8 % hors dette senior préférée fin 2016. En 2016, le CRU n'a communiqué au Groupe qu'une cible indicative de MREL, donc y compris dette senior préférée potentiellement éligible ⁽¹⁾, non contraignante au niveau consolidé. Au cours du deuxième trimestre 2018, le CRU devrait fixer une exigence de MREL pour le Groupe au niveau consolidé, mais ne devrait pas prendre avant 2019 ses premières décisions de MREL au niveau individuel.

Au 31 décembre 2017, le groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à 8,3 % intégrant 7,7 milliards d'euros de dettes senior non préférées, mais sans intégrer la dette senior préférée potentiellement éligible.

(1) Estimation basée sur l'état actuel de notre compréhension des textes.

RATIO TLAC

Ce ratio, dont les modalités ont été précisées dans un *Term Sheet* publié le 9 novembre 2015, a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière *Financial Stability Board* (FSB). Le FSB a ainsi défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB). Ce nouveau ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC), qui sera transposé au niveau européen dans le règlement CRR et entrera en vigueur à partir de 2019, fournira aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIB ont une capacité suffisante d'absorption de pertes, avant et pendant la résolution. En conséquence, les autorités de résolution pourront mettre en œuvre une stratégie de résolution ordonnée, qui minimise les impacts sur la stabilité financière, assure la continuité des fonctions économiques critiques des G-SIB, et limite le recours aux contribuables.

Selon les dispositions du *Term Sheet* TLAC, reprise dans la proposition législative de la Commission européenne d'amendements au règlement CRR publiée le 23 novembre 2016 et actuellement en cours d'examen par le Parlement et le Conseil, le niveau minimum de ratio du TLAC à compter du 1^{er} janvier 2019 est égal à deux fois les exigences prudentielles minimales. Celles-ci correspondent au maximum entre 6 % du dénominateur

du ratio de levier et 16 % des risques pondérés, auquel s'ajoutent les coussins prudentiels applicables. À compter du 1^{er} janvier 2022, elles correspondront au maximum entre 6,75 % du dénominateur du ratio de levier et 18 % des risques pondérés (hors coussins). Ce niveau minimum pourrait être relevé par les autorités de résolution à travers l'exigence de MREL (voir point précédent).

Ce ratio s'applique à partir de 2019 uniquement aux établissements d'importance systémique, donc au groupe Crédit Agricole. Crédit Agricole S.A. n'y est en revanche pas soumis, n'étant pas qualifié de G-SIB par le FSB.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de résolution peut appliquer le renflouement interne.

Le groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5 % (incluant un coussin de conservation de 2,5 % et un coussin G-SIB de 1 %) à compter de 2019 puis 21,5 % à compter de 2022. Le groupe Crédit Agricole vise le respect de ces exigences TLAC sans inclusion de dette senior préférée, sous réserve de l'évolution des méthodes de calcul des emplois pondérés.

Au 31 décembre 2017, le ratio TLAC rapporté aux emplois pondérés est estimé à 20,6 % pour le groupe Crédit Agricole, hors prise en compte des dettes seniors préférées éligibles.

2. PILOTAGE DU CAPITAL ÉCONOMIQUE

2.1. Dispositif d'ensemble

Dans l'optique de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est exposé, le Groupe complète la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) par une mesure des exigences de capital économique, qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et une valorisation selon une approche interne (Pilier 2).

Ce dispositif est un des éléments du processus ICAAP (*Internal Capital Adequacy Assessment Process*) dont la mise en œuvre, mais également l'actualisation, est de la responsabilité de chaque sous-groupe. Le capital économique est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 4 *via* sa transposition dans la réglementation française par l'arrêté du 3 novembre 2014 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- et les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure de l'exigence de capital économique au niveau du groupe Crédit Agricole, du groupe Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe. Le Groupe a aussi défini le capital interne disponible, vision interne des fonds propres, auquel est comparée l'exigence de capital économique.

2.2. Exigence de capital économique

Pour chacun des risques recensés lors du processus d'identification des risques, le calcul des exigences de capital économique consiste à :

- ajuster les exigences de fonds propres calculées au titre du Pilier 1 de façon à ce que le capital interne reflète de façon économique les risques de chaque activité ;

- appliquer un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est défini sur la base de l'appétence du Groupe en termes de notation externe ;
- prendre en compte une approche en conglomérat plus pertinente dans le cadre de l'activité de bancassureur du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- et tenir compte, de façon prudente, des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

L'ensemble des exigences de capital économique est couvert par les fonds propres internes. Au niveau du groupe Crédit Agricole, le capital interne disponible couvre ainsi près de 140 % des exigences de capital économique au 31 décembre 2017.

Sont ainsi pris en compte au 31 décembre 2017, l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. Pour chacun de ces risques, des mesures d'exigence de capital interne sont développées, incluant le cas échéant un ajustement du risque par rapport aux exigences du Pilier 1. Le Groupe mesure notamment : le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque émetteur, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

Une cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure des exigences en capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure de l'exigence en capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer les effets des principales réformes prudentielles pouvant être anticipées.

Les entités du groupe Crédit Agricole S.A. soumises à l'exigence de mesure de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de l'exigence de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation est une composante du dispositif d'identification des risques ;

- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

3. ANNEXE AUX FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

DESCRIPTION DES DIVERGENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION (ENTITÉ PAR ENTITÉ) ⁽¹⁾

Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation réglementaire			Description de l'entité
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	
Crédit Agricole Immobilier	MEE		X		Activités spécialisées, scientifiques et techniques
Crédit Agricole Immobilier Promotion	MEE		X		Construction
Crédit Agricole Immobilier Services	MEE		X		Activités immobilières
SNC EOIE	MEE		X		Construction
SO. GI. CO	MEE		X		Activités immobilières
SCI D2 CAM	MEE		X		Activités immobilières
Uni-Edition	Globale			X	Information et communication
Crédit Agricole Assurances (CAA)	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Crédit Agricole Life Insurance Company Japan Ltd.	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
CA ASSICURAZIONI	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
Spirica	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Crédit Agricole Assurances Solutions	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Predica	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Médicale de France	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Pacifica	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Via Vita	Globale			X	Autres activités de services
Crédit Agricole Life Insurance Europe	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
GNB Seguros (Anciennement BES Seguros)	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Crédit Agricole Life	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
Crédit Agricole Vita S.p.A.	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Assurance
ASSUR&ME	Globale			X	Activités financières et d'assurance - Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
UBAF	MEE		X		Activités financières et d'assurance - Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite

Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation réglementaire			Description de l'entité
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	
CAIRS Assurance S.A.	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Assurance
Atlantic Asset Securitization LLC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
LMA SA	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos EUR FCC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos GBP FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos USD FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Héphaïstos Multidevises FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Eucalyptus FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific USD FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Shark FCC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Vulcain EUR FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Vulcain Multi-Devises FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Vulcain USD FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific EUR FCC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Pacific IT FCT	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Triple P FCC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
ESNI (compartiment Cédit Agricole CIB)	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
Elipso Finance S.r.l	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
La Fayette Asset Securitization LLC	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
TSUBAKI ON (FCT)	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
TSUBAKI OFF (FCT)	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
ARES Reinsurance Ltd.	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance

Nom de l'entité	Méthode de consolidation comptable	Méthode de consolidation réglementaire			Description de l'entité
		Intégration globale	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	
MENAFINANCE	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Forso Nordic A.B.	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Forso Norge	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Forso Denmark	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Forso Finance OY	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
FCA Bank S.P.A.	MEE		X		Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Finaref Risques Divers	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Assurance
Finaref VIE	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Assurance
CACI Reinsurance Ltd.	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
SPACE HOLDING (IRELAND) LIMITED	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
SPACE LUX	Globale			X	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles
CACI LIFE LIMITED	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CACI NON LIFE LIMITED	Globale			X	Activités financières et d'assurance – Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CACI Gestion	Globale			X	Activités spécialisées, scientifiques et techniques

(1) Le périmètre de consolidation est décrit intégralement dans l'annexe II aux comptes consolidés.

4. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

4.1. Synthèse des emplois pondérés

4.1.1. Emplois pondérés par type de risque (OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 296,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 300,7 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

(en millions d'euros)	RWA		Exigences minimales de fonds propres
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
1 Risque de crédit (hors risque de contrepartie - RCC)	228 466	230 731	18 277
2 <i>dont approche standard (SA)</i>	94 788	92 757	7 583
3 <i>dont approche fondation IRB (IRBF)</i>	22 050	21 284	1 764
4 <i>dont approche avancée IRB (IRBA)</i>	87 765	94 824	7 021
5 <i>dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes</i>	23 862	21 866	1 909
6 Risque de contrepartie	16 074	20 267	1 286
7 <i>dont méthode de l'évaluation au prix du marché</i>	4 905	5 735	392
8 <i>dont méthode de l'exposition initiale</i>	-	-	-
9 <i>dont méthode standard</i>	-	-	-
10 <i>dont méthode du modèle interne (IMM)</i>	7 996	10 120	640
11 <i>dont contributions au fonds de défaillance d'une CCP</i>	316	527	25
12 <i>dont CVA</i>	2 857	3 885	229
13 Risque de règlement	1	1	-
14 Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire (après plafonnement)	6 258	5 735	501
15 <i>dont approche fondée sur les notations internes (IRB RBA)</i>	1 551	1 771	124
16 <i>dont approche prudentielle fondée sur les notations internes (IRB SFA)</i>	634	1 127	51
17 <i>dont approche fondée sur les évaluations internes (IAA)</i>	2 684	2 483	215
18 <i>dont approche standard (SA)</i>	1 388	353	111
19 Risque de marché	10 523	7 695	842
20 <i>dont approche standard (SA)</i>	4 793	940	383
21 <i>dont approches fondées sur la méthode des modèles internes (IMA)</i>	5 730	6 755	458
22 Expositions Grands Risques	-	-	-
23 Risque opérationnel	27 965	27 548	2 237
24 <i>dont approche élémentaire</i>	-	-	-
25 <i>dont approche standard</i>	7 847	5 424	628
26 <i>dont approche par mesure avancée</i>	20 119	22 124	1 609
27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (avant pondération des risques de 250 %)	7 101	8 764	568
28 Ajustement du plancher Bâle 1	-	-	-
29 TOTAL	296 388	300 740	23 711

4.1.2. Emplois pondérés par pôle métier

31/12/2017 (en millions d'euros)	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB ⁽¹⁾	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
Banque de proximité en France	7 587	1 989	32 171	-	41 747	15	2 347	6	44 115
Banque de proximité à l'international	30 816	700	3 348	11	34 875	20	3 522	329	38 746
Gestion de l'épargne et assurances	6 140	15 092	854	-	22 086	501	4 321	81	26 989
Services financiers spécialisés	34 218	937	16 754	-	51 909	44	2 414	2	54 369
Banque de financement et d'investissement	17 074	3 934	63 704	305	85 017	2 277	14 909	6 003	108 206
Activités hors métiers	3 683	8 312	7 414	-	19 409	-	452	4 102	23 963
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	99 518	30 964	124 245	316	255 043	2 857	27 965	10 523	296 388

(1) Approche IRB avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

31/12/2016 (en millions d'euros)	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB ⁽¹⁾	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
Banque de proximité en France	6 392	2 101	30 578	-	39 071	4	2 501	-	41 576
Banque de proximité à l'international	26 201	712	3 347	-	30 260	1	2 706	247	33 214
Gestion de l'épargne et assurances	5 283	11 799	807	-	17 889	202	3 585	-	21 676
Services financiers spécialisés	37 279	920	16 427	-	54 626	34	2 202	-	56 862
Banque de financement et d'investissement	18 158	7 933	74 243	408	100 742	3 644	16 173	7 084	127 643
Activités hors métiers	4 228	7 165	7 512	119	19 024	-	381	364	19 769
TOTAL EMPLOIS PONDÉRÉS	97 541	30 630	132 914	527	261 612	3 885	27 548	7 695	300 740

(1) Approche IRB avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

4.1.3. Évolution des emplois pondérés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. sur l'année 2017 :

(en millions d'euros)	31/12/2016	Change	Variation organique et actions d'optimisation	VME Assurances	Périmètre	Méthode	Total variation 2017	31/12/2017
Risque de crédit	261 612	(4 683)	(4 484)	3 258	1 304	(1 964)	(6 569)	255 043
dont Risque actions	30 630	-	426	3 258	(3 351)	-	333	30 963
CVA	3 885	-	(1 034)	-	6	-	(1 028)	2 857
Risque de marché	7 695	-	2 719	-	109	-	2 828	10 523
Risque opérationnel	27 548	-	(983)	-	1 400	-	417	27 965
TOTAL	300 740	(4 683)	(3 782)	3 258	2 819	(1 964)	(4 352)	296 388

Les emplois pondérés s'établissent à 296,4 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en baisse de 4,4 milliards d'euros (soit - 1,4 %) en raison notamment de :

- l'effet de change (dépréciation du dollar) ;
- la variation organique notamment de la banque de financement et d'investissement ;
- les acquisitions de Pioneer Investments ainsi que des Caisses d'épargne italiennes, en partie compensées par la cession de 16,2 % du capital de BSF ainsi que de la participation dans Eurazeo de 15,4 % ;
- l'accroissement de la valeur de mise en équivalence de la participation dans les assurances pour 3,3 milliards d'euros.

4.2. Risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **probabilité de défaut (PD)** : probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **valeurs exposées au risque (EAD)** : montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **pertes en cas de défaut (LGD)** : rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **expositions brutes** : montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **facteur de conversion (CCF)** : rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **pertes attendues (EL)** : le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **emplois pondérés (RWA)** : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;

- **ajustements de valeur** : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **évaluations externes de crédit** : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

Dans la partie I, est présentée une vision générale de l'évolution du risque de crédit et de contrepartie suivie par un point plus détaillé sur le risque de crédit dans la partie II, par type de méthode prudentielle : en méthode standard et en méthode IRB. Le risque de contrepartie est traité dans la partie III suivi par la partie IV consacrée aux techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie.

4.2.1. Présentation générale du risque de crédit et de contrepartie

4.2.1.1. EXPOSITIONS PAR TYPE DE RISQUE

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du groupe Crédit Agricole S.A. au risque global (crédit, contrepartie, dilution et règlement livraison) par catégorie d'exposition, pour les approches standard et notations internes au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

Les 17 catégories d'expositions en standard sont regroupées afin d'assurer une présentation homogène avec les expositions IRB.

EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON) AU 31 DÉCEMBRE 2017

	31/12/2017												
	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
(en milliards d'euros)													
Administrations centrales et Banques centrales	48,0	48,1	48,0	4,9	141,0	148,3	146,3	1,9	188,9	196,3	194,2	6,8	0,5
Établissements	42,9	58,0	55,8	9,0	363,6	368,3	363,7	8,7	406,4	426,2	419,5	17,7	1,4
Entreprises	112,1	91,7	65,9	53,6	268,9	252,2	193,3	70,7	381,0	343,8	259,2	124,3	9,9
Clientèle de détail	38,2	36,2	31,8	20,3	161,7	161,7	158,5	38,1	199,9	197,9	190,2	58,4	4,7
Crédits aux particuliers	27,7	26,4	22,6	15,1	139,1	139,1	136,0	30,8	166,8	165,5	158,6	45,9	3,7
dont garantis par une sûreté immobilière	6,2	5,9	5,9	2,4	81,9	81,9	81,9	9,3	88,1	87,8	87,7	11,8	1,0
dont renouvelables	6,1	6,0	2,4	1,9	10,5	10,5	7,5	3,1	16,7	16,5	9,9	5,0	0,4
dont autres	15,4	14,6	14,3	10,8	46,7	46,7	46,6	18,3	62,1	61,3	60,9	29,1	2,3
Crédits aux Petites et moyennes entités	10,4	9,8	9,2	5,3	22,6	22,6	22,5	7,3	33,1	32,4	31,7	12,5	1,0
dont garantis par une sûreté immobilière	0,4	0,4	0,4	0,2	3,9	3,9	3,9	0,8	4,2	4,2	4,2	0,9	0,1
dont autres crédits	10,1	9,4	8,9	5,1	18,7	18,7	18,6	6,5	28,8	28,2	27,5	11,6	0,9
Actions	1,2		1,1	1,3	16,2		6,8	23,9	17,4		7,9	25,2	2,0
Titrisations	2,5		2,3	1,4	38,5		38,5	4,9	41,0		40,8	6,3	0,5
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	11,2		11,2	8,9	-		-	-	11,2		11,2	8,9	0,7
TOTAL	256,0		215,9	99,5	989,8		907,1	148,1	1 245,8		1 123,1	247,6	19,7

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON) AU 31 DÉCEMBRE 2016

	31/12/2016												
	Standard				IRB				Total				
(en milliards d'euros)	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exposition brute ⁽¹⁾	Exposition brute après ARC ⁽²⁾	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
Administrations centrales et Banques centrales	33,1	33,2	33,1	5,6	136,1	143,7	141,7	2,5	169,1	176,9	174,8	8,1	0,6
Établissements	58,8	75,3	73,4	9,9	343,5	349,6	343,8	9,5	402,3	425,0	417,2	19,4	1,5
Entreprises	112,5	92,5	69,2	53,7	272,2	255,7	202,4	78,6	384,7	348,2	271,7	132,3	10,6
Clientèle de détail	34,1	32,7	28,6	19,2	153,0	153,0	150,0	37,0	187,1	185,7	178,6	56,1	4,5
Crédits aux particuliers	27,5	26,6	22,8	15,8	131,5	131,5	128,7	30,2	159,0	158,1	151,5	46,0	3,7
dont garantis par une sûreté immobilière	4,3	4,2	4,2	1,8	78,1	78,1	78,1	9,2	82,4	82,3	82,3	11,1	0,9
dont renouvelables	8,0	7,7	4,0	3,1	10,1	10,1	7,2	3,0	18,1	17,8	11,3	6,1	0,5
dont autres	15,1	14,6	14,5	10,9	43,4	43,4	43,4	17,9	58,5	58,0	57,9	28,8	2,3
Crédits aux Petites et moyennes entités	6,7	6,1	5,8	3,3	21,4	21,4	21,3	6,8	28,1	27,5	27,1	10,1	0,8
dont garantis par une sûreté immobilière	0,2	0,2	0,2	0,1	3,5	3,5	3,5	0,7	3,8	3,8	3,8	0,8	0,1
dont autres crédits	6,4	5,9	5,6	3,3	17,9	17,9	17,8	6,0	24,3	23,8	23,4	9,3	0,7
Actions	1,2		1,0	1,2	15,9		6,5	21,9	17,0		7,5	23,0	1,8
Titrisations	0,7		0,5	0,4	38,4		38,4	5,4	39,1		38,9	5,7	0,5
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	9,9		10,1	7,7	-		-	-	9,9		10,1	7,7	0,6
TOTAL	250,3		216,0	97,5	959,0		882,9	154,8	1 209,3		1 098,8	252,3	20,2

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Mesurés en exposition brute, les encours globaux du Groupe enregistrent une hausse de +3,0 % reflétant la dynamique commerciale favorable observée sur les principaux métiers, en particulier sur le portefeuille "Clientèle de détail" avec une évolution de +6,8 %.

Le principal portefeuille demeure la catégorie Établissements avec un montant global d'exposition brute de 406,4 milliards d'euros. Il intègre 301,4 milliards d'euros d'expositions liées aux opérations internes au groupe Crédit Agricole à fin décembre 2017

(287,0 milliards d'euros à fin décembre 2016). Hors ces opérations internes, le total du portefeuille crédits atteint 944,4 milliards d'euros en exposition brute à fin décembre 2017 en hausse de +2,4 % sur un an.

La densité des emplois pondérés (définie comme le ratio emplois pondérés/EAD) s'élève à 31 % en moyenne pour la clientèle de détail et à 48 % pour le portefeuille Entreprises au 31 décembre 2017.

MONTANT NET TOTAL ET MOYEN DES EXPOSITIONS (CRB-B)

		31/12/2017	
		Valeur nette des expositions à la fin de la période	Expositions moyennes nettes au cours de la période ⁽¹⁾
(en millions d'euros)			
1	Administrations centrales ou Banques centrales	140 898	141 323
2	Banques (établissements)	363 203	357 276
3	Entreprises	265 291	262 870
4	Dont : Financement spécialisé	56 024	57 929
5	Dont : PME	4 081	4 264
6	Clientèle de détail	158 254	154 626
7	Expositions garanties par des biens immobiliers	85 429	84 768
8	PME	3 784	3 469
9	Non-PME	81 644	81 299
10	Expositions renouvelables éligibles	10 219	9 952
11	Autre clientèle de détail	62 606	59 906
12	PME	17 810	17 623
13	Non-PME	44 796	42 283
14	Action	6 786	6 298
15	Total approche fondée sur les notations internes (NI)	934 431	922 392
16	Administrations centrales ou Banques centrales	47 361	39 676
17	Administrations régionales ou locales	377	380
18	Entités du secteur public	460	579
19	Banques multilatérales de développement	4	58
20	Organisations Internationales	206	321
21	Banques (établissements)	42 117	47 047
22	Entreprises	81 801	79 835
23	Dont : PME	9 432	9 176
24	Clientèle de détail	31 820	29 982
25	Dont : PME	9 872	9 121
26	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	5 586	5 621
27	Dont : PME	887	676
28	Expositions en défaut	3 396	3 283
29	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	152	83
30	Obligations garanties	19	66
31	Entreprises d'investissement	-	-
32	Parts ou actions d'OPC	24 713	21 784
33	Actions	1 075	1 187
34	Autres éléments	11 145	10 864
35	Total approche standard	250 234	240 766
36	TOTAL	1 193 829	1 172 324

(1) La moyenne 2017 est calculée à partir des données arrêtées à la date de clôture de chacun des 4 trimestres 2017.

Note : Dont 301 350 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2017

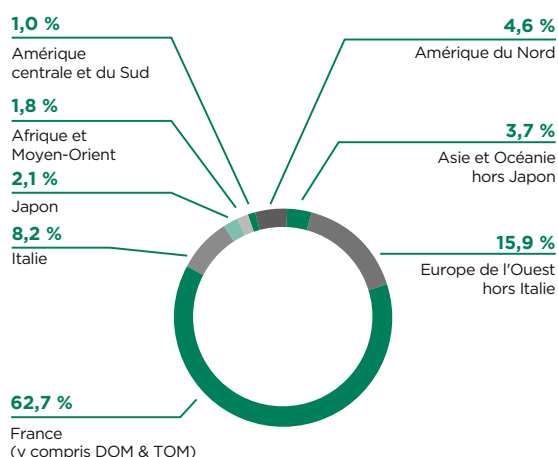
Dont 287 054 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2016

Le montant net total des expositions s'élève à 1 193,8 milliards au 31 décembre 2017 dont 78 % font l'objet d'un traitement prudentiel fondé sur les notations internes.

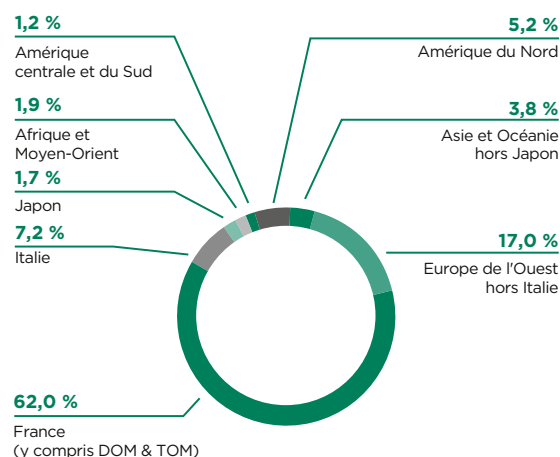
4.2.1.2. EXPOSITIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La répartition par zone géographique est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A., hors opérations de titrisation et "Actifs autres que des obligations de crédit".

AU 31 DÉCEMBRE 2017



AU 31 DÉCEMBRE 2016



VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS (CRB-C)

31/12/2017 (en millions d'euros)	Europe								Asie et Océanie		Amérique du Nord		Amérique centrale et du Sud	Afrique et Moyen-Orient	Total
	France	Italie	Luxembourg	Royaume uni	Allemagne	Suisse	Pays-Bas	Autres	Japon	Autres	États-Unis	Autres			
1 Administrations centrales ou Banques centrales	89 679	325	3 285	3 158	4 976	1 135	556	9 537	14 168	5 178	5 930	1 040	58	1 872	140 898
2 Banques (établissements)	323 573	425	1 622	4 731	1 792	4 079	4 035	6 496	1 021	9 198	1 603	691	407	3 500	363 173
3 Entreprises	89 439	8 979	8 682	15 435	14 658	5 909	6 546	25 755	7 191	24 699	38 483	3 449	9 686	6 378	265 291
4 Clientèle de détail	113 199	30 662	1 013	280	3 032	992	20	4 747	92	3 168	24	18	303	702	158 253
5 Action	14 269	768	192	22	1	31	-	491	66	3	107	-	-	-	15 951
6 Total approche fondée sur les notations internes (NI) 31/12/2017	630 158	41 158	14 794	23 626	24 459	12 147	11 156	47 028	22 537	42 242	46 148	5 199	10 454	12 455	943 566
Total approche fondée sur les notations internes (NI) 31/12/2016	574 152	39 601	12 822	24 966	24 674	13 665	12 443	48 780	18 858	41 577	52 159	5 986	11 815	12 224	893 728
7 Administrations centrales ou Banques centrales	19 740	16 597	5 373	11	829	593	7	2 310	49	64	116	-	9	1 661	47 361
8 Administrations régionales ou locales	44	268	-	-	11	-	11	2	-	-	-	42	-	-	377
9 Entités du secteur public	99	30	-	-	290	1	-	39	-	1	-	-	-	-	460
10 Banques multilatérales de développement	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
11 Organisations Internationales	-	-	206	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	206
12 Banques (établissements)	12 943	3 079	405	11 865	3 939	185	792	2 091	740	1 435	3 037	233	322	1 060	42 131
13 Entreprises	44 997	18 900	2 767	709	1 916	299	254	6 658	59	752	394	138	553	3 417	81 814

31/12/2017 (en millions d'euros)	Europe								Asie et Océanie		Amérique du Nord		Amérique centrale et du Sud	Afrique et Moyen-Orient	Total
	France	Italie	Luxembourg	Royaume uni	Allemagne	Suisse	Pays-Bas	Autres	Japon	Autres	États-Unis	Autres			
14 Clientèle de détail	8 576	8 422	4	887	2 067	157	2 285	6 345	5	70	7	13	779	650	30 276
15 Expositions garanties par des biens immobiliers	571	4 028	-	4	1	5	-	1 290	-	35	26	-	-	1 172	7 136
16 Expositions en défaut	1 034	1 939	1	12	66	4	41	137	-	3	-	-	11	147	3 396
17 Éléments présentant un risque particulièrement élevé	136	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	152
18 Obligations garanties	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19
19 Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 Parts ou actions d'OPC	22 328	702	336	-	70	-	-	9	1 163	85	9	-	-	10	24 713
21 Actions	740	107	4	17	-	-	-	15	-	2	3	-	-	186	1 075
22 Autres éléments	7 371	2 278	65	49	24	362	11	513	19	39	98	1	17	297	11 145
23 Total approche standard 31/12/2017	118 583	56 367	9 162	13 554	9 230	1 606	3 402	19 415	2 035	2 487	3 691	427	1 695	8 610	250 263
Total approche standard 31/12/2016	119 864	41 349	26 811	9 251	3 892	15	2 791	10 100	360	420	60	41	1 818	9 325	226 099
24 TOTAL 31/12/2017	748 742	97 525	23 956	37 180	33 689	13 753	14 558	66 442	24 572	44 729	49 839	5 626	12 146	21 065	1193 829
Total 31/12/2016	694 015	80 951	39 633	34 217	28 567	13 681	15 234	58 865	19 218	41 995	52 219	6 027	13 634	21 548	1 119 804

Note : Dont 301 350 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2017

Dont 287 054 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2016

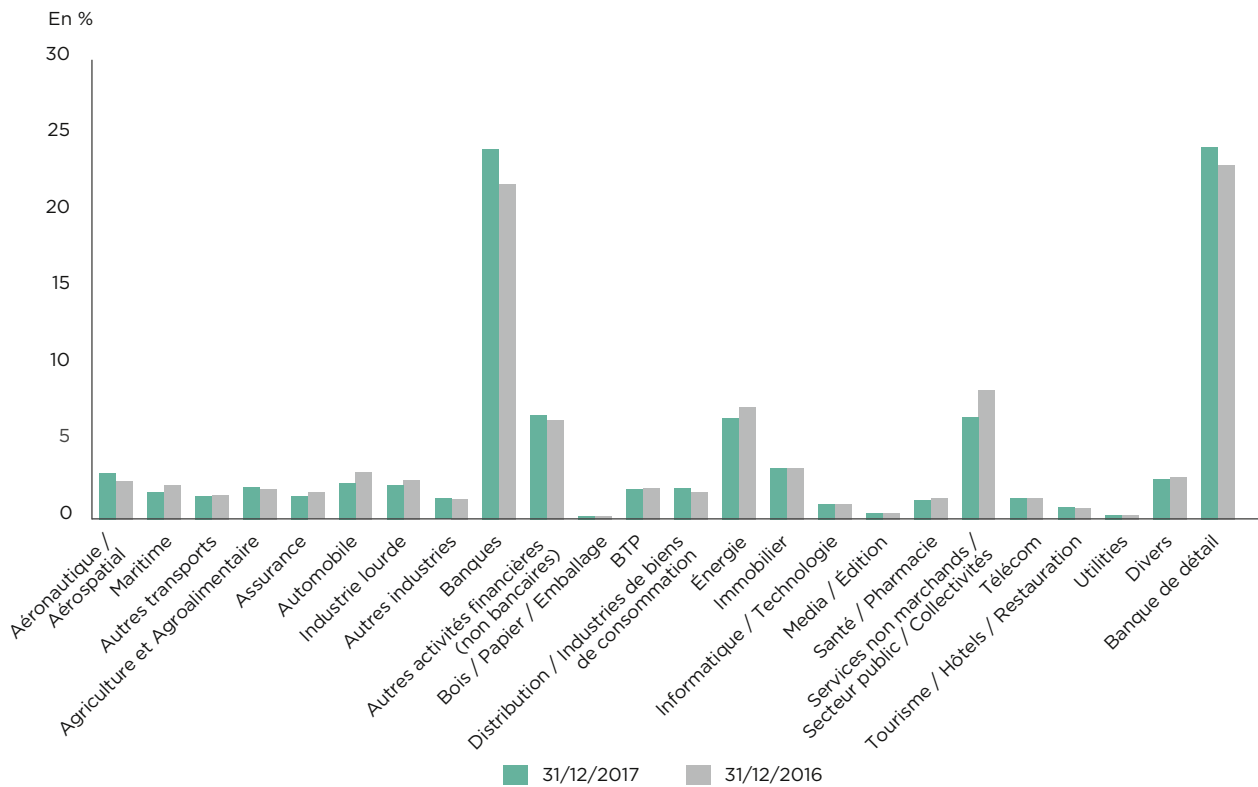
Au 31 décembre 2017, le montant total des expositions sur le périmètre indiqué ci-dessus est de 1 193,8 milliards d'euros (dont 301,4 milliards d'euros d'opérations internes au groupe Crédit Agricole S.A.), contre 1 119,8 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

Toutes approches prudentielles confondues (i.e. notations internes et standard), sur la Clientèle de détail, les expositions du Groupe sont concentrées sur 2 pays : France et Italie représentent 85 % des expositions. Les autres portefeuilles présentent une diversification géographique plus forte. À titre d'exemple, 27 % des expositions du portefeuille Entreprises se situent en dehors de l'Europe, principalement en Amérique du Nord et en Asie.

4.2.1.3. EXPOSITIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

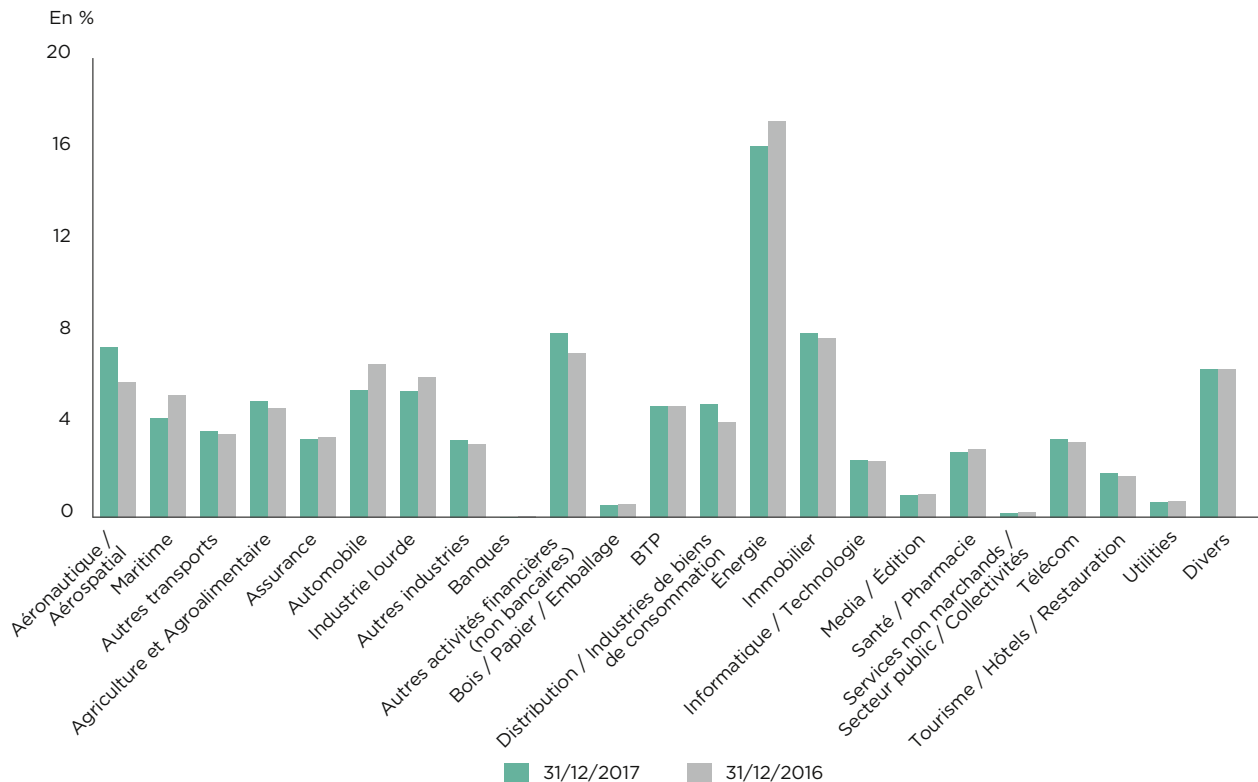
La répartition par secteur d'activité est calculée sur le montant total des expositions du groupe Crédit Agricole S.A. pour le périmètre des Administrations centrales et Banques centrales, Établissements, Entreprises et Clientèle de détail. Le portefeuille Clientèle de détail est également ventilé par sous-portefeuille bâlois (prêts à l'habitat, crédits revolving, autres crédits aux TPE, agriculteurs et professionnels, autres crédits aux particuliers).

EXPOSITIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



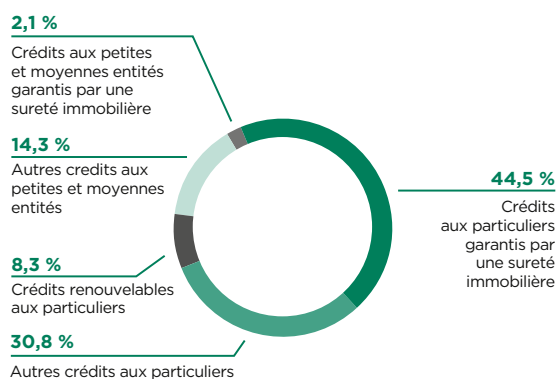
La ventilation du portefeuille crédits par secteur d'activité économique offre toujours un bon niveau de diversification du risque.

VENTILATION DU PORTEFEUILLE ENTREPRISES

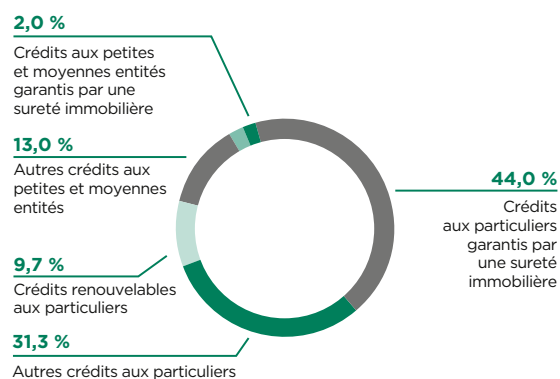


Le portefeuille **Entreprises** offre également un niveau de diversification satisfaisant : sur ce périmètre, aucun des secteurs ne représente plus de 17 % du total des expositions à fin 2017.

CLIENTÈLE DE DÉTAIL AU 31 DÉCEMBRE 2017



CLIENTÈLE DE DÉTAIL AU 31 DÉCEMBRE 2016



Ventilation du portefeuille Clientèle de détail

La ventilation ci-dessus indique la répartition des expositions sur la Clientèle de détail du groupe Crédit Agricole S.A. par sous-portefeuille bâlois (encours de 199,9 milliards d'euros au 31 décembre 2017 contre 187,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en évolution de + 6,8 % sur l'année).

Au sein du portefeuille "Clientèle de détail", la part relative des "crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" poursuit l'augmentation observée depuis plusieurs années (44,5 % en 2017 contre 44,0 % en 2016). Suivant une tendance inverse, la part des "expositions renouvelables aux particuliers" se réduit encore en 2017 avec 8,3 % des encours de la clientèle de détail contre 9,7 % en 2016.

4.2.1.4. EXPOSITIONS PAR ÉCHÉANCE RÉSIDUELLE

La répartition des expositions par échéance résiduelle et par instrument financier est disponible sur une base comptable dans l'annexe 3.3 aux états financiers "Risque de liquidité et de financement".

4.2.1.5. EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENTS DE VALEUR

QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS ET INSTRUMENT (CR1-A)

31/12/2017 <i>(en millions d'euros)</i>		Valeurs comptables brutes des		Provisions/ dépréciations	Valeurs nettes
		expositions en défaut	expositions non en défaut		
1	Administrations centrales ou Banques centrales	88	140 862	52	140 898
2	Banques (établissements)	373	363 209	390	363 192
3	Entreprises	5 095	263 804	3 598	265 302
4	Dont : Financement spécialisé	1 293	55 241	510	56 024
5	Dont : <u>PME</u>	257	4 018	194	4 081
6	Clientèle de détail	5 329	156 372	3 448	158 253
7	Expositions garanties par des biens immobiliers	1 333	84 435	340	85 429
8	<u>PME</u>	307	3 566	89	3 784
9	Non- <u>PME</u>	1 026	80 869	251	81 644
10	Expositions renouvelables éligibles	334	10 185	300	10 219
11	Autre clientèle de détail	3 662	61 752	2 808	62 606
12	<u>PME</u>	1 430	17 313	933	17 810
13	Non- <u>PME</u>	2 231	44 439	1 875	44 796
14	Action	-	16 176	226	15 951
15	Sous-total approche IRB 31/12/2017	10 885	940 424	7 713	943 596
	Sous-total approche IRB 31/12/2016	12 117	890 201	8 590	893 728
16	Administrations centrales ou Banques centrales	-	47 361	-	47 361
17	Administrations régionales ou locales	-	377	-	377
18	Entités du secteur public	-	460	-	460
19	Banques multilatérales de développement	-	4	-	4
20	Organisations Internationales	-	206	-	206
21	Banques (établissements)	-	42 131	14	42 117
22	Entreprises	-	81 816	15	81 801
23	Dont : <u>PME</u>	-	9 440	8	9 432
24	Clientèle de détail	-	31 832	11	31 820
25	Dont : <u>PME</u>	-	9 880	8	9 872
26	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	5 587	-	5 587
27	Dont : <u>PME</u>	-	887	-	887
28	Expositions en défaut	6 399	-	3 001	3 398
29	Éléments présentant un risque particulièrement élevé	-	153	1	152
30	Obligations garanties	-	19	-	19
31	Entreprises d'investissement	-	-	-	-
32	Parts ou actions d'OPC	-	24 734	21	24 713
33	Actions	-	1 219	144	1 075
34	Autres éléments	-	11 218	73	11 145
35	Sous-total approche Standard 31/12/2017	6 399	247 116	3 281	250 234
	Sous-total approche Standard 31/12/2016	6 068	223 460	3 451	226 076
36	TOTAL 31/12/2017	17 284	1 187 540	10 994	1 193 829
	Total 31/12/2016	18 184	1 113 661	12 040	1 119 804

Note : Dont 301 350 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2017

Dont 287 054 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2016

Les expositions en défaut s'élèvent à 17,3 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en réduction de 4,9 % par rapport au 31 décembre 2016. Elles représentent 1,4 % du total des expositions brutes contre 1,6 % à fin 2016. En lien notamment avec la réduction des expositions en défaut, le montant total des provisions/dépréciations baisse de 1 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2016.

QUALITÉ DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (CR1-C)

		Valeurs comptables brutes des			
31/12/2017 (en millions d'euros)		expositions en défaut	expositions non en défaut	Provisions/ dépréciations	Valeurs nettes
1	Europe	14 446	1 030 761	9 362	1 035 846
2	France	5 539	747 677	4 504	748 742
3	Italie	6 438	94 534	3 447	97 525
4	Royaume-Uni	182	37 163	164	37 180
5	Allemagne	157	33 668	136	33 689
6	Luxembourg	122	23 843	10	23 956
7	Espagne	289	9 638	131	9 796
8	Pays-Bas	362	14 263	68	14 558
9	Suisse	20	13 816	83	13 753
10	Autres (Europe)	1 337	56 159	819	56 647
11	Asie et Océanie	523	68 971	192	69 302
12	Japon	59	24 514	-	24 572
13	Autres (Asie et Océanie)	464	44 457	192	44 730
14	Amérique du Nord	137	55 465	138	55 465
15	États-Unis	101	49 876	138	49 839
16	Autres (Amérique du Nord)	36	5 589	-	5 626
17	Amérique centrale et du Sud	719	11 823	392	12 150
18	Afrique et Moyen-Orient	1 458	20 520	911	21 067
19	TOTAL 31/12/2017	17 284	1 187 540	10 995	1 193 829
20	Total 31/12/2016	18 184	1 113 661	12 041	1 119 804

Note : Dont 301 350 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2017

Dont 287 054 M€ d'opérations internes au Crédit Agricole au 31/12/2016

ÂGE DES EXPOSITIONS EN SOUFFRANCE (CR1-D)

		Valeurs comptables brutes					
31/12/2017 (en millions d'euros)		≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours ≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an
1	Prêts	4 017	811	418	165	115	109
2	Encours des titres de créance	-	-	-	-	-	-
3	Expositions totales	4 017	811	418	165	115	109

La part des expositions en souffrance depuis 60 jours au plus représente 86 % des expositions totales en souffrance.

EXPOSITIONS NON PERFORMANTES ET RENÉGOCIÉES (CR1-E)

		Valeur comptable brute des expositions performantes et non performantes	Dont performantes mais en souffrance > 30 jours ≤ 60 jours	Dont expositions performantes faisant l'objet d'une renégociation	Dont non performantes			Dépréciation et provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit				Sûretés et garanties financières reçues		
								Sur les expositions performantes		Sur les expositions non performantes		Sur les expositions non performantes	Dont : Expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	
						Dont : en défaut	Dont : dépréciées	Dont : renégociées	Dont : renégociées	Dont : renégociées				
31/12/2017 (en millions d'euros)														
10	Encours des titres de créance	98 199	316	-	294	218	294	-	(2)	-	(222)	-	-	-
20	Prêts et avances	797 526	2 291	4 526	17 013	15 654	15 654	6 923	(1 955)	(341)	(8 390)	(2 952)	4 593	5 175
30	Expositions hors bilan	448 869	-	466	1 357	1 293	-	95	93	27	396	3	78	93

L'information relative aux expositions non performantes et renégociées comprend la valeur brute comptable, les dépréciations, provisions et ajustements de valeur qui s'y rapportent, ainsi que la valeur des sûretés et garanties financières reçues.

ÉVOLUTION DU SOLDE DES AJUSTEMENTS POUR RISQUES DE CRÉDIT GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUE (CR2-A)

	Montant cumulé des ajustements pour risque de crédit spécifique	Montant cumulé des ajustements pour risque de crédit général
31/12/2017 (en millions d'euros)		
1 Solde initial	9 117	2 505
2 Accroissements dus aux montants provisionnés pour pertes probables sur prêts au cours de l'exercice	2 810	327
3 Réductions dues à des montants repris pour pertes probables sur prêts au cours de l'exercice	(1 346)	(736)
4 Réductions du stock d'ajustements pour risque de crédit	(1 886)	-
5 Transferts entre ajustements pour risque de crédit	(18)	4
6 Impact des écarts de change	(253)	(115)
7 Regroupements d'entreprises, y compris acquisitions et cessions de filiales	240	69
8 Autres ajustements	(91)	(56)
9 Solde de clôture ⁽¹⁾	8 572	1 997
10 Recouvrements sur les ajustements pour risque de crédit enregistrés directement dans le compte de résultat 11	(288)	-
11 Ajustements pour risque de crédit spécifique enregistrés directement dans le compte de résultat	2 140	-

(1) Les différences sur le montant total des provisions entre les tableaux CR2-A, CRI-A et CRI-C sont principalement liées à des divergences de périmètre. Les dépréciations sur immobilisations, sur titres de participation et les provisions sur engagements de garanties données sont uniquement intégrées aux états CRI-A et CRI-C. Par ailleurs, les provisions collectives des encours traités en méthode standard sont exclues des états CRI-A et CRI-C car elles sont déduites des fonds propres Tier 2.

4.2.2. Risque de crédit

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole S.A. à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de *roll out* du Groupe sont le passage en méthode IRB avancée de l'ensemble des portefeuilles "Banque de détail" dans les entités Cariparma et FriulAdria en Italie en 2013 ainsi que la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" de LCL avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Les principales entités ou portefeuilles du Groupe en méthode standard de mesure du risque de crédit et/ou du risque opérationnel au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

- les portefeuilles du groupe Cariparma non encore validés (portefeuilles hors clientèle de détail et périmètre Carispezia et des Caisses d'épargne de Cesena, de Rimini et de San Miniato) ainsi que l'ensemble des autres entités du pôle Banque de proximité à l'international ;
- le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring ;
- certains portefeuilles et filiales étrangères du groupe Crédit Agricole Consumer Finance ;
- le portefeuille des professionnels de l'immobilier.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de *roll out*), les travaux sur les principales entités ou portefeuilles encore en

méthode standard se poursuivent. Une actualisation du plan de *roll out* est adressée annuellement à l'autorité compétente.

4.2.2.1. EXPOSITIONS EN APPROCHE STANDARD

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et Banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole S.A. a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de l'agence de notation Moody's pour évaluer le risque.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition "Établissements" ou "Entreprises" dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

**APPROCHE STANDARD - EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC)
AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CR4)**

31/12/2017 Classes d'actifs (en millions d'euros)	Expositions avant prise en compte des CCF et ARC		Expositions après prise en compte des CCF et ARC		RWA et densité des RWA	
	Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1 Administrations centrales et Banques centrales	45 456	110	45 503	35	4 867	10,69 %
2 Administrations régionales ou locales	315	62	315	41	67	18,82 %
3 Entités du secteur public	445	6	446	13	59	12,85 %
4 Banques multilatérales de développement	-	4	1	2	1	33,33 %
5 Organisations internationales	206	-	206	-	-	
6 Banques (établissements)	21 267	3 298	37 602	2 106	7 516	18,93 %
7 Entreprises	60 823	18 376	43 777	6 558	44 482	88,37 %
8 Clientèle de détail	25 290	4 976	24 587	595	17 315	68,76 %
9 Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	7 081	55	6 975	25	2 756	39,37 %
10 Actions	1 001	74	1 001	74	1 320	122,79 %
11 Défaut (prêts en souffrance)	3 130	265	3 067	107	3 848	121,24 %
12 Catégories plus risquées	149	2	149	2	227	150,33 %
13 Obligations garanties	19	-	19	-	9	47,37 %
14 Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	
15 Parts ou actions d'OPC	3 787	20 926	3 787	5 970	3 422	35,07 %
16 Autres actifs	11 145	-	11 154	40	8 900	79,51 %
17 TOTAL	180 114	48 154	178 588	15 567	94 789	48,82 %

**APPROCHE STANDARD - EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC)
AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CR4)**

31/12/2016 Classes d'actifs (en millions d'euros)	Expositions avant prise en compte des CCF et ARC		Expositions après prise en compte des CCF et ARC		RWA et densité des RWA	
	Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1 Administrations centrales et Banques centrales	30 428	41	30 534	18	5 232	17,12 %
2 Administrations régionales ou locales	164	291	164	283	319	71,36 %
3 Entités du secteur public	231	1	231	-	67	29,00 %
4 Banques multilatérales de développement	26	77	27	16	-	
5 Organisations internationales	180	-	180	-	-	
6 Banques (établissements)	38 242	3 172	54 297	2 032	7 946	14,11 %
7 Entreprises	65 563	18 948	49 798	6 405	44 316	78,85 %
8 Clientèle de détail	22 753	5 532	22 311	1 389	16 762	70,73 %
9 Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	5 202	158	5 201	77	2 438	46,19 %
10 Actions	1 004	-	1 004	-	1 177	117,23 %
11 Défaut (prêts en souffrance)	3 085	198	3 080	112	3 814	119,49 %
12 Catégories plus risquées	1	-	1	-	1	100,00 %
13 Obligations garanties	76	-	76	-	8	10,53 %
14 Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	
15 Parts ou actions d'OPC	3 626	16 123	3 626	3 226	2 978	43,46 %
16 Autres actifs	9 787	-	9 799	313	7 699	76,14 %
17 TOTAL	180 369	44 542	180 329	13 873	92 757	47,76 %

EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CR5)

31/12/2017 Classes d'actifs (en millions d'euros)		Pondération des risques																Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée
		0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	250 %	370 %	1250 %	Autres	Déduits		
1	Administrations centrales et Banques centrales	41 542	-	-	-	45	-	402	-	-	2 810	-	-	-	-	-	739	45 538	45 478
2	Administrations régionales ou locales	21	-	-	-	334	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	355	355
3	Entités du secteur public	324	-	-	-	91	-	7	-	-	37	-	-	-	-	-	-	459	453
4	Banques multilatérales de développement	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
5	Organisations internationales	206	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	206	206
6	Banques (établissements)	18 784	2 137	-	-	9 691	-	7 283	-	-	1 646	166	-	-	-	-	-	39 708	29 409
7	Entreprises	-	-	-	-	3 995	-	6 476	-	-	38 699	1 164	-	-	-	-	-	50 334	34 695
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	25 183	-	-	-	-	-	-	-	25 183	25 183
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	5 478	1 073	-	429	19	-	-	-	-	-	-	6 999	6 999
10	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	911	-	163	-	-	-	-	1 075	1 075
11	Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 826	1 347	-	-	-	-	-	3 174	3 174
12	Catégories plus risquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	152	-	-	-	-	-	152	152
13	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	-
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	4 777	-	4	-	2 066	-	121	-	-	2 471	318	-	-	-	-	-	9 757	9 757
16	Autres actifs	1 580	-	-	-	893	-	-	-	-	8 721	-	-	-	-	-	-	11 194	11 194
17 TOTAL		67 235	2 137	4	-	17 116	5 478	15 382	-	25 612	57 142	3 148	163	-	-	-	739	194 155	168 132

EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CR5)

		Pondération des risques															Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée	
		0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	250 %	370 %	1250 %	Autres			Déduits
31/12/2016 Classes d'actifs (en millions d'euros)																			
1	Administrations centrales et Banques centrales	26 092	-	-	-	255	-	1	-	-	3 555	-	-	-	-	-	650	30 552	30 530
2	Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	161	-	-	-	-	287	-	-	-	-	-	-	447	447
3	Entités du secteur public	86	-	-	-	98	-	1	-	-	47	-	-	-	-	-	-	231	161
4	Banques multilatérales de développement	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43	42
5	Organisations internationales	180	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	180	180
6	Banques (établissements)	35 196	1 730	-	-	9 750	-	7 352	-	-	2 257	44	-	-	-	-	-	56 328	46 582
7	Entreprises	6 527	-	-	177	3 498	-	5 849	-	-	39 109	10 43	-	-	-	-	-	56 203	40 930
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	86	-	-	23 614	-	-	-	-	-	-	-	23 700	23 700
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	3 682	584	-	517	494	-	-	-	-	-	-	5 278	5 278
10	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	811	117	85	-	-	-	(8)	1 004	1 004
11	Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 949	1 244	-	-	-	-	-	3 192	3 189
12	Catégories plus risquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1
13	Obligations garanties	-	-	-	76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	76	76
14	Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Parts ou actions d'OPC	2 377	-	4	-	2 028	-	28	-	-	2 130	285	-	-	-	-	-	6 853	6 853
16	Autres actifs	1 734	-	-	-	850	-	-	-	-	7 529	-	-	-	-	-	-	10 113	10 113
17	TOTAL	72 234	1 730	4	253	16 639	3 768	13 814	-	24 131	58 167	2 733	85	-	-	-	642	194 202	169 085

VENTILATION DES EXPOSITIONS ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE PAR ÉCHELON DE QUALITÉ DE CRÉDIT ADMINISTRATIONS ET BANQUES CENTRALES

Échelon de qualité de crédit (en milliards d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Montant des expositions	Montant des valeurs exposées au risque	Montant des expositions	Montant des valeurs exposées au risque
1	28,3	28,2	21,8	21,7
2	1,3	1,3	1,0	1,0
3	16,8	16,9	8,0	8,1
4	0,4	0,4	0,9	0,9
5	1,0	0,9	1,3	1,2
6	0,1	0,1	0,1	0,1
TOTAL	47,9	47,9	33,1	33,1

Le premier échelon est très fortement prédominant dans le portefeuille Administrations et Banques centrales (59,1 % au 31 décembre 2017) tandis que la part des notes 5 et 6 est minoritaire avec une quote-part en réduction (moins de 3 % des expositions au 31 décembre 2017 contre moins de 4 % au 31 décembre 2016).

VENTILATION DES EXPOSITIONS ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE PAR ÉCHELON DE QUALITÉ DE CRÉDIT ÉTABLISSEMENTS

Échelon de qualité de crédit (en milliards d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Montant des expositions	Montant des valeurs exposées au risque	Montant des expositions	Montant des valeurs exposées au risque
1	38,4	51,4	54,2	68,7
2	0,7	0,7	0,4	0,5
3	2,8	2,7	3,4	3,4
4	0,6	0,5	0,3	0,5
5	0,3	0,3	0,5	0,4
6	0,0	0,1	0,0	0,1
TOTAL	42,9	55,8	58,8	73,4

L'exposition sur les établissements en approche standard, demeure, comme les années précédentes, quasi exclusivement concentrée sur le premier échelon reflétant l'importance des activités réalisées avec des établissements de très bonne qualité : la part des montants d'expositions sur des établissements d'échelons 1 et 2 est de 91,1 %.

4.2.2.2. RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE NOTATION INTERNE

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition "Administrations centrales et Banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;

- la catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et Banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et Banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 ;
- pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Le calcul des emplois pondérés des expositions de "Titrisation" est expliqué dans le chapitre dédié ci-après.

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les paramètres qui rentrent dans les formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de pertes constitués en interne par le groupe Crédit Agricole S.A. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est

estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole S.A.

Pour la Clientèle de détail, la définition du défaut peut s'appliquer au niveau de la transaction. Lorsqu'elle s'applique au débiteur, elle respecte un principe de contagion. Les règles de contagion sont définies et précisées documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques...).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des risques Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole S.A. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (*Loss Given Default*, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

L'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole a fait l'objet d'une présentation au Comité des normes et méthodologies (CNM) pour approbation, avant audit par l'Inspection générale Groupe. Ce processus de validation interne précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière. Le processus de construction et de validation d'un modèle interne de notation nécessite des travaux sur une durée généralement comprise entre trois et cinq années impliquant plusieurs missions de validation sur site.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

Paramètre modélisé	Portefeuille/Entité	Nombre de Modèles
PD	Souverains	5
	Collectivités publiques	8
	Institutions financières (banques, assurances, fonds...)	8
	Financements spécialisés	9
	Entreprises	5
	Banque de détail - LCL	2
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail - CACIB	1
	Banque de détail - Cariparma	3
<u>LGD</u>	Souverains	1
	Institutions financières (banques, assurances, fonds...)	3
	Financements spécialisés	8
	Entreprises	1
	Banque de détail - LCL	12
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	16
	Banque de détail - CACIB	1
CCF	Banque de détail - Cariparma	2
	Banque de détail - LCL	3
	Banque de détail - Crédit Agricole Consumer Finance	5

4.2.2.3. QUALITÉ DES EXPOSITIONS EN APPROCHE NOTATIONS INTERNES

Présentation du système et de la procédure de notation interne

Les systèmes et procédures de notations internes sont présentés dans la partie "Facteurs de risques - Risque de Crédit - Méthodologies et systèmes de mesure des risques".

Les catégories d'exposition au risque de crédit de la Clientèle de détail, n'utilisant pas les mêmes notations internes que les autres catégories, sont présentées séparément.

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CR6)

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	72 818	80	66,18 %	72 909	0,00 %	45,00 %	-	697	0,96 %	1	-
	0,15 à < 0,25	158	-	-	158	0,16 %	45,00 %	-	65	41,14 %	-	-
	0,25 à < 0,50	105	-	-	105	0,30 %	45,00 %	-	60	57,64 %	-	-
	0,50 à < 0,75	13	-	-	13	0,60 %	45,00 %	-	10	79,98 %	-	-
	0,75 à < 2,50	113	-	-	113	0,81 %	45,00 %	-	102	90,28 %	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	50,00 %	-	-	150,00 %	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	73 206	80	66,18 %	73 297	0,00 %	45,00 %	-	934	1,27 %	1	9
Établissements	0,00 à < 0,15	307 612	2 754	60,76 %	309 350	0,03 %	1,27 %	-	1 955	0,63 %	1	-
	0,15 à < 0,25	217	1	28,92 %	218	0,16 %	36,15 %	-	75	34,65 %	-	-
	0,25 à < 0,50	471	7	31,75 %	473	0,30 %	38,92 %	-	312	65,82 %	1	-
	0,50 à < 0,75	19	21	59,81 %	31	0,60 %	45,00 %	-	29	92,22 %	-	-
	0,75 à < 2,50	61	16	29,86 %	66	0,95 %	44,98 %	-	75	113,29 %	-	-
	2,50 à < 10,00	1	1	25,30 %	1	5,00 %	45,00 %	-	2	190,42 %	-	-
	10,00 à < 100,00	4	3	88,96 %	6	19,66 %	45,00 %	-	17	269,33 %	1	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	100,00 %	45,00 %	-	-	-	-	-
	Sous-total	308 385	2 803	60,51 %	310 146	0,03 %	1,37 %	-	2 464	0,79 %	3	1
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	8 269	7 401	84,88 %	14 556	0,04 %	44,97 %	-	2 890	19,85 %	3	-
	0,15 à < 0,25	2 325	2 510	75,86 %	4 229	0,16 %	44,90 %	-	1 774	41,95 %	3	-
	0,25 à < 0,50	2 501	2 467	73,05 %	4 297	0,30 %	44,71 %	-	2 527	58,82 %	6	-
	0,50 à < 0,75	2 489	1 862	74,20 %	3 849	0,60 %	44,84 %	-	3 160	82,12 %	10	-
	0,75 à < 2,50	3 093	2 063	70,85 %	4 541	1,17 %	44,62 %	-	4 658	102,59 %	24	-
	2,50 à < 10,00	123	54	76,94 %	164	5,00 %	44,44 %	-	264	160,88 %	4	-
	10,00 à < 100,00	130	145	75,75 %	240	18,00 %	44,88 %	-	599	249,91 %	19	-
	100,00 (défaut)	395	69	58,53 %	430	100,00 %	44,95 %	-	-	-	193	-
	Sous-total	19 325	16 571	78,60 %	32 304	1,81 %	44,86 %	-	15 873	49,14 %	262	385
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	25	31	75,80 %	49	0,04 %	45,00 %	-	8	17,07 %	-	-
	0,15 à < 0,25	38	10	85,89 %	46	0,16 %	44,91 %	-	17	37,57 %	-	-
	0,25 à < 0,50	264	73	75,67 %	319	0,30 %	44,52 %	-	166	52,15 %	-	-
	0,50 à < 0,75	328	101	69,19 %	399	0,60 %	44,39 %	-	279	70,00 %	1	-
	0,75 à < 2,50	1 875	523	72,63 %	2 205	1,36 %	44,21 %	-	1 970	89,31 %	13	-
	2,50 à < 10,00	114	24	54,50 %	123	5,00 %	44,01 %	-	154	124,70 %	3	-
	10,00 à < 100,00	87	22	53,94 %	94	15,06 %	44,42 %	-	185	195,60 %	6	-
	100,00 (défaut)	209	9	53,40 %	209	100,00 %	44,63 %	-	-	-	93	-
	Sous-total	2 940	792	71,52 %	3 445	7,64 %	44,31 %	-	2 779	80,67 %	117	191

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		403 857	20 246	75,75 %	419 193	0,23 %	12,70 %	-	22 050	5,26 %	384	585

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD)
APPROCHE NOTATION INTERNE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CR6)**

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	78 273	-	52,04 %	78 314	0,00 %	45,00 %	-	834	1,07 %	1	-
	0,15 à < 0,25	164	-	-	164	0,16 %	45,00 %	-	67	41,13 %	-	-
	0,25 à < 0,50	613	-	-	613	0,30 %	45,00 %	-	353	57,64 %	1	-
	0,50 à < 0,75	15	-	-	119	0,60 %	45,00 %	-	12	10,22 %	-	-
	0,75 à < 2,50	104	-	-	-	0,75 %	45,00 %	-	91	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	50,00 %	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	79 168		52,04 %	79 209	0,01 %	45,00 %	-	1 358	1,71 %	2	-
Établissements	0,00 à < 0,15	295 124	3 266	65,09 %	297 316	0,03 %	1,17 %	-	1 618	0,54 %	1	-
	0,15 à < 0,25	318	17	72,24 %	330	0,16 %	31,40 %	-	124	37,61 %	-	-
	0,25 à < 0,50	631	9	30,53 %	634	0,30 %	31,53 %	-	324	51,06 %	1	-
	0,50 à < 0,75	11	18	70,88 %	89	0,60 %	45,00 %	-	21	23,98 %	-	-
	0,75 à < 2,50	91	12	30,93 %	31	0,96 %	45,00 %	-	107	349,76 %	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	100,00 %	-	5,00 %	44,99 %	-	-	190,40 %	-	-
	10,00 à < 100,00	2	-	32,40 %	2	16,06 %	45,02 %	-	5	255,59 %	-	-
	100,00 (défaut)	2	-	-	2	100,00 %	44,99 %	-	-	-	1	-
	Sous-total	296 179	3 324	64,94 %	298 404	0,03 %	1,28 %	-	2 199	0,74 %	3	1

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	7 335	6 911	86,43 %	13 311	0,04 %	44,97 %	-	2 709	20,35 %	2	-
	0,15 à < 0,25	2 460	2 631	73,76 %	4 394	0,16 %	44,95 %	-	1 846	42,01 %	3	-
	0,25 à < 0,50	2 450	2 582	73,07 %	4 336	0,30 %	44,87 %	-	2 582	59,54 %	6	-
	0,50 à < 0,75	2 217	1 850	77,43 %	3 645	0,60 %	44,86 %	-	2 983	81,82 %	10	-
	0,75 à < 2,50	2 611	1 888	68,85 %	3 864	1,22 %	44,64 %	-	4 047	104,73 %	21	-
	2,50 à < 10,00	135	51	76,41 %	174	5,00 %	44,53 %	-	280	161,36 %	4	-
	10,00 à < 100,00	163	188	69,45 %	294	18,23 %	44,81 %	-	731	248,95 %	24	-
	100,00 (défaut)	343	112	72,64 %	418	100,00 %	44,87 %	-	-	-	188	-
	Sous-total	17 714	16 213	78,88 %	30 436	1,89 %	44,89 %	-	15 178	49,87 %	258	392
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	91	68	75,00 %	142	0,04 %	45,00 %	-	21	14,46 %	-	-
	0,15 à < 0,25	17	7	94,17 %	24	0,16 %	43,58 %	-	9	36,98 %	-	-
	0,25 à < 0,50	144	39	71,05 %	169	0,30 %	44,59 %	-	88	52,14 %	-	-
	0,50 à < 0,75	285	98	80,32 %	362	0,60 %	44,56 %	-	251	69,28 %	1	-
	0,75 à < 2,50	1 738	363	64,58 %	1 936	1,38 %	44,09 %	-	1 726	89,13 %	12	-
	2,50 à < 10,00	162	27	56,40 %	173	5,00 %	43,73 %	-	216	125,03 %	4	-
	10,00 à < 100,00	102	40	59,34 %	122	15,66 %	44,33 %	-	240	196,94 %	8	-
	100,00 (défaut)	232	9	56,12 %	234	100,00 %	44,12 %	-	-	-	103	-
	Sous-total	2 772	652	67,99 %	3 160	9,20 %	44,20 %	-	2 549	80,66 %	128	206
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL		395 832	20 189	76,17 %	411 209	0,23 %	13,26 %	-	21 284	5,18 %	392	599

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD)
APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CR6)**

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	55 093	987	63,24 %	63 423	0,00 %	1,12 %	614	74	0,12 %	-	-
	0,15 à < 0,25	72		54,35 %	531	0,16 %	10,00 %	1 251	59	11,8 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 227	100	55,15 %	1 466	0,30 %	15,74 %	495	229	15,60 %	1	-
	0,50 à < 0,75	686	294	75,00 %	284	0,60 %	10,00 %	642	44	15,58 %	-	-
	0,75 à < 2,50	304	551	74,48 %	43	1,21 %	47,28 %	1 572	52	121,72 %	-	-
	2,50 à < 10,00	129	163	74,06 %	19	5,00 %	60,00 %	1 386	43	233,72 %	1	-
	10,00 à < 100,00	616	187	70,03 %	58	12,18 %	67,55 %	1 440	208	360,02 %	5	-
	100,00 (défaut)	88	-	-	21	100,00 %	45,00 %	1 609	3	14,47 %	15	-
	Sous-total	58 215	2 282	63,08 %	65 845	0,06 %	1,68 %	619	713	1,08 %	22	44
Établissements	0,00 à < 0,15	23 484	3 307	96,18 %	31 329	0,02 %	10,58 %	567	1 094	3,49 %	1	-
	0,15 à < 0,25	720	230	44,81 %	574	0,16 %	40,89 %	651	206	35,83 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 366	652	33,36 %	1 198	0,30 %	45,33 %	447	424	35,41 %	1	-
	0,50 à < 0,75	1 478	768	36,03 %	1 024	0,60 %	50,97 %	167	505	49,29 %	2	-
	0,75 à < 2,50	705	687	50,33 %	651	1,10 %	33,22 %	526	373	57,23 %	2	-
	2,50 à < 10,00	20	71	24,21 %	7	5,00 %	50,79 %	737	11	166,59 %	-	-
	10,00 à < 100,00	18	52	23,62 %	17	15,47 %	60,88 %	1 015	56	324,19 %	1	-
	100,00 (défaut)	371	2	29,30 %	366	100,00 %	45,03 %	631	-	0,01 %	383	-
	Sous-total	28 161	5 769	83,29 %	35 167	1,12 %	14,24 %	553	2 669	7,59 %	392	389
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	19 201	54 356	48,83 %	44 975	0,04 %	35,28 %	759	6 544	14,55 %	7	-
	0,15 à < 0,25	6 207	16 476	48,16 %	12 990	0,16 %	45,03 %	965	4 900	37,72 %	8	-
	0,25 à < 0,50	8 955	14 160	50,69 %	13 547	0,30 %	43,45 %	953	7 541	55,66 %	16	-
	0,50 à < 0,75	6 525	7 057	51,66 %	6 761	0,60 %	44,75 %	871	4 790	70,84 %	15	-
	0,75 à < 2,50	7 631	9 631	51,98 %	9 484	1,04 %	49,52 %	1 089	9 058	95,51 %	39	-
	2,50 à < 10,00	855	528	53,59 %	667	5,00 %	40,99 %	789	851	127,48 %	12	-
	10,00 à < 100,00	1 027	2 628	41,30 %	1 585	14,82 %	39,86 %	749	2 573	162,33 %	70	-
	100,00 (défaut)	2 169	894	55,53 %	2 480	100,00 %	45,54 %	887	419	16,88 %	1 611	-
	Sous-total	52 569	105 731	49,29 %	92 490	3,21 %	40,39 %	862	36 675	39,65 %	1 779	2 509
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	-	3	20,00 %	1	0,06 %	73,95 %	395	-	17,88 %	-	-
	0,15 à < 0,25	1	1	82,46 %	2	0,17 %	39,42 %	668	-	25,09 %	-	-
	0,25 à < 0,50	-	1	57,63 %	1	0,30 %	47,64 %	1 216	-	67,74 %	-	-
	0,50 à < 0,75	17	3	73,36 %	19	0,60 %	46,46 %	781	12	63,45 %	-	-
	0,75 à < 2,50	57	243	43,82 %	113	1,18 %	42,88 %	1 023	98	86,55 %	1	-
	2,50 à < 10,00	19	12	83,80 %	28	5,00 %	43,66 %	1 260	37	128,44 %	1	-
	10,00 à < 100,00	29	11	76,19 %	20	17,53 %	40,58 %	467	32	161,06 %	1	-
	100,00 (défaut)	25	14	49,31 %	32	100,00 %	45,03 %	1 200	1	2,24 %	3	-
	Sous-total	148	288	49,25 %	216	17,73 %	43,49 %	1 003	180	83,50 %	6	3

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	2 260	1 453	50,39 %	9 530	0,02 %	5,48 %	1 357	252	2,64 %	-	-
	0,15 à < 0,25	7 953	1 768	64,85 %	8 771	0,16 %	9,49 %	1 363	928	10,58 %	1	-
	0,25 à < 0,50	10 384	2 841	59,63 %	10 882	0,30 %	12,60 %	1 242	1 868	17,17 %	4	-
	0,50 à < 0,75	6 040	2 644	60,53 %	6 064	0,60 %	10,97 %	1 328	1 334	22,00 %	4	-
	0,75 à < 2,50	10 174	3 270	50,22 %	9 308	1,13 %	14,85 %	1 250	3 279	35,22 %	15	-
	2,50 à < 10,00	1 650	276	72,55 %	1 065	5,00 %	11,95 %	1 234	483	45,36 %	6	-
	10,00 à < 100,00	1 552	194	74,92 %	1 367	15,06 %	19,42 %	1 235	1 274	93,22 %	35	-
	100,00 (défaut)	1 258	24	79,80 %	1 241	100,00 %	38,30 %	1 143	44	3,54 %	510	-
	Sous-total	41 272	12 470	57,34 %	48 227	3,51 %	11,70 %	1 296	9 461	19,62 %	576	510
Crédits aux Particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	31 799	1 214	100,00 %	33 013	0,09 %	11,79 %	-	940	2,85 %	4	-
	0,15 à < 0,25	3 939	10	100,00 %	3 949	0,22 %	17,42 %	-	313	7,93 %	2	-
	0,25 à < 0,50	18 205	669	100,00 %	18 874	0,42 %	11,43 %	-	1 576	8,35 %	9	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	17 091	864	100,00 %	17 955	1,47 %	11,29 %	-	3 382	18,84 %	30	-
	2,50 à < 10,00	6 105	575	100,00 %	6 680	5,48 %	11,64 %	-	2 793	41,82 %	43	-
	10,00 à < 100,00	393	6	100,00 %	398	27,00 %	-	-	313	78,59 %	14	-
	100,00 (défaut)	1 024	2	100,00 %	1 026	100,00 %	45,26 %	-	4	0,40 %	464	-
	Sous-total	78 556	3 339	100,00 %	81 895	2,15 %	12,21 %	-	9 322	11,38 %	565	251
Crédits renouvelables aux particuliers	0,00 à < 0,15	106	2 244	51,14 %	1 254	0,09 %	68,72 %	-	51	4,08 %	1	-
	0,15 à < 0,25	11	342	27,09 %	104	0,23 %	55,84 %	-	8	7,75 %	-	-
	0,25 à < 0,50	211	1 914	59,27 %	1 346	0,44 %	64,41 %	-	187	13,90 %	4	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	913	1 717	56,26 %	1 879	1,63 %	60,56 %	-	664	35,34 %	19	-
	2,50 à < 10,00	1 715	807	79,00 %	2 353	5,37 %	60,80 %	-	1 862	79,15 %	76	-
	10,00 à < 100,00	179	24	78,43 %	198	34,66 %	61,03 %	-	343	173,05 %	41	-
	100,00 (défaut)	332	1	65,07 %	333	100,00 %	85,89 %	-	18	5,28 %	286	-
	Sous-total	3 468	7 050	56,71 %	7 467	7,42 %	64,31 %	-	3 133	41,96 %	427	300
Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	13 828	389	92,86 %	14 190	0,09 %	13,69 %	-	468	3,30 %	2	-
	0,15 à < 0,25	2 306	51	87,31 %	2 350	0,21 %	23,98 %	-	250	10,63 %	1	-
	0,25 à < 0,50	4 320	211	98,79 %	4 529	0,45 %	38,59 %	-	1 238	27,33 %	8	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	12 088	345	102,34 %	12 441	1,46 %	47,44 %	-	7 223	58,06 %	88	-
	2,50 à < 10,00	9 463	199	102,24 %	9 666	4,67 %	51,20 %	-	7 614	78,77 %	218	-
	10,00 à < 100,00	1 236	4	95,17 %	1 239	14,88 %	21,03 %	-	1 271	102,53 %	260	-
	100,00 (défaut)	2 229	3	91,06 %	2 231	100,00 %	72,72 %	-	265	11,88 %	1 642	-
	Sous-total	45 469	1 202	97,94 %	46 646	6,53 %	36,05 %	-	18 329	39,29 %	2 220	1 875

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Crédits aux Petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	176	-	-	176	0,11 %	17,88 %	-	7	3,81 %	-	-
	0,15 à < 0,25	391	2	100,00 %	393	0,20 %	16,97 %	-	22	5,58 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 114	13	100,00 %	1 127	0,51 %	16,90 %	-	121	10,73 %	1	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	961	11	100,00 %	973	1,21 %	17,03 %	-	188	19,38 %	2	-
	2,50 à < 10,00	744	11	100,00 %	755	5,25 %	17,03 %	-	336	44,48 %	7	-
	10,00 à < 100,00	138	5	100,00 %	143	10,26 %	9,26 %	-	109	76,39 %	7	-
	100,00 (défaut)	307	-	100,00 %	307	100,00 %	53,30 %	-	1	0,19 %	164	-
	Sous-total	3 831	42	100,00 %	3 873	9,97 %	19,81 %	-	784	20,23 %	180	89
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	124	7	70,87 %	129	0,11 %	22,95 %	-	10	7,52 %	-	-
	0,15 à < 0,25	3 072	147	85,87 %	3 200	0,20 %	31,91 %	-	657	20,54 %	2	-
	0,25 à < 0,50	4 537	233	75,04 %	4 712	0,50 %	31,93 %	-	1 387	29,43 %	7	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	4 210	217	84,75 %	4 394	1,22 %	30,94 %	-	1 659	37,76 %	17	-
	2,50 à < 10,00	3 891	237	85,41 %	4 093	4,89 %	31,51 %	-	2 228	54,44 %	65	-
	10,00 à < 100,00	589	49	80,05 %	629	13,47 %	-	-	545	86,67 %	54	-
	100,00 (défaut)	1 400	31	76,38 %	1 423	100,00 %	82,42 %	-	14	0,96 %	1 172	-
	Sous-total	17 822	921	82,00 %	18 580	9,85 %	34,32 %	-	6 500	34,98 %	1 318	933
TOTAL		329 512	139 095	55,43 %	400 406	3,12 %	21,82 %	-	87 765	21,92 %	7 485	6 902

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD)
APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CR6)**

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	43 610	411	63,96 %	51 654	0,01 %	1,15 %	676	83	0,16 %	-	-
	0,15 à < 0,25	103	-	63,24 %	674	0,16 %	10,00 %	1 194	69	10,16 %	-	-
	0,25 à < 0,50	1 670	53	32,75 %	1 661	0,30 %	10,81 %	547	183	10,99 %	1	-
	0,50 à < 0,75	464	157	74,84 %	312	0,60 %	10,02 %	487	40	12,78 %	-	-
	0,75 à < 2,50	391	625	59,83 %	57	1,14 %	53,16 %	1 312	95	165,88 %	-	-
	2,50 à < 10,00	70	182	75,00 %	17	5,00 %	71,21 %	1 147	41	239,74 %	1	-
	10,00 à < 100,00	740	269	67,03 %	61	15,21 %	62,90 %	1 513	239	389,57 %	7	-
	100,00 (défaut)	20	-	-	17	100,00 %	45,00 %	1 822	-	0,08 %	15	-
	Sous-total	47 066	1 697	63,22 %	54 454	0,07 %	1,80 %	680	749	1,38 %	23	61
Établissements	0,00 à < 0,15	10 956	3 083	83,61 %	18 662	0,04 %	14,81 %	855	1 081	5,79 %	1	-
	0,15 à < 0,25	889	246	45,96 %	914	0,16 %	34,88 %	652	322	35,21 %	1	-
	0,25 à < 0,50	1 285	744	33,46 %	1 259	0,30 %	42,33 %	461	422	33,54 %	1	-
	0,50 à < 0,75	937	886	44,82 %	1 273	0,60 %	47,18 %	264	440	34,57 %	2	-
	0,75 à < 2,50	474	1 247	43,34 %	330	1,02 %	37,62 %	629	639	193,68 %	3	-
	2,50 à < 10,00	28	15	21,90 %	10	5,00 %	51,17 %	668	15	146,33 %	-	-
	10,00 à < 100,00	55	52	28,47 %	16	12,57 %	175,62 %	769	55	335,21 %	1	-
	100,00 (défaut)	442	6	100,00 %	437	100,00 %	45,03 %	640	-	-	432	-
	Sous-total	15 067	6 279	72,06 %	22 903	2,03 %	19,77 %	792	2 974	12,99 %	441	487
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	12 750	49 209	54,98 %	39 420	0,05 %	39,66 %	911	7 220	18,32 %	7	-
	0,15 à < 0,25	7 323	17 159	56,88 %	15 739	0,16 %	43,57 %	892	5 741	36,47 %	10	-
	0,25 à < 0,50	7 010	13 102	51,66 %	11 768	0,30 %	45,30 %	883	6 564	55,78 %	15	-
	0,50 à < 0,75	6 892	9 052	48,24 %	16 239	0,60 %	49,18 %	906	6 675	41,10 %	21	-
	0,75 à < 2,50	10 106	10 892	58,41 %	5 215	1,04 %	46,19 %	1 009	11 967	229,48 %	54	-
	2,50 à < 10,00	622	1 004	55,52 %	924	5,02 %	42,05 %	746	1 225	132,57 %	18	-
	10,00 à < 100,00	917	4 115	41,69 %	2 004	14,59 %	43,27 %	798	3 035	151,45 %	77	-
	100,00 (défaut)	2 870	360	53,43 %	2 510	100,00 %	45,05 %	813	91	3,61 %	1 579	-
	Sous-total	48 490	104 893	54,17 %	93 819	3,32 %	43,04 %	911	42 517	45,32 %	1 780	2 816
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	724	15	95,17 %	684	0,03 %	38,90 %	1 062	81	11,81 %	-	-
	0,15 à < 0,25	37	3	75,22 %	39	0,16 %	38,03 %	394	7	18,87 %	-	-
	0,25 à < 0,50	10	2	67,54 %	12	0,30 %	45,87 %	733	4	38,28 %	-	-
	0,50 à < 0,75	16	4	41,26 %	50	0,60 %	30,36 %	396	5	9,51 %	-	-
	0,75 à < 2,50	95	117	53,91 %	50	1,26 %	33,89 %	1 043	7	13,20 %	-	-
	2,50 à < 10,00	15	8	76,90 %	21	5,00 %	36,00 %	406	18	86,55 %	-	-
	10,00 à < 100,00	31	14	70,41 %	18	19,58 %	8,70 %	566	5	28,40 %	-	-
	100,00 (défaut)	19	-	70,38 %	19	100,00 %	44,86 %	1 216	-	0,01 %	5	-
	Sous-total	946	164	61,44 %	892	2,76 %	37,78 %	994	127	14,24 %	6	5

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	3 176	1 141	68,09 %	10 198	0,02 %	4,40 %	1 406	285	2,80 %	-	-
	0,15 à < 0,25	7 513	2 260	52,93 %	9 295	0,16 %	10,85 %	1 385	1 107	11,91 %	2	-
	0,25 à < 0,50	12 570	3 469	63,54 %	12 410	0,30 %	12,75 %	1 287	2 223	17,91 %	5	-
	0,50 à < 0,75	7 383	3 497	47,04 %	7 209	0,60 %	13,86 %	1 340	1 973	27,37 %	6	-
	0,75 à < 2,50	9 511	2 867	57,32 %	9 436	1,14 %	14,29 %	1 304	3 389	35,91 %	16	-
	2,50 à < 10,00	1 875	187	61,91 %	1 307	5,00 %	19,55 %	1 127	891	68,11 %	13	-
	10,00 à < 100,00	1 721	199	73,15 %	1 597	16,72 %	18,67 %	1 121	1 463	91,64 %	46	-
	100,00 (défaut)	1 728	24	76,31 %	1 594	100,00 %	39,21 %	1 271	157	9,87 %	567	-
	Sous-total	45 476	13 644	57,57 %	53 047	4,02 %	12,38 %	1 328	11 488	21,66 %	654	564
Crédits aux Particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	29 513	1 368	100,00 %	30 882	0,09 %	11,89 %	-	884	2,86 %	3	-
	0,15 à < 0,25	3 494	7	100,00 %	3 501	0,22 %	17,42 %	-	278	7,95 %	1	-
	0,25 à < 0,50	16 720	843	100,00 %	17 564	0,43 %	11,51 %	-	1 486	8,46 %	9	-
	0,50 à < 0,75	-	-	0,00 %	-	0,00 %	0,00 %	-	-	0,00 %	-	-
	0,75 à < 2,50	15 798	1 372	100,00 %	17 170	1,47 %	11,32 %	-	3 244	18,89 %	28	-
	2,50 à < 10,00	6 115	1 404	100,00 %	7 519	5,31 %	11,46 %	-	3 031	40,31 %	47	-
	10,00 à < 100,00	411	6	100,00 %	416	28,08 %	-	-	321	77,17 %	15	-
	100,00 (défaut)	1 042	4	100,00 %	1 046	100,00 %	45,04 %	-	-	0,00 %	471	-
	Sous-total	73 094	5 004	100,00 %	78 098	2,31 %	12,26 %	-	9 244	11,84 %	575	255
Crédits renouvelables aux particuliers	0,00 à < 0,15	106	2 229	49,87 %	1 218	0,09 %	62,96 %	-	45	3,70 %	1	-
	0,15 à < 0,25	11	305	26,94 %	93	0,23 %	55,74 %	-	7	7,19 %	-	-
	0,25 à < 0,50	202	1 752	61,07 %	1 272	0,44 %	61,63 %	-	170	13,34 %	4	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	900	1 569	57,85 %	1 808	1,61 %	56,96 %	-	596	32,95 %	17	-
	2,50 à < 10,00	1 722	717	81,48 %	2 306	5,70 %	58,76 %	-	1 827	79,24 %	77	-
	10,00 à < 100,00	201	22	80,20 %	219	33,83 %	60,81 %	-	379	173,19 %	44	-
	100,00 (défaut)	333	2	67,27 %	334	100,00 %	85,69 %	-	17	5,19 %	286	-
	Sous-total	3 475	6 596	57,22 %	7 250	7,75 %	61,17 %	-	3 040	41,94 %	429	306
Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	11 382	350	96,09 %	11 718	0,09 %	14,30 %	-	421	3,59 %	2	-
	0,15 à < 0,25	2 045	95	96,03 %	2 136	0,22 %	29,23 %	-	272	12,73 %	1	-
	0,25 à < 0,50	4 148	231	100,28 %	4 379	0,46 %	38,07 %	-	1 203	27,46 %	8	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	11 506	334	108,11 %	11 866	1,48 %	47,58 %	-	6 944	58,51 %	85	-
	2,50 à < 10,00	9 188	176	101,46 %	9 367	4,68 %	51,19 %	-	7 384	78,83 %	212	-
	10,00 à < 100,00	1 331	5	99,31 %	1 335	14,92 %	21,02 %	-	1 366	102,33 %	290	-
	100,00 (défaut)	2 570	2	95,83 %	2 573	100,04 %	71,78 %	-	310	12,05 %	1 771	-
	Sous-total	42 169	1 193	101,07 %	43 374	7,86 %	37,81 %	-	17 899	41,27 %	2 369	2 072

(en millions d'euros)	Fourchette de PD	Expositions au bilan brutes initiales	Expositions hors-bilan avant prise en compte des CCF	CCF moyen	EAD après prise en compte des CRM et des CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA	Perte attendue	Provisions
Crédits aux Petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à < 0,15	160	-	100,00 %	160	0,11 %	17,44 %	-	6	3,61 %	-	-
	0,15 à < 0,25	345	-	100,00 %	345	0,21 %	17,19 %	-	20	5,81 %	-	-
	0,25 à < 0,50	925	3	100,00 %	928	0,51 %	16,96 %	-	101	10,89 %	1	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	863	14	100,00 %	877	1,22 %	17,05 %	-	170	19,43 %	2	-
	2,50 à < 10,00	742	10	100,00 %	752	5,23 %	17,09 %	-	332	44,20 %	7	-
	10,00 à < 100,00	155	1	100,00 %	156	8,78 %	7,91 %	-	118	75,86 %	8	-
	100,00 (défaut)	308	-	-	308	100,00 %	52,18 %	-	-	0,00 %	161	-
	Sous-total	3 498	28	100,00 %	3 526	10,94 %	19,97 %	-	748	21,21 %	178	91
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	82	4	63,32 %	84	0,11 %	26,78 %	-	6	7,04 %	-	-
	0,15 à < 0,25	2 644	177	85,04 %	2 795	0,20 %	31,83 %	-	569	20,37 %	2	-
	0,25 à < 0,50	4 233	184	80,16 %	4 380	0,51 %	32,20 %	-	1 290	29,46 %	7	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	4 016	148	84,04 %	4 142	1,23 %	31,08 %	-	1 530	36,93 %	16	-
	2,50 à < 10,00	3 856	238	88,14 %	4 065	4,97 %	30,55 %	-	2 100	51,65 %	64	-
	10,00 à < 100,00	633	64	90,90 %	691	13,24 %	-	-	541	78,24 %	59	-
	100,00 (défaut)	1 603	24	85,79 %	1 624	100,00 %	81,36 %	-	2	0,13 %	1 321	-
	Sous-total	17 067	838	85,03 %	17 781	11,58 %	34,84 %	-	6 038	33,96 %	1 470	1 063
TOTAL		296 347	140 336	58,71 %	375 143	3,67 %	23,89 %	-	94 824	25,28 %	7 924	7 720

Les disparités entre les catégories de clientèle déjà observées les années précédentes sur le portefeuille de banque de détail subsistent en 2017 : les niveaux de PD observés sur les portefeuilles garantis par des sûretés immobilières sont sensiblement plus bas que pour les autres catégories : à titre d'exemple 69 % des expositions brutes du portefeuille "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" présentent une PD inférieure à 0,5 % alors que ce chiffre est de 43 % pour "Autres crédits aux Petites

et moyennes entités" du portefeuille IRB - Banque de proximité du Groupe.

Les écarts observés sur les niveaux de PD se retrouvent de manière encore plus accentuée si on observe les contributions aux pertes attendues en raison des écarts sensibles de niveau de LGD par portefeuille : les expositions sur les "Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière" représentent 51,7 % de l'EAD totale de la Clientèle de détail mais seulement 12,0 % des pertes attendues.

PD ET LGD MOYEN PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION SAIN EN MÉTHODE IRBA ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Les LGD de ce tableau sont réglementaires et peuvent être floorés sur certains portefeuilles.

		31/12/2017		31/12/2016	
		Méthode IRBA		Méthode IRBA	
Catégorie d'exposition	Zone géographique	PD	LGD	PD	LGD
Crédits aux petites et moyennes entités					
dont autres crédits	Toutes zones géographiques	2,52 %	31,63 %	2,79 %	31,47 %
	France (y compris DOM & TOM)	2,41 %	29,97 %	2,61 %	29,31 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	2,43 %	23,35 %	2,27 %	30,60 %
	Italie	3,10 %	40,85 %	3,56 %	40,77 %
dont garantis par une sûreté immobilière	Toutes zones géographiques	2,73 %	17,02 %	3,15 %	17,06 %
	France (y compris DOM & TOM)	2,47 %	16,93 %	2,50 %	17,06 %
	Italie	3,07 %	17,15 %	4,06 %	17,06 %

		31/12/2017		31/12/2016	
		Méthode IRBA		Méthode IRBA	
Catégorie d'exposition	Zone géographique	PD	LGD	PD	LGD
Crédits aux particuliers					
dont garantis par une sûreté immobilière	Toutes zones géographiques	1,06 %	11,87 %	1,14 %	11,89 %
	France (y compris DOM & TOM)	1,10 %	10,86 %	1,19 %	10,92 %
	Italie	0,86 %	17,42 %	0,89 %	17,40 %
dont renouvelables	Toutes zones géographiques	3,26 %	62,75 %	3,49 %	59,58 %
	France (y compris DOM & TOM)	2,69 %	61,16 %	2,73 %	57,03 %
	Italie	4,58 %	66,35 %	5,46 %	66,17 %
dont autres	Toutes zones géographiques	2,48 %	35,17 %	2,72 %	36,67 %
	France (y compris DOM & TOM)	3,23 %	35,64 %	3,36 %	34,26 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	1,00 %	16,20 %	1,18 %	18,29 %
	Italie	3,26 %	62,92 %	3,38 %	63,21 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,00 %	0,00 %	19,99 %	38,76 %
Administrations centrales et Banques centrales	Toutes zones géographiques	0,03 %	1,75 %	0,05 %	1,91 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,04 %	1,74 %	0,07 %	2,12 %
	Amérique du nord	0,00 %	1,00 %	0,00 %	1,00 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,03 %	1,76 %	0,03 %	2,01 %
	Italie	0,05 %	3,83 %	0,14 %	10,00 %
	Japon	0,00 %	1,00 %	0,01 %	1,00 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,04 %	1,66 %	0,06 %	1,93 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,09 %	7,56 %	0,10 %	9,24 %
	Europe de l'Est	0,31 %	45,00 %	0,50 %	45,00 %
Entreprises	Toutes zones géographiques	0,67 %	30,91 %	0,76 %	32,35 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,58 %	27,94 %	0,77 %	28,19 %
	Amérique du nord	1,29 %	31,32 %	1,04 %	33,98 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,55 %	36,67 %	0,52 %	36,19 %
	Italie	0,81 %	40,14 %	0,64 %	45,83 %
	Japon	0,63 %	21,54 %	0,92 %	24,75 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,29 %	30,36 %	0,70 %	33,73 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,37 %	48,79 %	0,42 %	50,31 %
	Europe de l'Est	0,38 %	41,68 %	0,35 %	47,92 %
Établissements	Toutes zones géographiques	0,11 %	16,88 %	0,13 %	20,44 %
	France (y compris DOM & TOM)	0,10 %	13,87 %	0,14 %	20,59 %
	Amérique du nord	0,15 %	12,00 %	0,08 %	13,15 %
	Europe de l'Ouest hors Italie	0,11 %	19,56 %	0,12 %	16,29 %
	Italie	0,06 %	6,86 %	0,08 %	7,80 %
	Japon	0,13 %	25,29 %	0,14 %	21,48 %
	Asie et Océanie hors Japon	0,16 %	36,24 %	0,20 %	34,70 %
	Afrique et Moyen-Orient	0,09 %	32,65 %	0,07 %	30,52 %
	Europe de l'Est	0,54 %	55,40 %	0,18 %	26,07 %

Par ailleurs, seule la France présente des expositions en IRBF sur les catégories suivantes : administrations centrales et Banques centrales, établissements et entreprises.

4.2.2.4. UTILISATION DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT EN COUVERTURE

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes au 31/12/2017.

EFFET DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT SUR LES ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (CR7)

31/12/2017 (en millions d'euros)		RWA avant prise en compte des dérivés de crédit	RWA après prise en compte des dérivés de crédit
1	Expositions en approche IRB Fondation	-	-
2	Administrations centrales et Banques centrales	-	-
3	Banques	-	-
4	Entreprises - <u>PME</u>	-	-
5	Entreprises - Financement spécialisé	-	-
6	Entreprises - Autres	-	-
7	Expositions en approche IRB Avancée	-	-
8	Administrations centrales et Banques centrales	8	1
9	Banques	11	10
10	Entreprises - <u>PME</u>	4 646	2 992
11	Entreprises - Financement spécialisé	38	38
12	Entreprises - Autres	-	-
13	Clientèle de détail - expositions aux créances immobilières résidentielles <u>PME</u>	-	-
14	Clientèle de détail - expositions aux créances immobilières résidentielles hors <u>PME</u>	-	-
15	Clientèle de détail - expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles	-	-
16	Clientèle de détail - <u>PME</u>	-	-
17	Clientèle de détail - autres expositions	-	-
18	Actions - approche IRB	-	-
19	Autres actifs	-	-
20	TOTAL	4 703	3 041

4.2.2.5. ÉVOLUTION DES RWA ENTRE LE 30/09/2017 ET LE 31/12/2017ÉTATS DES FLUX D'ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA) POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT SELON L'APPROCHE NOTATION INTERNE (CR8)

31/12/2017 (en millions d'euros)		RWA	Exigences minimales de fonds propres
1	<u>RWA</u> à la fin de la période précédente	142 138	11 371
2	Montant des actifs	9 143	731
3	Qualité des actifs	(1 379)	(110)
4	Mises à jour des modèles	(1 964)	(157)
5	Méthodologie et politique	-	-
6	Acquisitions et cessions	(5 707)	(456)
7	Mouvements de devises	(479)	(38)
8	Autres	(974)	(77)
9	<u>RWA</u> à la fin de la période considérée	140 778	11 262

4.2.2.6. RÉSULTATS DES BACKTESTINGS

On appelle *backtesting* dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de *backtesting* est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques et des contrôles permanents Groupe. Il se réunit au moins deux fois par an et fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des risques Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre) ;

Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des risques Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- la qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;

- la qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- l'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Les étapes de *backtesting* sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le *backtesting* débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact

des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le *backtesting* de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des risques Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, via le Comité des normes et méthodologies, le résultat du *backtesting* après avis d'un Comité *ad hoc* permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle...).

Ces contrôles *ex post* sont réalisés au travers du cycle (*through-the-cycle*) sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de *backtesting* de l'exercice 2017 pour les modèles de probabilité de défaut (PD) et de perte en cas de défaut (LGD).

IRB - CONTRÔLE EX POST DE LA PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) PAR PORTEFEUILLE

Portefeuille	Probabilité de défaut estimée (%) - Moyenne de longue période	Taux de défaut observé - Moyenne de longue période (%)	LGD estimée (%)	LGD hors marge de prudence (%)
Souverains	1,7 %	0,4 %	55 %	11 %
Collectivités publiques ⁽¹⁾	0,04 %	0,06 %	Approche IRBF	Approche IRBF
Institutions financières ⁽²⁾	0,5 %	0,03 %	56 %	62 %
Entreprises	2,7 %	1,8 %	42 %	40 %
Financements spécialisés	1,5 %	1,0 %	25 %	24 %
Clients particuliers - LCL	1,5 %	1,2 %	16 %	10 %
Clients professionnels - LCL	4,4 %	3,9 %	27 %	23 %
Clients particuliers - Cariparma	1,9 %	1,6 %	21 %	18 %
Clients professionnels - Cariparma ⁽³⁾	5,4 %	4,7 %	43 %	36 %
Clients particuliers - CACF France	4,3 %	3,8 %	40 %	37 %
Clients particuliers - Agos	3,3 %	2,5 %	42 %	37 %
Clients particuliers - Credibom	2,7 %	2,5 %	36 %	35 %
Clients particuliers - Credit plus	3,1 %	2,8 %	67 %	62 %

(1) La probabilité de défaut et le taux de défaut des collectivités publiques ont été calculés à partir de T1 2015, compte tenu du déploiement de la nouvelle note qualitative intervenu en 2015.

(2) Modèles internes LGD en cours de recalibrage.

(3) Concernant le portefeuille des professionnels de Cariparma, la probabilité de défaut est estimée à partir du 31/12/2014, compte tenu du fort impact du recalibrage intervenu en 2014 (changement de définition du défaut, mise à jour de l'historique...).

4.2.2.7. COMPARAISON ENTRE LES DONNÉES ESTIMÉES ET RÉALISÉES

Le ratio Pertes attendues (EL)/Valeurs exposées au risque (EAD) s'élève à 1,69 % au 31 décembre 2017 (1,87 % au 31 décembre 2016). Ce ratio est calculé sur les portefeuilles Administrations centrales et Banques centrales, Établissements, Entreprises, Clientèle de détail et Actions en méthode IRBA.

Parallèlement, le ratio Montants des provisions/Expositions brutes s'élève à 1,30 % au 31 décembre 2017, contre 1,53 % à fin 2016.

4.2.3. Risque de contrepartie

Crédit Agricole S.A. et ses filiales traitent le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille

de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise la méthode d'évaluation au prix du marché (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283) sur le périmètre de Crédit Agricole CIB.

4.2.3.1. ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31 DÉCEMBRE 2017

	Standard			IRB			Total			Exigence de fonds propres
	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	
31/12/2017 (en milliards d'euros)										
Administrations centrales et Banques centrales	1,9	1,9	-	7,2	7,1	0,3	9,0	9,0	0,3	-
Établissements	17,6	15,5	1,3	18,5	18,4	3,6	36,0	34,0	4,9	0,4
Entreprises	2,6	2,1	2,0	16,8	16,7	5,7	19,4	18,8	7,7	0,6
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22,0	19,5	3,3	42,4	42,2	9,6	64,5	61,7	12,9	1,0

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31 DÉCEMBRE 2016

	Standard			IRB			Total			Exigence de fonds propres
	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	Exposition brute	EAD	RWA	
31/12/2016 (en milliards d'euros)										
Administrations centrales et Banques centrales	1,9	1,9	0,1	8,1	8,1	0,4	10,0	10,0	0,4	-
Établissements	16,7	16,7	1,8	22,6	22,5	4,3	39,3	39,2	6,1	0,5
Entreprises	2,6	2,6	2,6	21,3	21,1	6,7	23,9	23,7	9,3	0,7
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21,2	21,2	4,4	52,0	51,6	11,4	73,2	72,9	15,9	1,3

L'exposition brute totale au risque de contrepartie s'élève à 64,5 milliards d'euros au 31 décembre 2017 (sous forme d'instruments dérivés : 47,6 milliards d'euros et sous forme d'opérations de financement de titres : 16,8 milliards d'euros).

L'information sur les expositions sur opérations sur instruments financiers à terme est présentée par ailleurs dans l'annexe 3.1 aux états financiers consolidés "Risque de crédit".

4.2.3.2. EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CCR3)

	Pondération des risques														
31/12/2017 Portefeuille réglementaire (en millions d'euros)	0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	Autres	Exposition totale au risque de contrepartie	dont non notée	
Administrations centrales et Banques centrales	1 664	-	-	-	185	-	1	-	-	4	-	-	1 854	1 854	
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entités du secteur public	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	8	1	
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Banques (établissements)	63	11 674	-	-	2 686	-	1 042	-	-	57	-	-	15 523	13 456	
Entreprises	-	-	-	-	94	-	145	-	-	1 838	17	-	2 094	1 572	
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5	5	
Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	
Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	1 728	11 674	-	-	2 973	-	1 188	-	5	1 899	18	-	19 485	16 888	

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDERATIONS DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CCR3)

	Pondération des risques													Exposition totale au risque de contrepartie	dont non notée
31/12/2016 Portefeuille réglementaire (en millions d'euros)	0 %	2 %	4 %	10 %	20 %	35 %	50 %	70 %	75 %	100 %	150 %	Autres			
Administrations centrales et Banques centrales	1 577	-	-	-	-	-	-	-	-	65	-	-	1 642	1 642	
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	9	9	
Entités du secteur public	91	-	-	-	117	-	-	-	-	-	-	-	209	91	
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Organisations internationales	183	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	183	183	
Banques (établissements)	23	11 138	-	-	4 120	-	1 205	-	-	64	-	-	16 549	14 953	
Entreprises	-	-	-	-	4	-	60	-	-	2 558	3	-	2 624	2 444	
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Défaut (prêts en souffrance)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	1 874	11 138	-	-	4 251	-	1 265	-	-	2 687	3	-	21 216	19 323	

4.2.3.3. EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE AVANCÉE
EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CCR4)

31/12/2017 (en millions d'euros)	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-
Établissements	0,00 à < 0,15	327	0,03 %	0,98 %	-	-	0,03 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	2	0,30 %	38,92 %	-	1	57,64 %
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	7	0,75 %	45,00 %	-	8	113,28 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	336	0,05 %	2,16 %	-	10	2,84 %

31/12/2017 <i>(en millions d'euros)</i>	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	8	0,03 %	44,95 %	-	-	5,61 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	8	0,03 %	44,95 %	-	-	5,61 %
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	1,90 %	43,88 %	-	-	100,00 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	1,90 %	43,88 %	-	-	100,00 %
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-
TOTAL		344	0,05 %	3,11 %	-	10	2,91 %

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD),
PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CCR4)**

31/12/2016 (en millions d'euros)	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-
Établissements	0,00 à < 0,15	784	0,03 %	0,90 %	-	38	4,81 %
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	4	0,30 %	31,53 %	-	2	57,64 %
	0,50 à < 0,75	-	0,60 %	45,00 %	-	-	104,03 %
	0,75 à < 2,50	8	0,75 %	45,00 %	-	7	87,74 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	796	0,04 %	1,51 %	-	47	5,95 %
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	98	0,03 %	44,97 %	-	7	7,29 %
	0,15 à < 0,25	-	0,16 %	44,95 %	-	-	22,87 %
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	98	0,03 %	44,97 %	-	7	7,31 %
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	-	-	-	-	-	-
TOTAL		894	0,04 %	6,29 %	-	55	6,10 %

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD),
PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CCR4)**

31/12/2017 <i>(en millions d'euros)</i>	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et Banques centrales	0,00 à < 0,15	6 776	0,01 %	1,05 %	1 069	15	0,23 %
	0,15 à < 0,25	36	0,16 %	10,00 %	1 251	2	6,91 %
	0,25 à < 0,50	140	0,30 %	15,74 %	495	15	10,69 %
	0,50 à < 0,75	36	0,60 %	10,00 %	642	6	16,39 %
	0,75 à < 2,50	169	0,97 %	46,48 %	1 333	189	111,48 %
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	10	19,98 %	50,66 %	1 652	28	274,80 %
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	7 167	0,07 %	2,56 %	1 064	256	3,57 %
Établissements	0,00 à < 0,15	14 156	0,04 %	16,82 %	817	1 271	8,98 %
	0,15 à < 0,25	1 548	0,16 %	40,89 %	651	600	38,73 %
	0,25 à < 0,50	1 287	0,30 %	45,33 %	447	790	61,36 %
	0,50 à < 0,75	671	0,60 %	50,97 %	167	526	78,42 %
	0,75 à < 2,50	409	0,84 %	31,81 %	742	241	58,85 %
	2,50 à < 10,00	4	5,00 %	50,79 %	737	9	224,04 %
	10,00 à < 100,00	53	19,48 %	38,15 %	1 489	114	214,28 %
	100,00 (défaut)	-	100,00 %	45,03 %	631	-	59,31 %
	Sous-total	18 128	0,16 %	22,57 %	753	3 551	19,59 %
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	7 896	0,04 %	38,42 %	831	969	12,27 %
	0,15 à < 0,25	1 527	0,16 %	45,03 %	965	642	42,05 %
	0,25 à < 0,50	1 986	0,30 %	43,45 %	953	1 157	58,26 %
	0,50 à < 0,75	1 047	0,60 %	44,75 %	871	726	69,35 %
	0,75 à < 2,50	1 200	0,94 %	49,95 %	1 120	1 066	88,79 %
	2,50 à < 10,00	81	5,00 %	40,99 %	789	95	117,85 %
	10,00 à < 100,00	130	16,93 %	40,94 %	748	278	212,89 %
	100,00 (défaut)	19	100,00 %	45,54 %	887	2	12,29 %
	Sous-total	13 888	0,52 %	41,37 %	890	4 935	35,53 %
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	53	0,03 %	47,58 %	1 309	9	16,98 %
	0,15 à < 0,25	-	0,17 %	39,42 %	668	-	38,90 %
	0,25 à < 0,50	6	0,30 %	47,64 %	1 216	4	60,08 %
	0,50 à < 0,75	3	0,60 %	46,46 %	781	2	80,31 %
	0,75 à < 2,50	36	1,59 %	44,28 %	1 140	39	106,81 %
	2,50 à < 10,00	4	5,00 %	43,66 %	1 260	7	163,15 %
	10,00 à < 100,00	3	19,22 %	39,74 %	499	6	245,97 %
	100,00 (défaut)	-	100,00 %	45,03 %	1 200	-	-
	Sous-total	106	1,58 %	46,07 %	1 208	67	63,06 %
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	752	0,06 %	10,85 %	1 309	57	7,62 %
	0,15 à < 0,25	734	0,16 %	9,49 %	1 363	97	13,28 %
	0,25 à < 0,50	584	0,30 %	12,60 %	1 242	129	22,09 %
	0,50 à < 0,75	271	0,60 %	10,97 %	1 328	80	29,41 %
	0,75 à < 2,50	250	1,00 %	13,90 %	1 221	64	25,69 %
	2,50 à < 10,00	52	5,00 %	11,95 %	1 234	15	28,03 %
	10,00 à < 100,00	138	18,11 %	20,24 %	1 314	299	216,93 %
	100,00 (défaut)	10	100,00 %	38,30 %	1 143	-	-
	Sous-total	2 791	1,57 %	11,70 %	1 302	741	26,55 %
TOTAL		42 080	0,36 %	24,70 %	-	9 549	22,69 %

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD),
PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CCR4)**

31/12/2016 <i>(en millions d'euros)</i>	Fourchette de PD	EAD après prise en compte des CRM	PD moyenne	LGD moyenne	Échéance moyenne	RWA	Densité des RWA
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	7 617	0,01 %	1,03 %	1 052	17	0,22 %
	0,15 à < 0,25	19	0,16 %	10,00 %	1 194	1	7,59 %
	0,25 à < 0,50	150	0,30 %	10,81 %	547	17	11,56 %
	0,50 à < 0,75	91	0,60 %	10,02 %	487	13	14,59 %
	0,75 à < 2,50	221	0,89 %	46,86 %	1 404	256	116,16 %
	2,50 à < 10,00	8	5,00 %	71,21 %	1 147	24	294,77 %
	10,00 à < 100,00	15	19,59 %	70,44 %	1 493	41	267,13 %
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	8 121	0,09 %	2,77 %	1 047	370	4,56 %
Établissements	0,00 à < 0,15	16 256	0,04 %	15,88 %	839	1 485	9,14 %
	0,15 à < 0,25	3 005	0,16 %	34,88 %	652	1 010	33,62 %
	0,25 à < 0,50	1 376	0,30 %	42,33 %	461	774	56,26 %
	0,50 à < 0,75	670	0,60 %	47,18 %	264	524	78,12 %
	0,75 à < 2,50	607	0,99 %	37,37 %	637	388	63,95 %
	2,50 à < 10,00	7	5,00 %	51,17 %	668	16	247,83 %
	10,00 à < 100,00	38	19,29 %	49,73 %	1 263	87	230,22 %
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	Sous-total	21 959	0,15 %	21,65 %	768	4 285	19,51 %
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	9 617	0,04 %	38,39 %	906	1 310	13,62 %
	0,15 à < 0,25	2 673	0,16 %	43,57 %	892	1 051	39,33 %
	0,25 à < 0,50	2 598	0,30 %	45,30 %	883	1 109	42,67 %
	0,50 à < 0,75	1 439	0,60 %	49,18 %	906	981	68,18 %
	0,75 à < 2,50	1 149	1,19 %	45,62 %	990	1 022	88,88 %
	2,50 à < 10,00	104	5,02 %	42,05 %	746	124	119,14 %
	10,00 à < 100,00	108	19,12 %	37,22 %	650	251	231,83 %
	100,00 (défaut)	40	1	-	813	1	-
	Sous-total	17 729	0,54 %	41,55 %	904	5 849	32,99 %
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	70	0,03 %	38,87 %	1 061	14	19,39 %
	0,15 à < 0,25	2	0,16 %	38,03 %	394	1	30,19 %
	0,25 à < 0,50	7	0,30 %	45,87 %	733	3	50,07 %
	0,50 à < 0,75	1	0,60 %	30,36 %	396	-	50,33 %
	0,75 à < 2,50	49	1,47 %	32,61 %	1 069	43	87,82 %
	2,50 à < 10,00	1	5,00 %	36,00 %	406	1	107,78 %
	10,00 à < 100,00	2	18,70 %	9,36 %	555	3	177,35 %
	100,00 (défaut)	1	100,00 %	44,86 %	1 216	-	12,18 %
	Sous-total	133	1,29 %	36,52 %	1 020	66	49,37 %
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	773	0,06 %	9,64 %	1 526	52	6,79 %
	0,15 à < 0,25	971	0,16 %	10,85 %	1 385	126	13,00 %
	0,25 à < 0,50	616	0,30 %	12,75 %	1 287	108	17,46 %
	0,50 à < 0,75	343	0,60 %	13,86 %	1 340	77	22,51 %
	0,75 à < 2,50	431	1,09 %	11,85 %	1 329	116	26,94 %
	2,50 à < 10,00	11	5,00 %	19,55 %	1 127	9	80,09 %
	10,00 à < 100,00	141	19,57 %	20,37 %	1 129	310	219,50 %
	100,00 (défaut)	19	100,00 %	39,21 %	1 271	-	0,33 %
	Sous-total	3 305	1,68 %	11,93 %	1 376	798	24,16 %
TOTAL		51 247	0,37 %	24,97 %	-	11 369	22,18 %

4.2.3.4. ÉVOLUTION DES RWA EN MÉTHODE DES MODÈLES INTERNES (IMM) ENTRE LE 30/09/2017 ET LE 31/12/2017

ÉTATS DES FLUX D'ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA) POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (RCC) SELON LA MÉTHODE DES MODÈLES INTERNES (MMI) (CCR7)

31/12/2017 (en millions d'euros)		RWA	Exigences minimales de Fonds Propres
1	<u>RWA</u> à la fin de la période précédente	7 808	625
2	Montant des actifs	783	63
3	Qualité de crédit des contreparties	(269)	(22)
4	Mises à jour des modèles (MMI seule)	167	13
5	Méthodologie et politique (MMI seule)	-	-
6	Acquisitions et cessions	-	-
7	Mouvements de devises	(494)	(40)
8	Autres	-	-
9	<u>RWA</u> à la fin de la période considérée	7 996	640

4.2.3.5. CVA

La directive CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du *Credit Valuation Adjustment* (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérivés OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon cette directive, les établissements utilisent une formule réglementaire ("méthode standard") ou sont autorisés à calculer

leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée ("VaR CVA").

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties "Institutions financières" hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marche au titre du risque spécifique de taux.

EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) AU 31 DÉCEMBRE 2017 (CCR2)

31/12/2017 (en millions d'euros)		EAD après prise en compte des ARC	RWA
1	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u> avancée	15 951	1 893
2	i) Composante <u>VaR</u> (y compris multiplicateur x 3)	-	18
3	ii) Composante <u>VaR</u> en période de tensions (y compris multiplicateur x 3)	-	134
4	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u> standard	10 019	964
EU4	Méthode de l'exposition initiale	-	-
5	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u>	25 970	2 857

EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CCR2)

31/12/2016 (en millions d'euros)		EAD après prise en compte des ARC	RWA
1	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u> avancée	20 566	2 958
2	i) Composante <u>VaR</u> (y compris multiplicateur x 3)	-	42
3	ii) Composante <u>VaR</u> en période de tensions (y compris multiplicateur x 3)	-	194
4	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u> standard	7 805	926
EU4	Méthode de l'exposition initiale	-	-
5	Total des portefeuilles soumis à l'exigence <u>CVA</u>	28 371	3 885

4.2.4. Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **sûreté réelle** : sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujéti, en cas de défaut ou d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie, de liquider, de conserver, d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs ;
- **sûreté personnelle** : sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres événements spécifiques.

EXPOSITIONS EN MÉTHODE AVANCÉE

(en millions d'euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque			Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque		
		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés
Administrations centrales et Banques centrales	67 664	2 580	11	2 592	56 884	2 660	48	2 708
Établissements	52 058	662	1 352	2 014	43 153	671	1 237	1 908
Entreprises	234 415	38 216	40 561	78 777	234 781	34 641	44 368	79 008
TOTAL	354 138	41 458	41 925	83 383	334 818	37 971	45 653	83 624

EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD

(en millions d'euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque			Montant exposition total	Montant d'atténuation du risque		
		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés		Sûretés personnelles et dérivés de crédit	Sûretés réelles	Total des sûretés
Administrations centrales et Banques centrales	47 997	-	81	81	33 067	-	-	-
Établissements	42 852	-	2 154	2 154	58 846	237	83	320
Entreprises	112 128	1 992	18 552	20 543	112 498	1 717	18 438	20 156
TOTAL	202 977	1 992	20 787	22 778	204 410	1 955	18 521	20 476

4.2.4.1. TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dispositif de gestion des sûretés réelles

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans la partie "Facteurs de risque – Risque de crédit – Garanties reçues et sûretés".

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa liquidité, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement *a minima*.

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements Bâle 3) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo-maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés

dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

Pour la banque de proximité (LCL, Cariparma), la revalorisation est automatique en fonction de l'évolution des indices de marché de l'immobilier. À l'inverse, pour les financements immobiliers de type projet, la revalorisation est principalement fondée sur une approche d'expert qui combine différentes approches (valeur du bien, valeur locative, etc.) et intègre des *benchmarks* externes.

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime de l'immobilier ou du négoce de matières premières. Ces métiers sont pratiqués par des *middle office* dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

Fournisseurs de protection

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit – cf. paragraphe ci-dessous) sont les agences de crédit export qui relèvent d'un risque souverain de bonne qualité. Les plus importantes sont la BPI (France), Sace S.p.A. (Italie), Euler Hermès (Allemagne) et Korea Trade Insurance Corporation (Corée).

NOTATION EXTERNE ATTRIBUÉE AUX AGENCES DE CRÉDIT EXPORT

	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
31/12/2017 (en millions d'euros)	Note de long terme (perspective)	Note de long terme (perspective)	Note de long terme (perspective)
Bpifrance Financement	Aa2 [stable]	Non notée	AA [stable] ⁽¹⁾
Euler Hermès S.A.	Aa3 [stable]	AA [stable]	Non notée
Sace S.p.A.	Non notée	Non notée	BBB+ [stable]

(1) Note attribuée à EPIC Bpifrance.

En outre, les garanties reçues de sociétés de caution mutuelle couvrent une part importante des créances du portefeuille "immobilier résidentiel" du Groupe en France (cf. tableau ci-après). Ces encours sont garantis par des cautions octroyées par Crédit Logement (noté Aa3 [stable] par Moody's) ou par la compagnie d'assurance filiale du Groupe, CAMCA Assurance S.A.

(notée A+ [perspective stable] par Fitch). Les garants sont eux-mêmes supervisés par l'ACPR et soumis à une réglementation prudentielle, qui est soit celle des sociétés de financement pour Crédit Logement, soit celle applicable aux compagnies d'assurance (Solvabilité 2) pour CAMCA.

MONTANTS D'ENCOURS DE PRÊTS IMMOBILIERS GARANTIS PAR CAMCA ET CRÉDIT LOGEMENT

	Encours au 31/12/2017		Encours au 31/12/2016	
(en millions d'euros)	Montant d'encours garantis	% des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis	Montant d'encours garantis	% des prêts du portefeuille "crédits immobiliers résidentiel" en France garantis
Couverture par des organismes de caution (Crédit Logement, CAMCA)	59 917	85,50 %	55 262	82,90 %

Dans le cas de Crédit Logement, la garantie donnée couvre, sans aucune franchise, le paiement de toutes les sommes légalement dues par les emprunteurs défaillants en principal, intérêts, primes d'assurance et frais. Au moment de l'octroi, le garant applique une politique de sélection autonome et complémentaire à celle déjà mise en œuvre par la banque. Dans le cas de CAMCA, le mécanisme de garantie est globalement comparable à celui de

Crédit Logement à la différence près que les paiements effectués par CAMCA au titre de la garantie interviennent après épuisement des voies de recours de la banque contre l'emprunteur. Au final, ces dispositifs de caution permettent de rehausser substantiellement la qualité des prêts immobiliers garantis et constituent un transfert de risque total sur ces encours.

Dérivés de crédit utilisés en couverture

Les dérivés de crédit utilisés en couverture sont décrits dans la partie "Facteurs de risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit" ainsi qu'au point 4.2.2.4. ci-dessus.

EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS DE CRÉDIT (CCR6)

	Couverture de dérivés de crédit		Autres dérivés de crédit
31/12/2017 (en millions d'euros)	Protection achetée	Protection vendue	
Montants notionnels	-	-	-
Contrats dérivés sur défaut sur signature unique	5 002	-	-
Contrats dérivés sur défaut indicels	-	-	-
Contrats d'échange sur rendement total	-	-	-
Options sur crédit	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-
TOTAL DES MONTANTS NOTIONNELS	5 002	-	-
Justes valeurs	-	-	-
Juste valeur positive (actif)	154	-	-
Juste valeur négative (passif)	(1)	-	-

4.2.4.2. TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE APPLIQUÉES AU RISQUE DE CONTREPARTIE

Ces techniques sont présentées partie "Facteurs de risques – Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit"

4.2.5. Opérations de titrisation

Le risque de crédit sur les opérations de titrisation est présenté dans le chapitre Titrisation ci-après.

4.2.6. Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole S.A., hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus "conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur ou qui présentent une nature économique similaire". Il s'agit principalement :

- des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d'investissements ;
- des options implicites des obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions ;
- des options sur actions ;
- des titres super-subordonnés.

L'objectif poursuivi dans le cadre de prises de participations non consolidées est l'intention de gestion (actifs financiers à la juste valeur par résultat ou sur option, actifs financiers disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances) telle qu'elle est décrite dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Les techniques comptables et les méthodes de valorisation utilisées sont décrites dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

MONTANT DES EXPOSITIONS BRUTES ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE EN MÉTHODE NOTATION INTERNE (CR10)

31/12/2017 Catégories (en millions d'euros)	Montants au bilan	Montants hors bilan	Coefficients de pondération des risques	Valeurs des expositions	RWA	Exigences minimales de fonds propres
Expositions sur capital investissement	568	103	190 %	663	1 260	101
Expositions sur actions cotées	65	-	290 %	64	186	15
Autres expositions en actions	15 440	-	370 %	6 058	22 416	1 793
TOTAL	16 073	103		6 786	23 862	1 909

L'exposition sur actions en approche notations internes correspond essentiellement aux portefeuilles de Crédit Agricole S.A., de Crédit Agricole CIB et de Crédit Agricole Investissement et Finance.

Le montant des expositions sur actions (bilan et hors bilan) traité en approche notation interne s'élève à 16,2 milliards d'euros au 31 décembre 2017 (contre 15,9 milliards d'euros au 31 décembre 2016).

Par ailleurs, le montant des expositions sur actions traitées en méthode standard s'élève à 1,2 milliard au 31/12/2017 pour un montant de RWA de 1,3 milliard d'euros.

Le montant cumulé des plus-values ou moins-values réalisées sur les ventes et liquidations sur la période sous revue est présenté dans l'annexe 4 aux états financiers "Notes relatives au compte de résultat".

4.3. Titrisation

4.3.1. Définitions des opérations de titrisation

Le groupe Crédit Agricole S.A. est engagé dans des opérations de titrisation en tant qu'initiateur, sponsor ou investisseur au sens de la typologie Bâle 3.

Les opérations de titrisation, recensées ci-après, correspondent aux opérations telles que définies dans la directive 2013/36/UE (CRD 4) et le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 (CRR) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014. Ces textes intègrent dans le droit européen la réforme internationale Bâle 3 (décembre 2010) qui introduit notamment de nouvelles exigences en matière de solvabilité bancaire et de surveillance du risque de liquidité. Sont ainsi visées les opérations par lesquelles, ou un dispositif par lequel, le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble

d'expositions est subdivisé en tranches, et qui présente les deux caractéristiques suivantes :

- les paiements dans le cadre de l'opération ou du dispositif dépendent de la performance de l'exposition ou de l'ensemble des expositions ;
- la subordination des tranches détermine la répartition des pertes pendant la durée de l'opération ou du dispositif.

Au sein des opérations de titrisation, on distingue :

- les titrisations classiques : une titrisation impliquant le transfert économique des expositions titrisées. Ceci suppose le transfert de la propriété des expositions titrisées par l'établissement initiateur à une entité de titrisation ou une sous-participation d'une entité de titrisation. Les titres émis ne représentent pas d'obligations de paiement pour l'établissement initiateur ;
- les titrisations synthétiques : une titrisation où le transfert de risques s'effectue *via* l'utilisation de dérivés de crédit ou de garanties et où les expositions titrisées restent des expositions pour l'établissement initiateur.

Les expositions de titrisation détaillées ci-après reprennent l'ensemble des expositions de titrisation (comptabilisées au bilan ou au hors-bilan du Groupe) qui induisent des emplois pondérés (*Risk Weighted Assets* ou RWA) et des exigences de fonds propres au titre de son portefeuille réglementaire selon les typologies suivantes :

- les positions de titrisation pour lesquelles le Groupe est considéré comme initiateur ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est investisseur ;
- les positions dans lesquelles le Groupe est sponsor ;
- les positions de *swaps* de titrisation (couverture de change ou de taux) qui sont accordés à des véhicules de titrisation.

Les opérations de titrisation pour compte propre réalisées dans le cadre d'opérations de financement collatéralisés, non déconsolidées, ne sont pas reprises ci-après. Leur incidence sur les comptes consolidés est détaillée dans la note annexe 6.7 aux états financiers "actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Il faut noter que la majorité des opérations de titrisation pour compte de la clientèle européenne fait intervenir Ester Finance Titrisation, établissement de crédit filiale à 100 % de Crédit Agricole CIB, qui finance l'achat de créances, ce qui rend Crédit Agricole CIB à la fois sponsor et, à travers Ester Finance Titrisation, initiateur de ces opérations de titrisations.

4.3.2. Finalité et stratégie

4.3.2.1. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE TITRISATION POUR COMPTE PROPRE

Les activités de titrisation pour compte propre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivantes :

Opérations de financement collatéralisé

Ces opérations visent à émettre des titres qui peuvent être, selon le cas, totalement ou partiellement placés auprès d'investisseurs, donnés en pension ou conservés au bilan de l'émetteur pour constituer des réserves de titres liquides utilisables dans le cadre de la gestion du refinancement. Cette activité concerne plusieurs entités du Groupe, principalement CA Consumer Finance et ses filiales ⁽¹⁾.

Les activités de transfert de risque par recours à la titrisation pour compte propre du groupe Crédit Agricole S.A. sont les suivantes :

Gestion active du portefeuille de financement de Crédit Agricole CIB

En complément du recours aux dérivés de crédit (cf. chapitre "Facteurs de risque et Pilier 3" partie "Risques de crédit - Utilisation de dérivés de crédit"), cette activité consiste à utiliser les titrisations pour gérer le risque de crédit du portefeuille de financement des entreprises de Crédit Agricole CIB, optimiser l'allocation des fonds propres, réduire la concentration des encours de crédit aux entreprises, libérer des ressources pour contribuer au renouvellement du portefeuille bancaire (dans le cadre du modèle *Distribute to Originate* de Crédit Agricole CIB) et optimiser la rentabilité des fonds propres. Cette activité est gérée par les équipes de la gestion financière. L'approche utilisée pour calculer les montants pondérés des positions de titrisation pour compte propre est la méthode de la formule réglementaire. Dans cette activité, la banque n'achète pas systématiquement une protection sur la totalité des tranches, l'objectif de gestion étant de couvrir certaines des tranches les plus risquées des portefeuilles de financement tout en conservant une partie du risque global.

Nouvelles titrisations réalisées par Crédit Agricole CIB en 2017

Dans le cadre de la gestion du portefeuille de financement, les équipes de la gestion financière ont mis en place la titrisation synthétique d'un portefeuille de 3 milliards de dollars constitué de financements de projets et de financements d'actifs ; cette opération de transfert de risque est assortie d'un engagement de réallocation au profit d'actifs "verts" tels que définis dans le cadre de la stratégie "Green" déployée par Crédit Agricole CIB. Une seconde titrisation synthétique d'un portefeuille de 3 milliards d'euros de

crédits *corporate* a été signée en décembre 2017. Cette transaction dénommée VIADUC et conclue avec le Groupe BEI permet en outre la mise à disposition d'une enveloppe de bonification de crédits au profit des Caisses régionales pour le bénéfice final de leurs clients PME/ETI et s'inscrit dans le cadre du Plan Européen d'investissement (Juncker) en vue de soutenir l'économie locale en régions.

Opération réalisée par FCA Bank en 2017

FCA Bank utilise de manière fréquente les opérations de titrisation pour contribuer à son financement ; ces opérations rentrent dans le cadre des "opérations de financement collatéralisé" mentionnées plus haut.

En décembre 2017, dans le cadre de son programme ABEST de titrisation de crédits automobiles, FCA Bank a lancé l'opération ABEST 15 (titrisation classique) dans le cadre de laquelle FCA Bank a cédé 95 % des tranches mezzanine et junior (classe C, D, E, M1) à des investisseurs tiers. Cette opération de transfert de risque a permis à FCA Bank d'alléger les fonds propres initialement affectés au portefeuille de crédits qui a été titrisé.

4.3.2.2. ACTIVITÉS RÉALISÉES EN MATIÈRE DE TITRISATION POUR COMPTE DE LA CLIENTÈLE EN TANT QU'ARRANGEUR/SPONSOR, INTERMÉDIAIRE OU INITIATEUR

Seul Crédit Agricole CIB, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., a une activité de titrisation pour le compte de la clientèle.

Les activités de titrisation pour compte de la clientèle au sein des activités de *Global Markets* permettent à Crédit Agricole CIB de lever de la liquidité ou de gérer une exposition au risque pour le compte de ses clients. Dans le cadre de ces activités, Crédit Agricole CIB peut alors agir en tant qu'initiateur, sponsor, arrangeur ou investisseur :

- en tant que sponsor et arrangeur, Crédit Agricole CIB structure et gère des programmes de titrisation qui assurent le refinancement d'actifs de clients de la banque, essentiellement *via* les programmes "ABCP" (*Asset Backed Commercial Paper*) LMA en Europe, Atlantic et La Fayette aux États-Unis et ITU au Brésil. Ces entités spécifiques sont protégées de la faillite de Crédit Agricole CIB mais sont consolidées comptablement au niveau Groupe depuis l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2014, des nouvelles règles IFRS 10. En effet, les rôles du groupe Crédit Agricole CIB en tant que sponsor des programmes, gérant et apporteur des lignes de liquidité lui confèrent un pouvoir directement lié à la variabilité des rendements de l'activité. Les lignes de liquidité couvrent les investisseurs du risque de crédit et garantissent la liquidité des programmes ;
- en tant qu'investisseur, le Groupe investit directement dans certaines positions de titrisation, est fournisseur de liquidité ou contrepartie d'expositions dérivées (par exemple, *swaps* de change ou de taux) ;
- en tant qu'arrangeur, sponsor et initiateur, Crédit Agricole CIB procède à des opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle. Au 31 décembre 2017, il existe 4 véhicules consolidés multicédants en activité (LMA, Atlantic, La Fayette et ITU), structurés par le Groupe pour le compte de tiers. LMA, Atlantic, La Fayette et ITU sont des programmes *fully supported*. Cette activité de programmes ABCP permet de financer le besoin de fonds de roulement de certains clients du Groupe en adossant des financements à court terme à des

(1) À noter que dans ce cadre, les Caisses régionales de Crédit Agricole ont réalisé en 2015 et 2017 des opérations de titrisation de crédits habitat ("RMBS") ; ces opérations sont hors du périmètre du groupe Crédit Agricole S.A.

actifs traditionnels, tels que des créances commerciales ou financières. Le montant des actifs détenus par ces véhicules et financés par l'émission de titres négociables s'élève à cette date à 24 milliards d'euros au 31 décembre 2017 (25 milliards d'euros au 31 décembre 2016).

Le risque de défaillance sur les actifs de ces véhicules est supporté par les cédants des créances sous-jacentes *via* le rehaussement de crédit ou par des assureurs pour certains types de risque en amont des transactions ABCP, Crédit Agricole CIB porte le risque *via* des lignes de liquidités.

Activités réalisées en tant que sponsor

L'activité des programmes est restée soutenue pendant l'année 2017, les encours nouvellement titrisés concernant majoritairement des créances commerciales et financières.

À noter que pour une partie de cette activité programmes, Crédit Agricole CIB agit en tant qu'initiateur dans la mesure où les structures font intervenir l'entité Ester Finance Titrisation qui est une entité consolidée du Groupe.

Le montant d'engagement des lignes de liquidité consenties à LMA, à Atlantic, à La Fayette et à ITU, en tant que sponsor, s'élève à 32 milliards d'euros au 31 décembre 2017 (31 milliards d'euros au 31 décembre 2016).

Activités réalisées en tant qu'investisseur

Dans le cadre de ses activités de sponsor, le Groupe peut octroyer des garanties et des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation ou servir de contrepartie de produits dérivés dans des opérations de titrisation *ad hoc*. Il s'agit principalement des *swaps* de change accordés aux programmes ABCP et des *swaps* de taux pour certaines émissions ABS. Ces activités sont enregistrées dans le portefeuille bancaire en tant qu'activité investisseur.

Par ailleurs Crédit Agricole CIB peut être amené à financer directement sur son bilan certaines opérations de titrisation pour le compte de sa clientèle (principalement des opérations aéronautiques ou de financement de flotte de véhicules) ou apporter un support, *via* une facilité de liquidité, à une émission faite par des véhicules *ad hoc* externes à la banque (SPV ou programme ABCP non sponsorisé par la banque). Dans ce cas, Crédit Agricole CIB est considéré comme jouant un rôle d'investisseur. Cette activité correspond à un montant d'engagement de 2 milliards d'euros, au 31 décembre 2017 (2 milliards d'euros au 31 décembre 2016).

Opérations d'intermédiation

Crédit Agricole CIB participe à la structuration et au placement de titres adossés à des ensembles d'actifs provenant de clients et destinés à être placés auprès d'investisseurs.

Dans le cadre de cette activité, la banque conserve un risque relativement faible *via* l'apport éventuel de lignes de support aux véhicules émetteurs de titres ou la détention d'une quote-part des titres émis.

4.3.3. Suivi des risques et comptabilisation

4.3.3.1. SUIVI DES RISQUES

La gestion des risques liés aux opérations de titrisation suit les règles établies par le Groupe selon que ces actifs sont enregistrés en portefeuille bancaire (risque de crédit et de contrepartie) ou dans le portefeuille de négociation (risque de marché et risque de contrepartie).

Le développement, le dimensionnement et le ciblage des opérations de titrisation sont périodiquement revus dans le cadre de Comités de stratégies portefeuille spécifiques à ces activités et

aux pays qu'elles concernent ainsi que dans le cadre de Comités risques Groupe.

Les risques des opérations de titrisation se mesurent à la capacité des actifs transférés à des structures de financement à générer suffisamment de flux pour assurer les charges principalement financières de ces structures.

Les expositions de titrisation de Crédit Agricole CIB sont traitées selon les approches du cadre IRB-Titrisation à savoir :

- méthode fondée sur les notations externes "*Rating Based Approach* (RBA)" pour les expositions bénéficiant (directement ou par notation induite) de notation externe publique d'agences agréées par le Comité des Superviseurs Européens. Les organismes externes utilisés sont Standard & Poors, Moody's, Fitch Ratings et Dominion Bond Rating Services DBRS ;
- approche évaluation interne "*Internal Assessment Approach* (IAA)" : méthodologie de notation interne de la Banque agréée par le Comité normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A. pour les principales classes d'actifs (notamment les créances commerciales et les créances financières automobiles) dès lors qu'il n'existe pas de notations d'agences pour l'exposition considérée.

Conformément à la réglementation, les approches par évaluation interne de CACIB reproduisent les méthodologies publiques des agences de notations externes. Ces dernières contiennent deux composantes :

- une composante quantitative qui évalue notamment le taux de rehaussement des transactions en comparaison aux performances historiques ainsi que l'éventuel risque de commingling généré par la transaction,
- une composante qualitative qui complète l'approche quantitative et qui permet d'évaluer entre autres la qualité des structures ou encore les reportings.

Les méthodologies internes de notations s'appliquent aux titrisations de créances commerciales, de prêts automobiles et de financement de stock de concessionnaires.

Concernant les paramètres de simulation de tensions, ces paramètres dépendent de la note des titrisations et des sous-jacents titrisés. Par exemple, pour une note équivalente à AA (en échelle S&P), le paramètre de simulation de tensions du risque de défaut est de l'ordre de 2,25 pour des transactions de créances commerciales, généralement 3 pour des titrisations de crédits automobiles, et pour les titrisations de financement de concessionnaires automobiles, la simulation de tensions de crédit est composée de plusieurs éléments dont notamment une dégradation de trois notes de la notation du constructeur automobile.

Il est à noter qu'au-delà des besoins des calculs prudentiels, les notations internes sont utilisées dans le cadre du processus d'origination afin d'évaluer la rentabilité des transactions. Concernant l'encadrement des modèles internes, une unité indépendante au sein du groupe Crédit Agricole S.A. est en charge de la validation des méthodologies internes. Par ailleurs, des audits réguliers sont conduits par l'Inspection générale afin de s'assurer de la pertinence des méthodologies internes. Des exercices de backtesting et de stress test sont également mis en place régulièrement par les équipes de modélisation ;

- méthode de la formule réglementaire : "*Supervisory Formula Approach* (SFA)" dans les cas résiduels où il n'existe ni notation externe publique ni possibilité d'appliquer la méthodologie IAA pour les expositions ne bénéficiant pas d'une notation externe publique.

Ces notations englobent tous les types de risques induits par ces opérations de titrisation : risques intrinsèques sur les créances (insolvabilité du débiteur, retards de paiement, dilution, compensation des créances) ou risques sur les structurations des opérations (risques juridiques, risques liés aux circuits d'encaissement des créances, risques liés à la qualité des informations périodiquement fournies par le gestionnaire des créances cédées, autres risques liés au cédant, etc.).

Ces notations examinées de manière critique ne constituent qu'une aide à la décision sur ces opérations, décisions qui sont prises dans des Comités de crédit de différents niveaux.

Les décisions de crédit assortissent les opérations, qui sont à minima revues annuellement dans ces mêmes Comités, de différentes limites à l'évolution du portefeuille acquis (taux de retard, taux de pertes, taux de concentration sectoriels ou géographiques, taux de dilution des créances ou valorisation périodique des actifs par des experts indépendants, etc.) dont le non-respect peut engendrer un durcissement de la structure ou faire rentrer l'opération en amortissement anticipé.

Ces décisions de crédit intègrent également en liaison avec les autres Comités de crédit de la Banque l'appréciation portée sur le risque induit par le cessionnaire des créances et la possibilité d'y substituer un autre gestionnaire en cas de défaillance dans la gestion de ces créances.

Comme toute décision de crédit, ces décisions intègrent les dimensions de conformité et de "risques pays".

Au 31 décembre 2017, parmi les véhicules titrisés, seule l'entité Ester Finance Titrisation a constaté des créances dépréciées pour un montant de 143,7 millions d'euros et des dépréciations associées à hauteur de 31,6 millions d'euros. Net de dépréciations, le montant total d'actifs titrisés au sein de cette entité est de 13,5 milliards d'euros.

Le risque de liquidité lié aux activités de titrisation est suivi par les lignes métiers responsables mais aussi, en central, par la Direction des risques de marché et le département *Asset and Liability Management (ALM)*. L'impact de ces activités est intégré dans les indicateurs du Modèle Interne de Liquidité, notamment les scénarios de stress, les ratios de liquidité et les impasses de liquidité. La gestion du risque de liquidité chez CACIB est décrite plus en détail dans le paragraphe "Risque de liquidité et de financement" de la partie Facteurs de risque de ce chapitre.

La gestion des risques structurels de change des activités de titrisation ne diffère pas de celle des autres actifs du Groupe. Concernant la gestion du risque de taux, le refinancement des actifs titrisés s'effectue au travers de véhicules *ad hoc* selon des règles d'adossement en taux proches de celles des autres actifs.

Pour les actifs gérés en extinction, chaque cession de position a été préalablement validée par la Direction des risques de marché.

4.3.3.2. MÉTHODES COMPTABLES

Dans le cadre des opérations de titrisation, une analyse du caractère décomptabilisant au regard de la norme IAS 39 est effectuée (dont les critères sont rappelés en note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés).

Dans le cas de titrisations synthétiques, les actifs ne font pas l'objet d'une décomptabilisation dans la mesure où les actifs restent contrôlés par l'établissement. Les actifs restent comptabilisés selon leur classification et leur méthode de valorisation d'origine (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Par ailleurs, les investissements réalisés dans des instruments de titrisation (*cash* ou synthétiques) sont comptabilisés conformément

à leur classification et la méthode de valorisation associée (cf. note 1.3 relative aux principes et méthodes comptables des états financiers consolidés pour la classification et les méthodes de valorisation des actifs financiers).

Les positions de titrisation peuvent être classées dans les catégories comptables suivantes :

- "Prêts et créances" : ces positions de titrisations sont évaluées après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation ;
- "Actifs financiers disponibles à la vente" : ces positions de titrisation sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" : ces positions de titrisations sont réévaluées à leur juste valeur en date de clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat dans la catégorie "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Le produit de cession de ces positions de titrisation est comptabilisé conformément aux règles de la catégorie d'origine des positions vendues.

Ainsi, pour les positions classées en prêts et créances et en actifs disponibles à la vente, le produit de cession vient impacter le résultat en "Gains ou pertes nets sur AFS" respectivement dans les sous-rubriques "Plus- ou moins-values de cessions sur prêts et créances" et "Plus- ou moins-values de cessions sur AFS".

Pour les positions classées en valeur de marché par résultat, les produits de cession sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

4.3.4. Synthèse de l'activité pour le compte de la clientèle en 2017

L'activité Titrisation de Crédit Agricole CIB en 2017 s'est caractérisée par :

- l'accompagnement du développement du marché des ABS publics aux États-Unis et en Europe. Crédit Agricole CIB a structuré et organisé le placement (arrangeur et teneur de livre) d'un nombre significatif d'émissions ABS primaires pour le compte de ses grands clients "Institutions Financières" notamment dans le secteur automobile et dans le financement à la consommation ;
- sur le marché des programmes ABCP, Crédit Agricole CIB a maintenu son rang parmi les leaders de ce segment, tant en Europe que sur le marché américain, au travers du renouvellement ainsi que de la mise en place de nouvelles opérations de titrisation de créances commerciales ou financières pour le compte de sa clientèle essentiellement *Corporate*, tout en assurant un bon profil des risques supportés par la banque. La stratégie de Crédit Agricole CIB axée sur le financement de ses clients est appréciée par les investisseurs et s'est traduite par des conditions de financement encore compétitives ;
- au 31 décembre 2017, Crédit Agricole CIB n'a pas de transaction de titrisation en remboursement anticipé. En outre, Crédit Agricole CIB n'a pas d'opérations de titrisations pour lesquelles elle a apporté un soutien implicite en 2017.

En dehors de Crédit Agricole CIB, le Groupe a continué de réaliser des opérations de titrisation pour contribuer à son refinancement, et a conclu une première opération de titrisation classique à vocation de transfert de risques (ABEST 15, FCA Bank).

4.3.5. Expositions

4.3.5.1. VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES TITRISATIONS DU PORTEFEUILLE BANCAIRE GÉNÉRATRICES D'EMPLOIS PONDÉRÉS

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE IRB ET STD (SEC1)

31/12/2017 (en millions d'euros)	Banque agissant comme émetteur			Banque agissant comme mandataire			Banque agissant comme investisseur		
	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total
1 Titrisation	12 570	4 090	16 660	21 290	-	21 290	1 143	3	1 154
2 Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	50	-	50	108	2	110
3 Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	7	-	7	-	1	1
4 Créances sur cartes de crédit	-	-	-	100	-	100	-	-	-
5 Leasing	-	-	-	3 479	-	3 479	11	-	11
6 Prêts aux entreprises et PME	-	4 090	4 090	-	-	-	421	-	421
7 Prêts à la consommation	236	-	236	4 776	-	4 776	56	-	56
8 Créances commerciales	12 130	-	12 130	6 230	-	6 230	162	-	162
9 Autres actifs	204	-	204	6 649	-	6 649	385	-	393
10 Retitrisation	719	6	726	-	-	-	652	-	653
11 TOTAL 31/12/2017	13 289	4 096	17 385	21 290	-	21 290	1 796	3	1 807
Total 31/12/2016	11 926	2 259	14 185	21 890	-	21 890	1 018	2 005	3 023

VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES OPÉRATIONS DE TITRISATION VENTILÉES PAR MÉTHODE DE PONDÉRATION IRB ET STD

31/12/2017 Sous-jacents (en millions d'euros)	EAD titrisés				Total
	SFA	IAA	RBA	Standard	
Titrisation	5 949	27 675	3 474	2 007	39 104
Prêts immobiliers résidentiels	-	-	160	-	160
Prêts immobiliers commerciaux	-	-	8	-	8
Créances sur cartes de crédit	-	-	-	100	100
Leasing	-	3 346	69	76	3 491
Prêts aux entreprises et PME	4 090	-	421	-	4 511
Prêts à la consommation	-	3 605	545	918	5 068
Créances commerciales	411	17 999	1	111	18 521
Autres actifs	1 448	2 725	2 271	802	7 245
Retitrisation	-	-	1 378	-	1 378
TOTAL	5 949	27 675	4 852	2 007	40 482

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES - BANQUE AGISSANT COMME ÉMETTEUR OU MANDATAIRE IRB ET STD (SEC3)

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA (par approche réglementaire)				Exigence de fonds propres après plafonnement			
	≤ 20 %	> 20 % à 50 %	> 50 % à 100 %	> 100 % à < 1250 %	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/ SSFA	1250 %
31/12/2017 (en millions d'euros)																	
1 Expositions totales	35 772	695	1 349	100	760	30 371	5 937	1 607	760	3 120	496	1 180	542	250	40	94	43
2 Titrisation classique	31 693	695	1 349	100	742	30 371	1 859	1 607	742	3 120	180	1 180	403	250	14	94	32
3 Dont titrisation	31 693	695	1 349	100	23	30 371	1 859	1 607	23	3 120	180	1 180	287	250	14	94	23
4 Dont de détail sous-jacent	4 249	128	684	100	-	4 152	-	1 010	-	341	-	779	-	27	-	62	-
5 Dont de gros	27 443	567	665	-	23	26 219	1 859	598	23	2 780	180	402	287	222	14	32	23
6 Dont retitrisation	-	-	-	-	719	-	-	-	719	-	-	-	115	-	-	-	9
7 Dont senior	-	-	-	-	716	-	-	-	716	-	-	-	115	-	-	-	9
8 Dont non senior	-	-	-	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-
9 Titrisation synthétique	4 079	-	-	-	17	-	4 079	-	17	-	316	-	140	-	25	-	11
10 Dont titrisation	4 079	-	-	-	11	-	4 079	-	11	-	316	-	138	-	25	-	11
11 Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 Dont de gros	4 079	-	-	-	11	-	4 079	-	11	-	316	-	138	-	25	-	11
13 Dont retitrisation	-	-	-	-	6	-	-	-	6	-	-	-	1	-	-	-	-
14 Dont senior	-	-	-	-	6	-	-	-	6	-	-	-	1	-	-	-	-
15 Dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES - BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR IRB ET STD (SEC4)

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA (par approche réglementaire)				Exigence de fonds propres après plafonnement			
	≤ 20 %	> 20 % à 50 %	> 50 % à 100 %	> 100 % à 1250 %	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/SSFA	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/SSFA	1250 %	IRB RBA (y compris approche IAA)	IRB SFA	SA/SSFA	1250 %
31/12/2017 (en millions d'euros)																	
1 Expositions totales	330	381	10	426	653	755	-	392	653	583	-	208	128	47	-	17	10
2 Titrisation classique	328	381	8	426	653	751	-	392	653	581	-	208	128	47	-	17	10
3 Dont titrisation	328	381	8	426	1	751	-	392	1	581	-	208	7	47	-	17	1
4 Dont de détail sous-jacent	156	381	8	-	-	156	-	392	-	25	-	208	1	2	-	17	-
5 Dont de gros	172	-	-	426	-	595	-	-	-	556	-	-	5	45	-	-	-
6 Dont retitrisation	-	-	-	-	653	-	-	-	653	-	-	-	122	-	-	-	10
7 Dont senior	-	-	-	-	652	-	-	-	652	-	-	-	122	-	-	-	10
8 Dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 Titrisation synthétique	1	-	2	-	-	3	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
10 Dont titrisation	1	-	2	-	-	3	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
11 Dont de détail sous-jacent	-	-	2	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
12 Dont de gros	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 Dont retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 Dont senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 Dont non senior	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

ENCOURS TOTAL DES EXPOSITIONS TITRISÉES STANDARD

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titrisations classiques	2 459	690
Titrisations synthétiques	-	-

MONTANTS AGRÉGÉS DES POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISES (VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE) STANDARD

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bénéficiaire d'une évaluation externe de crédit	1 003	406
Pondération 20 %	751	-
Pondération 40 %	-	-
Pondération 50 %	250	406
Pondération 100 %	2	-
Pondération 225 %	-	-
Pondération 350 %	-	-
Pondération 650 %	-	-
Pondération = 1 250 %	1	
Approche par transparence	1 288	131
MONTANT AGRÉGÉ DES POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISE	2 292	537

4.3.5.2. VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES TITRISATIONS DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION GÉNÉRATRICES D'EMPLOIS PONDÉRÉS

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par rôle

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)

31/12/2017 (en millions d'euros)	Banque agissant comme émetteur			Banque agissant comme mandataire			Banque agissant comme investisseur		
	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total	Classiques	Synthétiques	Sous-total
1 Titrisation	-	-	-	-	-	-	65	-	65
2 Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	28	-	28
3 Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 Créances sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 Leasing	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 Prêts aux entreprises et PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 Prêts à la consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 Autres actifs	-	-	-	-	-	-	37	-	37
10 Retritrisation	-	-	-	-	-	-	31	-	31
11 TOTAL 31/12/2017	-	-	-	-	-	-	96	-	96
Total 31/12/2016	-	-	-	-	-	-	111	-	111

Les valeurs exposées aux risques portent uniquement sur les titrisations classiques.

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par approche et par pondération**VALEURS EXPOSÉES AUX RISQUES DES OPÉRATIONS DE TITRISATION VENTILÉES PAR APPROCHE ET PAR PONDÉRATION**

Tranche de pondération du risque (en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Exigences en fonds propres
EAD faisant l'objet d'une pondération	-	-	-	-	-	-
Pondérations 7-10 %	35	-	-	23	-	-
Pondérations 12-18 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 20-35 %	5	-	-	6	-	-
Pondérations 40-75 %	-	-	-	2	-	-
Pondérations 100 %	4	-	-	5	-	-
Pondérations 150 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 200 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 225 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 250 %	4	-	-	5	-	-
Pondérations 300 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 350 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 425 %	4	-	-	6	-	-
Pondérations 500 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 650 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 750 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 850 %	-	-	-	-	-	-
Pondérations 1 250 %	45	-	7	63	-	10
Approche évaluation interne	96	-	8	111	-	11
Méthode de la formule réglementaire	-	-	-	-	-	-
Méthode par transparence	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET DES DÉDUCTIONS DES FONDS PROPRES	-	-	-	-	-	-
1 250 % / Positions déduites des fonds propres	-	-	-	-	-	-
TOTAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	96	-	8	111	-	11

Exigences de fonds propres relatives aux titrisations conservées ou acquises**EXIGENCES DE FONDS PROPRES RELATIVES AUX TITRISATIONS CONSERVÉES OU ACQUISES**

(en millions d'euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres	Positions longues	Positions courtes	Positions pondérées totales	Exigences en fonds propres
EAD faisant l'objet d'une pondération	96	-	48	8	111	-	67	11
Titrisation	65	-	17	-	66	-	23	-
Retitrisation	31	-	31	-	45	-	45	-
Déductions	-	-	-	-	-	-	-	-

4.4. Risques de marché

4.4.1. Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes

Les méthodologies de mesure et d'encadrement des risques de marché en modèles internes sont décrites dans la partie "Facteurs de risques – Risques de marché – Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

4.4.2. Règles et procédures d'évaluation du portefeuille de négociation

Les règles d'évaluation applicables aux éléments du portefeuille de négociation sont présentées dans l'annexe 1.3 aux états financiers "Principes et méthodes comptables".

Les modèles d'évaluation font l'objet d'un examen périodique tel qu'il est décrit dans la partie "Facteurs de risques – Risques de marché – Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché".

4.4.3. Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

4.4.3.1. EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD

EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (MR1)

		31/12/2017		31/12/2016	
(en millions d'euros)		RWA	Exigences en fonds propres	RWA	Exigences en fonds propres
Produits fermes					
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	797	64	805	64
2	Risque sur actions (général et spécifique)	77	6	-	-
3	Risque de change	3 800	304	-	-
4	Risque sur produits de base	-	-	-	-
Options					
5	Approche simplifiée	-	-	-	-
6	Méthode delta-plus	-	-	-	-
7	Approche par scénario	24	2	3	-
8	Titrisation	95	8	133	11
9	TOTAL	4 793	383	940	75

4.4.3.2. EXPOSITIONS EN MÉTHODE MODÈLE INTERNE

Emplois pondérés et exigences de fonds propres

RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (MR2-A)

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	RWA	Exigences minimales de fonds propres	RWA	Exigences minimales de fonds propres
1 VaR (max entre les valeurs a et b)	1 056	84	2 070	166
(a) Mesure de la valeur en risque du jour précédent (VaRt-1)		17		39
(b) Coefficient multiplicateur (mc) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque au cours des 60 jours ouvrables précédents (VaRavg)		84		166
2 SVaR (max entre les valeurs a et b)	2 523	202	3 091	247
(a) Dernière mesure disponible (SVaRt-1)		44		55
(b) Coefficient multiplicateur (ms) X la moyenne des mesures quotidiennes de la valeur en risque stressée au cours des 60 jours ouvrés précédents (SVaRavg)		202		247
3 Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (max entre les valeurs a et b)	2 152	172	1 594	127
(a) Dernière mesure disponible		114		77
(b) Mesure moyenne sur 12 semaines		172		127
4 Mesure globale des risques relative au portefeuille de corrélation - CRM (max entre les valeurs a, b et c)	-	-	-	-
(a) Dernière mesure disponible		-		-
(b) Mesure moyenne sur 12 semaines		-		-
(c) Niveau plancher		-		-
5 TOTAL	5 730	458	6 755	540

Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
1 VaR (10 jours, 99 %)		
2 Valeur maximale	26	50
3 Valeur moyenne	21	41
4 Valeur minimale	16	35
5 Valeur en fin de période	17	39
6 VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)		
7 Valeur maximale	64	72
8 Valeur moyenne	51	62
9 Valeur minimale	43	53
10 Fin de période	44	55
11 Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)		
12 Valeur maximale	339	209
13 Valeur moyenne	132	98
14 Valeur minimale	88	46
15 Valeur en fin de période	88	59
16 Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)		
17 Valeur maximale	-	-
18 Valeur moyenne	-	-
19 Valeur minimale	-	-
20 Valeur en fin de période	-	-
21 Plancher (méthode de mesure standard)	-	-

4.5. Risque de taux d'intérêt global

La nature du risque de taux d'intérêt, les principales hypothèses retenues et la fréquence de l'évaluation du risque de taux d'intérêt sont présentées dans la partie "Facteurs de risques – Gestion du bilan – Risque de taux d'intérêt global".

4.6. Risque opérationnel

4.6.1. Méthodologie de calcul des fonds propres en méthode avancée

Le groupe Crédit Agricole S.A. a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1^{er} janvier 2008, la méthode avancée (AMA – *Advanced Measurement Approach*) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le champ d'application de la méthode avancée et de la méthode standard ainsi que la description de la méthodologie avancée sont présentés dans la partie "Facteurs de risques – Risques opérationnels – Méthodologie".

4.6.2. Techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel

Les techniques d'assurance pour la réduction du risque opérationnel sont présentées dans la partie "Facteurs de risques – Risques opérationnels – Assurance et couverture des risques opérationnels".

5. ACTIFS GREVÉS

Médianes des quatre valeurs trimestrielles de fin de période sur les douze mois précédents.

Modèle A – Actifs grevés et actifs non grevés

		Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
		dont EHQLA et HQLA ⁽²⁾ théoriquement éligibles ⁽¹⁾		dont EHQLA et HQLA ⁽²⁾ théoriquement éligibles ⁽¹⁾		dont EHQLA et HQLA ^{(1) (2)}		dont EHQLA et HQLA ^{(1) (2)}	
(en millions d'euros)		010	030	040	050	060	080	090	100
010	Actifs de l'établissement déclarant	77 358				1 138 224			
030	Instruments de capitaux propres	1 861				6 830			
040	Titres de créance	14 944		14 944		107 410		107 410	
050	dont : obligations garanties	0		0		792		792	
060	dont : titres adossés à des actifs	0		0		2 703		2 703	
070	dont : émis par des administrations publiques	6 512		6 512		62 040		62 040	
080	dont : émis par des entreprises financières	7 815		7 815		33 113		33 113	
090	dont : émis par des entreprises non financières	385		385		8 695		8 695	
120	Autres actifs	62 515				1 019 728			
121	dont : Prêts et avances autres que les prêts à vue	43 369				771 174			

(1) L'article 2 du Règlement délégué (UE) 2017/2295 de La Commission est applicable à partir du 2 janvier 2019.

(2) EHQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.

HQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit élevées.

Modèle B – Sûretés reçues

		Non grevé	
		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis	Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés
		dont EHQLA et HQLA ⁽²⁾ théoriquement éligibles ⁽¹⁾	dont EHQLA et HQLA ^{(1) (2)}
(en millions d'euros)		010	030
			040
			060
130	Sûretés reçues par l'établissement déclarant	155 614	42 490
140	Prêts à vue	0	0
150	Instruments de capitaux propres	2 978	488
160	Titres de créance	73 314	42 002
170	dont : obligations garanties	27	1 330
180	dont : titres adossés à des actifs	0	1 319
190	dont : émis par des administrations publiques	68 178	40 282
200	dont : émis par des entreprises financières	3 923	880
210	dont : émis par des entreprises non financières	1 220	532
220	Prêts et avances autres que les prêts à vue	79 455	0
230	Autres sûretés reçues	223	0
240	Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titres adossés à des actifs	0	0
241	Propres obligations garanties et titres adossés à des actifs émis et non encore donnés en nantissement		21 131
250	TOTAL ACTIFS, SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	237 405	

(1) L'article 2 du Règlement délégué (UE) 2017/2295 de La Commission est applicable à partir du 2 janvier 2019.

(2) EHQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit extrêmement élevées.
HQLA : actifs d'une liquidité et d'une qualité de crédit élevées.

Modèle C – Sources des charges grevant les actifs

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis autres qu'obligations garanties grevées et titres adossés à des actifs grevés
(en millions d'euros)		010	030
010	Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés	294 623	227 021
011	dont : Dérivés	111 228	17 678
012	dont : Dépôts	125 144	143 997
013	dont : Titres de créance émis	52 263	63 171

Modèle D – Informations descriptives complémentaires

Crédit Agricole S.A. suit et pilote le niveau de charge des actifs dans le groupe Crédit Agricole.

Le ratio de charge des actifs du groupe Crédit Agricole S.A. représente 16,1 % au 31 décembre 2017.

Les charges grevant les actifs et sûretés reçues du groupe Crédit Agricole S.A. portent principalement sur les prêts et avances (autres que prêts à vue). En effet, la mobilisation des créances privées a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou

tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants.

Les sources des charges grevant principalement des prêts et avances (autres que prêts à vue) sont les suivantes :

- les obligations garanties (*covered bonds*) au sens de l'article 52, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE, émises par les trois véhicules suivants :
 - Crédit Agricole Home Loan SFH, mobilisant les créances des Caisses régionales et de LCL,
 - Crédit Agricole Public Sector SCF, mobilisant les créances de Crédit Agricole CIB,

- Crédit Agricole Italia OBG srl, mobilisant les créances du groupe Crédit Agricole Italia ;

Au 31 décembre 2017, les obligations garanties placées totalisent 33,9 milliards d'euros pour un total de 38,8 milliards d'euros d'actifs (et sûretés reçues) sous-jacents grevés, respectant ainsi les exigences contractuelles et réglementaires ainsi que celles des agences de notation, le cas échéant, en terme de surnantissement.

Au 31 décembre 2017, les obligations garanties conservées et non encore données en nantissement totalisent 1,1 milliard d'euros pour un total de 1,3 milliard d'euros d'actifs sous-jacents non grevés ;

- les titres adossés à des actifs (ABS) émis lors d'opérations de titrisations – telles que définies à l'article 4, paragraphe 1, point 61), du règlement (UE) n° 575/2013 – réalisées principalement par le groupe CA Consumer Finance et ses filiales.

Au 31 décembre 2017, les titres adossés à des actifs placés totalisent 7,1 milliards d'euros pour un total de 7,2 milliards d'euros d'actifs sous-jacents grevés.

Au 31 décembre 2017, les titres adossés à des actifs conservés et non encore donnés en nantissement totalisent 14,1 milliards d'euros pour un total de 14,3 milliards d'euros d'actifs sous-jacents non grevés ;

- les dépôts garantis (autres que mises en pension) liés principalement aux activités de financement : auprès de la BCE au titre du TLTRO, via le conduit de titrisation ESTER de Crédit Agricole CIB, ainsi qu'auprès d'organismes français ou supranationaux (comme la CDC et la BEI).

Au 31 décembre 2017, les dépôts garantis (autres que mises en pension) totalisent 47,4 milliards d'euros pour un total de 61,7 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés ;

- les titres de créance (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) émis auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH) sous format de billets à ordre, mobilisant les sûretés reçues des Caisses régionales et les créances de LCL.

Au 31 décembre 2017, ces titres totalisent 11,2 milliards d'euros pour un total de 16,9 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés.

Crédit Agricole S.A. jouant le rôle d'acteur central dans la plupart de ces dispositifs de financement sécurisé, ces niveaux de charges se déclinent de fait au niveau intragroupe entre Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales du Crédit Agricole.

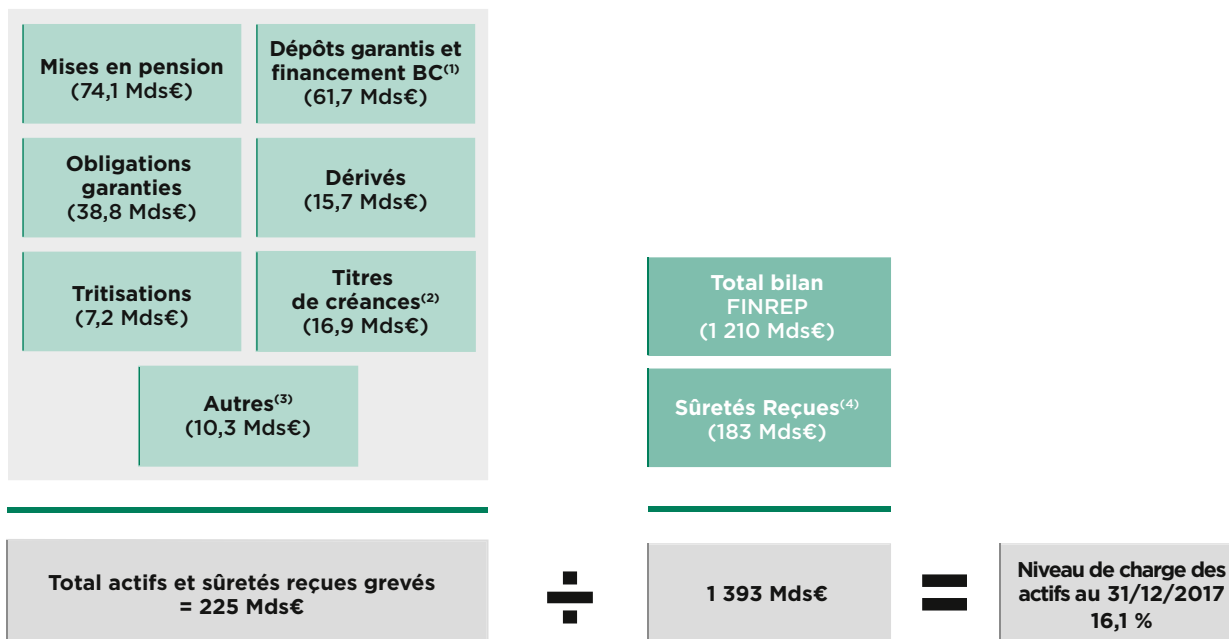
Les autres sources principales de charges grevant les actifs dans le groupe Crédit Agricole sont :

- les mises en pensions (*repurchase agreements*), liées principalement à l'activité de Crédit Agricole CIB et grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres. En particulier, cette source concentre la grande majorité des charges détenues dans la deuxième monnaie importante (USD), au sens de l'annexe XVII du règlement d'exécution (UE) n° 680/2014, autre que la monnaie de déclaration (EUR).

Au 31 décembre 2017, les mises en pension totalisent 73,3 milliards d'euros pour un total de 74,1 milliards d'euros d'actifs et sûretés reçues grevés ;

- les dérivés liés principalement à l'activité de dérivés OTC de Crédit Agricole CIB et grevant majoritairement du cash dans le cadre des appels de marge.

Au 31 décembre 2017, les appels de marge totalisent 15,7 milliards d'euros.



(1) Banques centrales.

(2) Autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs.

(3) Principalement prêts-emprunts de titres.

(4) Hors sûretés reçues ne pouvant être grevées.

6. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

Informations quantitatives

Portée de la consolidation (consolidé) Monnaie et unités (en millions d'euros)					Total de la valeur pondérée (moyenne)					
Total de la valeur pondérée (moyenne)					Total de la valeur pondérée (moyenne)					
Trimestre se terminant le		31/03/2017	30/06/2017	30/09/2017	31/12/2017	31/03/2017	30/06/2017	30/09/2017	31/12/2017	
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes					12	12	12			12
Actifs liquides de haute qualité										
1	Total des actifs de haute qualité (HQLA)						179 361	180 651		
Sorties de trésorerie										
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont :				331 132	337 325	20 358	20 765		
3	Dépôts stables				270 690	275 390	13 535	13 769		
4	Dépôts moins stables				60 442	61 936	6 824	6 996		
5	Financement de gros non garanti				202 494	207 756	108 134	109 559		
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives				70 777	74 594	19 702	21 348		
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)				116 708	118 872	73 422	73 920		
8	Créances non garanties				15 010	14 291	15 010	14 291		
9	Financement de gros garanti						15 129	15 910		
10	Exigences supplémentaires				137 688	136 206	38 662	38 179		
11	Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté				13 552	13 112	12 979	12 570		
12	Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance				-	-	-	-		
13	Facilités de crédit et de trésorerie				124 136	123 094	25 683	25 609		
14	Autres obligations de financement contractuel				23 385	24 282	2 592	2 579		
15	Autres obligations de financement éventuel				40 811	41 478	817	859		
16	TOTAL DES SORTIES DE TRÉSORERIE						185 692	187 852		
Entrées de trésorerie										
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)				114 017	114 995	12 777	13 446		
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes				91 348	92 072	39 640	39 657		
19	Autres entrées de trésorerie				2 480	2 617	2 480	2 574		
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)									
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié)									

Portée de la consolidation (consolidé) Monnaie et unités (en millions d'euros)									
Total de la valeur non pondérée (moyenne)					Total de la valeur pondérée (moyenne)				
Trimestre se terminant le		31/03/2017	30/06/2017	30/09/2017	31/12/2017	31/03/2017	30/06/2017	30/09/2017	31/12/2017
20	TOTAL DES ENTRÉES DE TRÉSORERIE			207 846	209 684			54 897	55 677
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées			329	329			329	329
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %			-	-			-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %			184 112	184 219			54 568	55 348
						Total de la valeur ajustée			
21	COUSSIN DE LIQUIDITÉ							179 361	180 651
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE							130 795	132 175
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ							137%	137%

Informations qualitatives

Concentration de sources de financement et de liquidité	Le groupe Crédit Agricole S.A. suit une politique prudente en matière de refinancement, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.
Exposition sur instruments dérivés et éventuels appels de garantie	Les sorties de trésorerie relatives à cet item matérialisent principalement le risque contingent d'augmentation des appels de marge sur opérations dérivées dans un scénario de marché défavorable et d'augmentation des appels de marge suite à une dégradation de la notation externe du Groupe. Au 31 décembre 2017, le montant des sûretés que le Groupe devrait fournir en cas de révision à la baisse de la notation de son crédit s'élève à 2,7 milliards d'euros.
Asymétrie des monnaies dans le ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL)	Au 31/12/2017, le groupe Crédit Agricole S.A. couvre ses sorties nettes de trésorerie par des actifs liquides libellés dans la même monnaie dans les principales monnaies significatives. L'amplitude des asymétries résiduelles observées sur certaines monnaies est jugée satisfaisante compte tenu des excédents d'actifs liquides de première qualité disponibles dans les autres monnaies significatives et qui pourraient être aisément converties pour couvrir ces besoins, y compris en situation de crise.
Description du degré de centralisation de la gestion de la liquidité et interaction entre les unités du Groupe	Crédit Agricole S.A. assure le pilotage de la gestion du risque de la liquidité. - La trésorerie de Crédit Agricole S.A. a pour fonction d'assurer les principaux besoins en refinancement court terme (<= 1 an) des Caisses régionales et des filiales. Elle coordonne également les trésoreries des filiales pour leurs levées complémentaires. CACIB évolue en autosuffisance dans la gestion de son refinancement à court terme, en étroite coordination avec la Trésorerie de Crédit Agricole S.A. - Pour le refinancement long terme (> 1 an), Crédit Agricole S.A. recense les besoins de ressources longues, planifie les programmes de refinancement en fonction de ces besoins et réalloue les ressources levées aux entités du Groupe. Les principaux émetteurs du Groupe sont : Crédit Agricole S.A., CACIB, CA Consumer Finance, et Crédit Agricole Italia.
Autres éléments dans le calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL) non pris en compte dans le modèle de publication du RCL mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de liquidité	

7. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Les éléments requis au titre de la politique de rémunération par le règlement UE 575-2013 (CRR) sont exposés dans le chapitre 3 du présent Document de référence.

8. TABLES DE CONCORDANCES

TABLE DE CONCORDANCE DU PILIER 3 (CRR ET CRD 4)

Article CRR	Thème	Référence Document de référence 2017	Document de référence 2017
90 (CRD 4)	Rendement des actifs	Rapport de gestion	p. 186
435 (CRR)	1. objectifs et politique de gestion des risques	Présentation des comités - gouvernement d'entreprise Principaux comités de niveau groupe traitant des risques - Facteurs de Risques	p. 100 à 107 p. 197 à 199
436 (a)(b)	2. périmètre de consolidation	Pilier 3 États financiers note 12.2	p. 243 à 244 et p. 257 à 259 p. 443 à 456
436 (c)(d)(e) (CRR)	2. périmètre de consolidation	Informations non publiées	
437 (CRR)	3. Fonds propres	Tableau de passage des capitaux propres comptables aux fonds propres prudentiels Tableau des caractéristiques de la dette subordonnée	p. 252, p. 247 à 248
438 (CRR)	4. Exigences de fonds propres	Emplois pondérés par type de risque, par pôle métier et évolution	p. 260 à 261
439 (CRR)	5. Exposition au risque de crédit de contrepartie	Présentation générale du risque de crédit de contrepartie - expositions par type de risques Risque de crédit (totalité) Risque de contrepartie (totalité)	p. 262 à 296
440 (CRR)	6. Coussins de fonds propres	Exigences minimales et expositions par zone géographique	p. 245 à 246 p. 265
441 (CRR)	7. Indicateurs d'importance systémique mondiale	Communication sur les indicateurs requis pour les banques d'importance systémique mondiale (G-SIBs) + site Internet	p. 245, A01 et Communiqué de presse
442 (CRR)	8. Ajustements pour risque de crédit	Exposition en défaut et ajustement de valeur	p. 269 à 271
443 (CRR)	9. Actifs grevés	Actifs grevés	p. 310 à 312
444 (CRR)	10. Recours aux OEEC	Fournisseurs de protection	p. 296 à 297
445 (CRR)	11. Exposition au risque de marché	Exposition au risque de marché du portefeuille de négociation	p. 307 à 308
446 (CRR)	12. Risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 234 à 236 et p. 309
447 (CRR)	13. Expositions sur actions du portefeuille hors négociation	Expositions sur actions du portefeuille bancaire	p. 263, 298
448 (CRR)	14. Expositions au risque de taux d'intérêt pour des positions du portefeuille hors négociation	Risque de taux d'intérêt global - Facteurs de risques	p. 219 à 220 p. 309
449 (CRR)	15. Exposition aux positions de titrisation	Titrisation - Pilier 3	p. 298 à 306
450 (CRR)	16. politique de rémunération	Politique de rémunération - gouvernement d'entreprise	p. 131 à 157 et 315
451 (CRR)	17. Levier	Ratio de levier	p. 253 à 255
452 (CRR)	18. Utilisation de l'approche NI pour le risque de crédit	Risque de crédit en approche notation interne	p. 275 à 288
453 (CRR)	19. Utilisation de techniques d'atténuation du risque de crédit	Mécanisme de réduction du risque de crédit	p. 205 p. 296 à 298
454 (CRR)	20. Utilisation des approches par mesure avancée pour le risque opérationnel	Risque opérationnel	p. 234 à 236 et 309
455 (CRR)	21. Utilisation de modèles internes de risque de marché	Exigences de fonds propres des expositions en méthode interne du risque de marché position - Pilier 3	p. 307 à 308

Des éléments complémentaires sont présentés dans le Rapport consolidé sur les Risques disponibles sur le site web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

TABLE DE CONCORDANCE DE L'EDTF

			Rapport de gestion et autres	Facteurs de risque	Pilier 3	États financiers consolidés
Introduction	1	Table de concordance			p. 316	
	2	Terminologie et mesures des risques, paramètres clés utilisés		p. 196 à 241	p. 262 et 271 à 286	p. 341 à 352, 359 à 369
	3	Présentation des principaux risques et/ou risques émergents		p. 196 à 241		p. 359 à 369
	4	Nouveau cadre réglementaire en matière de solvabilité et objectifs du Groupe	p. 188 à 190	p. 221 à 225	p. 242 à 247	p. 369
Gouvernance et stratégie de gestion des risques	5	Organisation du contrôle et de la gestion des risques	p. 100 à 107 - 165 à 166	p. 196 à 200		
	6	Stratégie de gestion des risques et mise en œuvre	p. 100 à 107, 165 à 166	p. 196 à 241	p. 245 à 257	
	7	Cartographie des risques par pôle métier			p. 261	
	8	Gouvernance et gestion des <u>Stress tests</u> internes		p. 196 à 200, 204 à 205, 242		
Exigences de fonds propres et emplois pondérés	9	Exigences minimales de fonds propres			p. 245 à 246	
	10a	Détail de la composition du capital			p. 249 à 251 ⁽¹⁾	
	10b	Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel et des capitaux propres comptables et des fonds propres prudentiels			p. 244 à 252, 257 à 259	
	11	Évolution des fonds propres prudentiels			p. 249 à 251,	
	12	Trajectoire de capital et objectifs de ratios en CRD 4	p. 188 à 190		p. 245 à 257	
	13	Emplois pondérés par pôle métier et par type de risque			p. 260 à 271	
	14	Emplois pondérés et exigence en capital par méthode et catégorie d'exposition		p. 203	p. 260 à 271	
	15	Exposition au risque de crédit par catégorie d'exposition et note interne		p. 201 à 203, 208	p. 263 à 298	
	16	Évolution des emplois pondérés par type de risque			p. 260	
	17	Description des modèles de <u>backtesting</u> et de leur fiabilisation		p. 210 à 211, 234 à 236	p. 287 à 288	
Liquidité	18	Gestion de la liquidité et bilan <i>cash</i>		p. 221 à 225	p. 313 à 314	
	19	Actifs grevés			p. 310 à 312	
	20	Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle			p. 268	p. 367 à 368, 418
	21	Gestion du risque de liquidité et de financement		p. 221 à 225	p. 313 à 314	
Risques de marché	22 à 24	Mesure des risques de marché		p. 209 à 218	p. 307 à 308	p. 341 à 352 364 à 366 427 à 441
	25	Techniques d'encadrement des risques de marché		p. 209 à 218		
Risque de crédit	26	Exposition maximale, ventilation et diversification des risques de crédit		p. 201 à 209	p. 262 à 298	p. 359 à 363
	27 et 28	Politique de provisionnement et couverture des risques		p. 208 à 209		p. 342 à 344, 363, 374
	29	Instruments dérivés : notionnels, risque de contrepartie, compensation		p. 201 à 205, 209, 213, 216 à 218, 225 à 226, 230 à 231	p. 288 à 298	p. 346, 364 à 366, 399 à 400, 431
	30	Mécanismes de réduction du risque de crédit		p. 205		p. 424 à 425
	31	Autres risques : risques du secteur de l'assurance, risques opérationnels et risques juridiques, sécurité des systèmes d'information et plans de continuité d'activités	p. 100 à 107	p. 196 à 199, 226 à 234		p. 369, 381 à 382, 409 à 413
Autres risques	32	Risques déclarés et actions en cours en matière de risques opérationnels et juridiques		p. 234 à 239		p. 410 à 413

(1) Détail des émissions de dette disponible sur le site Web : www.credit-agricole.com/finance/finance/espace-investisseurs/informations-financieres

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 16 MAI 2018

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire afin de soumettre à votre approbation 41 résolutions ayant pour objet :

- I. L'approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, l'affectation du résultat, la fixation du dividende et sa mise en paiement,
- II. L'approbation de conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,
- III. La composition du Conseil d'administration (nomination d'un administrateur et renouvellement du mandat de 5 administrateurs),
- IV. La renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes,
- V. L'approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à chaque dirigeant mandataire social,
- VI. L'approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuable à chaque à chaque dirigeant mandataire social,
- VII. La consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations versées durant l'exercice écoulé aux dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier,
- VIII. L'approbation du plafonnement des rémunérations variables des dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et des catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier,
- IX. L'octroi d'autorisations au Conseil d'administration en vue d'acheter les actions ordinaires de la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, et, le cas échéant, leur annulation.
- X. La modification du paragraphe 3 de l'article 31 des statuts afin d'insérer un nouveau paragraphe indiquant les conditions auxquelles la majoration du dividende pourra être supprimée
- XI. La suppression du paragraphe 3 de l'article 31 des statuts, l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts,

- XII.** L'octroi de délégations de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires ou encore par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou toutes autres sommes,
- XIII.** L'octroi d'autorisations au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social de la Société, par émission d'actions ordinaires, dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié,

I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017 - AFFECTATION DU RÉSULTAT – FIXATION DU DIVIDENDE (1^{ÈRE} À 3^{ÈME} RÉSOLUTIONS)

Les premiers points de l'ordre du jour concernant l'approbation des comptes annuels (1^{ère} résolution) et des comptes consolidés (2^{ème} résolution) de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de Crédit Agricole S.A. ("Crédit Agricole S.A." ou la "Société").

Pour de plus amples informations concernant les comptes 2017 de Crédit Agricole S.A. ainsi que la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2017 et depuis le début de l'exercice 2018, votre Conseil d'administration vous invite à vous reporter au Document de Référence 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et mis en ligne sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.

La 3^{ème} résolution a pour objet d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à la somme de 1 564 130 517,42 €

Votre Conseil d'administration vous propose d'affecter comme suit le résultat distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 15 649 153 031,87 €.

	(en euros)
Bénéfice de l'exercice	1 564 130 517,42
Report à nouveau antérieur	14 085 022 514,45
Total (bénéfice distribuable)	15 649 153 031,87
AFFECTATION :	
Dividende(*)	
▪ dividende avant majoration	1 793 045 851,38
▪ majoration du dividende	10 796 535,73
Dividende total	1 803 842 387,11
Report à nouveau	13 845 310 644,76
TOTAL	15 649 153 031,87

Votre Conseil d'administration vous propose de fixer le montant du dividende ordinaire à 0,63 € par action et celui du dividende majoré à 0,693 € par action. La majoration du dividende sera attribuée aux actions qui, au 31/12/2017, étaient détenues depuis plus de 2 ans sous la forme nominative et le seraient toujours à la date de mise en paiement du dividende, étant précisé que la date de mise en paiement s'entend, en application des règles de marché EURONEXT "date de détachement".

Ce dividende serait mis en paiement à compter du 24 mai 2018.

II. APPROBATION DE CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES VISÉES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE (4^{ÈME} À 8^{ÈME} RÉOLUTIONS)

Les 4^{ème} à 8^{ème} résolutions ont pour objet de soumettre à votre approbation 5 conventions réglementées autorisées par votre Conseil d'administration au cours de l'année 2017 :

- La 4^{ème} **résolution** concerne la garantie de bonne fin accordée par Crédit Agricole S.A. à l'augmentation de capital d'AMNUNDI réalisée dans le cadre de l'opération PIONEER,
- La 5^{ème} **résolution** concerne la convention relative à la prise en charge provisoire par Crédit Agricole S.A. du paiement de la pénalité reçue par Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, au titre de l'affaire EURIBOR,
- La 6^{ème} **résolution** porte sur l'avenant aux contrats de prêts conclus entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales en vue de financer la souscription de celles-ci à l'augmentation de capital de la Société SACAM Mutualisation,
- La 7^{ème} **résolution** concerne le mandat de facturation et de recouvrement conclu entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, dans le cadre du transfert de l'activité MSI,
- La 8^{ème} **résolution** porte sur la convention de transfert de l'activité de la Direction des Services Bancaires de Crédit Agricole S.A. vers Crédit Agricole CIB.

Ces conventions ont été transmises aux Commissaires aux comptes qui présenteront leur rapport spécial à l'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole S.A., ce rapport figure au chapitre 7 du Document de Référence 2017, publié sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.

III. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (9^{ÈME} À 14^{ÈME} RÉOLUTIONS)

- Nomination d'un nouvel administrateur (9^{ème} **résolution**)
- Renouvellement du mandat de 5 administrateurs (10^{ème} à 14^{ème} **résolutions**)

La 9^{ème} **résolution** a pour objet la nomination, pour une durée de trois années, de M. Philippe BOUJUT, en remplacement de M. Jean-Pierre PAVIET, administrateur atteint par la limite d'âge statutaire.

Les 10^{ème} à 14^{ème} **résolutions** vous proposent de renouveler, pour une durée de trois années, le mandat d'administrateurs de :

- Mme Monica MONDARDINI
- Mme Renée TALAMONA
- M. Louis TERCINIER
- Mme Pascale BERGER
- Et la SAS RUE LA BOETIE, représentée par M. Raphaël APPERT.

La biographie de ces différents candidats figure dans la brochure d'avis de convocation mise en ligne sur le site de Crédit Agricole S.A.

IV. MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (15^{ÈME} À 18^{ÈME} RÉOLUTIONS)

- Renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes titulaires (15^{ème} et 16^{ème} **résolutions**)

- Renouvellement du mandat d'un Commissaire aux comptes suppléant (**17^{ème} résolution**)
- Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant (**18^{ème} résolution**)

Le Conseil d'administration, après avis du Comité d'audit, a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire du 16 mai 2018, le renouvellement du mandat des Sociétés ERNST & YOUNG ET AUTRES et PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaires aux comptes titulaires.

Le Conseil d'administration a pris acte qu'il aura à se prononcer, après avis du Comité d'audit, sur le renouvellement ou le remplacement desdits Commissaires aux comptes avant l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2024, soit après l'expiration des mesures transitoires prévues à l'article 41 du règlement européen du 16 avril 2014, relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Enfin, la réforme de l'audit de 2016 n'oblige plus les sociétés à nommer des Commissaires aux comptes suppléants, cependant cette nomination étant statutaire et, le Conseil d'administration envisageant de modifier les statuts lors d'une prochaine Assemblée générale extraordinaire, le renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes suppléants doit être proposé au vote des actionnaires.

En conséquence, les **15^{ème}, 16^{ème} et 17^{ème} résolutions** vous proposent de renouveler le mandat de :

- La Société ERNST & YOUNG ET AUTRES, Commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices,
- La société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire, pour une durée de six exercices,
- La Société PICARLE ET ASSOCIES, Commissaire aux comptes suppléant de la Société ERNST & YOUNG ET AUTRES, pour une durée de six exercices.

La **18^{ème} résolution** vous propose de nommer en qualité de Commissaire aux comptes suppléant de la Société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT : M. Jean-Baptiste DESCHRYVER.

V. APPROBATION DES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE, VERSÉS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017 À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (19^{ÈME} À 21^{ÈME} RÉOLUTIONS)

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100, II du Code de commerce, le Conseil d'administration vous propose d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et autres avantages versés ou attribués, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à chaque dirigeant mandataire social de la Société, conformément à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée générale ordinaire du 24 mai 2017, savoir :

- À M. Dominique LEFEBVRE, Président du Conseil d'administration,
- À M. Philippe BRASSAC, Directeur général,
- Et M. Xavier MUSCA, Directeur général délégué.

Les tableaux individuels de présentation des éléments de rémunération sur lesquels nous vous consultons figurent dans le Document de Référence 2017 ainsi que dans la brochure d'avis de

convocation. La politique de rémunération dans laquelle s'inscrivent ces rémunérations peut également être consultée dans le Document de Référence 2017.

VI. APPROBATION DES PRINCIPES ET CRITÈRES DE DÉTERMINATION, DE RÉPARTITION ET D'ATTRIBUTION DES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE ATTRIBUABLE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (22^{ÈME} À 24^{ÈME} RÉOLUTIONS)

En application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, le Conseil d'administration soumet à votre approbation les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au titre de l'exercice 2018 et constituant la politique de rémunération concernant :

- Le Président du Conseil d'administration,
- Le Directeur général,
- Et le Directeur général délégué

Ces principes et critères arrêtés par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité des rémunérations sont présentés dans le rapport détaillé sur les éléments de rémunération joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce, présenté dans le Document de référence. En application de l'article L.225-100, II du Code de commerce, les montants résultant de la mise en œuvre de ces principes et critères seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

Nous vous proposons d'approuver les principes et critères tels que détaillés dans les tableaux de présentation de ces éléments figurant dans le Document de référence.

VII. CONSULTATION SUR L'ENVELOPPE GLOBALE DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ AUX DIRIGEANTS EFFECTIFS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-13 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET AUX CATÉGORIES DE PERSONNELS IDENTIFIÉS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (25^{ÈME} RÉOLUTION)

Par le vote de la **25^{ème} résolution**, il vous est demandé, en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, un avis consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations, de toutes natures, versées aux dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et aux catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 dudit code.

En 2017, 787 collaborateurs du groupe Crédit Agricole SA ont été identifiés comme collaborateurs preneurs de risques.

Ces collaborateurs se sont vus attribuer en 2017 une rémunération fixe, définie en fonction des compétences et du niveau de responsabilité d'une part, et une rémunération variable liée à la performance individuelle et collective de l'année 2016 ainsi qu'à la maîtrise des risques d'autre part.

Pour les collaborateurs preneurs de risques dont la rémunération variable est supérieure à un seuil de matérialité défini par le groupe Crédit Agricole SA à 120.000€, entre 40% et 60% de la rémunération attribuée en 2017 au titre de la performance de 2016 est différée par tiers sur une durée de 3 ans et versée sous conditions de performance et sous forme d'actions ou

d'instruments adossés à l'action. Ainsi en 2017, seule la part non différée de la rémunération attribuée au titre de 2016 ainsi que la part indexée sur l'action Crédit Agricole SA et versée en septembre 2017 ont été perçus par les collaborateurs preneurs de risques.

Par ailleurs, trois tranches de rémunération variable différée sont arrivées à échéance en 2017 et ont donc été versées aux collaborateurs preneurs de risques :

- la 1^{ère} tranche du plan 2015 libérée ou versée en septembre 2017 sous forme d'actions valorisées à cette date ou instruments équivalents
- la 2^{ème} tranche du plan 2014 libérée ou versée en septembre 2017 sous forme d'actions valorisées à cette date ou instruments équivalents
- la 3^{ème} tranche du plan 2013 libérée ou versée en septembre 2017 sous forme d'actions valorisées à cette date ou instruments équivalents

La rémunération globale versée en 2017 aux collaborateurs identifiés en tant que population régulée s'élève à 291 millions d'euros. Elle se décompose de la façon suivante :

- 164 millions d'euros au titre de la rémunération fixe
- 67 millions d'euros au titre de la rémunération variable attribuée en 2017 relative à la performance 2016 et non différée
- 13 millions d'euros au titre de la rémunération variable attribuée en 2017 relative à la performance 2016 non différée et versée à l'issue d'une période de portage de 6 mois
- 21 millions d'euros au titre de la rémunération variable attribuée en 2016, correspondante à la 1^{ère} tranche du plan 2015 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents
- 13 millions d'euros au titre de la rémunération variable attribuée en 2015, correspondante à la 2^e tranche du plan 2014 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents
- 13 millions d'euros au titre de la rémunération variable attribuée en 2014, correspondante à la 3^e tranche du plan 2013 et versée sous forme d'actions ou en instruments équivalents.

L'ensemble de la politique de rémunération dans laquelle s'inscrivent ces rémunérations peut être consultée dans le Document de référence, au chapitre "Politique de rémunération".

Les informations relatives aux rémunérations attribuées au titre des années passées sont publiées sur le site internet de Crédit Agricole S.A., dans le rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A.

VIII. APPROBATION DU PLAFONNEMENT DE LA PARTIE VARIABLE DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-13 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET DES CATÉGORIES DE PERSONNELS IDENTIFIÉS AU SENS DE L'ARTICLE L.511-71 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (26^{ÈME} RÉOLUTION)

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale, sur avis du Comité des rémunérations, conformément aux dispositions de l'article L.511-78 du Code monétaire et financier, d'approuver, au titre de l'exercice 2017, le plafonnement de la rémunération variable

à 200 % de la rémunération fixe pour les dirigeants effectifs au sens de l'article L.511-13 du Code monétaire et financier et pour les catégories de personnels identifiés au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe.

Nous vous précisons que l'article L.511-79 du Code monétaire et financier prévoit, pour le calcul du plafonnement, que les instruments différés pour une durée d'au moins 5 ans, qui ne peuvent représenter plus de 25 % du total de la rémunération variable, pourront bénéficier d'une valorisation décotée au moment de leur attribution, selon un taux d'actualisation dont les modalités de calcul seront publiées par l'Autorité Bancaire Européenne.

Pour les entités du groupe relevant du champ d'application du règlement délégué n°604/2014 de la Commission européenne et de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, sont visés, d'une part, les collaborateurs au titre de leur fonction au niveau du groupe ou de leur entité et, d'autre part, les collaborateurs au titre de leur niveau de délégation ou de rémunération. Sont notamment inclus :

- les principaux dirigeants de Crédit Agricole S.A.,
- les principaux responsables des trois fonctions de contrôle,
- les collaborateurs ayant une incidence significative sur le profil de risque de crédit ou de marché de Crédit Agricole S.A. à travers leur délégation de pouvoir ou leur capacité d'engagement,
- les collaborateurs ayant les plus hautes rémunérations.

La définition complète des personnels identifiés est reprise dans le Document de référence au chapitre "Politique de rémunération".

Pour l'ensemble des catégories de personnels concernées, il est demandé à l'assemblée générale des actionnaires la possibilité de porter à 200 % au plus le ratio entre la rémunération variable et la rémunération fixe.

La définition d'un ratio maximal potentiel vise à permettre au groupe :

- de continuer à attirer et retenir les talents et les compétences nécessaires à la banque dans l'ensemble des régions du monde où le groupe opère et, notamment, celles dans lesquelles les établissements ne sont pas contraints par ces obligations réglementaires ;
- de garantir un équilibre entre la rémunération fixe et la rémunération variable permettant d'impacter de façon significative la rémunération des collaborateurs dont la performance ou la prise de risques est non conforme avec les objectifs fixés par l'établissement.

Les montants de rémunération variables sont liés directement aux résultats économiques de la banque et prennent en considération l'évolution du coût du risque. Ils n'ont par conséquent pas d'impact sur l'assise financière du Groupe.

Il est rappelé qu'afin de garantir le respect homogène des principes directeurs de la politique de rémunération et leur application stricte, le Groupe a mis en place une gouvernance des politiques et des pratiques de rémunération qui concerne l'ensemble des entités du Groupe. En particulier, la rémunération des catégories de personnels identifiés fait l'objet de règles et d'un contrôle spécifiques.

L'ensemble de la politique de rémunération dans laquelle s'inscrit cette rémunération figure dans le Document de référence, au chapitre "Politique de rémunération".

Les informations relatives aux rémunérations attribuées au titre des années passées sont publiées sur le site internet de Crédit Agricole S.A., dans le rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A.

IX. AUTORISATIONS À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ACHETER DES ACTIONS ORDINAIRES ET, LE CAS ÉCHÉANT, DE LES ANNULER (27^{ÈME} ET 40^{ÈME} RÉOLUTIONS)

Par la **27^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration vous demande de bien vouloir l'autoriser, pour une durée maximum de 18 mois, à acheter un nombre d'actions ordinaires de la Société ne pouvant excéder 10 % du nombre total des actions ordinaires composant le capital social à la date de réalisation de ces achats ou 5 % du nombre total des actions ordinaires composant le capital social s'il s'agit d'actions ordinaires acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 27 euros par action.

En tout état de cause, le montant maximum des sommes que la Société pourra consacrer au rachat de ses actions ordinaires dans le cadre de la présente autorisation ne pourra excéder 5,6 milliards d'euros (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie).

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société d'acheter ou de faire acheter des actions ordinaires en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Société pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- a. de la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ou tout plan similaire, au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société et des Sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce,
- b. d'attribuer ou de céder des actions ordinaires aux mandataires sociaux éligibles, salariés et anciens salariés, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société ou du groupe, au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) dans les conditions prévues par la loi,

- c. d'attribuer gratuitement des actions au titre du dispositif d'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions définies à l'article L.225-197-2 du Code de commerce,
- d. plus généralement, d'honorer des obligations liées à des programmes d'allocation d'actions ordinaires aux salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée notamment dans le cadre des rémunérations variables des membres du personnel professionnels des marchés financiers dont les activités ont un impact significatif sur l'exposition aux risques de l'entreprise, ces attributions étant alors conditionnées, pour ces derniers, à l'atteinte de conditions de performance,
- e. d'assurer la couverture et remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société,
- f. d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité des actions ordinaires par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers,
- g. de procéder à l'annulation totale ou partielle des actions ordinaires acquises.

Conformément aux obligations légales, le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Par la **40^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite également de votre assemblée générale, pour une durée de 24 mois, une autorisation, avec faculté de délégation, pour réduire le capital par voie d'annulation, dans la limite de 10 % du capital social par période de vingt-quatre mois, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions ordinaires de la Société rachetées dans le cadre de l'autorisation donnée par la **27^{ème} résolution** de votre assemblée ou de toutes autorisations ultérieures de votre assemblée, en application des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

Les réductions de capital par annulation des actions ordinaires acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions seront soumises à l'autorisation de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, conformément à la réglementation en vigueur.

X. MODIFICATION DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 31 DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ (28^{ÈME} RÉOLUTION)

La 28^{ème} résolution vous propose, après avoir pris connaissance de l'approbation par l'Assemblée spéciale du 4 avril 2018, de supprimer la majoration du dividende aux actionnaires ayants droit, c'est-à-dire aux porteurs d'actions ordinaires justifiant au 31/12/2017 d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins et de son maintien jusqu'à la date de mise en paiement du dividende versé au titre de l'exercice 2017, de modifier le paragraphe 3 de l'article 31 des statuts afin de prévoir les conditions auxquelles la majoration du dividende pourrait être supprimée en ajoutant à ce paragraphe un sixième alinéa qui serait rédigé comme suit :

"La suppression de la majoration du dividende prévue par le présent paragraphe 3 de l'article 31 (Fixation – Affectation et répartition des bénéfices) donnera lieu, en contrepartie, à l'attribution gratuite d'Actions Ordinaires et/ou d'Actions de Préférence nouvelles émises par la Société au profit respectivement des porteurs d'Actions Ordinaires et/ou d'Actions de Préférence ouvrant droit à la majoration du dividende dans les conditions décrites au présent paragraphe 3 de l'article 31 (Fixation – Affectation et répartition des bénéfices). Cette attribution sera soumise à la procédure de vérification des avantages particuliers de l'article L.225-147 du Code de commerce. Les Actions Ordinaires et/ou les Actions de Préférence nouvelles sont émises à la même valeur nominale que celle des Actions Ordinaires et/ou des Actions de Préférence préexistantes, le montant de l'émission étant prélevé sur les réserves et/ou bénéfices. Les Actions Ordinaires et/ou les Actions de Préférence nouvelles ainsi émises sont attribuées et réparties au prorata des Actions Ordinaires et/ou des Actions de Préférence ouvrant droit à la majoration du dividende dans les conditions décrites dans le présent paragraphe 3 de l'article 31 (Fixation – Affectation et répartition des bénéfices) détenues par chaque porteur."

XI. SUPPRESSION DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 31 DES STATUTS – AUGMENTATION DE CAPITAL ET MODIFICATION CORRÉLATIVE DES STATUTS (29^{ÈME} RÉOLUTION)

Le Conseil d'administration soumet à l'approbation des actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux avantages particuliers, la suppression de la majoration du dividende aux ayants droit, c'est-à-dire aux porteurs d'actions ordinaires justifiant au 31/12/2017 d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins et de son maintien jusqu'à la date de mise en paiement du dividende versé au titre de l'exercice 2017.

En conséquence, la 29^{ème} résolution a pour objet :

- 1) De supprimer la majoration du dividende prévue au paragraphe 3 de l'article 31 des statuts et, en conséquence de supprimer le paragraphe 3 de cet article,
- 2) D'augmenter le capital social d'un montant maximum de 19,8 millions d'euros, par prélèvement d'un même montant sur un compte de réserves, par la création d'un nombre maximum de 6,6 millions d'actions de 3 euros chacune de valeur nominale,
- 3) D'attribuer les actions nouvellement émises aux actionnaires ayants droit, à raison d'une (1) action nouvelle pour vingt-six (26) actions anciennes, en contrepartie de la suppression de la majoration du dividende,
- 4) De prendre acte qu'en application des dispositions de l'article L. 225-99 du Code de commerce, cette décision nécessite, pour être définitive, l'approbation de la suppression de la majoration du dividende par l'assemblée spéciale des porteurs d'actions à dividende majoré,
- 5) De donner tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, à l'effet d'assurer l'exécution de la 29^{ème} résolution :
 - Arrêter la liste définitive des actionnaires ayants droit à l'attribution gratuite d'actions nouvelles et le montant définitif de l'augmentation de capital,
 - Constater l'augmentation de capital en résultant et,
 - Modifier corrélativement l'article 6 des statuts.

XII. DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL (30^{ÈME} À 37^{ME} RÉOLUTIONS)

Lors de l'Assemblée générale du 19 mai 2016, les actionnaires ont consenti au Conseil d'administration les autorisations financières nécessaires lui permettant d'augmenter le capital social par voie d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société, par délégation de compétence de l'assemblée.

Le Conseil d'administration vous propose, par les **30^{ÈME} à 37^{ME} résolutions**, de renouveler, pour une durée de 26 mois, les délégations de compétence nécessaires, lui permettant d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société. Ces nouvelles délégations se substitueraient, en les privant d'effet pour leur partie non utilisée à ce jour, à celles précédemment votées par votre assemblée du 19 mai 2016 et ayant le même objet.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des **30^{ÈME} à 34^{ÈME} résolutions et des 38^{ÈME} et 39^{ÈME} résolutions**, ne pourrait, ainsi qu'il vous l'est proposé par la **36^{ÈME} résolution**, excéder 3,41 milliards d'euros.

Le montant nominal maximum des titres de créance pouvant donner accès au capital de la Société et émis en vertu des **30^{ÈME} à 34^{ÈME} résolutions** ne pourrait excéder 6,82 milliards d'euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-136 du Code de commerce et, en cas d'émission d'actions ordinaires émises dans le cadre du remboursement d'instruments de capital contingent (COCOS), il vous est proposé dans la **35^{ÈME} résolution**, d'autoriser le Conseil d'administration à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par les 31^{ÈME} et/ou 32^{ÈME} résolutions et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires à un montant au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois dernières séances de bourse précédant l'émission desdits instruments de capital contingent, éventuellement diminué d'une décote de 50 %.

Conformément à la **35^{ÈME} résolution**, le montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra dépasser 3 milliards d'euros, ce montant s'imputant sur le plafond nominal des titres de créance prévu à la **31^{ÈME} résolution**.

Le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la **35^{ÈME} résolution** ne pourrait excéder 10 % du capital social par période de 12 mois.

Par la **37^{ÈME} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite, par ailleurs, de votre assemblée générale, le renouvellement de la délégation de compétence consentie par l'assemblée du 19 mai 2016, d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite d'un montant nominal maximum d'un milliard d'euros, plafond autonome et distinct du plafond des autres résolutions soumises à votre assemblée.

Les plafonds d'augmentation de capital fixés dans les résolutions s'entendent compte non tenu du montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions.

Dans la limite des délégations proposées à votre assemblée, le Conseil d'administration disposerait des pouvoirs nécessaires pour fixer les conditions d'émission de titres, constater la réalisation des augmentations de capital et procéder à la modification corrélative des statuts.

Les souscriptions aux augmentations de capital résultant de l'ensemble des résolutions pourraient être opérées, soit en espèces, soit par compensation de créance.

Toutes les autorisations financières dont la mise en œuvre conduirait à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporteraient renonciation par les porteurs d'actions ordinaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de votre Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises pourraient donner droit.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de ces délégations de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre au public visant les titres Crédit Agricole S.A. et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Lorsque les résolutions prévoient une faculté de subdélégation du Conseil d'administration, celle-ci est faite au profit du Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, au Directeur général délégué.

Votre Conseil d'administration établirait, le cas échéant, et conformément à la loi, au moment où il ferait usage de vos autorisations, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'émission arrêtée. Ce rapport ainsi que celui des Commissaires aux comptes seraient alors mis à votre disposition au siège social puis porté à votre connaissance à la plus prochaine assemblée.

Par la **33^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite de votre assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce, une autorisation, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour augmenter le montant d'une augmentation de capital initiale, réalisée avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en application des **30^{ème}, 31^{ème}, 32^{ème}, 34^{ème}, 35^{ème}, 38^{ème} et 39^{ème} résolutions**, lorsque le Conseil d'administration constaterait une demande excédentaire de souscription dans les conditions fixées par la loi. Cette faculté serait accordée dans la limite de 15 % du montant de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour cette même émission, précision étant faite que le montant nominal des augmentations de capital décidées s'imputerait sur le montant du plafond stipulé dans la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale.

XIII. AUTORISATIONS EN VUE D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS D'ACTIONNARIAT SALARIÉ (38^{ÈME} ET 39^{ÈME} RÉSOLUTIONS)

Par la **38^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite de votre assemblée générale, pour une durée de 26 mois, une autorisation, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires, réservées aux adhérents (ci-après les "**Bénéficiaires**") à l'un des plans d'épargne d'entreprise ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi réglementaire analogue permettrait de réserver une augmentation de capital dans les conditions équivalentes, de l'une des entités juridiques du Groupe Crédit Agricole qui est constitué par Crédit Agricole S.A., les entreprises ou groupements entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de Crédit Agricole S.A. (en ce compris les sociétés entrées dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. au plus tard la veille du jour de l'ouverture de la période de souscription ou de l'ouverture de la période de réservation s'il a été décidé d'en ouvrir une), les Caisses Régionales de Crédit Agricole et leurs filiales et les entités

ou groupements sous le contrôle de Crédit Agricole S.A. et/ou des Caisses Régionales de Crédit Agricole en application des articles L.225-180 du Code de commerce et L.3344-1 et L.3344-2 du Code du travail. Il est ici précisé que la **38^{ème} résolution** pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier.

Le montant nominal total de la (ou des) augmentation(s) de capital pouvant être réalisée(s) en vertu de la **38^{ème} résolution** serait fixé à 300 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal d'augmentation de capital prévu à la 30^{ème} résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente autorisation.

Lors de la décision d'émission des actions ordinaires, le prix d'émission des actions ordinaires à émettre en application de la **38^{ème} résolution** ne pourrait être ni supérieur à la moyenne des cours cotés de l'action ordinaire lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration ou du Directeur général ou, avec l'accord de ce dernier, du Directeur général délégué, fixant la date d'ouverture des souscriptions, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne.

Toutefois, si vous l'y autorisez, votre Conseil d'administration pourrait réduire ou supprimer la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, notamment afin de tenir compte des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement.

Cette décision supprimerait le droit préférentiel de souscription des porteurs d'actions ordinaires au profit desdits Bénéficiaires aux actions ordinaires à émettre, le cas échéant attribuées gratuitement.

Dans le prolongement de la **38^{ème} résolution**, nous vous proposons, à la **39^{ème} résolution**, d'autoriser le Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés de sociétés du Groupe à l'étranger qui ne pourraient bénéficier du dispositif d'actionnariat qui serait mis en place en application de la **38^{ème} résolution**.

Une telle augmentation de capital aurait pour objet de permettre aux salariés du Groupe Crédit Agricole résidant dans certains pays de bénéficier, en tenant compte des contraintes financières, juridiques et/ou fiscales pouvant exister localement, de formules aussi proches que possible de celles qui seraient offertes aux autres salariés du Groupe Crédit Agricole dans le cadre de la mise en œuvre de la **38^{ème} résolution**. Elle serait réalisée simultanément à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés, décidée en vertu de la **38^{ème} résolution**, et le prix d'émission des actions ordinaires souscrites serait identique au prix auquel les actions ordinaires seraient offertes aux salariés, résidant en France, adhérents de l'un des plans d'épargne d'entreprise de l'une des entités juridiques du Groupe Crédit Agricole en vertu de la **38^{ème} résolution**.

Le montant nominal d'augmentation de capital susceptible d'être émis dans le cadre de cette autorisation serait limité à 50 millions d'euros, étant précisé étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal d'augmentation de capital prévu à la 30^{ème} résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à ladite résolution pendant la durée de validité de la présente autorisation.

Enfin, par la **41^{ème} résolution**, votre Conseil d'administration sollicite de votre assemblée générale les pouvoirs nécessaires pour accomplir toutes formalités de publicité et de dépôt inhérentes à la tenue de votre assemblée générale du 16 mai 2018.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque sur la valorisation des titres de participation et de filiales dont l'estimation fait appel au jugement



Risque identifié

Les titres de participation et de filiales sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments, notamment la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise liée. Dans ce cas, la détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs générés par la filiale, tels que définis dans les trajectoires financières établies sur 3 ans (2018-2020) dans le cadre de la démarche budgétaire, ces trajectoires découlent des plans stratégiques présentés pour approbation aux organes compétents des entités concernées.

Pour certaines filiales et participations, ces projections financières sont prolongées sur 2 exercices (2021 et 2022). Le pourcentage d'allocation des fonds propres est déterminé en prenant en compte, lorsqu'elles existent, les exigences spécifiques fixées par le régulateur (Pilier 2 notamment).

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participations et de filiales est un point clé de l'audit. En effet, de par sa nature même, la détermination de ces valeurs d'utilité requiert l'exercice de jugement au niveau des hypothèses structurantes retenues notamment pour la détermination des scénarii économiques, des trajectoires financières ou des niveaux d'actualisation.

Au regard de la sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction, nous avons porté une attention particulière à la détermination des valeurs d'utilité de LCL, Cariparma et CA Polska



Les titres de participation et de filiales inscrits au bilan s'élèvent en valeur nette à 62,9 Mds€, dont 4,6 Mds€ de dépréciations. Se référer aux notes 2.2 et 6 de l'annexe aux comptes annuels



Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus mis en place pour déterminer la valeur d'utilité, et les dépréciations liées, des titres de participations et de filiales dont l'estimation fait appel au jugement.

Nous avons impliqué dans l'équipe d'audit des spécialistes en valorisation pour examiner les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que dans les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés.

Les calculs ont été testés et les principales hypothèses (pourcentage d'allocation des fonds propres, taux d'actualisation, taux de croissance...) confrontées à des sources externes.

Les trajectoires financières préparées par la Direction de chaque entité concernée et utilisées dans le modèle ont été examinées pour :

- contrôler qu'elles ont été approuvées par les organes compétents (conseil d'administration ou conseil de surveillance) des entités ou sous-groupes,
- apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris pour la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période de trois ans présentée aux organes compétents des entités. Ces hypothèses ont été notamment appréciées au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et confrontées aux performances effectivement réalisées,
- effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (niveau de fonds propres alloué, taux d'actualisation, coût du risque).

Les informations figurant en annexes sur la valeur d'utilité des titres de participations et de filiales ont également été examinées par nos soins.

Risques juridiques, fiscaux et de conformité



Risque identifié

Crédit Agricole S.A. fait l'objet de plusieurs enquêtes et demandes d'informations de nature réglementaire de la part de différents régulateurs. Ces procédures concernent notamment les dossiers Euribor/Libor et Bonds SSA avec les autorités de différents pays (États-Unis, Royaume-Uni, Suisse) ainsi que de l'Union Européenne.

Différentes procédures de vérifications fiscales sont également en cours.

Comme indiqué dans la note 2.6 de l'annexe aux comptes annuels, l'estimation des risques en date d'arrêté des comptes résulte de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession.

La décision de comptabiliser ou non une provision et le montant de celle-ci nécessite par nature l'utilisation de jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des litiges en cours.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constituait un point clé de l'audit compte tenu de la sensibilité aux hypothèses retenues par la direction.



Les différentes enquêtes ou demandes d'information en cours (Euribor/ Libor, Bonds SSA et autres indices) ou vérifications fiscales, sont présentées en note 1.3 et 15 de l'annexe aux comptes annuels.



Notre réponse

Le risque significatif d'une sortie de ressources porte sur un nombre limité de dossiers dont nous suivons régulièrement l'évolution.

Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation de ces provisions en procédant à des échanges trimestriels avec la Direction et plus particulièrement les Directions juridique, fiscale et de la Conformité.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- apprécier les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles (dossiers constitués par la direction juridique ou les conseils de Crédit Agricole S.A., courriers des régulateurs)
- examiner les analyses ou conclusions des conseils juridiques ou fiscaux de la banque
- s'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner avec des spécialistes en fiscalité intégrés à notre équipe d'audit, les réponses apportées par le groupe aux administrations concernées, le cas échéant, ainsi que les estimations des risques réalisées par la banque.
- apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2017.

Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe des comptes annuels.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. par votre assemblée générale du 19 mai 2004 pour le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT et de 1985 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la trente troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 21 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Anik Chaumartin

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Durand

RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. désigné organisme tiers indépendant et accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1060 (portée disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2017, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les "Informations RSE"), en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société composés du "cahier des charges 2017" pour les informations sociales et du "protocole de collecte des données environnementales 2017" pour les informations environnementales (ci-après les "Référentiels") et disponibles sur demande auprès de la Direction du développement durable de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur la conformité aux autres dispositions légales applicables le cas échéant, en particulier celles prévues par l'article L. 225-102-4 du Code de commerce (plan de vigilance) et par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite Sapin II (lutte contre la corruption).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 12 personnes et se sont déroulés entre les mois d'octobre 2017 et de février 2018 sur une durée totale d'intervention d'environ huit semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission ainsi qu'à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000 (*Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*).

1. Attestation de présence des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des Directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée à la fin du chapitre 2 du Document de référence.

CONCLUSION

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené une quarantaine d'entretiens avec une soixantaine de personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des Directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité, leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes et dont la liste est présentée en annexe :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités, (LCL, Crédit Agricole CIB France, CFM Indosuez Wealth, Crédit Agricole CIB AO, Crédit Agricole Assurances Solutions, Agos, CreditPlus Bank, CACEIS Bank France, CACEIS Fund Administration), que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 38 % des effectifs considérés comme grandeur caractéristique du volet social, et entre 24 % et 57 % des données environnementales considérées comme grandeurs caractéristiques du volet environnemental.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère conformément aux Référentiels.

Neuilly-sur-Seine, le 21 mars 2018.

L'un des Commissaires aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin
Associée

Sylvain Lambert
Associé du Département Développement Durable

ANNEXE : LISTE DES INFORMATIONS QUE NOUS AVONS CONSIDÉRÉES COMME LES PLUS IMPORTANTES

Informations sociales :

- L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique, dont les indicateurs effectifs en ETP à fin d'année, répartition des effectifs par genre et par statut, pyramide des âges et âge moyen, part du temps partiel ;
- Les embauches et les licenciements, dont les indicateurs nombre de recrutements en CDI, nombre de départs des effectifs CDI par motif, mobilité interne ;
- Les rémunérations et leur évolution, dont les indicateurs de rémunération variable collective versée dans l'année, salaires mensuels moyens des effectifs CDI actifs, promotions ;
- L'absentéisme, dont l'indicateur absentéisme par motif ;
- L'organisation du dialogue social ;
- Les conditions de santé et de sécurité au travail ;
- Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail, dont l'indicateur du nombre d'accords d'entreprise signés par thème ;
- Les politiques mises en œuvre en matière de formation ;
- Le nombre total d'heures de formation, dont les indicateurs du nombre de salariés formés, nombre d'heures de formation, nombre d'heures de formation par thématique ;
- Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, dont les indicateurs de la part des femmes dans les effectifs, dans les effectifs recrutés en CDI et dans les 10 % des effectifs ayant les plus hautes rémunérations fixes ;
- Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées ;
- La politique de lutte contre les discriminations, dont les indicateurs de répartition des effectifs CDI par tranche d'âge et par ancienneté ;
- La promotion et le respect des stipulations des conventions de l'OIT.

Informations environnementales :

- L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales ;
- Les mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets, dont les indicateurs de quantités de déchets papier/carton, de DEEE et de DIB collectés ;
- La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation, dont les indicateurs de quantité de papier par usage, part du papier responsable ;
- La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables, dont l'indicateur de consommation d'énergie par source ;
- Les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit, dont les indicateurs des émissions de GES liées aux consommations d'énergie et aux déplacements des personnes ;
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Informations sociétales :

- L'impact territorial, économique et social de l'activité de la société ;
- Les conditions du dialogue avec les parties prenantes ;
- Les actions de partenariat ou de mécénat ;
- La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux ;
- L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale ;
- Les actions engagées pour prévenir la corruption ;
- Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs ;
- Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme.

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Société anonyme au capital de 8 538 313 578 €
Siège social : 12, Place des États-Unis – 92127 MONTROUGE Cedex
784 608 416 RCS NANTERRE
=<>=<>=<>=<>=<>=

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 16 MAI 2018

L'an deux mil dix-huit,
Le mercredi seize mai à neuf heures trente,

Les actionnaires de CRÉDIT AGRICOLE S.A., société anonyme au capital de 8 538 313 578 euros, divisé en 2 846 104 526 actions de 3 euros chacune, dont le siège social est situé 12, Place des États-Unis – 92127 MONTROUGE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 784 608 416, et les porteurs de parts du Fond Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) "Crédit Agricole Classique", se sont réunis à la Maison de la Mutualité à PARIS (75005) 24, rue Saint-Victor, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire sur convocation du Conseil d'administration.

.....

.....

ORDRE DU JOUR

COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Approbation des comptes annuels de l'exercice 2017
 - Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017
 - Affectation du résultat de l'exercice 2017, fixation et mise en paiement du dividende
 - Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités
-
-

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice 2017). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts non déductibles des résultats imposables, qui s'élèvent à la somme de 58.356 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que celui de l'impôt supporté par la Société du fait de la non déductibilité, soit 25 927,57 euros.

Cette résolution est adoptée par 2 117 487 332 voix pour, 266 813 contre et 164 673 abstentions.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017). - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par 2 111 973 579 voix pour, 5 778 033 contre et 167 206 abstentions.

Troisième résolution (Affectation du résultat de l'exercice 2017, fixation et mise en paiement du dividende). - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et, après avoir constaté :

- que le bénéfice net de l'exercice 2017 s'élève à 1.564.130.517,42 euros et,
- que le résultat distribuable s'élève à 15.649.153.031,87 euros, compte tenu du montant du report à nouveau de 14.085.022.514,45 euros,

Décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice social clos le 31 décembre 2017 :

	(en euros)
Bénéfice de l'exercice	1 564 130 517,42
Report à nouveau antérieur	14 085 022 514,45
Total (bénéfice distribuable)	15 649 153 031,87
AFFECTATION :	
Dividende(*)	
▪ dividende avant majoration	1 793 045 851,38
▪ majoration du dividende	10 796 535,73
Dividende total	1 803 842 387,11
Report à nouveau	13 845 310 644,76
TOTAL	15 649 153 031,87

(*) Ce montant sera ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte les événements suivants : (a) création d'actions nouvelles donnant droit au dividende avant la date de détachement, (b) variation du nombre d'actions auto-détenues antérieurement à la date de détachement, (c) perte du droit à majoration de 10 % du dividende pour certaines actions nominatives avant la date de mise en paiement.

Elle fixe le dividende ordinaire à 0,63 euro par action et le dividende majoré à 0,693 euro par action. Le montant du dividende (ordinaire et majoré) est éligible en totalité, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende	Montant éligible à l'abattement de 40 %	Dividende majoré	Montant éligible à l'abattement de 40 %
2014	0,35 euro	0,60 euro	0,385 euro	0,385 euro
2015	0,60 euro	0,60 euro	0,66 euro	0,66 euro
2016	0,60 euro	0,60 euro	0,66 euro	0,66 euro

Le dividende sera détaché de l'action le 22 mai 2018 et mis en paiement à compter du 24 mai 2018. Il est précisé qu'au cas où, lors de la mise en paiement de ces dividendes, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à hauteur de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Cette résolution est adoptée par 2 116 681 422 voix pour, 1 041 920 contre et 195 476 abstentions.

.....

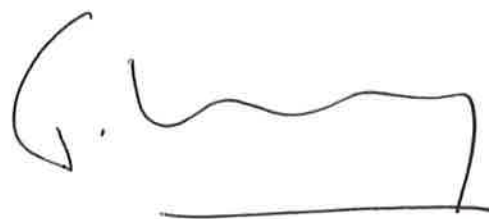
Quarante-et-unième résolution (*Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités*). - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

Cette résolution est adoptée par 2 117 514 710 voix pour, 215 348 contre et 188 760 abstentions.

.....

Pour extrait certifié conforme

Le Secrétaire Général



Jérôme BRUNEL



3

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. Rapport du Conseil d'administration	86	4. Organes de directions au 21 mars 2018	129
1.1. Information relative à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration	87	4.1. Composition du Comité exécutif	129
1.2. Activité du Conseil et des Comités spécialisés en 2017	95	4.2. Composition du Comité de direction	130
1.3. Activités des Comités spécialisés du Conseil	100	5. Politique de rémunération	131
2. Informations complémentaires sur les mandataires sociaux	109	5.1. Politique de rémunération de Crédit Agricole S.A.	131
2.1. Composition du Conseil d'administration	109	5.2. Rémunération des personnels identifiés	135
2.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux	111	5.3. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux	138
3. Informations sur les dirigeants	126	6. Règlement intérieur du Conseil d'administration	158
3.1. Opérations réalisées sur les titres de la Société	128	7. Dispositif de contrôle interne	165
		7.1. Information comptable et financière	165
		7.2. Transition énergétique – risques climatiques	166

Des organes de direction performants

»»» Le Conseil d'administration



10

réunions plénières
du Conseil en 2017
dont 2 séminaires



98 %

Taux de présence
aux réunions en 2017

3

Comité des risques



Comité des rémunérations

Comité des risques aux États-Unis



6

Comité des nominations et de la gouvernance

Comité d'audit



Comité stratégique et de la RSE

Comités
spécialisés

»»» Le Comité exécutif de Crédit Agricole S.A.



1

Directeur général



1

Directeur général délégué



4

Directeurs généraux
adjoints en charge
de 4 pôles métiers



3

Directeurs généraux
adjoints en charge
de 3 pôles fonctions centrales



7

autres membres,
dont les trois fonctions de contrôle interne
(Risques, Conformité, Inspection générale)

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 16 MAI 2018 SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE PRÉSENTÉ EN APPLICATION DES ARTICLES L. 225-37 ET L. 225-37-4 DU CODE DE COMMERCE

Rapport sur la gouvernance au titre de l'exercice 2017

En complément du rapport de gestion, le présent rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise ⁽¹⁾ présenté en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce a pour objet de rendre compte aux actionnaires à la fois de l'activité de votre Conseil en 2017, de sa composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, mais aussi de la situation de Crédit Agricole S.A. au regard de différentes informations réglementées prévues à l'article L. 225-37-4 relevant de la compétence du Conseil dont :

- la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice ;
- les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ;
- une description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration au regard de critères tels que l'âge, le sexe ou les qualifications et l'expérience professionnelle, ainsi qu'une description des objectifs de cette politique, de ses modalités de mise en œuvre et des résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé ;
- les éventuelles limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général ;
- les éventuels points de non-conformité avec le Code Afep/Medef auquel se réfère Crédit Agricole S.A.

Conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le présent rapport sur la gouvernance comprend également les projets de résolution relatifs aux principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux Président, Directeur général et Directeur général délégué. Le rapport détaille les éléments de rémunération mentionnés ci-dessus et précise que le versement des éléments de rémunération variables et exceptionnels est conditionné à l'approbation par l'Assemblée générale ordinaire de ces éléments de rémunération.

Enfin, à l'exception des pouvoirs du Conseil d'administration, notamment en ce qui concerne l'émission ou le rachat d'actions, présentés dans la présente section, les informations prévues à l'article L. 225-37-5 sont publiées dans le rapport de gestion, lequel comprend deux informations prévues à l'article L. 225-37-4 :

- un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice (page 13) ;
- les modalités de la participation des actionnaires à l'Assemblée générale, prévues dans les statuts (articles 21 à 29), présentés page 526 du présent document et qui peuvent être consultés au siège social de Crédit Agricole S.A. et sur son site Internet : www.credit-agricole.com

Un tableau de concordance reprenant l'ensemble des obligations légales de publication avant et après la réforme initiée par l'ordonnance du 12 juillet 2017 est publié en page 566 du présent Document de référence.

(1) Le Présent rapport du Conseil sur le Gouvernement d'entreprise se substitue au Rapport du Président réformé par l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés.

1.1. INFORMATION RELATIVE À LA COMPOSITION ET AU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1.1. Présentation générale du Conseil d'administration

Le Président

Conformément au modèle de gouvernance propre au Crédit Agricole, qui distingue les fonctions d'orientation et de contrôle, d'une part, et les fonctions exécutives, d'autre part, les fonctions de Président et de Directeur général sont historiquement dissociées à Crédit Agricole S.A. et respectent en conséquence l'article L. 511-58 du Code monétaire et financier qui dispose que : "la présidence du Conseil d'administration ou de tout autre organe exerçant des fonctions de surveillance équivalentes d'un établissement de crédit ou d'une société de financement ne peut être exercée par le Directeur général ou par une personne exerçant des fonctions de direction équivalentes".

Dans le cadre de ses missions légales, le Président du Conseil d'administration :

- arrête les ordres du jour du Conseil et veille à ce que l'information fournie aux administrateurs leur permette de se prononcer de manière éclairée ; à ce titre, il contribue à la fluidité de l'information entre le Conseil et la Direction générale ainsi qu'entre le Conseil et ses Comités ;
- encourage et promeut les discussions ouvertes/critiques et s'assure que tous les points de vue peuvent s'exprimer au sein du Conseil ;
- veille à ce que les responsabilités exercées au sein du Conseil soient claires pour tous les administrateurs.

Il est Président du Comité stratégique et de la RSE du Conseil d'administration et il est membre du Comité des nominations et de la gouvernance.

Depuis novembre 2015, dans le cadre de la simplification de l'organisation du groupe Crédit Agricole, le Président de Crédit Agricole S.A. est également Président de la Fédération nationale du Crédit Agricole. Il assure à ce titre un rôle essentiel de coordination entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales de Crédit Agricole, son actionnaire majoritaire par le biais de la SAS Rue La Boétie, dont il est Président.

Outre le dialogue permanent avec le Directeur général de Crédit Agricole S.A., ses réunions avec les dirigeants sur les dossiers stratégiques ou relevant de la compétence du Conseil, notamment avec le Directeur des risques Groupe, ainsi qu'avec les Commissaires aux comptes avant les arrêtés de comptes semestriel et annuel, le Président a participé en 2017 :

- aux principales réunions avec l'équipe de supervision conjointe de la BCE en charge du Crédit Agricole et a rencontré des responsables de la supervision bancaire ;
- aux principales conférences de presse et aux rencontres avec la presse et entretiens avec des rédactions organisées par la Direction de la communication de Crédit Agricole S.A., notamment à l'occasion de la présentation des résultats ou lors du lancement d'offres nouvelles dans le cadre du Projet Client ;
- aux événements internes et rencontres avec les équipes du groupe Crédit Agricole S.A., dont les équipes d'Amundi, Crédit Agricole Consumer finance (CA Consumer Finance), Indosuez Wealth Management, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), les équipes du Crédit Agricole en Asie ou encore certaines instances sociales internes comme le Comité de Groupe européen.

Le Président représente également le Groupe à de grandes manifestations publiques, comme le Salon de l'agriculture, et sur des projets dans lesquels le groupe Crédit Agricole S.A. est investi, comme l'Association ELA (recherche sur les leucodystrophies), la Fondation Un Avenir Ensemble (fondation d'utilité publique en faveur des jeunes défavorisés) ou encore la CICA, association regroupant les banques de 24 pays actives dans le financement de l'agriculture.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. comprend 21 administrateurs, répartis comme suit :

- dix-huit administrateurs élus par l'Assemblée générale des actionnaires dont :
 - dix administrateurs ayant la qualité de Président ou de Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole,
 - un administrateur personne morale, la SAS Rue La Boétie, représentée par un Directeur général de Caisse régionale, par ailleurs Vice-Président de la SAS Rue La Boétie,
 - six administrateurs personnalités extérieures au groupe Crédit Agricole,
 - un administrateur salarié de Caisse régionale ;
- un administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles, désigné par arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et de l'Agriculture, conformément aux dispositions de la loi du 18 janvier 1988 relative à la mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole devenue Crédit Agricole S.A. le 29 novembre 2001 ;
- deux administrateurs élus par les salariés du groupe Crédit Agricole S.A.

Le Conseil comprend un censeur, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole et, depuis mai 2017, un censeur, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole. Les censeurs sont nommés par le Conseil d'administration sur proposition du Président ou du Comité des nominations et de la gouvernance pour les personnalités extérieures au Groupe. Ils participent au Conseil avec voix consultative. Leur présence exprime à la fois la volonté de maintenir une représentation géographique équilibrée des Caisses régionales au sein du Conseil, mais aussi une façon de constituer un vivier d'administrateurs potentiels dans la perspective de la succession des administrateurs en postes. Ce fut le cas, en 2015, pour M. François Thibault, élu en qualité d'administrateur par l'Assemblée générale du 20 mai 2015, pour M. Jean-Paul Kerrien, coopté par le Conseil en qualité d'administrateur le 4 novembre 2015, pour Mme Catherine Pourre, élue par l'Assemblée générale du 24 mai 2017, ainsi que pour M. Philippe Boujut, dont la nomination comme administrateur est proposée à l'Assemblée générale du 16 mai 2018.

Un représentant du Comité d'entreprise participe aux réunions du Conseil d'administration, avec voix consultative.

Aux termes du protocole conclu entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. lors de l'introduction en bourse, les Caisses régionales, au travers de la SAS Rue La Boétie, détiennent la majorité du capital (56,6 % à fin 2017) et des droits de vote (56,7 % à fin 2017) de Crédit Agricole S.A., ce qui le rend non opéable. La composition du Conseil résulte de la volonté d'assurer une représentation également majoritaire aux Caisses régionales.

D'autre part, trois postes sont réservés aux salariés au sein du Conseil. La présence d'administrateurs élus par les salariés remonte à 1984, époque à laquelle la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) était un établissement public (décret du 17 juillet 1984 portant application à la CNCA de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public). Lors de l'entrée en bourse de la CNCA – devenue à cette occasion Crédit Agricole S.A. –, le groupe Crédit Agricole a décidé :

- d'une part, de maintenir deux postes (un cadre et un non-cadre) d'administrateurs élus par les salariés de l'Union Économique et Sociale Crédit Agricole S.A. conformément aux dispositions des articles L. 225-27 et suivants du Code de commerce ;
- d'autre part, de réserver l'un des postes d'administrateurs à un représentant des salariés des Caisses régionales ; le candidat est choisi, sous l'égide de la Fédération nationale du Crédit Agricole, au sein de l'organisation syndicale la plus représentative dans les Caisses régionales ; s'agissant d'une situation exclusivement régie par une disposition statutaire, l'administrateur représentant les salariés de Caisses régionales est élu par l'Assemblée générale dans les conditions de droit commun.

Hors les trois administrateurs représentant les salariés (conformément à la recommandation du Code Afep/Medef), la proportion d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration s'établit à 33 %, soit la proportion que recommande le Code précité pour les sociétés contrôlées par un actionnaire majoritaire.

Avec vingt et un administrateurs, la taille du Conseil de Crédit Agricole S.A. reflète ainsi un réel équilibre entre :

- la décision des Caisses régionales prise en 2001 lors de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., mentionnée dans le Protocole de cotation publié à cette époque, de détenir à tout moment, et de façon pérenne, au moins 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A. et de disposer à ce titre d'une représentation majoritaire au sein du Conseil ;
- les exigences légales, historiques et conventionnelles de représentation des salariés de Crédit Agricole S.A. et des salariés de Caisses régionales au sein du Conseil ;
- la présence, prévue par la loi, d'un administrateur représentant des organisations professionnelles agricoles nommé par les pouvoirs publics ;
- les exigences relatives au nombre d'indépendants, en tenant compte des fonctions et missions que la réglementation bancaire leur assigne et des recommandations du Code Afep/Medef pour les sociétés contrôlées (proportion d'un tiers au moins des administrateurs, hors représentation des salariés).

Dans ces conditions, toute augmentation ou diminution du nombre d'administrateur représentant l'une des catégories citées aurait pour effet mécanique l'augmentation ou la diminution proportionnelle du nombre d'administrateurs des autres catégories pour maintenir l'équilibre légal et statutaire, avec un risque d'affecter le bon fonctionnement du Conseil.

À ce jour, il ressort de chaque évaluation annuelle réalisée auprès des intéressés que la taille du Conseil de Crédit Agricole S.A. donne entière satisfaction à ses membres.

En dehors des dispositions statutaires décrites ci-dessus, il est précisé, en application de l'article L. 225-37-5 du Code de commerce, que les règles applicables à la nomination et au remplacement

des membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. sont les règles de droit commun prévues au Code de commerce et au Code monétaire et financier (notamment art. L. 511-51). En tant qu'établissement soumis à la supervision directe de la Banque centrale européenne, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. entre également dans le champ d'application du règlement de la Banque centrale européenne du 16 avril 2014, dit règlement-cadre "MSU" (Mécanisme de supervision unique). À ce titre, après leur nomination ou renouvellement par l'Assemblée générale, la Banque centrale européenne émet un avis de non-opposition après examen de l'honorabilité, des compétences et de la disponibilité de chaque intéressé.

À ce jour, aucun administrateur de Crédit Agricole S.A. n'a jamais fait l'objet d'un avis d'opposition de la Banque centrale européenne.

1.1.2. Règles de fonctionnement du Conseil d'administration et des Comités spécialisés

Le fonctionnement du Conseil d'administration est régi par les dispositions légales en vigueur et par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés.

Le Règlement intérieur du Conseil, la Charte de l'administrateur et, depuis décembre 2016, la Charte éthique qui lui sont annexées dans leur dernière version mise à jour en octobre 2017 sont publiés en annexe du présent rapport. Ils sont, avec les règlements intérieurs des Comités, accessibles en ligne sur le site de Crédit Agricole S.A. : <https://www.credit-agricole.com>

Enfin, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. est entièrement composé d'administrateurs non exécutifs et aucune indemnité n'est prévue en cas de cessation de fonctions des membres du Conseil d'administration, ceci quel qu'en soit le motif.

1.1.3. Politique de diversité du Conseil

Représentation hommes/femmes

Conformément à la loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration qui, pour les sociétés cotées, entraine en vigueur à compter de la première Assemblée générale de 2017 ayant à statuer sur des nominations, la proportion des administrateurs de chaque sexe au sein du Conseil de Crédit Agricole S.A. ne peut être inférieure à 40 %.

La seule exclusion au dénominateur prévue par la loi concerne "les administrateurs élus par les salariés", soit deux administrateurs sur vingt et un. Mme Pascale BERGER, représentant conventionnellement les salariés de Caisses régionales mais étant élue directement par les actionnaires en Assemblée générale, est donc prise en compte pour le calcul du seuil de 40 %. Il en est de même de Mme Christiane Lambert, représentante des organisations professionnelles agricoles dont le mode de désignation par les Ministres de l'Agriculture et de l'Économie et des Finances n'est pas concerné par les exclusions légales.

Au 13 février 2018, date du Conseil d'administration ayant arrêté les résolutions qui seront présentées à l'Assemblée générale du 16 mai 2018, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. comptait neuf femmes sur 19 membres entrant dans le décompte légal, soit un taux de 47 %.

Il s'agit de Mmes P. Berger, C. Catoire, L. Dors, V. Flachaire, F. Gri, C. Lambert, M. Mondardini, C. Pourre, R. Talamona.

À l'exception du Comité stratégique et de la RSE, présidé par M. Dominique Lefebvre, Président du Conseil d'administration, les cinq autres Comités spécialisés du Conseil sont présidés par des administratrices :

Comités spécialisés du Conseil	Présidence
Comité des risques	Mme Françoise Gri
Comité des risques aux États-Unis	Mme Françoise Gri
Comité d'audit	Mme Catherine Pourre
Comité des rémunérations	Mme Laurence Dors
Comité des nominations et de la <u>gouvernance</u>	Mme Monica Mondardini
Comité stratégique et de la <u>RSE</u>	M. Dominique Lefebvre

La question de la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils d'administration et, plus généralement, des instances de direction, est débattue chaque année au sein du Comité des nominations et de la gouvernance ainsi qu'au Conseil d'administration, notamment lors de l'examen du rapport sur l'égalité professionnelle. De manière générale, le Conseil considère que la féminisation des Conseils d'administration et des instances de direction doit reposer sur une politique volontariste des entreprises. Il est favorable à un mouvement d'ensemble contribuant à accroître le nombre de candidates potentielles. À ce titre, il a approuvé le 7 novembre 2017 la Politique de Crédit Agricole S.A. sur l'égalité professionnelle, laquelle comprend un partenariat avec l'IFA (Institut français des administrateurs) et l'IEP Paris (l'Institut d'études politiques) pour la mise en place d'une formation destinée à doter le Groupe de personnes, prioritairement des femmes, susceptibles d'occuper des fonctions d'administrateurs, à la fois dans les Conseils d'Administration des entités du Groupe et pour le représenter dans les entreprises extérieures au Groupe. Afin de rééquilibrer le vivier, la règle fixée par Crédit Agricole S.A. est que chaque promotion doit être constituée de 70 % de femmes et 30 % d'hommes.

1.1.4. Profil et compétence du Conseil d'administration

L'addition des expériences professionnelles individuelles des administrateurs constitue le socle de la compétence collective du Conseil d'administration que le droit français reconnaît comme une instance collégiale. La diversité des expériences et des compétences contribue ainsi à la richesse des échanges dans les domaines clefs de l'activité de banque et d'assurance comme les marchés financiers, la comptabilité et l'audit, les technologies, la planification stratégique, la gestion des risques, la réglementation, le marketing et la distribution, la gestion des ressources humaines, la gouvernance des établissements de crédit ou encore la responsabilité sociétale et environnementale de l'entreprise. C'est dans cet esprit que le questionnaire d'évaluation des compétences individuelles des administrateurs, arrêté par le CNG du 7 février 2017 pour la campagne 2017, a retenu douze domaines de compétences, constitutif chacun d'expertises jugées indispensables à l'accomplissement des missions du Conseil d'administration dans de bonnes conditions.

Le questionnaire cumule une approche par les connaissances (sur une échelle de quatre niveaux allant de "faible" à "très bonne") et par l'expérience professionnelle.

En matière de connaissance, ont été retenues :

- une vision générale des activités de l'entreprise et des risques qui y sont associés ;
- une vision précise de chacune des activités clefs de l'entreprise et de leur environnement ;

- une vision sectorielle de certaines activités (marché financier, marché des capitaux, assurance, solvabilité, modèles) ;
- la comptabilité financière et l'audit ;
- les domaines de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne ;
- les domaines des technologies de l'information et leur sécurité ;
- les économies locales, régionales ou globale ;
- les textes législatifs et réglementaires ;
- la Responsabilité sociale et environnementale.

En matière d'expérience, ont été retenus :

- le management d'entreprise, incluant notamment une expérience en matière de gestion des ressources humaines, de marketing et de distribution ;
- le management de groupes internationaux ;
- la planification stratégique.

Sur la base de l'examen par le Comité des nominations et de la gouvernance des résultats de l'évaluation des compétences individuelles et collective du Conseil d'administration conduit par le cabinet Spencer Stuart en 2017 et présenté au Comité des nominations et de la gouvernance du 1^{er} août 2017 et débattu au Conseil du 10 octobre 2017, la compétence collective du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. se caractérise par :

- une dominante bancaire, financière et assurance, avec une forte expertise dans les domaines de l'audit et des risques ;
- une connaissance experte des économies territoriales, socle de l'activité du Groupe, le plus souvent couplée avec des engagements forts dans la vie locale, voire nationale ;
- des expériences à des postes de dirigeants de grandes entreprises, pour la plupart de dimension internationale, dans les secteurs des services, des technologies et de l'industrie ;
- des acteurs reconnus dans les domaines de la gouvernance et de la responsabilité sociétale.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a constaté que les résultats de la campagne d'évaluation des compétences conduite en 2017 permettaient de conclure que, sur chacun des domaines, le Conseil bénéficie en toute circonstance, d'une maîtrise suffisante des sujets par plusieurs de ses membres et que toutes les expertises nécessaires à sa compétence collective étaient couvertes. Si la compétence bancaire et financière doit rester en toute circonstance majoritaire en son sein, compte tenu de l'histoire et de l'organisation du Crédit Agricole, qui repose sur un socle coopératif territorial, la connaissance des économies régionales et nationales a été réaffirmée comme un élément important de la compétence collective du Conseil d'administration.

Cette compétence doit pouvoir être confrontée à la réalité de l'environnement international, ce qui suppose que le Conseil soit en capacité de le faire grâce à l'apport d'expériences dans des entreprises présentes à l'international. Le Conseil a considéré que l'expertise dans certains domaines, comme les technologies de l'information ou la Responsabilité sociale et environnementale sont des expertises qui doivent toujours être présentes au sein du Conseil. Elles peuvent être partagées entre les administrateurs indépendants et les représentants des Caisses régionales.

Il a réaffirmé son attachement à cet équilibre des compétences qui reflète, en grande partie, ses choix statutaires d'une majorité d'administrateurs issus des Présidents et Directeurs généraux de

Caisses régionales de Crédit Agricole, en ce compris le représentant permanent de la SAS Rue La Boétie, de trois représentants des salariés et enrichis par des compétences extérieures des administrateurs indépendants et du représentant des organisations professionnelles agricoles (voir profil de chaque administrateur à la rubrique "Mandats et fonctions" du présent rapport).

Au moment des nominations et/ou renouvellements des administrateurs, cet équilibre des compétences est également apprécié en tenant compte des dispositions légales sur la parité hommes/femmes au sein des Conseils d'administration et en s'assurant qu'aucun des deux sexes n'est représenté par moins de 40 % de ses membres (hors administrateurs élus par les salariés).

GRILLE INDICATIVE DE RÉFÉRENCE RELATIVE À L'ÉQUILIBRE SOUHAITÉ DES COMPÉTENCES INDIVIDUELLES NÉCESSAIRES À LA COMPÉTENCE COLLECTIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	> 50 % ⁽¹⁾	Entre 30 et 50 % ⁽¹⁾	De 10 à 30 % ⁽¹⁾
1) Connaissance des activités de l'entreprise et des risques qui y sont associés	✓		
2) Connaissance de chacune des activités clefs de l'entreprise		✓	
3) Connaissance sectorielle de certaines activités	✓		
● Banque de proximité	✓		
● Gestion d'actifs et assurances		✓	
● BFI		✓	
● Services financiers spécialisés		✓	
4) Connaissance en comptabilité financière		✓	
5) Connaissance dans les domaines de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne	✓		
6) Connaissance dans les domaines des technologies de l'information et leur sécurité			✓
7) Connaissance des économies locales, régionales ou globale	✓		
8) Connaissance dans les domaines légaux et réglementaires		✓	
9) Expérience en management d'entreprise	✓		
10) Expérience en management de groupes internationaux		✓	
11) Expérience en planification stratégique	✓		
12) Connaissance dans les domaines de la Responsabilité sociale et environnementale		✓	

(1) Pourcentage d'administrateurs devant disposer en permanence au sein du Conseil d'une bonne ou très bonne connaissance dans les domaines cités.

1.1.5. La qualité d'administrateur indépendant

Crédit Agricole S.A. se réfère au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep/Medef, dans sa dernière version révisée et publiée en novembre 2016 ("Code Afep/Medef"). Les points sur lesquels Crédit Agricole S.A. n'est pas – ou pas totalement – conforme aux dispositions du Code sont retracés dans un tableau figurant en annexe de la présente section (cf. *supra*).

Le processus d'appréciation de la qualité d'administrateur indépendant de Crédit Agricole S.A. est mis en œuvre sous l'égide du Comité des nominations et de la gouvernance. Ainsi, lors de sa réunion du 1^{er} février 2018, le Comité a examiné individuellement la situation de chacun des administrateurs et plus particulièrement des administrateurs indépendants. Pour ce faire, il avait été demandé préalablement à chacun d'entre eux de signaler tout changement significatif dans leur situation susceptible d'affecter leur indépendance et de confirmer la conformité de leur situation au regard de chaque critère du Code Afep/Medef qui réserve la qualité d'administrateur indépendant à tout mandataire social non exécutif de la société ou de son groupe dépourvu de liens d'intérêt particulier (actionnaire significatif, salarié, autre) avec ceux-ci.

Les six critères d'indépendance qu'il définit sont :

1. ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes :

- salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la société consolide,
 - salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère de la société ou d'une société consolidée par cette société mère ;
2. ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
 3. ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement
 - significatif de la société ou de son groupe,
 - ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
 4. ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
 5. ne pas avoir été Commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;

6. ne pas être administrateur de la Société depuis plus de douze ans ; la perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Le Conseil, sur avis du Comité des nominations et de la gouvernance, a constaté que les représentants des Caisses régionales au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. (Présidents, Directeurs généraux) ne peuvent être considérés comme indépendants au regard du principe énoncé et des critères ci-dessus, dans la mesure où les administrateurs représentant les Caisses régionales exercent des mandats dans la société mère de la Société ou d'une société consolidée par cette société mère. Il en est de même pour l'administratrice représentant les salariés des Caisses régionales, salariée d'une entité participant au Contrôle de Crédit Agricole S.A. Indépendamment du fait qu'en raison de leur contrat de travail, ils ne respecteraient pas le critère n° 1, les deux administrateurs représentant les salariés de Crédit Agricole S.A. au Conseil répondent quant à eux à un cadre réglementaire spécifique et sont exclus par le Code Afep/Medef du calcul du pourcentage d'administrateurs indépendants.

Enfin, s'agissant du représentant des organisations professionnelles agricoles, la position de premier financeur de l'agriculture en France du Crédit Agricole le place de facto en dehors du respect du critère n° 3, même si sa désignation par le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Agriculture intervient dans le cadre d'un processus réglementaire auquel Crédit Agricole S.A. ne prend pas part.

S'agissant plus particulièrement des Présidents de Caisses régionales siégeant au Conseil de Crédit Agricole S.A., comme il le fait chaque année, le Conseil a néanmoins rappelé qu'ils ne sont pas salariés des Caisses régionales et tiennent leur légitimité de leur élection, conformément au statut coopératif de ces dernières.

Comme en 2016, le Conseil d'administration a estimé lors de sa séance du 13 février 2018 que six administrateurs répondaient aux critères d'indépendance du Code Afep/Medef :

- Mme Caroline Catoire ;
- Mme Laurence Dors ;
- Mme Françoise Gri ;
- Mme Monica Mondardini ;
- Mme Catherine Pourre ;
- M. Christian Streiff.

Mme Caroline Catoire
(Mme Catoire exerce un rôle d'expert auprès de ce groupe)

● Groupe Roquette

Mme Laurence Dors

● Capgemini
● Groupe EGIS

Mme Françoise Gri

● Edenred S.A.

Mme Monica Mondardini

● Groupe CIR
● Atlantia S.p.A.
● Trevi Finanziaria industriale S.p.A.

Mme Catherine Pourre

● SEB
● Neopost
● Bénéteau

M. Christian Streiff

● Safran

Sur la base des résultats de cette analyse, le Conseil, sur proposition du Comité des nominations et de la gouvernance, a considéré que les engagements du Groupe vis-à-vis de ces sociétés :

- soit n'étaient pas suffisamment significatifs pour qualifier une situation de dépendance vis-à-vis du Crédit Agricole ;
- soit, après analyse qualitative complémentaire sur la situation financière de ces entreprises, révélaient une relation d'affaires avec ces contreparties sur des bases équilibrées, excluant

Comme précédemment, le Conseil, avec un tiers d'administrateurs indépendants hors administrateurs salariés, répond dans sa composition aux recommandations du Code Afep/Medef relatif aux sociétés contrôlées.

Outre l'examen formel de leur situation individuelle mise à jour par chaque intéressé au regard de chaque critère, il a également fondé son appréciation, après avis du Comité des nominations et de la gouvernance, sur les conclusions d'une analyse des relations d'affaires existantes entre le groupe Crédit Agricole et les sociétés dans lesquelles les administrateurs indépendants exercent des mandats, réalisée avec l'appui de la Direction des risques Groupe.

L'activité bancaire étant, par définition, au cœur du financement de l'économie et, compte tenu des caractéristiques du marché bancaire français, dès lors que les entreprises concernées sont situées sur le territoire national, la probabilité qu'elles soient clientes d'une entité du groupe Crédit Agricole est nécessairement élevée et augmente bien souvent avec la taille de l'entreprise.

En conséquence, afin d'apprécier le caractère "significatif" de la relation d'affaires, l'analyse réalisée prend en compte :

1. le montant et la nature des engagements, leur maturité, leur part dans l'endettement de l'entreprise, et ses capacités de refinancements ;
2. la qualité de la relation avec l'entreprise considérée, notamment sa situation financière exprimée par ses résultats et ses cotations (Banque de France et cotation interne), pour vérifier si elle dépend du Crédit Agricole pour accéder au financement ou si elle serait en mesure, en cas de retrait du Crédit Agricole, de recourir à d'autres banques ou autre mode de financement, y compris par le marché.

En s'attachant ainsi à vérifier le caractère équilibré de la relation d'affaires, c'est-à-dire l'absence de levier de contrainte que l'une des parties pourrait avoir à l'égard de l'autre, cette dernière phase ajoute une dimension qualitative déterminante dans l'appréciation globale.

Ainsi, dans la perspective de l'Assemblée générale de mai 2018, ont été réalisées les analyses des relations d'affaires pour chacun des administrateurs indépendants de Crédit Agricole S.A. avec les sociétés dans lesquelles ils détiennent des mandats ou relations soit :

toute capacité d'influence de l'une des parties à l'égard de l'autre.

Le Comité des nominations et de la gouvernance a rappelé qu'en toute circonstance, dans l'hypothèse où les administrateurs concernés seraient appelés à se prononcer sur un dossier dans lequel existerait un conflit d'intérêts potentiel, les règles de bonne gouvernance et la Charte de l'administrateur de Crédit Agricole S.A. prévoient l'obligation pour eux de s'abstenir de prendre part au débat et au vote.

1.1.6. Âge moyen et durée des mandats

La durée du mandat des administrateurs personnes physiques de Crédit Agricole S.A. est statutairement fixée à trois ans, un administrateur ne pouvant effectuer plus de quatre mandats successifs.

L'âge moyen des administrateurs de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2017 est de 59 ans. Les statuts de la Société prévoient une limite d'âge de 65 ans, à l'exception du Président, dont la limite d'âge est fixée à 67 ans.

Le tableau ci-dessous présente les échéances des mandats des administrateurs élus par l'Assemblée générale pour les trois prochaines années.

Concernant les autres administrateurs :

- les échéances des mandats des deux administrateurs élus par les salariés de Crédit Agricole S.A. sont régies par un protocole électoral ; dans ce cadre, leurs mandats, renouvelables, arrivent à échéance en juin 2018 ;
- par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances et du Ministre de l'Agriculture et de l'alimentation en date du 28 août 2017, Mme Christiane Lambert, Présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, a été nommée membre du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., au titre de représentante des organisations professionnelles agricoles. Cette décision, renouvelable, est prise pour une durée de trois ans.

ÉCHÉANCES DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS DE LA SOCIÉTÉ ÉLUS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

(Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels)

Noms	AG 2018	AG 2019	AG 2020
M. Dominique Lefebvre		✓	
SAS Rue La Boétie représentée par M. Raphaël Appert	✓		
Mme Pascale Berger	✓		
Mme Caroline Catoire			□
Mme Laurence Dors			✓
M. Daniel Epron			✓
Mme Véronique Flachaire		✓	
M. Jean-Pierre Gaillard		✓	
Mme Françoise Gri			✓
M. Jean-Paul Kerrien		✓	
Mme Monica Mondardini	✓		
M. Gérard Ouvrier-Bufferet			✓
M. Jean-Pierre Paviet	□		
Mme Catherine Pourre			✓
M. Christian Streiff			□
Mme Renée Talamona	✓		
M. Louis Tercinier	✓		
M. François Thibault			□

✓ : Mandat renouvelable.

□ : Mandat non renouvelable.

1.1.7. Mouvement au sein du Conseil et des Comités en 2017

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a connu plusieurs mouvements importants à l'issue de l'Assemblée générale du 24 mai 2017. Ces mouvements avaient été annoncés dans le Document de référence 2016.

Lors de la scission en 2014 du Comité d'audit et des risques en deux Comités distincts, le Conseil avait décidé que M. François Veverka présiderait les deux Comités jusqu'à son départ en mai 2017, ceci afin d'assurer la transition et organiser sereinement sa succession. Dans cette perspective, Mme Catherine Pourre, ESSEC, titulaire d'un diplôme de droit des affaires de l'Université

catholique de Paris, Expert-comptable, avec plus de vingt ans d'expérience dans les métiers de l'audit et du Conseil, ancienne dirigeante exécutive d'Unibail Rodamco (2002-2015), avait rejoint le Conseil en mai 2016, en qualité de censeur. Elle participait déjà à ce titre au Comité d'audit, au Comité des risques et au Comité des risques aux États-Unis.

À l'issue de l'Assemblée générale du 24 mai 2017 qui l'a nommée administratrice de Crédit Agricole S.A., le Conseil a confié à Mme Pourre la présidence du Comité d'audit.

Par ailleurs, et comme décidé dès 2016, Mme Françoise Gri, administrateur de Crédit Agricole S.A. depuis 2012 et renouvelée lors de l'Assemblée générale du 24 mai 2017, membre du Comité stratégique et de la RSE et membre du Comité des risques depuis 2012 a, pour sa part, succédé à M. Veverka à la présidence du Comité des risques et à celle du Comité des risques aux États-Unis.

Compte tenu du choix historique fait par Crédit Agricole S.A. d'exercer ses activités de banque de financement et d'investissement par le biais d'une entité filialisée et au regard de l'importance pour le Conseil, de suivre les résultats et les risques portés par ces activités, Mmes Gri et Pourre sont également entrées en 2017 au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB et, respectivement à son Comité des risques et à son Comité d'audit.

En application des textes normatifs publiés par les autorités bancaires européennes, qui considèrent que la participation commune d'administrateurs entre ces deux Comités contribue à la fluidité de l'information entre eux, Mme Pourre a été nommée membre du Comité des risques et Mme Gri, membre du Comité d'audit de Crédit Agricole S.A. Mme Gri a également remplacé M. Veverka comme membre du Comité des rémunérations, conformément aux recommandations des autorités bancaires qui souhaitent que la dimension "risque" soit prise en compte dans les travaux de ce Comité afin que les modes de rémunérations ne puissent en aucun cas inciter à une prise de risques excessive.

Outre la nomination de Mme Pourre, l'Assemblée générale a également nommé administrateurs MM. Jean-Pierre Paviet, expert-comptable, Président de la Caisse régionale des Savoie, et Louis Tercinier, Président de la Caisse régionale Charente-Maritime Deux-Sèvres, en remplacement respectivement de MM. Jean-Louis Roveyaz et Roger Andrieu.

À l'issue de l'Assemblée générale, le Conseil a nommé M. Tercinier membre du Comité des nominations et de la gouvernance en remplacement de M. Andrieu.

Par ailleurs, il a nommé M. Thibault, Président de la Caisse régionale Centre Loire, membre du Comité des risques, en remplacement de M. Roveyaz. M. Jean-Paul Kerrien, Président de la Caisse régionale du Finistère lui a, pour sa part, succédé comme membre du Comité des rémunérations.

Enfin, à la suite de la désignation le 3 mai 2017 par la SAS Rue La Boétie de M. Raphaël Appert, Directeur général de la Caisse régionale Centre-est, comme son représentant permanent au Conseil en remplacement de M. Jack Bouin, M. Appert a poursuivi à ce titre le mandat de Vice-Président du Conseil confié au représentant de la SAS et qu'exerçait préalablement M. Bouin.

Il lui a également succédé comme membre du Comité des nominations et de la gouvernance et comme membre du Comité stratégique et de la RSE. Au sein de ce dernier Comité, M. Christian Streiff, déjà membre du Comité des risques, a remplacé M. Veverka.

Outre les administrateurs et situations mentionnés, ont poursuivi leurs mandats au sein des Comités dont ils étaient déjà membres les administrateurs suivants renouvelés lors de l'Assemblée générale du 24 mai 2017 :

- Mme Caroline Catoire, membre du Comité d'audit et membre du Comité des risques aux États-Unis ;
- Mme Laurence Dors, Présidente du Comité des rémunérations, membre du Comité d'audit ;

- M. Daniel Epron, membre du Comité des rémunérations ;
- M. Gérard Ouvrier-Bufferet, membre du Comité d'audit.

Enfin, après le décès en février 2017 de Xavier Beulin, administrateur représentant les organisations professionnelles agricoles, le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Agriculture, sur proposition des organisations professionnelles agricoles représentatives, ont désigné, par arrêté conjoint en date du 28 août 2017, Mme Christiane Lambert, Présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) pour les représenter au Conseil de Crédit Agricole S.A.

1.1.8. Autres informations prévues à l'article L. 225-37-4 du Code de commerce

1. Limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général : le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de Crédit Agricole S.A. et pour représenter la Banque vis-à-vis des tiers. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Ses relations avec le Conseil d'administration sont prévues par le règlement intérieur du Conseil qui prévoit que le Directeur général doit obtenir l'accord préalable du Conseil d'administration pour les opérations suivantes :

- création, acquisition ou cession de toutes filiales et participations en France ou à l'étranger, dès lors que l'investissement global est d'un montant supérieur à 150 millions d'euros,
- tout autre investissement, de quelque nature que ce soit, d'un montant supérieur à 150 millions d'euros.

2. Principes et règles arrêtés par le Conseil d'administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux :

Ces informations figurent au chapitre relatif aux "rémunérations" du présent Document de référence.

3. Points de non-conformité au Code Afep/Medef :

Les points de non-conformité avec le Code Afep/Medef sont repris dans un tableau récapitulatif ci-après. Il n'est pas fait mention de ces points lorsqu'ils résultent de l'application des textes législatifs ou réglementaires applicables au secteur bancaire.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, nous mentionnons qu'aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société dont la S.A. possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital (sauf lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales).

1.1.9. Tableau récapitulatif des points de non-conformité dans l'application par Crédit Agricole S.A. des recommandations du Code Afep/Medef révisé

Recommandation du Code	Commentaire de la Société
L'évaluation du Conseil d'administration 10.3 Il est recommandé d'organiser chaque année une réunion hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs.	Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. n'organise pas de réunion plénière hors la présence des dirigeants mandataires sociaux. Pour mémoire, le Conseil de Crédit Agricole S.A. est exclusivement constitué d'administrateurs non exécutifs. En revanche, le Comité des risques, d'une part, et le Comité d'audit, d'autre part, organisent chaque année une réunion hors la présence des dirigeants et des Commissaires aux comptes. Il est rappelé que la performance individuelle et collective des dirigeants mandataires sociaux fait l'objet chaque année d'une évaluation détaillée par le Comité des rémunérations, dans le cadre du dispositif de rémunération des mandataires sociaux arrêté par le Conseil. La présentation au Conseil, par la Présidente du Comité, des conclusions de cette évaluation, ainsi que les délibérations du Conseil sur les éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux se réalisent hors la présence de ceux-ci, conformément à l'article 17.3. du Code Afep/Medef.
Le comité en charge de la sélection ou des nominations 16.1 Composition : "(Il) doit être composé majoritairement d'administrateurs indépendants."	Le Comité des nominations et de la gouvernance est présidé par un administrateur indépendant. Il comprend six membres, dont le Président, non exécutif, du Conseil d'administration, et deux administrateurs indépendants, soit une proportion d'un tiers. La structure de l'actionnariat (présence d'un actionnaire majoritaire) se reflète dans la composition de ce Comité.
Détention d'actions par les administrateurs et les dirigeants mandataires sociaux : 19. La déontologie de l'administrateur : "... l'administrateur doit être actionnaire à titre personnel et, en application des dispositions des statuts ou du règlement intérieur, posséder un nombre minimum d'actions, significatif au regard des jetons de présence alloués." 22. Obligation de conservation d'actions "Le conseil d'administration fixe une quantité minimum d'actions que les dirigeants mandataires sociaux doivent conserver au nominatif, jusqu'à la fin de leurs fonctions. Cette décision est réexaminée au moins à chaque renouvellement de leur mandat. (...) Tant que cet objectif de détention d'actions n'est pas atteint, les dirigeants mandataires sociaux consacrent à cette fin une part des levées d'options ou des attributions d'actions de performance telle que déterminée par le conseil. Cette information figure dans le rapport annuel de la société."	Les statuts de la Société fixent à une action la détention minimale d'actions Crédit Agricole S.A. par un administrateur et aucune disposition en la matière n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux. Tout changement supposerait leur approbation en Assemblée générale extraordinaire appelée à modifier les statuts ce qu'aucun administrateur ou actionnaire n'a, à ce jour demandé. Le nombre d'actions détenues par chaque administrateur est publié dans le présent rapport à la section "mandats et fonctions exercées par les administrateurs et mandataires sociaux". Il en ressort une détention moyenne de l'ordre 2 150 actions, soit pour un cours moyen annuel de 14 euros, une valeur proche du montant net versé pour 10 séances annuelles de Conseil. S'agissant plus particulièrement des dirigeants mandataires sociaux, il convient de rappeler que : ● contrairement à ce que l'on observe dans la plupart des grandes sociétés du CAC 40, les mandataires sociaux de Crédit Agricole S.A. ne bénéficient pas de stocks options ou d'actions de performance ; ● conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, une partie significative de leur rémunération variable est différée dans le temps et versée sous forme d'instrument indexé à l'action Crédit Agricole S.A.
21. Cessation du contrat de travail en cas de mandat social "Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à la Société ou à une société du groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission. ⁽¹⁾ Cette recommandation s'applique au président, président-directeur général, directeur général, dans les sociétés à conseil d'administration [...]"	À l'occasion de la nomination de Philippe Brassac en qualité de Directeur général de Crédit Agricole S.A. à compter du 20 mai 2015, le Conseil d'administration a autorisé, dans sa séance du 19 mai 2015, le maintien de son contrat de travail puis sa suspension lors de sa prise de fonction. La suppression de son contrat de travail aurait pour effet de le priver des droits attachés à l'exécution de son contrat de travail progressivement constitués au cours de ses 33 années de parcours professionnel au sein du Groupe et, en particulier, des avantages acquis au titre de l'ancienneté et des années de service, notamment en matière d'avantages long terme - comme la participation à des régimes collectifs -, ainsi que du droit à des indemnités de départ. Ces indemnités ne sauraient, en tout état de cause, dépasser, dans leur globalité, deux années de rémunération brute conformément aux recommandations du Code Afep/Medef. Le Conseil estime que ce dispositif est pertinent s'agissant de l'accès à de hautes responsabilités de collaborateurs du Groupe ayant significativement contribué à son développement, favorisant ainsi un management durable des ressources humaines du Groupe.
24. Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux 24.1 Départ des dirigeants mandataires sociaux - Dispositions générales Indemnités de départ : "La loi donne un rôle majeur aux actionnaires en soumettant ces indemnités prédéfinies, versées à la cessation des fonctions de dirigeant mandataire social, à la procédure des conventions réglementées. Elle impose une transparence totale et soumet les indemnités de départ à des conditions de performance. Les conditions de performance fixées par les conseils pour ces indemnités doivent être appréciées sur deux exercices au moins. Elles doivent être exigeantes et n'autoriser l'indemnisation d'un dirigeant qu'en cas de départ contraint, quelle que soit la forme que revêt ce départ."	● Pour le Directeur général délégué : son contrat de mandat, également approuvé par l'Assemblée générale au titre des conventions réglementées, ne prévoit pas de conditions de performance, dans la mesure où les indemnités de départ dont il est susceptible de bénéficier en cas de départ ne lui seraient pas dues au titre de son contrat de mandat mais au titre de son contrat de travail, qui est suspendu pendant l'exercice de son mandat et qui serait de fait réactivé en cas de cessation dudit contrat de mandat. L'introduction de conditions de performance serait, dans ce cas, contraire au droit du travail.

(1) "Lorsque le contrat de travail est maintenu, celui-ci est suspendu conformément à la jurisprudence.

1.2. ACTIVITÉ DU CONSEIL ET DES COMITÉS SPÉCIALISÉS EN 2017

1.2.1. Activité du Conseil

Le Conseil a connu une activité soutenue en 2017, avec 10 réunions dont deux séminaires stratégiques consacrés l'un, le 20 janvier 2017, au suivi du Plan "Ambition Stratégique 2020", l'autre, le 18 avril 2017 au cours duquel le Conseil a examiné la déclinaison du Projet client du Plan stratégique dans la Banque de proximité et la stratégie de l'activité Moyens de paiement. Le principe de deux séminaires stratégiques annuels est désormais acté et ces deux réunions sont intégrées dans la programmation annuelle.

Ils répondent aux souhaits des administrateurs de disposer de rendez-vous dans l'année exclusivement dédiés à l'examen et au débat sur les métiers et/ou activités commerciales du Groupe replacés dans leur environnement.

Le taux d'assiduité des administrateurs est demeuré très élevé, avec une participation moyenne de 98 % (cf. ci-dessous tableau d'assiduité), traduisant un engagement fort de l'ensemble des administrateurs, qui ne se dément pas d'une année sur l'autre.

Instances	Taux d'assiduité	Nombre de réunions en 2017
Conseil d'administration	98 %	10 (dont 2 séminaires)
Comité des risques	97 %	6
Comité d'audit	100 %	5
Comités conjoints risques-audit	93 %	3
Comité des risques aux États-Unis	100 %	4
Comité des rémunérations	97 %	5
Comité stratégique et de la RSE	100 %	5
Comité des nominations et de la <u>gouvernance</u>	100 %	4

Concernant l'organisation de la Direction générale et du Comité exécutif, l'année 2017 s'est inscrite dans la continuité de 2016, avec un Comité exécutif de seize membres dont la composition est demeurée inchangée. Quelques mouvements sont intervenus au sein du Comité de direction (53 membres) avec l'entrée, pour le pôle développement de Crédit Agricole S.A., de la Directrice du marketing et de la communication et de la Directrice de la relation client et de l'innovation ainsi que la Directrice des relations avec les Caisses régionales et du Directeur de la division clients institutionnels et *corporates* d'Amundi.

La continuité a également prévalu à la tête des trois fonctions de contrôle interne (Risques, Inspection générale, Conformité), dont les trois responsables, membres du Comité exécutif, sont rattachés à la Direction générale. Ils ont rendu compte très régulièrement de leurs activités et des résultats de leurs missions devant le Conseil et ses Comités spécialisés, en application, en particulier, de l'article 23 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, de son article 31 pour la Directeur de la conformité, de son article 77 pour le Directeur des risques, de son article 252 pour la présentation biannuelle des résultats du Contrôle interne et article 265 pour la présentation du rapport annuel de Contrôle interne. Dans ce cadre, et outre leur participation systématique au Comité des risques, le Directeur des risques Groupe a participé à chaque Conseil de 2017, le Directeur de la conformité Groupe à deux Conseils et l'Inspecteur général Groupe, responsable du Contrôle périodique, à deux Conseils également. L'Inspecteur général a notamment présenté en mai 2017 les travaux de l'Inspection générale et, en novembre 2017, le Plan d'audit de l'Inspection pour 2018, préalablement examiné par le Comité des risques et, pour les missions financières, par le Comité d'audit.

En termes de gouvernance, une évolution notable est intervenue en 2017 à l'égard des trois dirigeants des fonctions de contrôle, afin de se conformer à une demande de la Banque centrale européenne, se référant aux principes édictés par le Comité de Bâle. La nomination de chacun d'entre eux sera désormais soumise à l'avis du Conseil, après avoir recueilli ceux du Comité des nominations et de la gouvernance et du Comité des risques, et leur éventuelle révocation ne pourra intervenir sans l'accord

du Conseil, et après avis des deux Comités cités. Les règlements intérieurs du Conseil et ceux des Comités qui n'intégraient jusqu'à présent que les dispositions légales et réglementaires françaises prévoyant une simple information du Conseil sur ces nominations et son accord pour l'éventuelle révocation du Directeur des risques, ont été modifiés en conséquence.

Pour l'ensemble des membres du Comité de direction, tous identifiés comme fonctions clefs au sein du groupe Crédit Agricole S.A., c'est-à-dire dont le départ ou l'empêchement seraient susceptibles d'affecter le bon fonctionnement du Groupe, le Conseil a été informé de l'examen par le Comité des nominations et de la gouvernance des travaux relatifs aux plans de succession de chacun d'entre eux.

Pour les membres du Comité exécutif, des travaux spécifiques sont conduits par la Direction générale.

Dans le cadre de ses missions d'orientations stratégiques des activités de la société, cinq opérations structurelles importantes, systématiquement rendues publiques au plus tard dès leur finalisation, ont alimenté le travail du Conseil en 2017 :

- la finalisation de l'acquisition pour 3,5 milliards d'euros du gestionnaire d'actifs italien Pioneer Investments par Amundi, plaçant la filiale cotée du Crédit Agricole en tête des gestionnaires d'actifs européens et dans les dix premiers gestionnaires mondiaux ; dans ce cadre, le Conseil a, d'une part, autorisé l'augmentation de capital d'Amundi pour financer l'opération et déterminé le niveau de participation adéquat du Groupe au sein d'Amundi à l'issue de cette opération (70 %) et, d'autre part, autorisé la garantie de bonne fin accordée par Crédit Agricole S.A. à cette augmentation de capital (pas de recours à la garantie, le taux de souscription ayant atteint 209 %) ;
- le rachat en Italie de trois Caisses d'épargne de Cesena, Rimini et San Miniato, augmentant de 20 % la base de clientèle de détail du Groupe en Italie, ainsi que, pour l'activité de Gestion de Fortune, l'acquisition de Banca Leonardo qui apporte à CA Indosuez Wealth Management près de 6 milliards d'actifs sous gestion supplémentaires ;

- la cession par Crédit Agricole CIB à Kingdom Holding Company ("KHC"), société holding saoudienne cotée en Arabie Saoudite, d'une participation de 16,2 % dans la Banque Saudi Fransi ("BSF") pour un montant total d'environ 1,3 milliard d'euros, ramenant la participation de Crédit Agricole CIB dans la BSF à 14,9 % ;
- le rachat des 15 % encore détenus par Natixis dans CACEIS pour un montant de 380 millions d'euros ;
- la cession par Crédit Agricole S.A. à la holding familiale Decaux des 15,42 % détenus dans Eurazeo.

Ces acquisitions s'inscrivent en conformité avec le Plan "Ambition Stratégique 2020" du Crédit Agricole qui, tout en donnant la priorité à la croissance organique, prévoit la possibilité de cessions ou d'acquisitions ciblées dans certains métiers, notamment au service de son développement en Italie, désignée comme le deuxième marché domestique du Groupe. Pour chacune de ces opérations, le Conseil a été particulièrement attentif à leurs impacts sur la trajectoire de solvabilité de Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, le Conseil est resté extrêmement attentif à l'environnement économique, politique, réglementaire et international de l'entreprise, objet de débats et d'échanges avec la Direction générale. À ce titre, le Conseil a, notamment, accordé une attention particulière aux effets :

- en amont des élections présidentielles françaises, des différents programmes des candidats sur les activités du Crédit Agricole et sur son programme d'émissions ;
- des négociations au sein du Comité de Bâle sur la finalisation de l'accord prudentiel Bâle 3, qualifié par les professionnels en Europe de "Bâle IV" tant l'ambition du projet initial semblait constituer une nouvelle orientation des accords précédents ;
- du niveau des taux d'intérêt, de leurs perspectives d'évolution et des impacts sur les activités du Groupe, qui ont fait l'objet d'une information régulière au Conseil et qui en a examiné les conséquences de façon approfondie lors de son séminaire stratégique du 20 janvier 2017 ;
- des nouveaux entrants sur le marché et de leur positionnement concurrentiel, avec les conséquences que le Groupe doit en tirer en termes d'offres et de communication ;
- de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 de la norme comptable IFRS 9 qui, au-delà de ses seuls aspects réglementaires, a donné lieu à un chantier informatique de grande ampleur pour s'y conformer (le Conseil a bénéficié d'un *reporting* très régulier de l'état d'avancement de ce chantier par la Présidente du Comité d'audit) ;
- de la première loi de finances rectificative pour 2017 du 1^{er} décembre 2017 instaurant une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés (IS) des grandes entreprises pour financer le remboursement de la surtaxe d'IS de 3 % jugée inconstitutionnelle ; compte tenu de l'importance de son activité en France où il est imposé, le Crédit Agricole, groupe bancaire coopératif, figure parmi les premiers contributeurs à cette taxe exceptionnelle ;
- des conséquences du Brexit, en particulier pour ses entités qui sont implantées au Royaume Uni (Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB, Amundi, CACEIS et FCA Bank), avec des impacts qui lui ont semblé maîtrisés, quel que soit le scénario final.

L'examen trimestriel des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole et du groupe Crédit Agricole S.A. a été l'occasion pour le Conseil d'administration d'apprécier les orientations et

la dynamique des activités commerciales du Groupe dont les résultats confortent les qualités du modèle de Banque Universelle de Proximité, avec des performances qui résultent tant des qualités intrinsèques des métiers que de leur capacité à interagir entre eux pour dégager des synergies, en particulier dans les métiers de :

- l'assurance et la gestion d'actifs ;
- la banque de proximité en France et à l'international ;
- les métiers de financements spécialisés ;
- la banque de financement et d'investissement.

À chaque examen trimestriel, mais aussi à l'occasion des comptes rendus lors de chaque séance des Comités des risques et d'audit, le Conseil a effectué un suivi attentif des ratios prudentiels du groupe, tant en solvabilité qu'en liquidité. Le groupe Crédit Agricole demeure l'un des établissements systémiques les mieux capitalisés d'Europe, avec un profil de risque prudent qui se traduit par la qualité de ses notes attribuées par les agences de notation financière et un accès au marché dans de très bonnes conditions (notations long terme au 31 décembre 2017 de "A1", "A" et "A+" respectivement pour Moody's, S&P et Fitch). En 2017, le Groupe a élargi sa palette d'instruments financiers avec l'autorisation donnée par le Conseil du 2 août d'émettre sur le marché chinois un programme d'émission en Renminbi sur trois ans d'un montant total de l'ordre de 630 millions d'euros (5 milliards de yuans). L'objectif premier de cette opération est avant tout de permettre au Groupe de financer sur place ses activités en Chine, notamment sa joint-venture entre Guangzhou Automobile Group et Crédit Agricole Consumer Finance, mais aussi Crédit Agricole CIB.

Plus généralement, dans le cadre de sa mission de surveillance des risques, le Conseil a continué de bénéficier chaque trimestre d'un point détaillé sur la situation des risques, notamment par le biais du Journal des risques et le Tableau de bord trimestriel, débattus préalablement en Comité des risques.

Il a approuvé et revu régulièrement les stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels le Groupe est, ou pourrait être, exposé.

À ce titre, il a examiné et/ou approuvé les outils et dispositifs de pilotage et contrôle des risques ainsi que leur cohérence, notamment entre les instruments comme le Rapport annuel de contrôle interne (RACI), et ceux mis en place en 2016 dans le cadre du MSU (Mécanisme de supervision unique), en particulier la Déclaration d'appétence aux risques, les déclarations *Internal Capital Adequacy Assessment Process* (ICAAP) et *Internal Liquidity Adequacy Assessment Process* (ILAAP) et le Plan de rétablissement dont il a approuvé l'actualisation comme chaque année lors de sa séance du mois d'août. À la fois à la demande du superviseur mais aussi au titre de son appropriation de cet outil comme instrument de pilotage des risques, le Conseil, en particulier via son Comité des risques, a accordé une attention croissante à la construction et au suivi de l'ICAAP, le processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne, devenu un outil central de la gestion globale du risque et des évaluations des risques pesant sur le capital.

Sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été soumises en 2017 et qui lui permettent, notamment, d'appréhender la manière dont le profil de risque de l'établissement interagit avec le niveau de tolérance, le Conseil a estimé que les dispositifs de gestion des risques mis en place par le Groupe sont appropriés eu égard à son profil et à sa stratégie.

Le Conseil a été régulièrement informé, soit directement, soit par la voix de ses Présidentes des Comités des risques et d'audit, des résultats des différentes missions conduites par la BCE au sein

du Groupe et/ou des demandes adressées par le superviseur à la Direction générale de Crédit Agricole S.A., notamment :

- la Lettre de suite de la BCE de la mission relative à la mission gestion du risque opérationnel et de la conformité dans le Groupe ;
- la Lettre de suite de la BCE relative à la mission et à la revue thématique BCBS 239 sur la qualité des données ;
- les résultats de l'évaluation de la publication d'information au titre du Pilier 3 (communication financière).

Dans le cadre des relations avec le superviseur, le Conseil d'administration a été informé régulièrement de l'état des discussions sur la clause de dividende majorée introduite en 2011 dans les statuts de Crédit Agricole S.A. sur décision de l'Assemblée générale de ses actionnaires. Conforme au droit français des sociétés, cette clause a été interprétée par les autorités bancaires européennes comme un mode de distribution préférentiel, contraire à la réglementation prudentielle européenne.

C'est dans ce contexte que, face à l'obligation qui lui a été faite de la supprimer, il a adopté, lors de sa séance du 19 décembre 2017, le principe d'une indemnisation des ayants droits, dont les modalités, qui seront soumises au vote à l'Assemblée spéciale de porteurs du 4 avril 2018 et à l'Assemblée générale extraordinaire de Crédit Agricole S.A. du 16 mai 2018, ont été arrêtées lors de sa séance du 13 février 2018.

Au titre des réponses aux demandes des autorités européennes de supervision, le Conseil a également adopté lors de sa séance du 2 août 2017, les textes organisant la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme légal de solidarité interne propre aux groupes mutualistes français prévue à l'article L. 5 11-31 du Code monétaire et financier.

Le processus prudentiel *Supervisory Review and Evaluation Process* (SREP) constitue également un point d'attention majeur du Conseil. La Banque centrale européenne (BCE) qui le conduit est à ce titre, en capacité d'imposer au Groupe des exigences de fonds propres (Pilier 2), au-delà des seules exigences réglementaires (Pilier 1). La qualité de la gouvernance est un élément important de l'appréciation globale de la BCE, qui a également conduit entre fin 2015 et juillet 2017 deux revues thématiques sur la gouvernance de Crédit Agricole S.A. et l'appétence au risque. Dans ce contexte, et en réponse également aux suggestions émises par les administrateurs dans le cadre de l'exercice annuel d'évaluation du fonctionnement du Conseil, de nombreuses mesures visant à renforcer la qualité de la gouvernance, sa transparence et son efficacité ont été adoptées par le Conseil en 2017. Tout d'abord, sur proposition du Comité des nominations et de la gouvernance, le Conseil a modifié son règlement intérieur pour prévoir la possibilité pour lui d'émettre des notes de procédures descriptives de la façon dont il met en œuvre certaines de ses obligations légales ou dont il répond aux recommandations du superviseur. Dans ce cadre, le Conseil a adopté deux notes de procédures, l'une détaillant de façon précise le processus d'évaluation de l'honorabilité, des compétences et de la disponibilité de ses administrateurs, l'autre descriptive de la façon dont il répond à son obligation d'examen et d'approbation des stratégies risquées du Groupe.

À la suite de l'évaluation de son fonctionnement, conduite en 2017 par un consultant extérieur, le cabinet Spencer Stuart, et qui s'est traduite par une forte progression de l'appréciation positive globale des membres du Conseil, de nouvelles mesures ont été prises pour rendre son fonctionnement encore plus fluide et plus efficace.

Selon les résultats de cette évaluation, les points forts du Conseil d'administration étaient, selon ses membres :

- une atmosphère de collaboration et un sens du travail en équipe renforcés ;

- une meilleure implication dans le débat stratégique, grâce aux sessions de réflexion stratégique du Conseil et à une implication plus en amont du Comité stratégique et de la RSE dans les opérations d'acquisitions et de cessions ;
- une animation du Conseil par son Président, qui favorise le débat et la liberté de parole ;
- le point d'actualité et de conjoncture fait par le Directeur général en début de chaque Conseil, qui donne un éclairage économique et favorise une meilleure appréhension de l'activité de Crédit Agricole S.A. et du Groupe ;
- une amélioration de la logistique de fonctionnement du Conseil grâce, notamment, au nouvel outil informatique sécurisé déployé en 2017 ;
- des programmes de formation offerts aux administrateurs, jugés utiles et d'excellente qualité ;
- une contribution forte des Comités sur tous les aspects techniques avec une grande implication de leurs Président(e)s ;

Pour tenir compte des suggestions émises, ont été adoptées par le Conseil plusieurs mesures dont :

- une synthèse ajoutée à chaque point à l'ordre du jour, qui permet de réduire le temps des présentations et laisser plus de place aux débats ;
- un effort de synthèse des avis des Comités et de leurs motivations dont il est rendu compte au Conseil ;
- l'usage plus régulier, dans la mesure du possible, d'éléments de comparaison avec la situation des principaux concurrents du Crédit Agricole sur les points examinés par le Conseil ;
- la pérennisation des deux séminaires stratégiques annuels exclusivement consacrés à la stratégie métiers et à la marche des affaires, afin de contrebalancer l'ampleur des sujets d'ordre réglementaires inscrits à l'ordre du jour des séances plénières ;
- l'examen par le Conseil de la méthodologie suivie dans le cadre de l'établissement des plans de succession (*cf. infra*).

Ces mesures complètent ainsi celles adoptées et mises en œuvre en 2016, à savoir :

- un "socle" de huit réunions annuelles du Conseil pour mieux répartir la charge de travail sur l'année ;
- l'instauration d'un échange et d'un débat systématiques sur l'actualité du Groupe avec la Direction générale en début de séance ;
- une présentation plus synthétique des sujets récurrents, en insistant sur les changements intervenus depuis la présentation précédente ;
- l'intégration dans le règlement intérieur du Comité stratégique et de la RSE de la possibilité de tenir des réunions *ad hoc*, en dehors de la programmation annuelle, afin de permettre la saisine du Comité stratégique et de la RSE, le plus en amont possible de la prise de décision.

Concernant les résultats de l'évaluation des compétences individuelles, ils confirment que le Conseil bénéficie d'une très bonne maîtrise des activités bancaires et des activités du Groupe en particulier. Pour les compétences plus spécialisées, leur maîtrise est assurée à chaque fois par au minimum deux de ses administrateurs. Il en ressort que toutes les expertises nécessaires à l'exercice de ses missions sont couvertes. À partir des résultats de cette évaluation, le Conseil définit une Grille indicative de référence relative à l'équilibre souhaité des compétences individuelles nécessaires à la compétence collective du Conseil d'administration (*cf. supra*).

Dans le domaine de la responsabilité sociétale et environnementale, le Conseil a été informé par la voie du Président du Comité stratégique et de la RSE des faits marquants 2017 en la matière, des principales évolutions envisagées dans le cadre de l'engagement de Crédit Agricole S.A. en matière de Finance Climat et l'appréciation des performances du groupe Crédit Agricole S.A. par les agences de notation extra-financières.

Dans un environnement politique et réglementaire de plus en plus attentif à ces sujets et des attentes fortes de la société, des clients et des collaborateurs, le Conseil s'est montré attentif à l'implication du Groupe dans le débat sur la Finance Climat, c'est-à-dire comment orienter la finance mondiale vers les investissements verts et la transition énergétique. Dans ce domaine, l'approche offensive sur les opportunités, tout en préservant le principe de réalité en matière de risques, a été soutenue à la fois par le Comité et par le Conseil.

Enfin, dans le domaine de la RSE, le Conseil a également été informé, par la voix du Président, du bilan de la démarche FReD. Cette démarche décentralisée d'engagement du Groupe et de ses filiales en matière de RSE a été déployée en 2012, sur la base d'un référentiel assis sur 3 piliers : Fides (conformité), Respect (collaborateurs et écosystème de l'entreprise), et Demeter (sur l'environnement). Il en ressortait fin 2017 une performance en ligne avec les objectifs. Parmi les nouveautés, l'accord d'intéressement de Crédit Agricole S.A. renouvelé en 2017 a intégré un élément d'abondement lié à la performance FReD, rejoignant ainsi Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Immobilier, Cariparma, et CACEIS avec, désormais, près de 10 000 collaborateurs du Groupe qui voient leur rémunération impactée en partie par cet indicateur.

Enfin, au titre de ses missions légales définies par le Code de commerce, le Conseil a, notamment, autorisé cinq conventions réglementées (*cf. infra*).

En application de l'article L. 228-40 du Code de commerce, le Conseil a donné son accord au programme d'émissions obligataires pour 2017, avec approbation des délégations afférentes, en bénéficiant d'une information régulière sur leur déroulement.

Enfin, comme chaque année en février (*cf. supra* partie "rémunérations"), le Conseil a examiné, sur rapport de la Présidente du Comité des rémunérations, la rémunération variable personnelle (RVP) des dirigeants mandataires sociaux et leurs éléments constitutifs ainsi que les rémunérations 2017 et les enveloppes de rémunérations variables des personnels identifiés. En amont de cet examen, le Conseil a approuvé le 19 décembre 2017 les modifications apportées à la description des éléments de rémunération variable du Directeur général et du Directeur général délégué, appelés à figurer dans le présent Document de référence et dans l'information donnée aux actionnaires pour l'Assemblée générale du 16 mai 2018, afin de s'aligner sur les meilleures pratiques de Place, dans le respect de la réforme dite du *Say on Pay* instaurée par la loi du 9 décembre 2016.

1.2.2. Les formations du Conseil en 2017

L'article L. 511-53 du Code monétaire et financier dispose que les établissements de crédit et les sociétés de financement doivent consacrer les ressources humaines et financières nécessaires à la formation des administrateurs. Les autorités bancaires européennes y sont très attentives et définissent dans leurs lignes directrices un socle de compétences théoriques.

Le programme de formation du Conseil pour 2017 lui a été présenté lors de sa séance du 16 décembre 2016. Sur proposition du Président, pour marquer l'importance que le Conseil lui accorde, il a fait l'objet d'une approbation formelle. Le Conseil a reconduit cette

approche en approuvant également formellement le 19 décembre 2017 son programme de formation pour 2018.

En 2017, l'ensemble du Conseil a suivi la formation sur l'actualisation de la réglementation bancaire et financière et la formation sur les enjeux de conformité (obligations des administrateurs et conflits d'intérêt, sanctions internationales et sécurité financière).

Dix-huit administrateurs sur vingt et un ont suivi la formation de sensibilisation à la Responsabilité Sociale et Environnementale (concepts fondamentaux, texte et environnement réglementaire, la démarche RSE du Groupe, etc.) ainsi que la formation sur le Digital et Big Data (aspects réglementaires, technologiques, commerciaux et concurrentiels).

Des formations *ad hoc* ont également été suivies par les membres des Comités des risques et d'audit avec des focus sur l'évolution de la réglementation prudentielle et, dans le domaine de l'audit, les ajustements de valeurs.

Après l'Assemblée générale du 24 mai 2017, des formations individuelles ont également été proposées aux nouveaux membres des Comités et aux nouvelles Présidentes des Comités des risques et d'audit.

1.2.3. Récapitulatif des dossiers examinés par le Conseil au cours de l'année 2017 après examen, avis et/ou sur proposition des Comités spécialisés

1) Après analyse par le Comité d'audit :

- l'arrêté des comptes annuels et l'examen des comptes semestriels et trimestriels de Crédit Agricole S.A., du groupe Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole, lors de chaque arrêté, le Conseil a entendu les Commissaires aux comptes de la Société, qui ont exposé les conclusions de leurs travaux, préalablement présentées au Comité d'audit et leurs rapports à chaque arrêté semestriel, le Conseil prend également connaissance, et approuve autant que nécessaire, les projets de communiqués financiers publiés par la Société ;
- la situation du Groupe en matière d'écarts d'acquisition ;
- le suivi du Chantier IFRS 9 ;
- le chantier de suppression de la clause de dividende majoré ;
- le budget 2018 du groupe Crédit Agricole S.A.

2) Après analyse par le Comité des risques :

- l'évolution de la situation de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole en matière de fonds propres et de solvabilité, dans le contexte du renforcement des contraintes prudentielles, avec une attention particulière sur l'appétence aux risques et le processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne (ICAAP) ;
- les résultats du stress test Risque de Taux d'Intérêt Global (RTIG) réalisé entre février et mai 2017 à la demande de la BCE ; les exercices désormais classiques de l'Autorité bancaire européenne (ABE) restent biennaux pour tous les autres risques ;
- le suivi des mesures prises en réponse aux décisions de la Banque centrale européenne fixant les exigences prudentielles des entités du groupe Crédit Agricole pour 2017 dans le cadre du processus SREP ("Pilier 2") ; le Conseil a également approuvé la déclaration ILAAP, pour l'adéquation de la liquidité interne et le processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne (ICAAP) ;

- la déclaration d'appétence au risque du groupe Crédit Agricole ;
 - l'évolution de la situation du Groupe en liquidité, le Plan d'urgence liquidité, les limites court terme semestrielles, ainsi que le suivi de la réalisation du programme de financement du groupe Crédit Agricole, préalablement approuvé par le Conseil ;
 - les limites Groupe en matière de RTIG, les limites Var (*Value at Risk*) et limites des activités de marché ;
 - les textes de déclinaison du Mécanisme légal de solidarité interne ;
 - le dispositif mis en œuvre par le groupe Crédit Agricole pour se conformer à la réglementation transposant la Section 619 du "Dodd-Frank Act" ("Volcker Rule") entrée en vigueur en juillet 2015 ;
 - la gestion du portefeuille titres du groupe Crédit Agricole S.A. ;
 - le Rapport annuel de contrôle interne et l'information semestrielle sur le contrôle interne, établis sous la coordination de la Direction des risques Groupe ;
 - les courriers adressés à la Société par les régulateurs ainsi que les actions mises en œuvre pour répondre aux observations formulées par ceux-ci ;
 - les évolutions, respectivement annuelle, semestrielle et trimestrielle des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels et de sécurité, ainsi que le tableau de bord des risques et le Journal trimestriel des risques ;
 - l'actualisation des plans de redressement du Groupe ;
 - l'augmentation de capital de Cariparma en vue de l'acquisition des trois Caisses d'épargne italiennes ;
 - le Plan de remédiation OFAC et son calendrier après son approbation par la Réserve fédérale américaine ;
 - la note de procédure du Conseil relative à l'examen et à l'approbation des stratégies risques ;
 - dans le domaine conformité/juridique : les rapports semestriel et annuel de conformité ; l'état d'avancement des contentieux et enquêtes administratives en cours et l'état d'avancement du plan de remédiation OFAC.
- 3) Après analyse par le Comité des risques aux États-Unis :
- le cadre d'appétence aux risques de liquidité et le Plan d'urgence liquidité des activités du Groupe aux États-Unis ;
 - l'actualisation de la note d'organisation et de cadrage de la gestion consolidée des risques aux États-Unis.
- 4) Après analyse par le Comité stratégique et de la RSE :
- l'acquisition des Caisses d'épargne de Cesena, Rimini et San Miniato par Cariparma ;
 - l'acquisition de Banca Leonardo par Indosuez Wealth management ;
 - l'acquisition des 15 % détenus par Natixis dans CACEIS ;
 - la cession par Crédit Agricole CIB d'une participation de 16,2 % dans la Banque Saudi Fransi (BSF) ;
 - la cession par Crédit Agricole S.A. à la holding familiale Decaux des 15,42 % détenus dans Eurazeo ;
 - la performance 2017 en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise et les enjeux pour 2018.
- 5) Après analyse par le Comité des rémunérations :
- la rémunération fixe, la rémunération variable personnelle annuelle et les modalités et critères de détermination de la rémunération variable annuelle des dirigeants mandataires

sociaux (Président, Directeur général et Directeur général délégué), tenant compte des dispositions réglementaires ;

- l'actualisation de la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. et de sa note d'application ;
 - en application des dispositions réglementaires, le rapport sur les pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnels identifiés dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ;
 - la répartition de l'enveloppe de jetons de présence.
- 6) Après analyse par le Comité des nominations et de la gouvernance :
- la réponse du Conseil d'administration à la lettre de suivi de la BCE à la suite de ses deux revues thématiques sur la gouvernance et l'appétence aux risques ;
 - la note de procédure du Conseil relative aux profils, compétences et disponibilité nécessaires à l'exercice des fonctions d'administrateur et des fonctions clefs exercées au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. ;
 - l'évolution de la composition du Conseil et la composition de certains Comités spécialisés, en liaison avec les mouvements intervenus au sein du Conseil ;
 - les résultats de l'autoévaluation du fonctionnement du Conseil et des compétences individuelles et collectives du Conseil et les pistes d'évolution pour améliorer la gouvernance ;
 - les mises à jour de l'ensemble des textes régissant le fonctionnement du Conseil et des Comités spécialisés ;
 - l'indépendance des administrateurs au regard du Code Afep/Medef et les points de non-conformité à ce Code ;
 - l'état des travaux menés sur les plans de succession des fonctions clefs de Crédit Agricole S.A. ;
 - le déploiement de la Charte éthique, les travaux relatifs au code de conduite et l'ensemble du dispositif Groupe relatif à la présentation et au contrôle des conflits d'intérêts ;
 - le programme de formation du Conseil pour 2018 ;
 - le rapport sur l'égalité professionnelle et salariale au sein de Crédit Agricole S.A., ainsi que les initiatives engagées, au niveau du groupe Crédit Agricole S.A., en vue de favoriser l'égalité professionnelle et la mixité.

7) Autres :

Parmi les autres dossiers examinés par le Conseil, on peut citer, dans le cadre des missions légales de l'organe central du groupe Crédit Agricole, les agréments de Directeurs généraux de Caisses régionales et de Directeurs généraux adjoints.

1.2.4. Conventions "réglementées"

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1, le Conseil a procédé, dans sa séance du 19 décembre 2017, à l'examen annuel de l'ensemble des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2017.

Il s'est agi de :

- la Convention de prêt "Échéance 3 août 2026 avec option de remboursement anticipé à compter du 3 août 2020" signée le 21 juillet 2016, dans le cadre du reclassement des CCl et CCA émis par les Caisses régionales détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de Sacam Mutualisation, réexaminée par le Conseil le 2 août 2017 à l'occasion de l'autorisation de son avenant modifiant la structure du financement accordé par Crédit Agricole S.A. ;

- la convention cadre de garantie de valeur de mise en équivalence conclue le 16 décembre 2011 entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales (dite "Garantie Switch", incluant les volets CCA/CCI et Assurance), objet d'un premier avenant autorisé par le Conseil du 17 décembre 2013, réexaminée par le Conseil à l'occasion de l'autorisation de son deuxième avenant le 16 février 2016 et de son troisième avenant le 19 mai 2016 ;
- la convention d'intégration fiscale, conclue le 16 décembre 2015, entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales objet d'un avenant autorisé par le Conseil le 19 mai 2016 ;
- la convention d'intégration fiscale conclue entre Crédit Agricole S.A. et Sacam Mutualisation, autorisée par le Conseil le 19 mai 2016, prévoyant que les économies d'impôt réalisées par le Groupe du fait des dividendes intragroupe reçus par cette entité lui soient réalloués intégralement ;
- les conventions d'intégration fiscale autorisées par le Conseil du 21 janvier 2010 et reconduites par le Conseil du 16 décembre 2015 entre Crédit Agricole S.A. et la SAS Rue La Boétie, les SAS Ségur et Miromesnil et, enfin, plusieurs Sacam, qui ont également fait l'objet d'avenants autorisés lors de la séance du Conseil d'administration du 16 décembre 2016 ;
- la Convention d'intégration fiscale conclue dès 1996 entre la CNCA et Indosuez, aujourd'hui respectivement Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, renouvelée le 22 décembre 2015 et qui a fait l'objet d'un avenant autorisé par le Conseil d'administration lors de sa séance du 7 novembre 2016 ;
- les conventions relatives au Fonds commun de titrisation Evergreen HLI signées avec les sociétés Crédit Agricole CIB, LCL et les Caisses régionales Val de France, Languedoc, et de l'Anjou et du Maine autorisées par le Conseil du 18 décembre 2012 ;
- la convention relative au renforcement des fonds propres de Crédit Agricole CIB autorisée par le Conseil le 9 mars 2004, dans le cadre de laquelle Crédit Agricole S.A. a souscrit à une émission de TSS, objet d'un remboursement partiel en 2014 ;
- l'avenant au Protocole de cotation du 22 novembre 2001 autorisé par le Conseil d'administration le 19 mai 2016 pour modifier l'article 4 (Prise de participation de la CNCA au capital des Caisses régionales) pour tenir compte de la réalisation du reclassement interne des CCI/CCA détenus par Crédit Agricole S.A. auprès de Sacam Mutualisation.

Au cours de l'exercice 2017, cinq conventions nouvelles, dont une ancienne avenantée entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du Code de commerce ont été autorisées par le Conseil :

- la garantie de bonne fin accordée par Crédit Agricole S.A. à l'augmentation de capital d'Amundi réalisée dans le cadre de l'opération Pioneer Investments ;
- la convention conclue entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB relative au paiement de l'amende Euribor infligée solidairement à ces deux sociétés fin 2016 et qui ont fait appel de cette décision de la Commission européenne ;
- l'avenant aux contrats de prêts conclus entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales dans le cadre de l'opération de simplification dite Eurêka réalisée en 2016 ;
- le mandat de facturation et de recouvrement conclut entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre du transfert de l'activité informatique de Crédit Agricole S.A. à Crédit Agricole CIB ;
- la convention relative au transfert de l'activité de la Direction des services bancaires de Crédit Agricole S.A. à Crédit Agricole CIB.

1.3. ACTIVITÉS DES COMITÉS SPÉCIALISÉS DU CONSEIL

Six Comités sont en place au sein du Conseil d'administration : Comité des risques, le Comité des risques aux États-Unis créé en 2016, le Comité d'audit, le Comité des rémunérations, le Comité des nominations et de la gouvernance et le Comité stratégique et de la responsabilité sociétale de l'entreprise. Ce dernier répond à une exigence réglementaire américaine applicable, au 1^{er} juillet 2016, aux banques étrangères établies sur le sol des États-Unis et répondant à certains critères de seuils d'activité.

Conformément à l'article L. 511-89 du Code monétaire et financier et à l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, le Conseil d'administration s'est doté en 2015 d'un Comité des risques distinct de son Comité d'audit. Les Comités des rémunérations et celui des nominations existaient préalablement à la publication de ces textes qui en a fait des Comités de droit, comme le Comité d'audit qui répond, pour sa part, aux exigences de l'article L. 823-19 du Code de commerce. Lorsque la composition de ces Comités fait l'objet de recommandations du Code Afep/Medef, le Conseil de Crédit Agricole S.A. les applique, sauf exceptions motivées détaillées dans le tableau des points de non-conformité aux recommandations du Code Afep/Medef révisé, en application de l'article L. 225-37 alinéa 7 du Code de commerce.

À l'issue de la scission de son Comité des risques et d'audit en deux comités distincts, le Conseil avait décidé que les deux Comités seraient, au démarrage du nouveau dispositif, tous deux présidés

par le Président du Comité préexistant, M. François Veverka, administrateur indépendant. Cette décision assumée a facilité le travail des deux Comités et leur coordination, dans un contexte de mise en œuvre de nombreuses dispositions réglementaires nouvelles, principalement dans le domaine des risques mais aussi de l'audit.

Le 7 novembre 2016, sur proposition du Comité des nominations et de la gouvernance, le Conseil a acté le schéma définitif de la succession de M. Veverka, dont le mandat non renouvelable arrivait à échéance le 24 mai 2017, en proposant que Mme Françoise Gri, jusqu'à présent membre du Comité des risques, lui succède à la présidence de ce Comité ainsi qu'à celle du Comité des risques aux États-Unis, et que Mme Pourre, entrée comme censeur en mai 2016 et dont la nomination comme administratrice allait être proposée à l'Assemblée générale du 24 mai 2017, lui succède comme Présidente du Comité d'audit.

À l'issue de l'Assemblée générale, et en raison des fonctions considérées clefs qu'elles étaient appelées à occuper au sein du Conseil, Mmes Gri et Pourre ont rencontré individuellement la Banque centrale européenne dans le cadre des interviews prévues dans son nouveau "Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité et de la compétence" publié en mai 2017. À l'issue de ces interviews et de l'examen des dossiers dits de *Fit & Proper* déposés auprès d'elle, la BCE a émis un avis de non-opposition aux nominations des deux nouvelles Présidentes de Comité.

Outre ces deux auditions individuelles, les Présidentes du Comité des risques et du Comité d'audit ont également été associées à plusieurs rendez-vous avec l'équipe conjointe de supervision de la BCE (Joint Supervisory Team), notamment dans le cadre du processus SREP mais aussi des interviews respectives des membres de ces deux Comités conduites par la JST. Depuis leur prise de fonctions, Mmes Gri et Pourre ont eu, ensemble ou séparément, des réunions régulières avec le Directeur des risques Groupe et l'Inspecteur général et, pour Mme Pourre, des réunions régulières avec le Directeur général adjoint en charge des finances Groupe, la Directrice de la comptabilité et de la consolidation, la Directrice des filiales et participations et avec les Commissaires aux comptes et, pour Mme Gri, outre ses rendez-vous réguliers avec le Directeur des risques Groupe et l'Inspecteur général, des réunions avec le Directeur de la conformité, le Directeur des Systèmes d'information Groupe, la Directrice des ressources humaines Groupe et le Directeur général.

Les principes de fonctionnement des Comités

Les membres des Comités sont nommés par le Conseil, sur proposition du Président. Le Conseil peut mettre fin à tout moment aux fonctions d'un membre d'un Comité. Un membre d'un Comité peut à tout moment renoncer à ses fonctions. Tous les membres des Comités, ainsi que toute personne participant aux réunions des Comités, sont soumis aux obligations du secret professionnel.

1.3.1. Le Comité des risques

Le Comité des risques se compose, au 31 décembre 2017, de cinq membres dont trois administrateurs indépendants. Sa présidence est assurée par l'un d'entre eux.

Membres	Taux d'assiduité
Mme Françoise Gri, Présidente du Comité, Administratrice indépendante	100 % ⁽¹⁾
Mme Véronique Flachaire, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 % ⁽¹⁾
Mme Catherine Pourre, Administratrice indépendante	83 % ⁽¹⁾ (100 % en conjoint)
M. Christian Streiff, Administrateur indépendant	100 % (33 % en conjoint)
M. François Thibault, Président de Caisse régionale	100 % ⁽¹⁾

(1) Pour les Comités des risques seuls et en formation conjointe risques et audit quand le taux est identique.

Participent aux réunions du Comité des risques le Directeur des risques Groupe, l'Inspecteur général Groupe, le Directeur de la conformité Groupe, le Directeur général en charge des Finances Groupe et la Directrice de la comptabilité et de la consolidation, .

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration (cf. *supra*). Le Comité exerce ses missions sous la responsabilité du Conseil, dans les domaines définis par les dispositions du Code monétaire et financier, notamment issues de l'Ordonnance de transposition de la directive dite "CRD 4" du 20 février 2014 et de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des banques.

Chaque séance du Comité donne lieu à la rédaction d'un compte rendu qui, après approbation par sa Présidente, est diffusé tout d'abord à l'ensemble de ses membres puis, après qu'elle en ait rendu compte au Conseil d'administration, annexé au procès-verbal de la séance du Conseil.

Les travaux du Comité font l'objet d'une programmation annuelle. Le Comité des risques organise une fois par an, à l'automne, un déjeuner de travail hors la présence du management, afin d'arrêter son programme de travail pour l'année à venir et les formations individuelles et collectives souhaitées par ses membres et d'examiner, s'il le juge nécessaire, les moyens d'améliorer son fonctionnement.

Le fonctionnement de chaque Comité est régi par un règlement intérieur. Dans le cadre de leurs travaux, les Comités peuvent entendre tout dirigeant ou tout collaborateur du groupe Crédit Agricole S.A. ou des experts extérieurs dans les domaines relevant de la compétence des Comités.

Conformément aux dispositions du Code monétaire et financier et aux recommandations des autorités bancaires européennes, les membres des Comités disposent des connaissances, compétences et de l'expertise nécessaire à leur activité. Ces compétences sont appréciées chaque année par le Comité des nominations et de la gouvernance à la fois au regard des résultats des exercices d'évaluations annuelles prévues à l'article L. 511-100 du Code monétaire et financier et des profils nécessaires à l'exercice des présidences de Comité et de membre de ces Comités décrit dans la note de procédure du Conseil adoptée le 7 novembre 2017 et en conformité avec les *Guidelines* de l'ABE en date du 27 septembre 2017 relatives à l'évaluation des aptitudes des membres des organes de direction.

Les membres des Comités spécialisés reçoivent – en règle générale trois à cinq jours avant la réunion, selon le Comité – un dossier préparatoire sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Comme pour leur participation au Conseil, les membres des Comités, sauf renonciation de leur part, sont rémunérés par des jetons de présence établis selon un barème arrêté par le Conseil, sur proposition du Comité des rémunérations.

Le Comité des risques s'est réuni neuf fois en 2017, dont trois fois en formation conjointe avec le Comité d'audit. Il est apparu utile, en effet, que les membres du Comité d'audit et des risques aient, dans certains domaines, et *a fortiori* dans les domaines où les informations financières et prudentielles sont interconnectées, le même niveau d'information et la possibilité d'en débattre entre eux. Lorsque la réglementation attribue expressément au Comité des risques le soin d'émettre un avis au Conseil sur l'information examinée, cet avis est donné à ce titre par la Présidente du Comité. Cette pratique de Comités conjoints, initiée lors de la scission en 2015 du Comité d'audit et des risques en deux Comités, donne entière satisfaction aux membres des deux Comités, et peut être considérée aujourd'hui comme une pratique pérenne.

Dans ce cadre conjoint ont notamment été examinés :

- les trajectoires financières et prudentielles du Plan "Ambition Stratégique 2020" ;
- le Rapport annuel de contrôle interne et l'information semestrielle sur le contrôle interne ;
- le *reporting* de l'Inspection générale ;
- l'information périodique sur la conformité ;
- le suivi des missions en cours des superviseurs ;
- le projet Palma pour la gestion ALM ;

- en fonction de la date des réunions, une information commune sur les situations du Groupe en solvabilité, avec l'examen des différents ratios afférents, et en liquidité.

En février 2018, l'examen du Budget du groupe Crédit Agricole ainsi que de la Déclaration d'appétence aux risques, qui constituent des éléments de cadrage indispensables aux membres des deux Comités, ont été traités en réunion conjointe ainsi que la question de la clause de dividende majorée qui entre dans le champ du Comité d'audit notamment dans ses aspects de communication financière, mais qui intéresse aussi le Comité des risques en raison des impacts éventuels sur les fonds propres.

Outre les sujets traités lors de ces séances spécifiques conjointes, le Comité des risques a consacré une part importante de ses travaux à l'analyse et au suivi de la mise en œuvre par le Groupe des dispositions réglementaires prévues par l'arrêté du 3 novembre 2014 et, notamment, celles relatives aux outils de pilotage et de suivi des risques, en orientant leur cohérence globale au service de la gouvernance des risques.

À ce titre, il a, notamment, examiné :

- la déclaration d'appétence au risque pour laquelle le Comité des risques a émis un avis favorable à l'approbation par le Conseil du 13 février 2018 de la 4^e déclaration d'appétence depuis la mise en place de cet outil par la Supervision unique ; avec 26 risques majeurs identifiés, la déclaration d'appétence constitue ainsi un cadre déterminant dans le contrôle et le suivi des risques par le Comité, et plus largement la gouvernance, qui peuvent s'appuyer sur elle pour apprécier la portée des Stratégies risques examinées mais aussi pour le processus ICAAP d'appréciation de l'adéquation du capital alloué selon les activités ;
- la situation du Groupe en liquidité, le Plan d'urgence liquidité, les limites court terme semestrielles et l'ILAAP, la situation en solvabilité et le suivi de sa trajectoire ;
- l'actualisation annuelle du Plan de rétablissement et du Plan de redressement qui relève du Conseil de résolution unique, la deuxième autorité créée dans le cadre du Mécanisme de Supervision Unique (MSU) ;
- l'organisation, le fonctionnement et les moyens alloués à chacune des trois fonctions de contrôle (risques, conformité, audit interne) ;
- la situation à l'égard des Prestations de services essentiels externalisées (PSEE) et l'état du Plan de continuité d'activité (PCA) ;
- la conformité des politiques de rémunération aux stratégies risques ;
- les situations trimestrielles des risques ;
- les limites sur le portefeuille titres et souverains, limites VaR, limites RTIG ;
- la gestion par le Groupe de l'e-réputation ;
- le suivi de la préparation du Groupe au Brexit ;
- les modèles internes et les risques de modèle interne ;
- dans le cadre de l'examen des Stratégies risques qui définissent les limites et seuils dans lesquels doivent s'inscrire les différentes activités/métiers du Groupe, le Comité a notamment examiné et émis des avis au Conseil sur :
 - le crédit à la consommation, le crédit-bail et l'affacturage,
 - l'habitat,
 - la *forbearance*,
 - l'assurance et les conglomérats,
 - les marchés agri et agroalimentaire,
 - la Gestion de fortune,
 - CACEIS,
 - l'Italie et les pays d'Europe du Sud,
 - la titrisation ;
- le processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (SREP), les recommandations du superviseur et les mesures mises en œuvre par le Groupe pour identifier en Pilier 2 les besoins en capital, en lien avec l'évaluation de l'adéquation du capital interne (ICAAP) ;
- les lettres de suite données aux missions de la BCE (gestion du risque opérationnel, BCBS 239 sur la qualité des données, communication financière) ;
- le suivi du dispositif mis en œuvre par le groupe Crédit Agricole pour se conformer à la réglementation transposant la Section 619 du *Dodd-Frank Act* (*Volcker Rule*) ;
- un suivi périodique très serré de la mise en œuvre du Plan de remédiation OFAC ;
- les missions d'audit d'IGL, y compris celles menées dans les Caisses régionales, et le plan d'audit d'IGL, les missions de la BCE, et le suivi des recommandations ;
- les rapports semestriel et annuel de contrôle interne.

Compte tenu de la montée en puissance dans l'activité bancaire des nouvelles technologies, de la digitalisation et dématérialisation, le Comité des risques a fixé à son agenda deux rendez-vous annuels sur les enjeux et risques opérationnels liés aux systèmes d'information dans ses différents aspects (gouvernance, sécurité et cybersécurité informatique, chantiers réglementaires, budgets, etc.).

L'ensemble de ces informations données au Comité est complété par les tableaux de bord trimestriels et les journaux des risques, qui lui permettent de procéder, comme chaque année, à une revue globale des risques et de leur cartographie, dans une perspective sectorielle et géographique (risques pays, dettes souveraines) mettant en lumière les points de vigilance pour le Groupe, y compris sur les contreparties les plus exposées.

1.3.2. Le Comité des risques aux États-Unis

Le Comité des risques aux États-Unis se compose, au 31 décembre 2017, de trois membres, dont deux administratrices indépendantes.

Membres	Taux d'assiduité
Mme Françoise Gri, Présidente du Comité, Administratrice indépendante	100 %
Mme Véronique Flachaire, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
Mme Caroline Catoire, Administratrice indépendante	100 %

Présent aux États-Unis par le biais de Crédit Agricole CIB (90 % de l'activité du Groupe dans ce pays), Amundi, CACEIS et l'activité de la Gestion de fortune, le groupe Crédit Agricole entre dans le champ de la Section 165 du *Dodd-Frank Act*. Cette réglementation impose aux banques étrangères présentes dans ce pays et dont le montant total de bilan consolidé ne justifie pas la création d'un holding coiffant l'ensemble des activités, de se doter d'un Comité du Conseil d'administration dédié au suivi des risques aux États-Unis. C'est dans ce cadre que le Comité des risques aux États-Unis a été créé à la fin du premier semestre 2016.

La réglementation américaine recommande qu'il soit composé d'au moins trois administrateurs dont un indépendant. Crédit Agricole S.A. a fait le choix d'une composition comprenant majoritairement des indépendants, dont sa Présidente.

Il se réunit quatre fois par an dont une fois aux États-Unis, conformément à une recommandation de la Réserve fédérale. Dans ce cadre, en 2017, le Comité s'est réuni le 3 avril au siège de Crédit Agricole CIB New-York, en présence de représentants de l'ensemble des métiers exercés par le Groupe sur le continent nord-américain. Ce déplacement a été l'occasion d'un échange, au siège de la Réserve fédérale de New-York, avec des représentants de l'équipe en charge de la supervision des activités du Groupe aux États-Unis.

L'organisation des travaux du Comité est régie par une note de fonctionnement, devenue en 2017 une note de procédure Groupe, qui définit l'organisation et le cadre de la gestion consolidée des risques des entités du Groupe aux États-Unis. Cette note, sur laquelle s'appuie le Règlement intérieur du Comité des risques aux États-Unis doit faire l'objet d'une approbation formelle par le Conseil d'administration. Lors de sa séance du 2 août 2017, le Conseil a approuvé différents enrichissements et clarification de cette note afin de répondre au mieux aux exigences des *Enhanced Prudential Standards* (EPS) du *Bank Holding Company Act*.

Chaque réunion du Comité des risques aux États-Unis est l'occasion d'une revue détaillée des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels portés par les activités du Groupe aux États-Unis. S'y ajoutent les revues systématiques des missions en

cours du ou des superviseurs américains, de celles de l'Inspection générale et un point sur les risques juridiques et de conformité.

La situation en liquidité, qui est un sujet d'attention majeur des autorités américaines, est examinée à chaque réunion. Après examen par le Comité, une fois par an, elle donne lieu à l'approbation par le Conseil d'administration du Plan d'urgence liquidité pour les activités du Groupe aux États-Unis et du Cadre d'appétence au risque de liquidité.

À côté des sujets récurrents, sont présentés, à la demande du Comité, des focus soit sur des entités du Groupe présentes aux États-Unis et sur des activités et/ou métiers exercés dans ce pays. Dans ce cadre, le Comité a, notamment examiné en 2017 :

- Indosuez Wealth Management (Miami) ;
- CACEIS North America ;
- le volet américain du Plan de remédiation OFAC, la lutte anti-blanchiment et l'application de la *Volcker Rule* ;
- la revue des nouveaux produits et nouvelles activités ;
- La situation d'Amundi aux États-Unis après l'acquisition de Pioneer Investments et le profil de risques des activités acquises ;
- l'activité de titrisation ;
- l'évolution de la réglementation américaine en matière de cybersécurité.

1.3.3. Le Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose, au 31 décembre 2017, de six administrateurs dont quatre administrateurs indépendants. Avec l'entrée de Mme Gri à l'issue de l'Assemblée générale du 24 mai 2017, la composition du Comité s'est enrichie d'un nouvel administrateur indépendant. Il répond ainsi, depuis cette date, aux recommandations du Code ~~Afep~~/Medef d'une composition assurée au 2/3 par des indépendants. La situation antérieure était auparavant signalée dans le tableau des points de non-conformité à ce Code.

Membres	Taux d'assiduité
Mme Catherine Pourre, Présidente du Comité, Administratrice indépendante	100 % ⁽¹⁾
Mme Caroline Catoire, Administratrice indépendante	100 % ⁽¹⁾
Mme Laurence Dors, Administratrice indépendante	100 % ⁽¹⁾
Mme Françoise Gri, Administratrice indépendante	100 % ⁽¹⁾
M. Gérard Ouvrier-Bufferet, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 % ⁽¹⁾
M. Jean-Pierre Gaillard, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 % ⁽¹⁾

(1) Pour les Comités d'audit seuls et en formation conjointe avec les risques quand le taux est identique.

Participent aux réunions du Comité d'audit le Directeur général adjoint en charge des finances Groupe, la Directrice de la comptabilité et de la consolidation, le Directeur des risques Groupe et l'Inspecteur général Groupe.

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un Règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration (*cf. supra*). Le Comité d'audit organise une fois par an un déjeuner de travail hors la présence du management, afin d'arrêter son programme de travail pour l'année à venir et d'examiner, s'il le juge nécessaire, les moyens d'améliorer son fonctionnement.

Une fois par an également, il réserve une partie d'une de ses réunions à un échange, hors dirigeants, avec les Commissaires aux comptes.

Au cours du dernier exercice, le Comité d'audit a tenu huit réunions (dont trois réunions conjointes avec le Comité des risques – *cf. supra*). Le taux d'assiduité des membres s'est établi à 100 %.

Une part substantielle des travaux du Comité porte sur l'examen approfondi, préalablement à leur présentation au Conseil, des comptes annuels, semestriels et trimestriels avec l'examen des résultats consolidés et des résultats de chaque pôle métier du Groupe, leur situation prudentielle et les axes de communication financière.

À chaque arrêté, le Comité attache une attention particulière aux options comptables (traitement des CVA/DVA/FVA, du spread émetteur sur titres émis, du traitement des provisions épargne-logement, engagements sociaux, gestion ALM, etc.). À cette occasion, il entend les Commissaires aux comptes sur les

conditions dans lesquelles se sont déroulés les arrêtés et les points sur lesquels ces derniers souhaitent attirer l'attention du Comité. À chaque arrêté semestriel, outre leurs rapports, les Commissaires aux comptes présentent au Comité leur programme de travail pour les mois à venir.

Par ailleurs, le Comité procède chaque année à un examen de la situation des écarts d'acquisition avec, pour le dernier exercice, trois rendez-vous sur l'année (août, décembre, février) dont un méthodologique. C'est dans ce cadre que le Comité a recommandé au Conseil du 20 janvier 2017 une dépréciation des survaleurs de LCL avant l'examen de l'ensemble des survaleurs pour l'arrêté des comptes 2016.

En 2017, le chantier IFRS 9 a fait l'objet d'une revue de suivi systématique auprès du Comité (hors réunions conjointes) et de nombreuses réunions *ad hoc* de sa Présidente avec, notamment, la Direction de la comptabilité et les Commissaires aux comptes. L'entrée en vigueur de la nouvelle norme comptable au 1^{er} janvier 2018 a donné lieu à un chantier d'une ampleur exceptionnelle avec, aux côtés de la dimension réglementaire, une forte dimension informatique. Pour le Crédit Agricole, ce projet a mobilisé plusieurs centaines de personnes pour un coût supérieur à 110 millions d'euros.

1.3.4. Le Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations se compose, au 31 décembre 2017, de six administrateurs dont trois indépendants et un administrateur représentant les salariés.

Membres	Taux d'assiduité
Mme Laurence Dors, Présidente du Comité, Administratrice indépendante	100 %
M. Daniel Epron, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
Mme Françoise Gri, Administratrice indépendante	100 %
M. François Heyman, Administrateur représentant les salariés	100 %
M. Jean-Paul Kerrien, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	
M. Christian Streiff, Administrateur indépendant	80 %

La composition du Comité est conforme aux dispositions réglementaires et aux recommandations du Code Afep/Medef, tant en ce qui concerne sa composition (majorité d'administrateurs indépendants, présence d'un représentant des salariés) que sa présidence (par un administrateur indépendant).

La Directrice des ressources humaines groupe Crédit Agricole S.A. participe aux réunions du Comité des rémunérations, assistée du responsable des Rémunérations et des avantages sociaux.

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration (*cf. supra*). Le Comité exerce les missions qui lui sont dévolues par le Code Afep/Medef, le Code monétaire et financier, notamment celles prévues à l'article L. 511-102, ainsi que la préparation des missions relevant du Conseil d'administration dans le domaine des rémunérations prévu par le Code de commerce, notamment à son article L. 225-37-2.

D'autre part, conformément aux dispositions de l'article L. 511-91 du Code monétaire et financier et à la décision du Conseil d'administration du 17 décembre 2013, les fonctions dévolues au Comité des rémunérations au titre de l'article précité sont exercées par le Comité des rémunérations de Crédit Agricole S.A. pour les filiales suivantes : LCL, Crédit Agricole Assurances, Crédit Agricole Consumer Finance, Crédit Agricole Leasing & Factoring et CACEIS.

Le Comité des rémunérations s'est réuni à cinq reprises en 2017. Sa Présidente a rendu compte au Conseil des travaux du Comité après chacune de ses réunions et a présenté les propositions de ce dernier sur les sujets relevant d'une décision du Conseil.

En 2017, le Comité a accordé une attention particulière aux réformes fiscales engagées par la nouvelle équipe gouvernementale avec, d'un côté, une trajectoire de baisse des prélèvements obligatoires dont le groupe Crédit Agricole devrait bénéficier mais aussi, de l'autre, une augmentation importante immédiate de son taux d'imposition avec la surface d'impôt sur les sociétés créée ponctuellement pour le financement du remboursement de la taxe sur le dividende adoptée par l'ancienne majorité et jugée anticonstitutionnelle. Le Comité suit également attentivement les effets de la nouvelle jurisprudence européenne sur les groupements de TVA.

En application de la réforme européenne de l'audit transposée en droit français par l'ordonnance du 17 mars 2016, le Comité a également continué à suivre les services autres que la certification des comptes réalisés par les Commissaires aux comptes de Crédit Agricole S.A. et soumis à son autorisation.

Enfin, le Comité a suivi attentivement les effets de la décision de la Banque centrale européenne à l'égard de la clause statutaire de dividende majorée de Crédit Agricole S.A., notamment en matière de communication financière.

En cohérence avec le souhait du Président exprimé lors de l'Assemblée générale du 24 mai 2017, le Comité a été très attentif à ce que Crédit Agricole S.A. s'inscrive à la fois dans les meilleurs standards de Place en matière de transparence des rémunérations, tout en valorisant ses spécificités, comme la prise en compte des objectifs Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale mesurés par l'indice FReD, retenu comme élément de performance dans la rémunération différée des mandataires sociaux.

Après l'Assemblée générale de mai 2017, le Comité a confronté le résultat des votes des résolutions relatives au *Say on Pay* aux positions et attentes exprimées par les *proxy advisors* et investisseurs afin d'en tirer des pistes d'amélioration pour l'Assemblée générale de 2018. Les travaux conduits avec la Direction des ressources humaines, et après consultation de la Direction financière, ont débouché sur un enrichissement de l'information relative à la description des principes de la performance individuelle comme de sa présentation, mais aussi de l'appréciation des performances des rémunérations différées. Ces modifications, qui figurent dans la section rémunération du présent rapport, ont été adoptées par le Conseil d'administration lors de sa séance du 19 décembre 2017.

En amont de la préparation de l'Assemblée générale du 16 mai 2018, le Comité a examiné lors de sa séance du 9 février 2018 l'ensemble des résolutions relatives aux rémunérations des dirigeants mandataires sociaux qui ont été approuvées par le Conseil lors de sa séance du 13 février 2018.

Dans le cadre des obligations réglementaires du Conseil, le Comité a également examiné les rémunérations des responsables

des fonctions de contrôle (Risques, Inspection, Conformité) et l'enveloppe des rémunérations variables des personnels identifiés et des rémunérations variables individuelles supérieures à 1 million d'euros.

Il a également examiné la section "rémunérations" du présent rapport du Conseil sur le Gouvernement d'entreprise avant l'approbation par le Conseil le 13 février 2018 de l'ensemble du rapport sur le Gouvernement d'entreprise.

Outre les travaux évoqués, au titre des autres dossiers examinés par le Comité en 2017, figuraient :

- la mise à jour de la Politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. et de sa note d'application, qui ont été soumis à l'approbation du Conseil ainsi que les résultats de l'audit annuel sur la Politique de rémunération ;
- les enveloppes globales de rémunérations variables au sein du Groupe, par entité et selon les dispositifs dont ils relèvent (*bonus pool* ou RVP) ;
- le rapport, au titre de 2017, sur la politique et les pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que

sur les personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ;

- la répartition de l'enveloppe des jetons de présence ;
- l'intégration de l'Indice d'engagement et recommandation (IER).

1.3.5. Le Comité des nominations et de la gouvernance

Le Comité des nominations et de la gouvernance se compose, au 31 décembre 2017, de six membres. Conformément aux dispositions du Code Afep/Medef, le Comité est présidé par un administrateur indépendant. En revanche, la représentation des administrateurs indépendants au sein du Comité des nominations et de la gouvernance est inférieure aux recommandations Afep/Medef mais elle reflète la structure capitalistique de Crédit Agricole S.A., contrôlé par un actionnaire majoritaire et dont le Directeur général est issu de l'une des 39 Caisses régionales de Crédit Agricole qui le contrôlent. Cette situation est déclarée dans le tableau de non-conformité au Code Afep/Medef.

Membres	Taux d'assiduité
Mme Monica Mondardini, Présidente du Comité, Administratrice indépendante	100 %
M. Raphaël Appert, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
Mme Laurence Dors, Administratrice indépendante	100 %
M. Jean-Pierre Gaillard, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. Dominique Lefebvre, Président du Conseil d'administration, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. Louis Tercinier, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration (*cf. supra*).

Le Secrétaire général de Crédit Agricole S.A., Secrétaire du Conseil d'administration, participe aux réunions du Comité des nominations et de la gouvernance. Sa Présidente rend compte au Conseil de ses travaux et de l'avis du Comité sur les sujets soumis à son approbation.

Le Comité s'est réuni à quatre reprises en 2017 avec la réalisation de travaux significatifs en matière de gouvernance.

La finalisation des deux revues thématiques sur la gouvernance et sur l'appétence aux risques conduites par la Banque centrale européenne a donné lieu, avant l'émission d'une lettre définitive de recommandations, à de nombreux échanges avec l'établissement sous supervision et a constitué une part importante de son activité au cours du dernier exercice.

À ce titre, il a proposé au Conseil les plans d'actions répondant à chacune des douze recommandations émises, puis en a assuré le suivi de la mise en œuvre. Dans ce cadre, on peut citer (*cf. activité du Conseil en 2017*), les modifications apportées aux règlements intérieurs du Conseil et des Comités concernés pour y intégrer l'avis du Conseil sur les nominations des trois responsables des fonctions de contrôle et son accord dans le cas de leur éventuelle révocation, mais aussi la note de procédure du Conseil relative aux profils, compétences et disponibilité nécessaires à l'exercice des fonctions d'administrateur et des fonctions clefs exercées au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Cette note de procédure, dont le Comité a analysé la conformité avec les nouvelles lignes directrices de l'ABE sur la gouvernance et sur les évaluations publiées en septembre 2017, lui a servi de fil conducteur pour l'examen des profils, compétences et disponibilité des administrateurs dont les mandats doivent être renouvelés à

l'occasion de l'Assemblée générale de 2018 ainsi que pour la nomination proposée d'un nouvel administrateur.

Il s'est attaché à répondre point par point aux suggestions émises par les membres du Conseil lors de l'évaluation annuelle de son fonctionnement et a analysé les résultats de l'autoévaluation des compétences individuelles au service de la compétence collective du Conseil.

Le Comité a également auditionné en 2017 le Directeur de la conformité Groupe sur l'ensemble des dispositifs de prévention et de gestion des conflits d'intérêt. Il s'est attaché à vérifier l'état du déploiement de la Charte éthique Groupe adoptée fin 2016 et les travaux engagés, au titre de sa déclinaison, pour la réalisation du Code de conduite.

Le Comité a également reçu le Directeur général de Crédit Agricole S.A. qui lui a présenté les travaux et la méthodologie retenue dans le cadre de la préparation des plans de succession des fonctions clefs exercées au sein du Groupe.

Comme chaque année, avant de le proposer à l'adoption du Conseil, il a examiné le rapport sur l'égalité professionnelle et salariale au sein de Crédit Agricole S.A., ainsi que les initiatives engagées, au niveau du groupe Crédit Agricole S.A., en vue de favoriser l'égalité professionnelle et la mixité. Cette présentation a été l'occasion d'échanges nourris au sein du Comité en faveur d'une politique volontariste d'égalité femmes/hommes.

Enfin, il a arrêté le présent rapport sur le Gouvernement d'entreprise soumis au Conseil du 13 février 2018 après avoir analysé la situation des administrateurs indépendants au regard des exigences du Code Afep/Medef et des principes de gouvernance ainsi que le tableau de non-conformité au Code intégré au présent rapport. Ces éléments ont fait l'objet d'une approbation formelle par le Conseil.

1.3.6. Le Comité stratégique et de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

Le Comité se compose, au 31 décembre 2017, de sept membres.

Membres	Taux d'assiduité
M. Dominique Lefebvre, Président du Conseil d'administration, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. Raphaël Appert, Vice-Président du Conseil d'administration, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. Daniel Epron, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
Mme Françoise Gri, Administratrice indépendante	100 %
Mme Renée Talamona, Directeur général de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. François Thibault, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole	100 %
M. Christian Streiff, Administrateur indépendant	100 %

Le fonctionnement du Comité stratégique et de la RSE est décrit dans son règlement intérieur modifié en 2016 pour lui permettre de se réunir en tant que de besoin plutôt que sur la base d'une programmation annuelle. Le Comité a ainsi tenu en 2017 cinq réunions dont deux seulement constituaient des réunions programmées : en mars pour une revue du Plan stratégique à moyen terme et en décembre pour l'action RSE.

La création de ce Comité relève de la décision plénière du Conseil et ne répond pas à une exigence légale. Le Code Afep/Medef rappelle que *"la détermination des orientations stratégiques est la première mission du Conseil d'administration"*. Il poursuit : *"le Conseil examine et décide les opérations importantes, éventuellement après étude au sein d'un comité ad hoc"*, sans recommander expressément la création d'un Comité stratégique.

Outre l'information qui lui est donnée via le Comité stratégique et de la RSE et des décisions qui lui sont soumises après son examen, le Conseil reste très impliqué directement dans la définition des orientations stratégiques à travers, notamment, les deux séminaires stratégiques annuels et la présentation des métiers en séance plénière.

Ayant choisi d'intégrer la RSE dans le champ de compétence de l'un de ses Comités, le Conseil de Crédit Agricole S.A. répond aux recommandations de l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui, dans son rapport de novembre 2016 sur la Responsabilité sociale, sociétale et environnementale de l'entreprise, recommande de donner des indications précises sur la fréquence à laquelle les problématiques de développement durable et de responsabilité sociale et environnementale des sociétés sont inscrites à l'ordre du jour du Comité et de préciser ses missions et son bilan, ainsi que sur son articulation avec les autres Comités du Conseil. À ce titre, le Comité n'intervient pas dans les politiques de rémunérations, qui relèvent du Comité des rémunérations, ni dans les politiques d'égalité professionnelle femmes/hommes examinées chaque année par le Comité des nominations et de la gouvernance, puis approuvées par le Conseil. En revanche, il partage avec le Comité des nominations et de la gouvernance l'intérêt pour le développement de la culture d'éthique au sein du Groupe. Pour sa part, le Comité a une approche davantage axée sur la stratégie RSE avec, par exemple, le suivi des résultats du Baromètre RSE enrichi en 2017 par Crédit Agricole S.A. avec l'Institut CSA et les conséquences susceptibles d'en être tirées. L'enquête effectuée en juin 2017 (auprès de 2 017 collaborateurs, de 1 262 personnes "grand public", dont 587 clients et sociétaires, 20 entreprises clientes et fournisseurs) a montré clairement la montée en puissance des préoccupations liées à l'éthique dans l'opinion publique et le Comité suivra, en lien avec le Comité des nominations et de la gouvernance, le déploiement de la culture de l'éthique au sein du Groupe.

Chaque année, le Comité stratégique et de la RSE consacre sa réunion de décembre à l'examen des politiques RSE du Groupe et à ses orientations (cf. *infra* "activité du Conseil en 2017"). Il a réaffirmé à cette occasion l'importance pour le groupe Crédit Agricole S.A. d'accompagner ses clients vers la transition énergétique et les solutions alternatives plutôt que de faire le choix de la rupture brutale de relations qui ne peut intervenir que dans des cas exceptionnels de dangerosité avérée et immédiate. Dans ce cadre, le Comité est attentif à ce que le Groupe, compte tenu de son histoire et son positionnement, s'engage sur les grands enjeux en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et joue son rôle en faveur de l'adaptation des modèles économiques, notamment aux enjeux climatiques et aux nouveaux comportements alimentaires.

À l'occasion de sa réunion de décembre 2017, le Comité a également examiné la structure du 2^{ème} rapport intégré de Crédit Agricole S.A. qui décrit notamment, à l'attention des parties prenantes, la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité et la façon dont elle interagit avec son environnement, dans le cadre de sa stratégie globale.

Outre ses missions en matière de RSE, le Comité, sous la responsabilité du Conseil d'administration, approfondit la réflexion stratégique dans ses différents métiers, en France et à l'international. Le Comité examine notamment très en amont les projets de croissance externe ou d'investissement à caractère stratégique et formule un avis sur ces projets, notamment au regard de leur conformité aux orientations stratégiques du PMT et de leurs impacts financiers.

Participent aux réunions du Comité stratégique et de la RSE, le Directeur général de Crédit Agricole S.A., le Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A., le Directeur général adjoint en charge des Finances Groupe, le Secrétaire général ainsi que la Directrice de la stratégie de Crédit Agricole S.A. et, pour les sujets relevant de la RSE, le Directeur du développement durable de Crédit Agricole S.A.

Au titre des dossiers examinés dans le cadre de ses missions à l'égard de la Stratégie, le Comité a examiné en 2017 :

- le rachat en Italie par Cariparma des Caisses d'épargne de Cesena, Rimini et San Miniato ;
- l'acquisition de Banca Leonardo par Indosuez Wealth Management (Europe) ;
- la cession par Crédit Agricole CIB à Kingdom Holding Company ("KHC") d'une participation de 16,2 % dans la Banque Saudi Fransi ("BSF") ;
- le rachat des 15 % encore détenus par Natixis dans CACEIS ;
- la cession par Crédit Agricole S.A. à la holding familiale Decaux des 15,42 % détenus dans Eurazeo.

1.3.7. Rémunération des administrateurs

Les membres du Conseil perçoivent des jetons de présence. Les modalités de répartition de l'enveloppe, telles que décrites ci-dessous, sont arrêtées par le Conseil sur proposition du Comité des rémunérations.

La rémunération des membres du Conseil est assise exclusivement sur leur assiduité aux séances du Conseil. Les participations aux séminaires stratégiques comme les séances exceptionnelles, c'est-à-dire celles tenues en dehors de la programmation annuelle, sont rémunérées au même titre que les séances programmées à l'avance, dans la limite de l'enveloppe globale.

La participation des membres du Conseil aux Comités spécialisés donne lieu à des jetons supplémentaires : les Présidents des Comités spécialisés du Conseil perçoivent un jeton annuel forfaitaire, avec une différenciation selon les Comités ; les membres des Comités perçoivent un jeton par séance en fonction de leur participation effective aux séances desdits Comités.

Les censeurs bénéficient de la même rémunération à la fois pour leur participation au Conseil et, lorsqu'ils en sont membres, aux comités spécialisés.

Après le relèvement par l'Assemblée générale du 19 mai 2016 de l'enveloppe des jetons de présence portée à 1,4 million d'euros pour tenir compte, notamment, de l'augmentation du nombre de réunions, de la création d'un sixième Comité spécialisé, mais aussi de l'enrichissement significatif des missions des administrateurs sous l'effet des évolutions réglementaires, le Conseil, sur proposition du Comité des rémunérations, a arrêté sa répartition à compter du 1^{er} juillet 2016 selon les modalités suivantes :

- 4 000 euros le jeton unitaire par séance de Conseil ;
- 2 700 euros le jeton unitaire par séance de Comité ;
- 20 000 euros de forfait annuel alloué respectivement aux Présidentes du Comité des rémunérations, du Comité des nominations et de la gouvernance et du Comité des risques aux États-Unis.

Cette répartition a été reconduite à l'identique par le Conseil d'administration le 2 août 2017.

Concernant les présidences du Comité d'audit et du Comité des risques, les forfaits annuels s'élèvent à :

- 35 000 euros pour la présidence du Comité des risques à compter du 1^{er} juillet 2017 ;
- 35 000 euros pour la présidence du Comité d'audit à compter du 1^{er} juillet 2017.

À noter que le Président du Conseil d'administration, M. Dominique Lefebvre, a renoncé à toute autre rémunération que celle liée à sa fonction de Président, nonobstant sa participation au Comité stratégique et de la RSE et au Comité des nominations et de la gouvernance.

Mme Renée Talamona a renoncé à percevoir ses jetons de présence tant pour sa participation aux séances du Conseil qu'au Comité stratégique et de la RSE dont elle est membre.

Les trois administrateurs représentant les salariés au sein du Conseil ne perçoivent pas leurs jetons de présence. Ils sont reversés à leurs organisations syndicales.

Le Conseil a également mis en place un dispositif de remboursement des frais de déplacement des membres du Conseil, sur la base des frais engagés par chacun d'entre eux au titre de sa participation aux séances du Conseil et des Comités. Ce dispositif est reconduit annuellement par le Conseil.

1.3.8. Rémunération au titre des mandats exercés dans des sociétés du Groupe

L'enveloppe de jetons de présence de Crédit Agricole CIB, LCL, Crédit Agricole Italia (ex-Cariparma) et Amundi est arrêtée par leur Conseil d'administration et soumise à l'approbation de leur Assemblée générale. La répartition des jetons de présence versés aux administrateurs de ces quatre sociétés est établie en fonction de leur assiduité aux réunions du Conseil ainsi que de leur participation aux Comités spécialisés du Conseil.

Le tableau ci-dessous, retraçant les jetons perçus par les administrateurs et censeurs de Crédit Agricole S.A., inclut les montants perçus d'autres filiales du Groupe.

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

N° 2015- 035

Je soussigné, Philippe BRASSAC, agissant en qualité de Directeur Général de Crédit Agricole S.A., société anonyme, ayant son siège social 12, place des États-Unis 92127 Montrouge Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 784 608 416, dénommé ci-après le « **Délégant** », confère à, Jérôme BRUNEL, en qualité de Secrétaire Général, dénommé ci-après le « **Déléataire** », les pouvoirs de signature suivants :

Cadre général de la délégation

La présente délégation est une délégation de signature. Elle est établie dans le cadre des procédures définies par le système de délégations en vigueur de Crédit Agricole S.A., auxquelles le Délégant et le Déléataire s'engagent à se conformer et dont ils reconnaissent avoir pris connaissance.

Le Déléataire est tenu de se conformer aux lois et règlements applicables à son domaine d'activité ainsi qu'aux procédures internes au Groupe et de se tenir informé de l'évolution de ces lois, règlements, et procédures.

Dans l'hypothèse où le Déléataire a la faculté de subdéléguer tout ou partie des pouvoirs de signature qui lui sont conférés par la présente délégation et qu'il décide de faire usage de cette faculté, il devra :

- établir obligatoirement la subdélégation par écrit selon la même forme que la présente délégation,
- mentionner les références de la présente délégation dans l'acte de subdélégation,
- informer le Délégant de toutes subdélégations consenties, y compris celles consenties par ses subdéléataires,
- informer le subdéléataire qu'il pourra à son tour consentir des subdélégations de signature dans les mêmes conditions que celles ici décrites.



Pouvoirs de signature d'engagement de dépenses (type « D »)

D1 - Le Délégué reçoit pouvoir de signer dans le respect des procédures du groupe Crédit Agricole S.A. :

- (i) tous engagements, toutes autorisations de dépense, tous bons à payer concernant le Secrétariat général de Crédit Agricole S.A. dans la limite de deux millions d'euros (2 000 000 €) par opération ;
- (ii) tous marchés et contrats de prestation de services concernant le Secrétariat général de Crédit Agricole S.A. dans la limite de deux millions d'euros (2 000 000 €) par opération ;
- (iii) tous remboursements de frais concernant le personnel placé sous son autorité dans la limite de 5 000 € par opération.

D2 – Le Délégué reçoit pouvoir de signer tous les actes et documents relatifs aux points ci-dessus.

Le Délégué a la faculté de subdéléguer, dans les conditions décrites au sein de la rubrique « cadre général de la délégation », les pouvoirs de signature de type « D » qui lui sont conférés par la présente délégation

Pouvoirs de signature relatifs à des actes administratifs (type « A »)

Le Délégué reçoit pouvoir de représenter Crédit Agricole S.A, dans le cadre de ses attributions :

- (i) auprès des conseils d'administration, des conseils de surveillance ou de tout autre organe de représentation collégiale en général, de sociétés ou d'entités auxquelles participe Crédit Agricole S.A., après désignation selon les procédures en vigueur.
- (ii) auprès de tous organismes, instances ou groupes de travail internes ou externes au Crédit Agricole,
- (iii) de tous organismes publics, parapublics ou professionnels
- (iv) auprès des autorités bancaires et monétaires, de toute autorité réglementaire nationale, européenne ou internationale, de toutes instances, nationales, européennes ou internationales, internes ou externes au Crédit Agricole, de toutes autorités de marché ou de tous organismes, des agences de rating.
- (v) de tous organes de presse pour la communication externe du Groupe Crédit Agricole ou à l'occasion de toutes opérations de mécénat ;
- (vi) et à cet effet, le Délégué reçoit pouvoir d'établir, signer, certifier toutes correspondances, communications, relatives à l'exercice des pouvoirs de représentation décrits précédemment.

(vii) et à cet effet, le Déléгатaire reçoit le pouvoir de signer les correspondances adressées à toute entité du groupe Crédit Agricole (et notamment les « Lettres Jaunes » adressées aux Caisses régionales de Crédit Agricole), relatives à l'activité relevant de sa responsabilité.

Le Déléгатaire reçoit pouvoir de signer :

- (i) tous documents, contrats et correspondances liés au fonctionnement des organes statutaires de Crédit Agricole S.A. et des divers Comités internes ou mixtes auxquels participe la Direction Générale, à l'organisation de l'accueil et de la réception pour Crédit Agricole S.A., à la mise en oeuvre d'actions de notoriété;
- (ii) pour ampliation, tout document émanant de Crédit Agricole S.A.

Le Déléгатaire reçoit pouvoir de certifier « conforme à l'original » :

- (i) tous documents administratifs ;
- (ii) tout extrait de délibération du Conseil d'Administration ;
- (iii) toute décision prise au nom de Crédit Agricole S.A. ou le concernant ;
- (iv) tout acte de délégation.

Le Déléгатaire a la faculté de subdéléguer, dans les conditions décrites au sein de la rubrique « cadre général de la délégation », les pouvoirs de signature de type « A » qui lui sont conférés par la présente délégation.



Dispositions générales

Le Délégué déclare sur l'honneur ne pas être frappé d'une interdiction d'exercer la profession bancaire prévue par l'article L.500-1 du Code Monétaire et Financier et s'engage à respecter, le cas échéant, les obligations d'information et d'autorisation définies respectivement par les articles R.511-1 et R.511-2 du même Code.

La présente délégation prend effet à compter du 1^{er} septembre 2015.

La présente délégation est accordée pour la durée des fonctions du Délégué.

Elle peut faire l'objet, à tout moment, d'une suspension ou d'un retrait avec effet immédiat, qui devra être confirmé par écrit au Délégué.

Elle prendra fin d'office en cas de cessation des fonctions du Délégué pour quelque motif que ce soit.

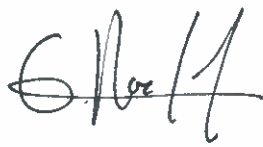
La présente délégation prendra également fin d'office en cas de cessation des fonctions du Délégué pour quelque motif que ce soit.

La présente délégation met un terme à la délégation précédemment émise n° 2013-024 du 5 mars 2013.

Les données à caractère personnel recueillies par Crédit Agricole S.A., en qualité de responsable de traitement, font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des données relatives aux délégations et aux signatures autorisées de Crédit Agricole S.A. et d'entités du groupe Crédit Agricole S.A. Les destinataires habilités à consulter les données sont les personnes habilitées au sein de Crédit Agricole S.A. Conformément à la Loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le Délégué bénéficie auprès du Secrétariat Général de Crédit Agricole S.A. d'un droit d'accès et de rectification aux informations le concernant.

Fait à Montrouge, le 17.12.15

En trois exemplaires originaux

Bon pour pouvoirs de signature	Bon pour acceptation de pouvoirs de signature	Pour enregistrement et diffusion
Le Délégué <i>Bon pour pouvoirs de signature</i> 	Le Délégué <i>Bon pour acceptation de pouvoirs de signature</i> 	
Philippe BRASSAC Directeur Général de Crédit Agricole S.A.	Jérôme BRUNEL Secrétaire Général de Crédit Agricole S.A.	Guillaume ROESCH Directeur des Affaires Générales

Le Délégué et le Délégué apposeront leur signature après avoir paraphé chaque page et annexe de la présente délégation

Le Délégué fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour pouvoirs de signature »

Le Délégué fera précéder sa signature de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de pouvoirs de signature »